

Le président Ford suspend le directeur de sa campagne électorale

LIRE PAGE 22

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA; Maroc, 1,30 dir.; Tunisie, 100 m.;
Belgique, 1 DM; Israël, 10 sch.; Espagne, 16 pes.;
Canada, 50 c.; États-Unis, 30 c.; France, 100 F;
Grande-Bretagne, 10 p.; Italie, 200 L.; Japon, 100 y.;
Liban, 100 L.; Luxembourg, 10 fr.; Pays-Bas, 10 f.;
Portugal, 120 esc.; Suède, 2,25 kr.; Suisse, 1 fr.;
U.S.A., 65 c.; Venezuela, 10 b. bol.
Tarif des abonnements page 54
S. RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 03
C.C.P. 4207-23 Paris
Tél. Paris 26 62 57 2
Tél. 770-91-29

La sortie du « serpent » entraîne pour le franc une dépréciation de près de 4,5 %

La débânde de l'Europe

La décision de « suspendre » la participation du franc au « serpent » européen est doublement une porte de sortie. Elle permet de faire cesser l'hémorragie de devises que subissait la Banque de France, le gouvernement s'étant mis dans l'impossibilité de calmer la spéculation. Elle ouvre à M. Giscard d'Estaing et à son gouvernement la possibilité de devoir annoncer, un soir d'élections cantonales qui n'a pas été favorable à la majorité, une dévaluation à visage découvert.

Le caractère technique de la mesure prise ne trompera cependant personne. Le président de la République française a acquis sa réputation comme ministre des finances. La preuve vient d'être administrée qu'il n'a pas été en mesure de mener plus de huit mois une expérience qu'il a engagée lui-même, le 10 juillet dernier, en faisant officiellement rentrer le franc dans le groupe des monnaies européennes liées entre elles par des parités fixes, groupe composé du deutschemark, du franc belge, du florin néerlandais, de la couronne danoise, et auquel sont associées la couronne norvégienne et la couronne suédoise.

Sur le plan purement monétaire, l'échec n'est peut-être que provisoire. La tenue du franc dépendra de la politique économique et financière qui sera appliquée à l'intérieur. Les explications qu'a données M. Jean-Pierre Fourcade ne sont pas très encourageantes à cet égard. Le ministre de l'Économie et des Finances a déclaré que la libération du franc permettrait de sauvegarder la compétitivité des produits français sur les marchés internationaux et, par conséquent, de réduire plus facilement le chômage. On sait que ce genre de calcul a mené la Grande-Bretagne et l'Italie. On ne peut toutefois, de ces paroles prononcées à la hâte pour justifier une volte-face, tirer des conclusions sur ce que sera dans les mois à venir la conduite du gouvernement. Cherchera-t-il, sans participer formellement à l'accord monétaire européen, à faire évoluer le cours du franc parallèlement à celui du deutschemark, préservant par là même ce qui peut être sauvé de l'expérience malheureusement avortée ? Ou bien, faute de tenir la barre d'une main assez ferme, s'engagera-t-il progressivement dans une course à la dévaluation perpétuelle, sur le mode britannique ou italien ?

Parmi les raisons qu'avait mises en avant le chef de l'État, au printemps dernier, pour expliquer le choix qu'il allait faire, d'amarrer à nouveau le franc au groupe des monnaies fortes du continent, figurait en bonne place sa volonté de reprendre la marche vers l'union économique et monétaire. Il s'agissait, par un geste décisif, de montrer que la France, en lançant le sort de sa monnaie à celui du deutschemark, donnerait la priorité, comme la République fédérale, à la lutte contre l'inflation. L'objectif était de créer à l'intérieur de la C.E.E. une zone de stabilité propre à maintenir l'acquis communautaire et à préparer de nouveaux progrès.

C'est cet espoir qui est aujourd'hui compromis plus gravement que jamais. Depuis le 29 janvier, la lire a perdu 17 % de sa valeur, la peseta 10 %, la livre 5 %. Le franc va maintenant flotter en baisse, au moins pendant un certain temps. A l'intérieur de ce qui reste du « serpent », le franc belge (dont les liens particuliers avec le florin viennent d'être eux aussi rompus) et la couronne danoise et la couronne norvégienne sont soumises à de si fortes pressions qu'on peut se demander si l'abandon du franc ne va pas être suivi d'une débânde générale. Toutes les conditions sont réunies pour que s'ouvre en Europe une course à la dévaluation monétaire, généralisée d'inflation et propre à attirer les réflexes protectionnistes. La destruction progressive du cadre que constituait la C.E.E. ne peut que favoriser l'arrivée au pouvoir des forces politiques de contestation.

Le franc français, qui « flotte » de nouveau librement vis-à-vis de toutes les monnaies, accusait ce lundi 15 mars, une baisse d'environ 4,40 % par rapport au dollar (qui cotait 4,7375 francs), et de 4,50 % par rapport au deutschemark (dont le cours s'établissait à 1,8445 francs). L'espoir du gouvernement français est que, au bout d'un certain nombre de semaines, la dévalorisation du franc vis-à-vis de toutes les devises, à l'exception du mark et du florin, sera plus ou moins effacée.

C'est au cours d'une réunion improvisée, convoquée dimanche soir, des neuf ministres des finances du Marché commun, que M. Jean-Pierre Fourcade a annoncé la décision prise par France de « suspendre » de nouveau sa participation à l'accord monétaire européen, plus connu sous son surnom de « serpent ».

Pour justifier sa décision, prise après consultation du président de la République, M. Fourcade a réitéré que la Banque de France avait dû engager dans la bataille menée depuis le début de l'année, pour maintenir le franc dans le « serpent », l'équivalent en devises de quelques 14 milliards de francs. La C.G.T. et la C.F.D.T. critiquent le fait que le départ du franc ait été annoncé seulement après les élections cantonales et doutent qu'il suffise à réduire le chômage.

Dans les milieux patronaux, on pense que cette « sage décision » ne va pas mettre fin à l'instabilité et l'on souhaite un accord durable entre les Neuf.

De leur côté, les trois pays du Benelux (Belgique, Pays-Bas et Luxembourg) ont mis fin à l'accord particulier qui limitait à 1,5 % les fluctuations de leurs devises à l'intérieur du « serpent ».

C'est seulement au bout de quelques semaines que l'on pourra se faire une idée de la nouvelle physiologie du marché des changes, après la décision prise en extrême par le gouvernement français de laisser désormais le franc « flotter » vis-à-vis de toutes les monnaies, y compris celles avec lesquelles il était depuis le 10 juillet dernier à nouveau lié au sein du « serpent ». Lundi matin, le franc se trouvait dévalué vis-à-vis de toutes les devises. Le cours du dollar, après être monté jusqu'à 4,80, se stabilisait autour de 4,7375 francs soit une décade de 4,40 % environ par rapport au dernier cours constaté vendredi.

Comme à Francfort, on notait au contraire une légère baisse du dollar (2,55 DM), il ressortait que la baisse du franc français par rapport à la devise allemande accusait un pourcentage de 4,50 %. Le cours du deutschemark s'établissait à 1,8445 franc, contre 1,7925 vendredi. Mais toutes les autres devises étaient également plus chères à Paris, la livre sterling valant, par exemple, aux alentours de 9,25 francs, contre 8,75 francs vendredi et les 1.000 liras italiennes s'échangeant à 5,84 francs, contre 5,66 francs à la fin de la semaine dernière. La livre sterling restait « stable » à 1,93 dollar, tandis que la lire glissait (817 liras pour 1 dollar).

Le gouvernement français estime, semble-t-il, que d'ici à quelques semaines les rapports de changes devraient être tels que, pratiquement, ne subsistera que la dévalorisation par rapport aux monnaies du « serpent » européen, c'est-à-dire exclusivement par rapport au deutschemark. L'impact de la spéculation contre le franc, qui a nécessité la semaine dernière la mobilisation de considérables montants en devises, dont le chiffre a été révélé par M. Fourcade d'équivalait de 2 millions de francs en janvier, 4 millions de francs en février et 8 millions de francs en mars), est encore mesuré, lundi matin, par le taux de l'intérêt sur le marché de l'eurofranc, qui s'élevait à 200 % au jour le jour : les opérateurs qui ont vendu vendredi du franc à découvert doivent se couvrir à tout prix par des emprunts.

A partir du moment où les partenaires de la France au sein de la Communauté économique européenne refusent de se prêter à l'opération de camouflage qui aurait consisté, comme le demandait M. Fourcade, à vider le « serpent » de sa substance en modifiant plusieurs règles fondamentales (élargissement des marges de fluctuations, modalités plus souples de remboursement à la charge des pays débiteurs), la décision prise par le gouvernement français de « suspendre » sa participation à l'accord monétaire européen, c'est-à-dire de laisser flotter le franc vis-à-vis de toutes les monnaies, était le seul parti à prendre.

La poussée amplifiée du P.S. au second tour a assuré le succès de la gauche aux cantonales

Après le second tour des élections cantonales qui s'est déroulé dimanche 14 mars dans 935 cantons de la métropole et dans 13 cantons d'outre-mer, l'opposition de gauche, qui disposait de la majorité dans 28 conseils généraux de la métropole, peut espérer l'obtenir dans dix à quinze autres.

L'évolution de l'électorat, pour ne pas dire plus, profite certes au parti communiste, mais c'est le parti socialiste qui en est le principal bénéficiaire, de même que le 7 mars.

Une statistique partielle du ministère de l'Intérieur portant sur 1 854 cantons (il y en avait 1 863 à pourvoir) le place en tête de toutes les formations avec 519 sièges (249 au P.C., 188 aux républicains indépendants et 181 à l'U.D.R.). Cette nouvelle poussée que la majorité cherche à minimiser ou à masquer provoque une certaine acrimonie de M. Marchais, secrétaire général du P.C.F., qui se plaint du manque de discipline de l'électorat socialiste

et accuse les dirigeants du P.S. de n'y être pas étrangers.

Le gouvernement, dont quinze membres avaient été élus ou réélus conseillers généraux dès le premier tour, peut se féliciter du succès d'un secrétaire d'État, M. Granet, apparenté à l'U.D.R., mais il doit déplorer l'échec de deux de ses collègues, MM. Sisson et Carvillat, tous deux républicains indépendants.

Sur les quinze présidents de conseils généraux qui étaient en ballottage, huit ont été battus. Cinq autres n'ayant pas sollicité le renouvellement de leur mandat, les changements seront particulièrement nombreux « au sommet » des assemblées départementales.

M. Giscard d'Estaing devait s'entretenir successivement, lundi après-midi 15 mars, avec MM. Jacques Chirac, chef du gouvernement; Poniatowski, ministre d'État, ministre de l'Intérieur, et Lecanuet, ministre d'État, ministre de la Justice.

Une dizaine de conseils généraux vont changer de président

M. Jean Lecanuet, ministre d'État, garde des sceaux et président du Centre démocrate, a déclaré que le goût des formules nuancées à moins que ce ne soit celui du paradoxe. Après avoir fait état, après le premier tour des cantonales, d'un « phénomène léger de politisation », il a retiré des résultats des neuf cent trente-cinq scrutins de ballottage de la métropole l'impression qu'un « léger avertissement » venait d'être donné au pouvoir et à la

majorité. A un tel langage, tenu par plusieurs autres représentants de la majorité présidentielle (cette majorité a sorti intacte de l'épreuve, a prétendu M. Labbé, président du groupe U.D.R. de l'Assemblée nationale), on préfère la franc-parler de M. Alexandre Sanguinetti, ancien ministre, ancien secrétaire général de l'U.D.R. : « Nous avons reçu un avertissement sérieux. Il nous faudra faire notre examen de conscience ».

La participation inhabituelle de 62 % du corps électoral (il faut remonter au premier tour des cantonales d'avril 1958 pour retrouver un taux comparable) a eu pour effet non pas de consolider les positions de la majorité, mais de confirmer et même d'amplifier sensiblement la poussée à gauche du 7 mars.

A la veille du renouvellement des présidents des conseils généraux, on peut tenir pour acquis le basculement dans l'opposition de dix assemblées départementales : Allier, Belfort, Côtes-du-Nord, Essonne, Gers, Gironde, Isère, Puy-de-Dôme, Savoie, Val-de-Marne. En raison de l'impression de certaines étiquettes, la réserve s'impose pour l'Ain, la Corse-du-Sud, la Côte-d'Or, les Landes et le Tarn, où la même tendance est observée.

RAYMOND BARRILLON.
(Lire la suite page 17.)

AU JOUR LE JOUR

LES PIEDS DANS L'EAU

Ce n'est peut-être pas un raz de marée, mais, assurément, c'est une marée d'équinoxes qui, rencontrant les courants du mécontentement, gonfle de manière dangereuse les eaux électorales.

En un mot, l'inondation menace. Heureux Louis XV qui pouvait dire : « Après moi le déluge ! » La majorité l'a devant elle. Pour le moment, M. Valéry Giscard d'Estaing et M. Chirac, qui, l'un à l'Élysée, l'autre à l'Assemblée, sont à peu près à égale distance du socle du pont de l'Alma, doivent, comme lui les jours de crue, se sentir les pieds dans l'eau.

ROBERT ESCARPIT.

Le Caire aurait supprimé les « facilités » accordées à la flotte soviétique

Le Parlement égyptien s'est réuni, le lundi 15 mars, pour examiner un projet de loi abrogeant le « traité d'amitié et de coopération » conclu entre le Caire et Moscou le 27 mai 1971. Selon l'officiel « Al Gounhouriya », les facilités accordées à la flotte soviétique dans les ports égyptiens ont été d'ores et déjà suspendues. La décision de dénoncer le traité — annoncée dimanche par le président Sadate — est vivement critiquée par les organes d'information de Syrie, qui accusent le Caire de s'insérer aux États-Unis, tout en faisant le jeu d'Israël (lire page 20).

Le « comité de sécurité » du cabinet israélien a tenu dimanche une réunion exceptionnelle pour examiner la situation au Liban, où la tension ne cesse de monter. Le président Frangie ayant refusé de démissionner malgré un vote de défiance au Parlement, émis par plus de deux tiers des députés, le général Ach El Ahdab, le nouvel « homme fort » libanais, a menacé d'avoir recours à la force pour déloger M. Frangie du palais présidentiel. Dans cette éventualité, on craint une reprise générale des hostilités. Des avions israéliens ont survolé lundi matin Beyrouth, où des tirs de mortiers et des rafales d'armes automatiques ont éclaté, pour la première fois depuis l'instauration du cessez-le-feu le 22 janvier dernier.

Bien que le président Assad ait qualifié la crise libanaise de « question intérieure », le chef de l'État syrien a déclaré — en accord avec Paris — de remettre à une date « ultérieure mais prochaine » la visite qu'il devait faire en France à partir de ce lundi.

Une fois de plus, le Liban s'enlise

Beyrouth. — Tout semble bloqué. Une fois de plus, le Liban paraît s'enliser dans une situation qu'il ne peut maîtriser. Le « coup de force » du général Ach El Ahdab (le Monde daté 14-15 mars) n'a pas pour l'instant emporté la décision, bien qu'il ait provoqué, dans la nuit du 13 au 14 mars, un événement historique : un vote de défiance du Parlement contre le président de la République, M. Soleiman Frangie.

Pour la première fois depuis longtemps, toutes les parties en conflit semblent s'accorder sur un point essentiel : le chef de l'État, tenu pour principal responsable de la crise, doit quitter le pouvoir avant le terme de son mandat, en septembre prochain. Chacun le souhaite, ou est prêt à s'y résoudre, mais personne ne

De notre envoyé spécial
FRANCIS CORNU

sait comment parvenir à cette solution. Cette impasse illustre le sort de ce pays aujourd'hui presque anéanti par onze mois de guerre civile, et qui se révèle incapable de trouver les ressources d'un sursaut décisif.

De nouveau, Beyrouth vit tranchée sur elle-même. La ville reste le plus souvent déserte. Des tirs sporadiques se sont produits le dimanche 14 mars tout au long de la ligne de front établie depuis bientôt un an. De violentes fusillades ont encore éclaté tôt ce lundi matin dans le centre de la ville et à proximité des grands hôtels. Les Libanais n'ont d'autre occupation que de suivre les émissions de la radio et de la télévision désormais contrôlées par les militaires du « Mouvement de redressement national ». Entre deux programmes de musique militaire apparaît sur les écrans l'image du drapeau libanais national, qui annonce la lecture par un officier d'interminables messages de soutien au « pouvoir » provisoire. Cependant, les auteurs du coup de force ne peuvent guère dissimuler la vanité de leur action, car quatre jours après leur intervention, et malgré certains acquis et de multiples a p p u i s, ils ont provisoirement échoué dans la mission primordiale qu'ils s'étaient fixée. Isolés dans le palais de Baada, dans les faubourgs de Beyrouth, un vieillard irréductible continue de résister à tous les appels de la démission et à tous les ultimatum, sans cesse reconduits, faute de moyens de pression efficaces.

« NOTRE RÉSURRECTION » A NANCY

Le retour du Bread and Puppet

Salle Poinel, à Nancy. Des dures poussières, des boîtes travaillées, du marbre dans le hall qui prend un air de fête villageoise : un mangeur de feu, un personnage indéfini sous un masque de bohémienne, des chanteurs en blanc, droient la foule. Le Bread and Puppet est arrivé, conduit par Peter Shumann, marionnettiste allemand qui vit en Amérique depuis 1962, et y a transplanté ses souvenirs étonnants et graves des jours de camouflagement. Il ne vient pas en Europe sans passer par Nancy, sans saluer Jack Lang et le Festival, il y a huit ans, est né sa notoriété internationale. Il y a huit ans, il protestait contre la guerre au Vietnam. Aujourd'hui, il célèbre, à sa manière, la bicentenaire des États-Unis. Son spectacle s'appelle « Notre Résurrection ».

Une procession traverse la salle, portant une immense figure au doux sourire, et va la placer le long d'un rideau fleuri, au centre de la scène. Côté jardin, un chœur chante des cantiques. Côté cour, Peter Shumann surveille, et une petite fille angélique, couronnée de roses blanches, tourne les feuilles d'un livre d'images, annonce les stations du chemin de croix. C'est presque une introduction au style des Bread and Puppet, des clés de paraboles insidieusement perverties, d'images délicates et cruelles. Un discours en forme de complainte populaire — de « moritars » — qui raconte, ici, la douloureuse histoire de Jésus. L'Évangile est vécu par des personnages de tous les temps. Ils sont habillés comme, sur des gravures romantiques naïves, mais la croix dans le ciel ressemble à un bombardier gris.

COLETTE GODARD.

(Lire la suite page 33.)

DELMAS

ÉDITIONS J. DELMAS & C^{ie}
13, rue de l'Odéon
75006 Paris
Tél. 525 05 02

EXTRAIT DU
EXTRAIT DU SOMMAIRE
EXTRAIT DU SOMMAIRE
EXTRAIT DU SOMMAIRE

LE LIBAN EST UN PAYS ARABE COMME TOUS LES AUTRES nous déclare le président Assad

Lire page 21 les déclarations du chef de l'État syrien

15-DESEN

ABRÉVIATIONS

act. loc. : action locale (défense des intérêts cantonniers et des communes)	gaull. maj. : gaulliste favorable à la majorité
--	---

act. loc. : action locale (défense des intérêts cantonaux et dist. quettes de même nature).

anc. cons. gén. : ancien conseiller général (à l'exclusion des sortants).

anc. dép. : ancien député.

anc. min. : ancien ministre.

anc. prés. cons. : ancien président du conseil.

anc. prés. cons. gén. : ancien président du conseil général.

anc. prés. cons. rég. : ancien président du conseil régional.

anc. secr. E. : ancien secrétaire d'Etat.

anc. sén. : ancien sénateur.

app. : apparenté.

ball. : ballottage.

candi nouv. : candidat nouveau.

Cent. dém. : Centre démocrate.

C.D.P. : Centre Démocratique et Progrès.

cent. : centriste.

cent. g. : centre gauche (à l'exclusion des radicaux de gauche et des radicaux favorables à la majorité).

Cent. ind. : Centre indépendant (ex-alliance républicaine indépendante et libérale).

Cent. rép. : Centre républicain (M. André Morice).

C.N.I.P. : Centre national des indépendants et paysans.

cons. gén. : conseil général.

c.a. : conseiller sortant.

dép. : député.

div. g. : divers gauche.

E.-L. : Klaus-Lothningen (autonomistes alsaciens).

ext. d. : extrême droite.

ext. g. : extrême gauche.

F.S.D. : Fédération des socialistes démocrates (M. Eric Hiltnermann).

F.N. : Front national (M. Jean-Marie Le Pen).

F.P. : Front progressiste (gaullistes d'opposition).

Gauche dém. : Gauche démocratique (réservé aux sénateurs).

gaull. : gaulliste.

gaull. maj. : gaulliste favorable à la majorité.

gaull. opp. : gaulliste opposé à la majorité.

ind. : indépendant (à l'exclusion des C.N.I.P. et des R.I.).

M. D. S. F. : Mouvement démocrate-socialiste de France.

min. : ministre.

mod. : modéré.

mod. maj. : modéré favorable à la majorité.

Mouvm. dém. : Mouvement des démocrates (M. Michel Jobert).

non inser. : non inscrit.

prés. : président.

prés. cons. gén. : président du conseil général.

prés. cons. rég. : président du conseil régional.

prés. sort. : président sortant.

opp. : opposition.

P.C. : parti communiste.

P.F.E. : parti fédéraliste européen.

P.F.N. : Parti des forces nouvelles (extrême droite).

P.L. : Progrès et Liberté (M. Jacques Soustelle).

P.L.F. : Parti Libéral de France.

P.S. : parti socialiste.

P.S.U. : parti socialiste unifié.

rad. : radical (favorable à la majorité).

rad. g. : radical de gauche.

R.I. : réformateur.

R.L. : républicain indépendant.

secr. E. : secrétaire d'Etat.

sec. gén. : secrétaire général.

sén. : sénateur.

soe. ind. : socialiste indépendant.

sout. : soutien.

supp. : suppléant.

U.D.R. : gaulliste de l'Union des démocrates pour la République.

U.G.S.D. : Union de la gauche socialiste et démocrate (pour les socialistes et les radicaux de gauche uniquement).

U.J.F. : Union des jeunes pour le progrès (jeunes gaullistes non U.D.R.).

Un. cent. : Union centriste

Parmi les élus qui n'étaient pas sortants on note :

MM. Michel Debré, maire d'Amboise, anc. prem. min.; Dhininn (Nord), Légende (Nord); Jean Laisant (Fuy-de-Dôme); Jacques Durieux U.D.R., député des U.D.R.; Durieux (Nord), dep. R.I.; Porni (Territoire de BelFORT), Blanc (Savoie) Michel Bouchard (Haute-Garonne), Maurice Andrieu (Haute-Garonne), députés socialistes; Frejtag, P.C., dep. maître de Colombes; J. Gaudin, P.S., éd. de la Houillie, maj. pres. sén. (la Réunion); Schwint, P.S., sénateur (Doubs); Schmaum, P.S., éd. (Haut-Rhin); Bousquet, maire de Furbach, U.D.R., anc. sén. (Moselle); Claude Wolff, R.P., maire de Chamallières, où il a succédé à M. Valéry Giscard d'Estaing (Fuy-de-Dôme); Jacques Laisant, directeur du service de l'information à Antenne 2 (Cannes, Alpes - Maritimes); Yann Gaillard, radical, de la Haute-Savoie; René Faure, président de l'Assemblée nationale (Aube); Michel Perrier, U.D.R., directeur des informations (Alpes-Maritimes); Robert (Lignes); Robert Pantillon, membr. du secrétariat national (affaires étrangères) du P.S. (Hauts-de-Seine).

TOME I des origines à 1814
TOME II de 1815 à 1871
TOME III de 1871 à 1940
TOME IV de 1940 à 1958
TOME V de 1958 à nos jours

puf

Les conseils généraux de l'Essonne et du Val-de-Marne seront présidés par des communistes

Les socialistes sont les premiers bénéficiaires, mais point les seuls, d'une situation sociale qui politise l'opinion en leur faveur. En contrepartie, ils offrent à cette constellation un moyen de s'exprimer qu'elle n'avait pas toujours voulu trouver ailleurs. La gauche tire parfois part indirectement de cette explosion de colère : ainsi, à Pontoise, où son succès a été écrasant, président du conseil général du Val-d'Oise, un ancien ministre d'un obstiné défenseur de l'environnement. Cependant, elle en tire parti de façon très inégale. Comme toujours, les reports de voix au second tour n'ont pas le même rendement selon qu'ils s'opèrent au profit d'un communiste ou d'un socialiste. Le P.C.F. s'émiette, plus que jamais, d'une dépendance de suffrages qui le prive de nombreux élus au sein même de son ancien territoire sièges lui échappent. Dans l'Essonne et dans le Val-de-Marne, mais c'est grâce à la mobilisation de toute la gauche que M. Roméjo (P.C.F.) emporte de onze voix sur M. Lefèvre d'Ormesson à Chennervièrès et M. Picard (P.S.) sur M. Jean-Paul David à Mantes-la-Jolie.

D'une manière générale, le déficit des voix de gauche au second tour est d'autant plus net que l'élection ait candidaté un socialiste ou socialiste, comme le prouve le cas de M. Pontillon à Suresnes — est assurée et la discipline joue mieux au sein de la gauche lorsque l'adversaire est coriace.

Les présidents des conseils généraux sortants du Val-de-Marne (M. Nungesser) et de l'Essonne (M. Prost) vont devoir abandonner leurs postes, mais il y aura aussi un changement à la présidence des assemblées départementales. MM. Hans de Selve et Claude d'Oise, puisque MM. Paquet (U.D.R.) et Chauvin (csc. dém.) ont été battus.

ANDRÉ LAURENS

1^{er} TOUR : 4 ELUS
(1 P.C., 1 cent., 2 sans étiquette)

BIEVRES
M. Simonin, c.s., maire de
Verrières-le-Buisson, U.D.R., 4 286..... Réé
M. Gabriel-Roger, P.S., 4 276.

● **BRETIGNY-SUR-ORGE**
M. Bin, P.C., 5 354..... E
M. de Botsche, maire maj., 4 555.

● **CHILLY-MAZARIN**
M. Funes, P.S., 5 969.... E
M. Ehrhardt, maire, 4 423.

ETAMPES
M. Lefranc, P.C., 5 526.... E
M. Caillay, c.s., réé., 4 527.

● GIFF-SUR-YVETTE
 M. Pelchat, P.S., 2 657..
 M. Trimbach, maire,
 maj., 2 328.
 LIMOURS
 M. Beauparrain, c.s.,
 ma., 3 048..... Réé
 M. Dupuy, P.C., 2 822
 ● LONGJUMEAU
 M. Collin, sén. c.s., maire,
 Cent., 8 218..... Réé
 M. Aufort, P.C., 5 714.
 ● MONTGERON
 M. Hardouin, P.S., 5 237
 MM. Fortuit, anc. dép.,

ca. U.D.R. 3 690 ; Pernet, mod., 800.

● **PALAISEAU**
M. Vizet, dép. ca., maire, P.O. 8 745 Réa
M. Louis U.D.R. 5 494

● **RIS-ORANGIS**
M. Marcou, mod. maj., 4 908 El
M. Perrin ca. P.C., 4 718

● **SAINT-CHERON**
M. Savaolsin, P.S. 3 423
M. Bourgeat ca. mai. 3 200

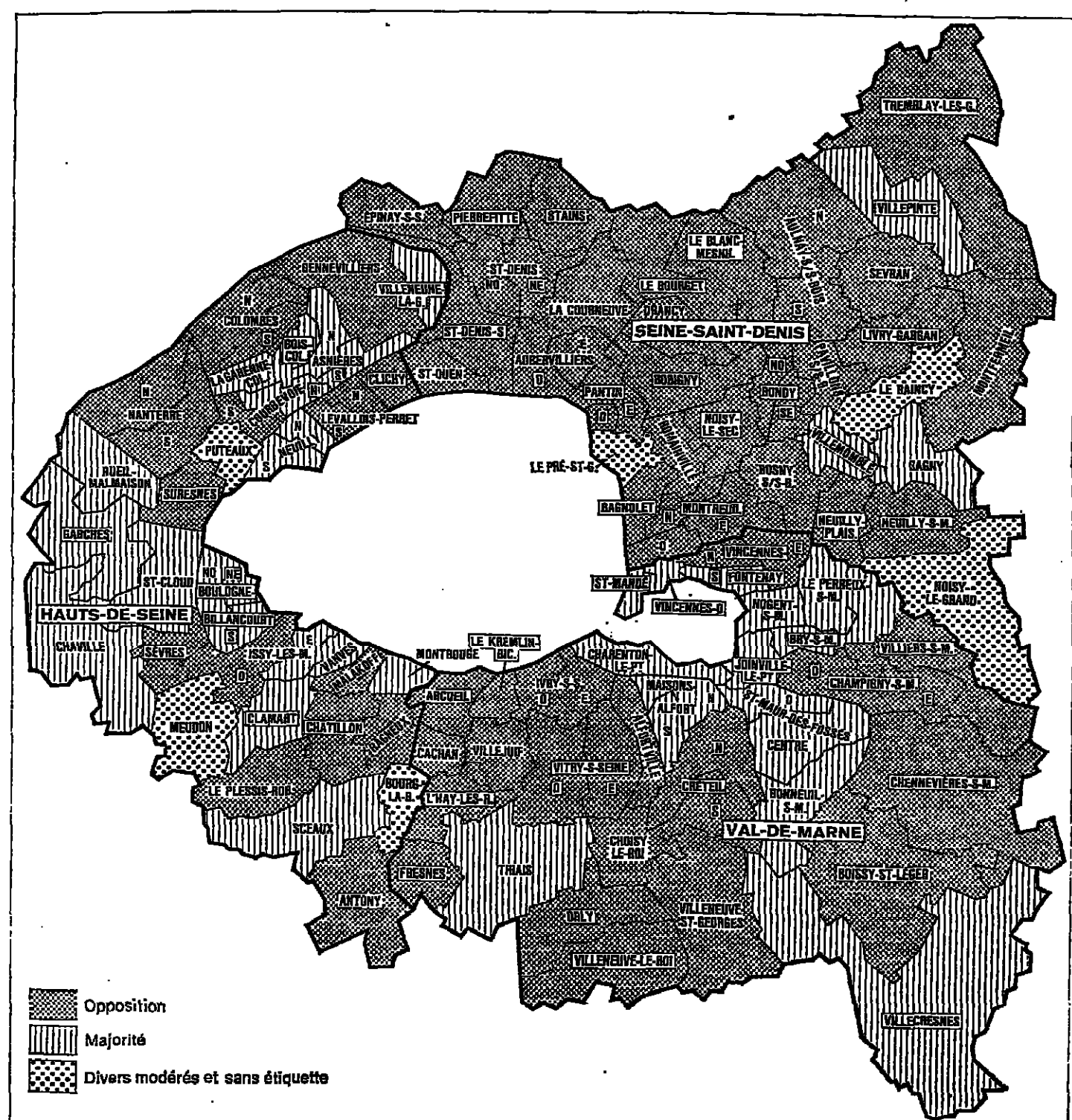
● SAINT-GERMAIN-
LES-CORBEIL
M. Desplaires, P.S. 3 140
M. Saint-Javin, U.D.R.
2 334.

● SAINT-MICHEL-SUR-ORGE
M. Engländer, maire,
P.C., 4 023.....
M. Perrin, cs., U.D.R.,
3 274.

● SAVIGNY-SUR-ORGE
M. Brousseau, sén.
maire, cs., P.C., 8 069.....
M. de Caril, maj., 5 708.

● VIGNEUX-SUR-SEINE
M. Lakota, P.C., 4 687....

Les noms des cantons soumis à réflexion en 1976 sont cernés d'un trait



Trois cents mètres seulement séparent les studios de R.T.T., rue Bayard, et ceux d'Europe 1, rue François-Ier. Et pourtant, dimanche soir, la différence d'attitude envers les élections cantonales était flagrante : d'un côté (à R.T.T.), la réserve, la discrétion, avec des débats sans mise en scène dans l'atmosphère feutrée du « studio de tous les jours » ; de l'autre (à Europe 1), un grand studio serein où, sur un podium, un aréopage de personnalités politiques débattaient devant un parterre d'invités. Un buffet ob, pendant les entractes, on pouvait voir Serge Gainsbourg et Jane Birkin, Serge Reggiani, Georges Moustaki.

A part ça, le même « petit ballet » d'hommes politiques — moins plus importants que la semaine dernière — entre les deux studios : André Diligent, qui venait de R.T.L. croisait Michel Bocard qui sortait d'Europe 1, tandis que Roger Chanda contrait de la rue Bayard à la rue François-1^{er}, répétant partout, pour expliquer le succès de la gauche, que l'électorat avait voulu se défouler. Quant à Mme Giroud, elle déclarait au micro — sérieusement — qu'il n'y avait là rien de surprenant puisque l'opposition connaissait toujours la faveur du corps électoral. — C. D.

M. Despierres, P.S. 3140
 M. Saint-Juvin, U.D.R.,
 3 334.

● SAINT-MICHEL-SUR-ORGE
 M. Englander, maire,
 P.C., 4 023.....
 M. Perrin, c.s., U.D.R.,
 3 274.

● SAVIGNY-SUR-ORGE
 M. Brousseau, sén.
 maire, c.s., P.C. 8 068.....
 M. de Caril, maj., 5 708.

● VIGNEUX-SUR-SEINE
 M. Lakota, P.C., 4 687...
 M.

● PANTIN OUBRY
10000, P.O. Box
M. Broyer, 901-0120

● VILLEPENTE
10000, P.O. Box
M. Broyer, 901-0120

10000, P.O. Box
M. Broyer, 901-0120

[illegible][illegible]

VINCENNES FOUNTAIN
SODA

DES ÉLECTIONS CANTONALES

Les résultats dans la région parisienne

VILLEBON-SUR-YVETTE

M. Bernard, P.C., 3167...
M. Condat, R.I., 2566.

YERRES

M. Gailhaut, P.S., 7595...
M. Grangé, R.I., 2635.

Au conseil général de l'Yonne la majorité bascule au profit de la gauche. Les communistes, qui détenaient seul le siège, en gagnent quatre et le parti socialiste, qui en avait deux, en a désormais huit. Au vu des résultats du premier tour, les

candidats de la majorité n'étaient pas, mathématiquement, en mesure de l'emporter dans un seul des scrutins de ballottage. Les électeurs du 14 mars ou les abstentionnistes en ont décidé autrement à Bierre, Lamoignon, Lamoignon, Bie-Ouville. Dans ce dernier cas, le déficit des voix de gauche n'est pas seulement en pourcentage mais en valeur absolue.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. M. Pierre Prost, mod. maj. élu) : 13 P.C., 8 P.S., 1 mod., 1 cent., 1 C.D.P., 1 U.D.R., 3 mod. maj., 2 s. étig.

socialistes au second tour. Si les reports parviennent à donner à plein à Chennepierre et à Joinville, ils ont été insuffisants pour donner à la gauche l'incarnée par un communiste à siège où elle avait théoriquement la majorité au premier tour : à Villeneuve-la-Garenne, où M. Redon, président de la commission départementale et maire C.N.I., de Marolles-en-Brie, l'emporte sur M. Serjat, maire communiste de Limal-Bretonnes : à Villeneuve-la-Garenne, où M. Redon (P.C.) qui, il est vrai, affrontait un conseiller sortant, ex-socialiste, M. Roux, ne retrouve pas toutes les voix de gauche du premier tour. Il y a déperdition aussi au Kremlin-Bicêtre et à Villeneuve-la-Bois, ce qui n'empêche pas l'élection des candidats communistes.

La discipline du déstement a été efficacement à Chennepierre où M. Roméo (P.C.) bat de 11 voix M. Lafont-Ouverture (C.N.I.), et moins efficacement à Bry-sur-Marne où cependant M. Moser (P.C.), qui était arrivé, après 1310 voix, avant le socialiste — et non 1200 — est battu par M. Lesne (U.D.R.).

A Saint-Mandé, où s'était déroulée une élection à l'intérieur de la majorité le 7 mars, M. Vénier, U.D.R., est resté sans retrouver toutes les voix qu'il avait en droit d'espérer. Sur les sept sièges.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. M. Nungesser, dép. U.D.R.) : 16 P.C., 7 P.S., 1 soc. ind., 10 U.D.R., 3 R.I., 2 C.N.I.P.

HAUTS-DE-SEINE (20)

1^{er} TOUR : 11 ELUS (4 P.C., 6 U.D.R., 1 R.I.)

ANTONY
M. Aubry, sén. P.C., 3163
MM. Guin, c. s. 809
aut. 6839; Balidit, soc. ind. 2026; Lefèvre, maj. nat. 307.

BOULOGNE-BILLANCOURT
SUD
M. Balança, c. s. U.D.R., 605
M. Cist, P.C., 608.

CHATILLON-SOUS-BAGNEUX
M. Le Dauphin, maire de Chatillon, P.C., 1011
M. Dolivet, maire de Fontenay-aux-Roses, c. s. cent. g. 9110; Mlle Guille, 712; M. Feytaud, ras. nat. 182.

CLICHY
M. Schmaus, sén. P.C., 7174
MM. Callanquin, U.D.R., 4416; Chapey, nouv. cand. 0.
M. Levallois, maire P.S., ne se représentait pas.

COLOMBES SUD
M. Freilaut, maire de Colombes, dép. P.C., 5719
Mme Batifoulier, mai. prés. 5144; M. Machier, Mouv. dém. 685.
M. Lagrèze, c. s. Cent. dém., ne se représentait pas.

LEVALLOIS-PERRET SUD
M. Jans, maire, dép. P.C., 5137
M. Pasqua, c. s. pré. cons. gén. U.D.R., 4734.

SEVRES
M. Lanormand, maire, P.C., 4397
Mme Callanquin, c. s. cent., 4050; M. Orsatil, rass. nat. 183.

SURESNES
M. Fautillon, maire, c. s. P.S., 9140

VILLENEUVE-LA-GARENNE
M. Prévot, maire, c. s. cent., 4290

M. Brumhes, P.C., 3865
Mme Broisat, maj. nat. 93.

En enlevant six des neuf sièges en ballottage, le P.C.F. est le grand bénéficiaire de la consécration. Pourrait-on dire que les candidats n'ont que très peu profité des reports des voix de gauche. Sauf à Boulogne-Billancourt et Suresne, ils n'ont pas tous les suffrages qu'ils pouvaient espérer.

Il en est de même pour M. Poulton, maire et conseiller sortant socialiste de Suresne, où la participation a été moindre lors du premier tour. Dans trois cas, le succès communiste a été favorisé par le maintien au second tour d'un troisième candidat. Ainsi, M. Balidit, socialiste indépendant, a été battu par la défaite de M. Guin, conseiller sortant (socialiste autonome), et Antonio, tandis que la présence de Mlle Guille gêne M. Dolivet, maire de Fontenay-aux-Roses, à Chatillon-sous-Bagneux, et que celle de M. Moser (Mouvement des démocrates) gêne Mme Batifoulier des quatre 800 voix nécessaires pour devancer M. Freilaut. Ce succès confirme l'implantation du P.C. à Colombes. En revanche, à Suresne, la présence d'un troisième candidat n'a pas vraiment aidé le maire communiste, M. Lanormand, retrouvé un siège que Mme Callanquin, centriste, lui avait enlevé de justesse en 1970.

Le conseil général doit se donner un nouveau président, puisque M. Pasqua, U.D.R., a été élu par M. Jans, d'une manière moins spectaculaire que ne le laissait prévoir le premier tour. M. Pasqua avait succédé, en 1970, à M. Besseli, élu dès le premier tour à Garches.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. M. Pasqua, U.D.R.) : 16 P.C., 1 P.S., 3 cent., 14 U.D.R., 2 R.I., 1 C.N.I.P., 3 mod.

VAL D'OISE (5+18)

1^{er} TOUR : 6 ELUS (4 P.C., 1 Cent. dém., 1 R.I.)

BEAUCHAMPT
M. Carrie, mod. maj., 4191
M. Villade, P.S., 2028
Mme Grand-Maison, 207.

CEBEGY
M. Jessen, P.S., 2864
M. Ziegler, R.I., maire, 2212.

CORMEILLES-EN-PARISIS
M. Weber, c. s. dép., P.C., 5149
M. Ferrier, mod. maj., 4465.

DOMONT
M. Barraud, P.S., 3457
M. Serj, U.D.R., 2374
M. Roussé, U.D.R., c. s. ne se représentait pas.

ERMONT
M. Berthod, mod. maj., 4738
M. Charanomet, P.C., 4395
M. Bichet, c. s. mod. maj., ne se représentait pas.

GONESSE
M. Fevrier, Cent. dém., 5293
M. Grégoire, P.C., 5288
M. Gaston, maire, P.C., ne représentait Goussainville.

HERBLAY
M. Baré, cent. g. 4354
M. Martinez, P.C., 3599.

LYSLE-ADAM
M. Nombrot, R.I., 4512
M. Dufoir, P.C., 4097
M. Vercaumen, c. s. R.I., ne se représentait pas.

LUZARCHES
M. Dermer, mod. maj., 2195
M. Vervoite, c. s. P.C., 3028.

OSNY
M. Gineste, P.S., 1775
M. Gormelen, mod. maj., 1744.

PONTOISE
Mme Lencu, P.S., 4125
M. Chauvin, sén. m. prés. cons. gén. c. s. Cent. dém., 3171; M. Langue, environnement, 1823.

SAINT-LEU-LA-FORÊT
M. Gayet, c. s. rad. g., 3632
M. Morel, Cent. dém., 3610.

SARCELLES-SAINT-BRICE
M. Lamontagne, mod. maj., 3929
M. Canac, dép. m. P.C., 3816.

SOISSY-SOUS-MONTMORENCY
M. Faugeron, 3994
M. Maire, P.S., 3410
M. Leclerc, c. s. U.D.R., s'est retiré entre les deux tours.

TAVERNY
M. Arzallier, P.C., 5594
M. Echavira, mod. maj., 4849
M. Messager, c. s. mod. maj., ne se représentait pas.

VALLE-DE-SAUSSERON
M. Claudel, Cent. dém., 3293
M. Bécot, P.C., 2772.

VILLIERS-LE-BEL
M. Perrier, P.S., 7386
M. Speh, R.I., 2650.

La poussée de la gauche ne sert pas les intérêts du P.S. qui fait un retour au conseil général avec cinq nouveaux conseillers. Le P.C.F. conserve le même nombre de sièges : neuf. Il perd celui de Taverny mais perd celui de Luzarches. Si ces candidats n'avaient pas soutenu d'une déperdition des voix de gauche, au second tour, ils auraient fait meilleure figure. Cette déperdition est particulièrement nette à Gonesse, à Herblay, à Luzarches et surtout à Sarcelles où M. Canac, député communiste et conseiller général en est la victime. Le P.S. a emporté dans quatre des huit nouveaux cantons. Seul Cerny et à Villiers-le-Bel, les reports des voix de gauche ne lui ont pas été mesurés mais ont été pris en considération du candidat de gauche de l'extrême gauche, M. Adolphe Chauvin.

Les républicains indépendants conservent le siège de Lysle-Adam bien que le succès de M. Vercaumen l'emporte au vu des résultats du premier tour. Ils ne pouvaient faire mieux dans le canton de M. Pontois.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. M. Adolphe Chauvin, sén. Cent. dém.) : 9 P.C., 5 P.S., 2 rad. g., 1 cent. g., 5 Cent. dém., 1 U.D.R., 1 R.I., 4 mod. maj., 1 s. étig.

SEINE-SAINT-DENIS (13+10)

1^{er} TOUR : 15 ELUS (12 P.C., 2 P.S., 1 U.D.R.)

AULNAY-SOUS-BOIS SUD
M. Thomas, P.C., 4858
M. Abrioux, U.D.R., 4635
M. Hernandez, c. s. P.C., ne se représentait pas.

BONDY SUD-EST
M. Chauby, P.S., 5530
M. Breda, ind. 1876.

NEUILLY-SUR-MARNE
M. Mahéas, P.S., 5777
M. Krenser, maire, mod. maj., 3070.

NEUILLY-PLAISANCE
M. Macé, P.C., 3318
M. Jaundé, U.D.R., 2888
M. Cathala, sén. c. s. maire, mod. maj., ne se représentait pas.

NOISY-LE-SEC
M. Mons, c. s. P.C., 7335
M. Dalpin, rad., 4310.

PANTIN EST
M. Berthelot, c. s. P.C., 5541
M. Gérard, Cent. dém., 3599.

PANTIN OUEST
M. Isabert, P.C., 2693
M. Boyer, cent. g. 2135.

VILLEPTE
M. Lefort, maire, U.D.R., 3722
Mme Baragiolli, P.C., 3283; Dupuy (nouv. cand.), ind. 137.

Le redoublement a fait passer de trente-quatre à quarante le nombre des cantons. Le P.C., qui détenait déjà 21 sièges, en gagne 3 de nouveau. L'U.D.R. a perdu 2 et le Mouvement des démocrates a gagné 1. Les candidats socialistes (sauf à Neuilly-Plaisance, les dirigeants locaux du P.C.F. se désignent les uns comme chefs de file de la gauche du premier tour et d'autres comme chefs de file de la gauche du second. La déperdition est très nette à Aulnay-sous-Bois, Noisy-le-Sec, Pantin Est et Pantin Ouest. Le P.S. peut en dire autant à Bondy où est élu M. Chauby. Il gagne 3 sièges. Dans la majorité, le gain de Villepinte compense la perte de Neuilly-Plaisance. Elle ne pouvait espérer beaucoup plus, car, sauf à Aulnay, elle n'était pas en mesure d'inquiéter la gauche.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. M. Georges Valbon, P.C.) : 27 P.C., 7 P.S., 3 U.D.R., 3 mod.

YVELINES (10+11)

1^{er} TOUR : 5 ELUS (3 mod., 2 rad. g., 1 U.D.R., 1 R.I.)

CHATOU
M. Catinat, c. s. maire, U.D.R., 6619
M. Lemetire, P.S., 5618.

CHEVREUSE
M. Dumond, c. s. maire, act. loc. 8334
M. Peralt, P.C., 3840.

HOUILLES
M. Selekovitch, P.C., 7698
M. Bourson, c. s. dép., maire, R.I., 7459.

MAISON-LAFFITTE
M. Dupres, c. s. div. g. 5733
Mme Engerand, P.S., 3238.

MANTES-LA-JOLIE
M. Picard, P.S., 7244
Mme David, maire, ré. 4493; Tombak, act. loc. 412.

MANTES-LA-VILLE
M. Marin, c. s. P.C., 5499
M. Convert, R.I., 2670.

MAUREPAS
M. Misery, P.C., 5371
M. Resse, soc.-duparc, mod. maj., 4557.

MEULAN
M. La Toullée, P.C., 8496
M. Galan, mod. 5150; Herman, 393.

MÉTAYER, c. s. anc. dép., P.S. s'est retiré entre les deux tours.

POISSY-NORD
M. Desbordes, P.S., 5386
M. Monjaret, c. s. U.D.R., 5022.
Mme Marescaux, écologiste, 1370; Gutman, div. dr. 132.

RAMBOUILLET
M. Malandain, P.S., 7218
M. Canas, R.I., 6968.
M. Lévêque, c. s. mod. maj., ne se représentait pas.

SAINT-CYR-L'ECOLE
M. Kayser, P.C., 6074
M. Heuze, mod. maj., 5521.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE NORD
M. Falewak, c. s. dép., prés. cons. gén. U.D.R., 6214
Mme Soulat, P.C., 5135; Coant, 425.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE SUD
M. Perleard, mod. maj., 4328
M. Boliot, P.S., 2897.

SAINT-NOM-LA-BRETICHE
M. Brune, c. s. U.D.R., 5082
Mme Prédier, P.S., 4050; Dietrich, écologiste, 455.

TRIEL-SUR-SEINE
M. Moulin, P.S., 3236
M. de Chabre, R.I., 2800; Robert, c. s. div. g., 2485.

VERSAILLES NORD
M. Mignot, c. s. maire, sén. C.N.I.P., 6177
M. M. Volkovich, P.S., 4882; Hanot, 1383.

Au conseil général des Yvelines, le P.C. et le P.S. doublent le nombre de leurs représentants : le premier en 6 désormais huit et le second quatre. A Houilles, le succès du candidat communiste tient à 230 voix : par rapport au potentiel des voix de gauche du premier tour, il perd en nombre de suffrages et en pourcentage. Même observation à Mantes-la-Ville, où, après le retrait de M. Métayer, conseiller sortant socialiste, tous les électeurs du premier tour n'ont pas voté au second : il y a eu beaucoup d'abstentions. A Maurepas et à Meulan, les candidats communistes, sous cette étreinte, ont progressé en voix et en pourcentage. A Rambouillet, il arrive que les candidats socialistes conservent le siège d'ancien conseiller général (à Rambouillet, par exemple), mais, à Mantes-la-Jolie, M. Floré progresse beaucoup et devient notamment le maire. M. Jean-Paul David, à Poissy Nord, le socialiste, M. Desbordes, P.C., conseiller sortant U.D.R., M. Monjaret, grâce au maintien du candidat écologiste, à Triel, le conseiller sortant M. Robert, divers gauche, est lui aussi victime d'une triangulaire et de la bipolarisation de l'électorat : arrivé en tête au premier tour, il est troisième au second. Parmi les nouveaux élus figure M. Michel Perleard, directeur de l'information à Radio France (Saint-Germain-en-Laye Sud).

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. M. J.-P. Falewak, dép. U.D.R.) : 8 P.C., 4 P.S., 2 rad. gauche, 1 div. g., 1 U.D.R., 10 mod. maj., 1 R.I., 1 C.N.I., 3 act. loc.

(Lire la suite page 4.)

NOUVEAUTÉS SEUIL

ROBERT LINHART
LENINE, LES PAYSANS, TAYLOR

Robert Linhart
Lenine, les paysans.
Taylor

Capté le courant anti-stalinien, Robert Linhart tente une analyse matérialiste historique de deux problèmes clés : la question paysanne et l'organisation du travail industriel.

Collection Grands courants du marxisme
276 pages, 27 F.

LA GUERRILLA ÉCONOMIQUE
LES CONDITIONS DU DÉVELOPPEMENT

François Partant
La guérilla économique
Les conditions du développement

Une tactique souple et d'actualité de lutte contre tous les pouvoirs qui s'opposent à un développement des peuples et non pour les États.

Collection Grands courants du marxisme
224 pages, 25 F.

A. J. Greimas
Sémiotique et sciences sociales

La théorie des sciences de l'homme est le fondement d'un différent des discours : la sémiotique.

Maupassant
La sémiotique du texte : exercices pratiques

Une analyse sémiotique d'un texte de Maupassant doublée d'une lecture thématique.

288 pages, 50 F.

Hans-Georg Gadamer
Vérité et méthode

Hans Georg Gadamer
Vérité et méthode
Les grandes lignes d'une herméneutique philosophique

Par l'un des philosophes allemands les plus importants depuis Heidegger.

Traduction partielle de l'allemand par F. Sauer, revue par F. Pichard. Coll. L'Œuvre philosophique dirigée par F. Pichard et F. Weyher.

352 pages, 60 F.

BERNARD BESRET
De commencement en commencement

Bernard Besret
De commencement en commencement
Itinéraire d'une déviance

Entretiens avec M. T. Maltès et F. Milard.

L'ancien prisonnier de Bouge, répondant sans complaisance aux questions vides de leur journaux, sur lui, sur la "révolte" comme critique, lyrique et politique.

208 pages, 27 F.

Fynn
Anna et Mister God

Fynn
Anna et Mister God

Avant propos de Fernan Broixton.

L'histoire principale de cette petite fille est la recherche d'un Dieu, qu'elle appelle "Mister God". Ce Dieu qui permet tout simplement de comprendre la signification de la vie, celui de l'homme et celui du monde.

Traduction anglaise par F. de G. Broixton.

208 pages, 27 F.

DES ÉLECTIONS CANTONALES

et de l'opposition

M. MITTERRAND : les obstacles seront multipliés.

M. Mitterrand a déclaré à Porto qu'il participe à une réunion de l'Internationale socialiste : « Le succès socialiste d'aujourd'hui ne doit pas nous empêcher qu'il nous sera difficile de nous maintenir à ce niveau du cours des deux prochaines années. »

En effet, tous ceux qui ont à se plaindre du progrès socialiste multiplieront les obstacles.

Il faut donc que le parti socialiste ait une bonne organisation, une bonne homogénéité, qu'il ait des analyses politiques et économiques de niveau en mieux les besoins des Français. Tout cela en respectant et en développant l'union de la gauche autour du programme commun.

« Si nous rencontrons ces conditions, en y ajoutant beaucoup de sagesse et de souci de servir notre pays, il n'y a pas de raison pour que cela ne tienne pas les deux ans qui viennent. »

Au micro d'Europe 1, M. Mitterrand a déclaré :

« En ce qui concerne le report de voix, j'ai constaté que quelques candidats socialistes n'ont pas fait le plein des voix de la gauche. Je suppose qu'il en est de même dans l'autre sens. Dans les deux cas, c'est déplorable. Mais il me semble que ce ne sont que des accidents de parcours, que nous n'avons pas encore totalement effacé un demi-siècle de difficultés et que les progrès sont si grands et si rapides qu'on peut penser, à bref délai, présenter l'union de la gauche en état de dynamisme et sans défaillance. »

M. ESTIER (P.S.) : les Français ont condamné la politique actuelle.

M. Claude Estier, membre du secrétariat national du P.S., a déclaré au nom de son parti :

« Avec une participation encore plus forte des électeurs, le second tour des cantonales confirme largement les indications du premier tour : d'abord la forte progression de la gauche, qui devient majoritaire non seulement en voix mais aussi en sièges dans la série renouvelable. »

« La parti socialiste, dont chacun reconnaît qu'il a remporté le plus important succès, gagne pour sa part environ cent quatre-vingt sièges. Il en compte plus de 100 dans l'U.D.R. et les républicains indépendants réunis, ce qui fait justice de la prétendue « poussée parallèle » que le P.S. nationaliste croit pouvoir annoncer au soir du premier tour. »

« Ce succès de la gauche, qui ne se traduit pas par un renversement de majorité dans une douzaine de départements, a été possible, en particulier, grâce à la discipline entre les trois partis signataires du programme commun. »

« Quelque soit le résultat du scrutin, que le parti socialiste entend analyser de manière approfondie, — les reports de voix au second tour se sont effectués efficacement, l'électorat socialiste s'est montré plus discipliné que ne l'indiquait un récent sondage. »

« En définitive, le parti socialiste se félicite de la réponse claire qu'ont apportée ces élections : ayant été appelés à exprimer leur avis après vingt mois de pouvoir de M. Giscard d'Estaing, les Français et les Français ont, à une nette majorité, condamné la politique actuelle. »

« M. CHARLES HERNU, membre du comité directeur du P.S. : « Une transition est en train de se faire, le passage d'une génération à une autre. Ceux qui ont initié le programme commun, ceux qui ont voulu prétendre à un socialisme hors de l'union de la gauche, ont disparu de la carte politique. Les électeurs ne se laissent pas abuser par ceux qui se prétendent socialistes sans avoir l'investiture du parti socialiste. »

« M. PIERRE BEREGOVY, membre du secrétariat national du P.S. : « La majorité connaît la tâche qui lui est imposée. La gauche progresse de manière très forte et ce progrès est continu. Nous ne faisons pas dire aux cantonales plus qu'elles ne disent, mais nous sommes très confortés pour appréhender les prochaines échéances électorales. »

« M. ROBERT FABRE, président du Mouvement des radicaux de gauche : « La poussée socialiste est évidente, mais faut-il dire que l'on parle aussi de l'ensemble de la gauche, car il y a aussi une poussée du parti communiste et des radicaux de gauche qui n'existent pas lors des consultations précédentes. Je crois que les motivations du incontentement des électeurs qui s'est ainsi exprimé, ce sont le désir d'un changement profond et l'expression d'un mécontentement devant la situation économique. »

« M. JEAN CHARBONNEL, ancien ministre, maire de Brive, réélu dans le canton de Brive-Nord : « Mon succès prouve à l'évidence que des gaullistes, en refusant la discarisation, peuvent encore accroître leur électorat. Je souhaite que le résultat de Brive constitue une étape dans le grand rassemblement des hommes de progrès dont la France a plus que jamais besoin. »

M. MARCHAIS : nous avons assisté à quelques opérations qui n'ont rien à voir avec une politique d'unité.

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C. : « J'ai toutes les raisons d'être satisfait ou au moins de ne pas regretter : je pense, en effet, que ces résultats auraient été meilleurs encore si les voix socialistes étaient mieux réparties sur les candidats communistes, et surtout si nous n'avions pas assisté à quelques opérations qui n'ont rien à voir avec une politique d'unité, par exemple à Arles. Je considère que ce n'est pas conforme aux engagements pris lors de la signature du programme commun. Il y a donc là un problème sérieux dont nous saisissons les masses, les travailleurs, l'opinion publique. »

Dans l'Humanité de lundi 15 mars, M. Marchais écrit : « Dans un certain nombre de cantons la droite s'est abstenue de présenter des candidats, a appelé à voter socialiste pour battre les communistes, et François Mitterrand a rejeté nos propositions destinées à déjouer ces manœuvres. »

« Il y a plus : dans de nombreux cas, alors que le candidat communiste avait été placé en tête de bulletin au premier tour, le parti socialiste a fait massivement porter ses voix sur le candidat de droite au deuxième tour. De tels faits posent un problème quant au respect par le parti socialiste des engagements pris par lui en signant le programme commun de la gauche. (...) Et, sans que cela nuise à la réputation qui s'impose, nous sommes même l'appui du parti américain en France qui recrute dans tous les milieux, les représentants de l'impérialisme sont intervenus avec insolence pour empêcher leur opposition à la participation des communistes français au gouvernement, et tenter ainsi de nous affaiblir. »

M. LAURENT : nous ne faisons aucun triomphalisme.

« M. PAUL LAURENT, membre du secrétariat du P.C. : « Le second tour confirme le jugement extrêmement sévère que nous portons à la fois sur la politique gouvernementale et sur la politique que font les hommes de la majorité dans les conseils généraux. Nous ne faisons aucun triomphisme. Nous pensons qu'il reste à faire encore beaucoup pour dégager dans le pays une majorité solide, cohérente, clairvoyante, qui apporte véritablement les solutions du programme commun. »

« M. ROLAND LEROY, membre du secrétariat du P.C. : « Ce qui caractérise cette élection, c'est le succès des idées démocratiques, le recul de la droite et du pouvoir, et en général le report massif des voix de gauche sur le candidat de la gauche. Il est vrai que dans de nombreux cas où le P.C. était classé en tête au premier tour, le P.S. a fait voter massivement pour les candidats de la droite. Cela pose un problème. »

« M. MICHEL MOUSEL, secrétaire national du P.S.U. : « Tout en confirmant la poussée socialiste, le second tour a montré que la capacité électorale des partenaires de l'union de la gauche ne se traduit pas nécessairement par une véritable unité des forces populaires. Le refus d'un certain nombre d'électeurs socialistes de reporter leurs voix sur les candidats communistes comme les réticences de l'électorat ouvrier à l'égard de candidats socialistes ou radicaux de gauche compromettent par leur passé montent combien l'unité gagnerait à se faire dans la plus grande clarté politique. »

« LE FRONT PROGRESSISTE (gaullistes d'opposition) : « Un grand nombre d'électeurs de la majorité ont soutenu les candidats de l'opposition. Il est clair pourtant que ces électeurs, gaullistes pour la plupart, n'ont rejoint que pour autant l'un des partis de l'union de la gauche. Le Front progressiste s'attachera à organiser pour les élections municipales l'expression politique indépendante de ces gaullistes qui rejoignent l'opposition. »

MATH à PAQUES

Révision complète
MATH PHYSIQUE

à partir du 22 mars

Centre Pédagogique privé

MATH ASSISTANCE

9° Saint-Lazare 528-37-17
15° Vaugrard 521-47-13
20° Noyon 344-44-88
Marcelle, Lyon, Lille, Bordeaux, Nantes, Grenoble.
15 ANS D'EXPERIENCE

DANS LES JOURNAUX PARISIENS

LE FIGARO : un calme qui en dit long.

« La pire erreur serait de se persuader, par une sorte de suffisance ou par foi aveugle en quelque bonne étoile seulement visible aux initiés, que tout cela n'est que saute de vent. Les peuples ont leur instinct, et le nôtre en particulier. Lorsqu'ils bronchent au lieu d'exploser, c'est qu'ils avertissent plus qu'ils ne condamnent. »

« Dans sa moitié électorale concernée, la France vient d'opérer, dans un calme exemplaire, mais qui en dit long. »

« Rejette-t-elle une politique de maîtrise de la crise économique qu'elle juge insuffisante ? Son ressentiment est étalé, sans aucun doute, plus nettement exprimé. »

« Rend-elle devant les réformes ou, au contraire, estime-t-elle qu'on ne les pousse pas assez vite ni assez loin ? Au sein même du gouvernement, sur ce point, il y a deux écoles. Mais, à l'évidence, telles qu'elles ont été annoncées, ou même entreprises, les réformes n'ont élargi en rien l'empire du pouvoir dans le corps électoral. »

(XAVIER MARCQUET)

L'AURORA : report de confiance.

« On a tout dit sur les conditions détestables dans lesquelles fut risquée la consultation : chômage, monnaie fondante, résultats apparemment médiocres des élections législatives tout de suite. »

« Tout laisse croire qu'une fraction de l'électorat U.D.R. et la frange gauche du centriste ont glissé vers un socialisme à qui la personnalité de François Mitterrand donne un attrait singulier. »

« A la limite, on peut penser

que doctrine et programme n'ont joué dans l'affaire qu'un rôle modeste. Le mécontentement, après et diffus, a un tout autre poids. Il y a report de confiance, aux dépens d'hommes que dix-huit années de pouvoir ont éprouvés, au profit d'autres dont les échecs passés sont oubliés. »

« Loi d'alternance, même en démocratie, mais la collusion P.S.-P.C. offre-t-elle une option démocratiquement saine ? C'est tout le débat. »

(JOSE VAN DEN ESCH)

LIBERATION : encore deux ans.

« Deux ans où chaque événement, chaque déclaration, chaque bouillonnement social seront désiqués à la longue par une armée de commentateurs, non pour ce qu'ils disent ou signifient en eux-mêmes, mais en raison de leurs repercussions possibles sur le résultat statistique d'un soir d'élection du printemps 78. »

« Deux ans où chaque grève, chaque révolte, chaque idée neuve seront se pencher sur elles une foule de dignitaires appelant à la modération « pour ne pas effrayer ». »

« Deux ans où la gauche sera son possible pour ne pas « se laisser entraîner dans des « vocations gauchistes ». (...) Le meilleur service que Giscard pourrait rendre serait de provoquer des élections législatives tout de suite. »

« La vie est trop courte pour qu'on mette deux années entre parenthèses. »

LE QUOTIDIEN DE PARIS : les press désoires si.

« Ce scrutin traduit la déception d'une fraction de son élec-

torat [celui du chef de l'Etat] à l'égard de sa politique. Tous ceux qui attendaient de lui une rigoureuse action réformatrice, ainsi qu'il l'avait promise, lui ont répondu. Si la majorité ne tire pas dans les mois qui viennent la leçon de cette évidence, la défaite des cantonales annonce à terme de deux ans les pires déboires. »

(PHILIPPE TESSON.)

LES ECHOS : avertissement au chef de l'Etat.

« Il est clair que, pour n'avoir pas suffisamment répondu aux préoccupations de ceux qui l'ont porté au pouvoir, le chef de l'Etat reçoit, à l'occasion d'une élection dont il avait sans doute trop négligé l'importance, un véritable coup de semonce. Il lui faut se rendre à l'évidence : depuis qu'il est à l'Elysée, il a su garder une bonne note dans l'opinion — parfois à l'aide de « gadgets » — mais il n'a pas réussi à convaincre la totalité de son électorat du bien-fondé de sa politique. C'est pour l'instant un avertissement sans frais — dont M. Giscard d'Estaing doit tenir compte s'il

veut éviter des déconvenues plus douloureuses dans les deux années qui viennent. »

(PHILIPPE VASSEUR.)

THE OBSERVER (Londres, 11-beral) : le temps est compté à Giscard.

« La façon dont Giscard va faire face à la nouvelle situation (la poussée socialiste) sera un test décisif pour cet homme froid, intelligent et résolu, dont la politique a paru parfois manquer de consistance. »

« Après les cantonales, il aura des auditeurs moins attentifs, le temps lui est compté et ses partisans seront plus surveillés, convaincus maintenant que la répugnance du président pour les polémiques doit être combattue (...). »

« Si le cauchemar d'Henry Kissinger de voir un gouvernement français accueillir des communistes peut paraître se rapprocher, la possibilité d'une rupture entre les socialistes et les communistes ne peut pas non plus être désormais écartée. »

La V.P.C. : qu'est-ce que c'est ?

La V.P.C. ou vente par correspondance est un circuit de distribution inventé voici cent ans : catalogues, offres spéciales et produits sont directement livrés, à domicile, au consommateur.

Syndicat des entreprises de vente par correspondance.

Où qu'il aille l'homme N°1 a une voiture qui l'attend.

Vérifiez-le en adhérant au Hertz N°1 Club.



TELEPHONEZ AVANT DE PARTIR, SIGNEZ ET PRENEZ LE VOLANT.

Quand vous êtes membre du Hertz N°1 Club* il y a toujours une voiture à votre disposition, quand vous le voulez, à votre arrivée à n'importe quel comptoir Hertz d'Europe ou d'Amérique du Nord.

Tout ce que vous avez à faire, c'est d'appeler avant de partir le numéro qui se trouve en bas de cette page, votre Agence Hertz la plus proche ou votre Agent de Voyages. Arrivé à destination, vous n'avez qu'à montrer votre permis de conduire, votre carte de crédit, signer... et prendre le volant.

Pas d'attente. Pas de contrat de location à remplir. Nous l'avons déjà établi pour vous d'après votre fiche d'inscription au Club.

La voiture qui vous attend est une Ford Granada ou tout autre grande marque. Fin prête, entièrement contrôlée, nettoyée et vidangée, elle fera en douceur autant de kilomètres que vous voudrez.

Si cela paraît simple, c'est parce que c'est simple. C'est pourquoi depuis les trois dernières années, dans le monde entier, plus d'un million et demi d'hommes d'affaires ont adhéré au Hertz N°1 Club.

Pas de recommandation spéciale. Pas de cotisation. Et le plus important de tout, pas d'attente. Alors n'attendez pas plus longtemps.

Demandez dès maintenant votre formulaire d'inscription à n'importe quel comptoir Hertz.

Ou, la prochaine fois que vous louerez une voiture Hertz, demandez votre inscription. Elle se fera ensuite automatiquement.



Hertz N°1 Club.
788.73.00

TELEPHONEZ, SIGNEZ ET PRENEZ LE VOLANT.

RED BATES

ES ELECTION

ARDENNES (18)

[illegible]

ARDÈCHE (17)

signes de déistement ont été
également rubricés, mais il appa-
raissent les abréviations
premier tour, qui se sont
primés au second, l'on fait de
véritable pour les candidats la
liste.

NOUVEAU CANDIDAT (pris. sort.,
Pierre Lebent, R.L. adm.) :
C. 6 P.S. 9 cent., 2 rad., 1 rit.
D.F., 5 U.D.R., 1 R.L., 5 mod. maj.

AUDE (17)

1^{re} TOUR : 10 ELUS
1 P.C., 9 P.S., 1 mod. maj.)

CAIRE

1 Bayle, P.S., 935 Elu
1 Vaquière, c. s. U.D.R.

CASSANNE 2

1 Baurat, c. s. P.S., Rélu
1 Assens, U.D.R., 2448

CASSANNE 3

1 Castagné, c. s. mod. maj.

F.S., 2601	Rédu
Chessa, U.D.R., 2514	
STELNAUDARY SUD	
Donny, P.S., 3849	Élu
U.D.R., c. s., anc.	
U.D.R., 3782	
BONNE OUEST	
Souquet, c. s., sén.,	
4438	Rédu
Madalle, sout. maj.	
LLAN	
Bastid, c. s., P.S.,	Rédu
Mullox, maire, maj.	
SSAC	
Durand, maire, P.S.,	
Bonnafofus, c. s., soc.	Élu

79

parti socialiste a encore ren-
 sa majorité et se sera conser-
 vée, puisque MM. Donny, de
 Stelnaudary Sud, et Bayle, de St-
 Estève, ont été élus conseillers ar-
 U.D.R. Ce que fait, le parti du
 ministre disparait du conseil

PROVENCE (16)

Ponsseur, conseiller général dans le canton de Narbonne (dimanche 7 mars, par M. Mouly, de la ville et candidat de la liste), avait présenté un recours en annulation de cette décision, de le tribunal administratif de Montpellier. M. Tourneur justifie son refus par l'existence d'irrégularités dans plusieurs bureaux de vote. Le conseiller général avait écrit récemment : « J'ai voté pour M. de Monne, M. Mouly, 3 144 voix. »

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort.) : Robert Capdeville, F.S. dép.; - 29 P.S.; 1 soc. ind.; 1 mod.

MAUVETON (23)

1^{er} TOUR : 14 BLUS
 2^e TOUR : 10 G.S.D.; 1 cent. g.; 1 F.; 1 C.N.F.P.; 3 mod. nat.)

MAURES
 Casteln, Cent. dém.

Etu

val, P.C., 102	
Bousquet, c. s., rad. g.	
représentait pas.	
DENAC-GARE	
Maxars, c. s., R.I.	
Delhon, P.S., 2674.	<i>Rédu</i>
DIGNES-BEGONHES	
Jaudon, maire de Sai-	
2 064	<i>Etu</i>
Destours, c. s., maire	
assars, mod. maj.	
Agrinier, P.C., 101.	
AZEVILLE	
Despech, C. s., 407.	<i>Etu</i>
Sagay, maire de Viviez,	
1444	
Rouquette, c. s., P.S.,	
représentait pas.	

AVEYRON (23

AVEYRON (23)

1^{er} TOUTE : 14 ELUS
(2 P.S.; 1 U.G.S.D.; 1 cent. g.
; R.I.; 1 C.N.I.P.; 3 mod. maj.)

AMARES
M. Castain, Cent. dém.,
E
MM. Jeanjean, Ind. lib.

Elu

M. Bousquet, c.s., rad. g., se représente pas.	
APDENAC-GARE	
M. Mazars, c.s., R.I., 98	Rédu
M. Delhon, P.S., 3674	
ASSAGNES-BEGONHES	
M. Jaudon, maire de Sal- che, 2064	Elu
M. Destours, c.s., maire de Cassan, mod. maj., 11: Agrinier, P.C., 101.	
CAZAVEVILLE	
M. Delpech, P.C., 4475	Elu
M. Rey, maire de Viviez, 2444	
M. Rouquette, c.s., P.S., se représente pas.	

Assignes, mod. maj.,
Agrinier. P.C. 101.

CASSAGNES-BEGONES
M. Jaudon, maire de Sal-
sch, 2 064 *Elu*
MM. Destours, c. s., maire
Cassagnes, mod. maj.,
71; Agrinier, P.C., 101.

CAZAVEVILLE
M. Delpech, P.C., 4 475. *Elu*
M. Rey, maire de Vivier,
1, 2 444.
M. Rouquette, c. s., P.S.,
se représentait; pas.

CANTAL (12)

[illegible]

DES ÉLECTIONS CANTONALES

Les résultats
dans les autres départements

MILLAU EST
M. Coulon, c. a. P.S.
285 Rédu
M. Diaz, rad. S. 2443
PEYRELEAU
M. Blois, P.S. 519
M. Calmeis, ind. 570
M. Léopold Laur, c. a.
R.I. ne se représentait pas.
RODEZ OUEST
M. André Lant, maire de
Lac, ind. 2511
M.M. de Trémont, mod.
maj., 2074; Salvan, P.S.
1875.
M. Bonnetous, c. a. anc.
sén. C.N.I.P. prés. cons.
gén. ne se représentait
pas.
SAINT-GENIÈS-D'OLIT
M. Ladoux, ind. 1392
M. Vaysses, P.C. 326.
M. Prament, c. a. mod.
maj., s'est retiré entre les
deux tours.

SALLES-CURAN
M. Fabre de Morillon,
ind., 1040 Rédu
M. Damien Vaysses, c. a.
maire, cent. g. 1034.
Dans le canton de Decazeville, qui
avait échappé au P.S. dès le premier
tour, le report des voix du P.S. sur
le candidat communiste a été im-
portant mais insuffisant pour assurer
son élection. Ainsi, pour la première
fois depuis longtemps, le P.C.F. a
un représentant en conseil général.
Les socialistes ont consolidé, en
dépit de cet échec, leur position
dans le sud du département notam-
ment en représentant à Millau Est la
vigoureuse offensive conduite par
M. Dumas, membre du bureau natio-
nal du mouvement des radicaux de
gauche, et en élisant le siège de
Peypert, qui détenait un républi-
cain indépendant.
NOUVEAU CONSEIL (prés. sort.)
M. Raymond Bonnetous, C.N.I.P.
anc. sén.; 1 P.C., 6 P.S., 1 rad. g.,
1 cent. g., 4 C.D.P., 2 U.D.R.,
14 R.I., 1 C.N.I.P., 3 ind., 8 mod.
maj., 1 c. éq.

AURILLAC 2
M. Gendreau, c. a. P.S.
3373 Rédu
M. Delcamp, R.I. 2523
RUYNES-EN-MARGEIDE
M. Clavillier, act. loc.
1275
M. Montel, c. a. maire,
div. g. 1114; Mlle Haguy,
P.C. 58.
SAIGNES
M. Roger Bessa, act. loc.
1919
M. Perry, P.C. 1332.
M. Espinasse, c. a. ind.,
ne se représentait pas.

CHABANAIS
M. André Souy, P.C.
anc. dép., 3397 Rédu
M. Gouas, C.D.P. 2704;
M. Raynaud, c. a. P.C.,
ne se représentait pas.
CHALAIS
M. Tournier, c. a. U.D.R.,
maire, 1665 Rédu
M. Delanoy, P.S. 1649.
CHAMPAGNE-MOUTON
M. Jonart, c. a. U.D.R.,
maire, 1120 Rédu
M. Lévêque, rad. g. 846.
CHATEAUNEUF
M. Audibert, c. a. R.I.
2359 Rédu
M. Marolleau, P.C. 1208.
COGNAC SUD
M. Fousard, P.S. 3741
M. Hardy, c. a. U.D.R.,
dép., 3499.
MANSLE
M. Mourié, C.D.P., maire de
Fontalraud, 2796
M.M. Bernard, P.C. 1909;
Bordas, maire, mod. maj.,
229. (M. Bordas s'était
retiré entre les deux tours).
M. Martin, c. a. rad., ne
se représentait pas.
MONTEMBEUF
M. Marsaud, P.S. 1624
M. Grutter, C.D.P. 1282.
M. Colombier, c. a. U.D.R.,
ne se représentait pas.

RUELLE
M. Poitevin, c. a. P.S.
8321 Rédu
M. Diak, R.I. 3196.
SOYAUX
M. Feut, c. a. P.S., maire,
3087 Rédu
M. Borde, C.D.P. 1503.
VILLEFAGNAN
M. Leguenn, c. a. U.D.R.,
2063 Rédu
Mlle Laidet, P.C. 1476.
En Charente, où la discipline de
vote au sein de l'union de la gauche
semble avoir été davantage respectée
en milieu urbain qu'en milieu rural,
le fait le plus spectaculaire est le
défaut du député U.D.R. de Cognac,
M. Francis Hardy, au profit d'un
socialiste, M. Laidet, député-maire
de M. Ponsard.
Une nette victoire socialiste est
également enregistrée à Montembœuf,
alors que les résultats du premier
tour auraient plutôt donné à penser
que la majorité, qui détenait le siège

mais dont le représentant ne s'illu-
strait pas le renouvellement de son
mandat, pouvait l'emporter.
Cependant, et le P.S. gagne deux
sièges, au détriment de l'U.D.R., la
majorité reste très forte au conseil
général avec deux tiers des sièges.
M. Trinquand, mod.
NOUVEAU CONSEIL (prés. sort.)
M. Guy Pascaud, rad. g.; 1 P.C.,
5 P.S., 4 rad. g., 1 div. g., 5 rad.,
3 cent. dém., 1 C.D.P., 4 U.D.R.,
3 R.I., 5 mod. maj., 1 ind.

CHARENTE-MARITIME

(21)

1^{er} TOUR : 8 ELUS
(1 P.S.; 3 rad. g.; 4 mod. maj.)

ARS-EN-RE
M. Blazot, C.D.P. 1095
M. Goumar, P.S. 808.
Mme Molnet, c. a. div. g.,
s'est retirée entre les deux
tours.
COURÇON
M. Margerie, mod. maj.,
2317 Rédu
M. Montagnac, P.S. 1898.
M. Conan, c. a. div. g.,
ne se représentait pas.

COZES
M. Lanza, c. a. Cent.
dém., 2447 Rédu
M.M. Béchemin, P.S. 1172;
Guillot, 1150.
LA JARRIE
M. Guéret, rad. g. 2428
M. Rançon, C.D.P. 2028.
M. Braud, c. a. mod. maj.,
s'est retiré entre les deux
tours.
MATHA
M. Olivé, P.S. 3422
M. Berthelot, mod. maj.,
2187.
M. Brugerolle, c. a. dép.,
app. R.I. ne se représen-
tait pas.

ROCHEFORT NORD
M. Frot, mod. maj., 2874
M.M. Sistané, c. a. P.C.,
2241; Santez, rad. g.
LA ROCHELLE 3
M. Robert, P.S. 3598
M. de Lacoste-Lary-
mondie, c. a. anc. dép.,
C.N.I.P. 3383.

LA ROCHELLE 4
M. Bely, c. a. P.C., 5867 Rédu
M. Druette, R.I. 3291.
SAINT-AGNANT
M. Drouet, c. a. mod.
maj., 1694 Rédu
M. Trinquand, mod.
1026; Mme Faljeau, P.C.,
1010.
**SAINT-HILAIRE-
DE-VILLEFRANCHE**
M. Belz, P.S. 1223
M. Grand, c. a. sén. prés.
cons. gén. anc. prés. cons.
rég. rad. 969.
SAINTES NORD
M. Marchand, P.S. 5778
M. Maudet, c. a. anc.
dép. maire, P.S. ne se re-
présentait pas.

TONNAY-CHARENTE
M. Branger, U.D.R. 2494
M. Pétraud, P.C. 2081.
M. Morhellec, c. a. mod.
maj., ne se représentait
pas.
LA TREMBLADE
M. Mandin, rad. g. 2995
M. Grand, mod. maj.,
1811.
M. Franco-Valluet, c. a.
élu U.D.R. mais devenu
opp. ne se représentait pas.

En Charente-Maritime, la princi-
pale surprise du second tour de scrutin
est l'échec de M. Lucien Grand,
ancien député, ancien président nor-
tinal du conseil général, battu à
Saint-Hilaire-de-Villefranche par le
candidat socialiste. D'une manière
générale, la gauche a remporté dans
le département sept sièges contre six
à la majorité. Son succès semble
notamment s'expliquer par les diffi-
cultés économiques et sociales que
connaît le département (la Mande
du 5 mars). Au sein du nouveau
conseil général, qui comporte qua-
rante-trois conseillers, vingt-trois
appartiennent à l'opposition de gau-
che. M. Jany Monnet, sénateur radical
de gauche, semble avoir de fortes
chances de succéder à M. Grand.

Suivent M. François Sistané, C.D.P.,
conseiller technique au cabinet du
ministre de l'Agriculture, a gagné à
la majorité le siège d'Ars-en-Re
avec près de 300 voix d'avance sur
le candidat socialiste.
NOUVEAU CONSEIL (prés. sort.)
M. Lucien Grand, rad. g., anc.
prés. cons. rég.; 1 P.C., 7 P.S.,
18 rad. g., 3 div. g., 1 Cent. dém.,
1 C.D.P., 7 U.D.R., 2 R.I., 9 mod.
maj.

(Lire la suite page 8.)

BOUCHES-DU-RHÔNE (22+1)

1^{er} TOUR : 1 ELUS
(4 P.C.; 3 P.S.)

AIX NORD
M. Ciccolini, c. a. sén.
maire, P.S. 8817 Rédu
M.M. Bastide, Cent. dém.
5878; Galland, ind. 1250.
ARLES EST
M. Van Migom, mod.
maj., 7249 Rédu
M. Belmont, c. a. P.C.,
7155.
CHATEAUNEUF
M. Marignan, c. a. anc.
sén., 6299 Rédu
M. Gloux, maire de
Noves, P.C. 5394.
GARDANNE
M. Mol P.C. 11684
M. Capon, mod. maj.,
6869.
M. Savine, c. a. P.S., ne
se représentait pas.

ISTRES
M. Rost, P.C. 6251
M. Gouin, maire, mod.
maj., 5033; Castellani, mod.
(nouv. cand.), 562.
M. Porre, c. a. P.C.,
maire de Saint-Chamas, ne
se représentait pas.
MARSEILLE 2
M. Bonifay, c. a. P.S.,
8336 Rédu
M. Comiti, anc. min.
U.D.R., 5566.
L'élection de M. Bonifay
a été annulée en octobre
dernier par le Conseil
d'Etat.

MARSEILLE 4
M. Leonetti, P.S. 4141
Mme Cassagne-Imbert,
Cent. dém., 1592.
M. Cassagne, c. a. P.C.,
ne se représentait pas.
MARSEILLE 5
M. Donadio, c. a. P.C.,
8044 Rédu
M. Betteille, Cent. dém.,
3231.
MARSEILLE 12
M. Lucas, c. a. anc. dép.,
U.D.R. 7333 Rédu
M.M. Pepratz, rad. g.,
7321.
MARSEILLE 13
M. Vigouroux, P.S. 10356
M. Brun, U.D.R., 7321.
M. Sinapi, c. a. div. g.,
s'est retiré entre les deux
tours.
MARSEILLE 16
M. Weygand, c. a. P.S.,
8146 Rédu
M. Nicolas, R.I. 3516.
MARSEILLE 18
M. Benassi, c. a. P.C.,
8380 Rédu
M. Vincent, Cent. dém.,
4086.
MARSEILLE 20
M. Manivet, c. a. P.S.,
12599 Rédu
M. Fournau, R.I. 9368.

ORGON
M. Beynet, P.S. 4497
M. Meynier, mod. maj.,
2330.
M. Fatigon, c. a. mod.
maj., ne se représentait
pas.
ROQUEVAIRE
M. Félissier, P.C. 6224
M. Roubaud, Cent. dém.,
3181.
M. Gauthier, c. a. P.C.,
ne se représentait pas.
SALON-DE-PROVENCE
M. Carassonne, c. a.
anc. sén., P.S. 14984 Rédu
M. Berrond, U.D.R.,
7302.

Le parti socialiste a non seulement
retrouvé la majorité absolue du
conseil général, mais il remporte
deux nouveaux sièges, l'un des
sièges d'un communiste dans le
quatrième canton de Marseille, l'autre
au détriment d'un modéré favorable
à la majorité dans le canton d'Orgon.
SU perd le canton de Gardanne,
conquis par le P.C. il remporte, dans
le troisième canton de Marseille,
celui qui appartenait à M. Defferre à
l'Assemblée nationale, le professeur
Vigouroux, le siège occupé par un de
ses anciens membres, récemment
élu, M. François Sinapi, lequel
s'était représenté à titre personnel
au premier tour.

Dans le deuxième canton de Mar-
seille, à l'issue d'une épre battante,
à laquelle M. Defferre a pris part ac-
tivement, M. Charles Bonifay, premier
vice-président socialiste du conseil
général, dont l'élection en 1970 avait
été annulée, l'a finalement emporté
de 70 voix sur M. Joseph Comiti,
ancien ministre U.D.R. Le résultat ne
totalisait que 45,89 % des suffrages
y ait eu 1 000 votants en plus.
M. Comiti ne progresse que de
1 300 voix et ne semble pas retrouver
tous les suffrages qui l'avaient porté
au premier tour sur le candidat R.I.
M. Royonnet.
Les consignes de désistement des

BOUCHES-DU-RHÔNE (22+1)

1^{er} TOUR : 1 ELUS
(4 P.C.; 3 P.S.)

socialistes en faveur des candidats
communistes arrivés en tête au pre-
mier tour de scrutin ont été respec-
tés dans les élections. Dans la cin-
quième canton de Marseille, ainsi
que dans les cantons de Châteauneuf-
sur-Isère, de Noves, la « liste » de
voix socialistes demeure intacte.
Dans le dix-huitième canton de Mar-
seille et dans le canton de Gardanne,
elle est plus importante, bien que
sans conséquence. Mais dans le
canton d'Arles Est, elle coïncide son-
drieux au conseiller sortant commu-
niste, M. Joseph Belmont. La
gauche totalisait dans ce canton au
premier tour 62,86 % des suffrages
surpris. M. Belmont n'obtient au
second tour que 48,27 % des voix.
Compte tenu du fait que 1 343 élec-
teurs, n'ayant pas pris part au tour-
nouveau, le total des voix est de 35 %
des électeurs socialistes aient voté
résultats ont tracé une voie réac-
tion des communistes de la dépar-
tement de la fédération du P.C. des
Bouches-du-Rhône, estime, notam-
ment dans une déclaration publiée
dans la Marseillaise, que ces résul-
tats sont ceux d'une véritable
manœuvre politique pour faire battre
le candidat communiste dans la
perspective des élections munici-
pales à St. Perrot (P.C.) avait battu
en 1971 le maire socialiste d'Arles,
M. Charles Privat, auquel il avait
succédé en occupant son siège de
conseiller général d'Arles. Quant
M. Privat devant également perdre,
en 1973, son mandat de député au
profit du maire communiste de For-
Saint-Louis-du-Rhône, M. Vincent
Porelli.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort.)
M. Louis Philibert, P.S. (dép.) :
17 P.C., 12 P.S., 1 rad., 1 U.D.R.,
2 mod. maj.

CALVADOS (19)

1^{er} TOUR : 15 ELUS
(3 Cent. dém.; 3 U.D.R.; 2 R.I.;
6 act. loc.; 1 mod. maj.)

EVRECY
M. Vautrey, c. a. maire
de Montigny, act. loc.,
2413 Rédu
M. Rousseau, P.S. 2365.
MEZIDON
M. Delisle, c. a. maire,
P.S. 2281 Rédu
M. Manchon, maire de
Châteauneuf-en-Auge, app.
U.D.R. 2181.
TILLY-SUR-SEUILLES
M. Gérard Triboulet,
mod. 2188 Rédu
Mme Lamy, P.S. 1480.
M. Raymond Triboulet,
c. a. anc. min., anc. dép.
U.D.R., père de M. Gérard
Triboulet, ne se représen-
tait pas.

TROARN
M. Fissou, P.S. 7394
M. Richomme, maire,
dép., R.I. 5490.
M. Martin, c. a. U.D.R.,
s'est retiré entre les deux
tours.

La gauche a accru son avance au
second tour dans les quatre cantons
en ballottage, alors que candidats
modérés et membres de la majorité
présidentielle avaient fait l'union
sacrée avec les candidats du parti
socialiste, arrivés en tête des can-
didats de gauche au premier tour.
C'est-à-dire 55 % des suffra-
ges contre 43 % seulement pour les
divers candidats de l'union de la
gauche, le 7 mars, dans ces quatre
cantons.

Ainsi le parti socialiste conserve-
t-il son siège de Mézidon, malgré
une manœuvre du premier tour
favorable au candidat U.D.R. et
paysan-légalement à Troarn, un
quatrième siège à l'Assemblée dépar-
tementale, en sommant le plus des
espoirs de M. Richomme, député R.I.
suppléant de M. d'Ornano. La gauche
a même réussi à créer une surprise
dans le canton d'Evrechy, où le can-
didat de la majorité, en principe
assuré de près de 80 % des suffrages
d'après les résultats du premier tour,
ne l'emporte que de 48 voix sur son
adversaire socialiste.

Toutefois, la majorité conserve une
très large avance dans le nouveau
conseil, dont la présidence restera
acquise à M. Robert Blason, député
U.D.R. maître de l'union de la gauche
de qui M. d'Ornano et les républi-
cains indépendants se sont prononcés
des vendredis.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort.)
M. Robert Blason, U.D.R. (dép.) :
3 P.C., 4 P.S., 1 div. g., 1 mod.,
3 Centre dém., C.D.P., 8 U.D.R.,
3 R.I., 1 C.N.I.P., 1 mod. maj.,
14 act. loc.

CANTAL (12)

1^{er} TOUR : 1 ELUS
(1 rad.; 4 U.D.R.; 2 ind.; 1 C.N.I.P.)

AURILLAC 1
M. Souhoun, P.S. 2374
M. Mézard, c. a. maire,
sén. prés. cons. gén.,
C.N.I.P. 1976.

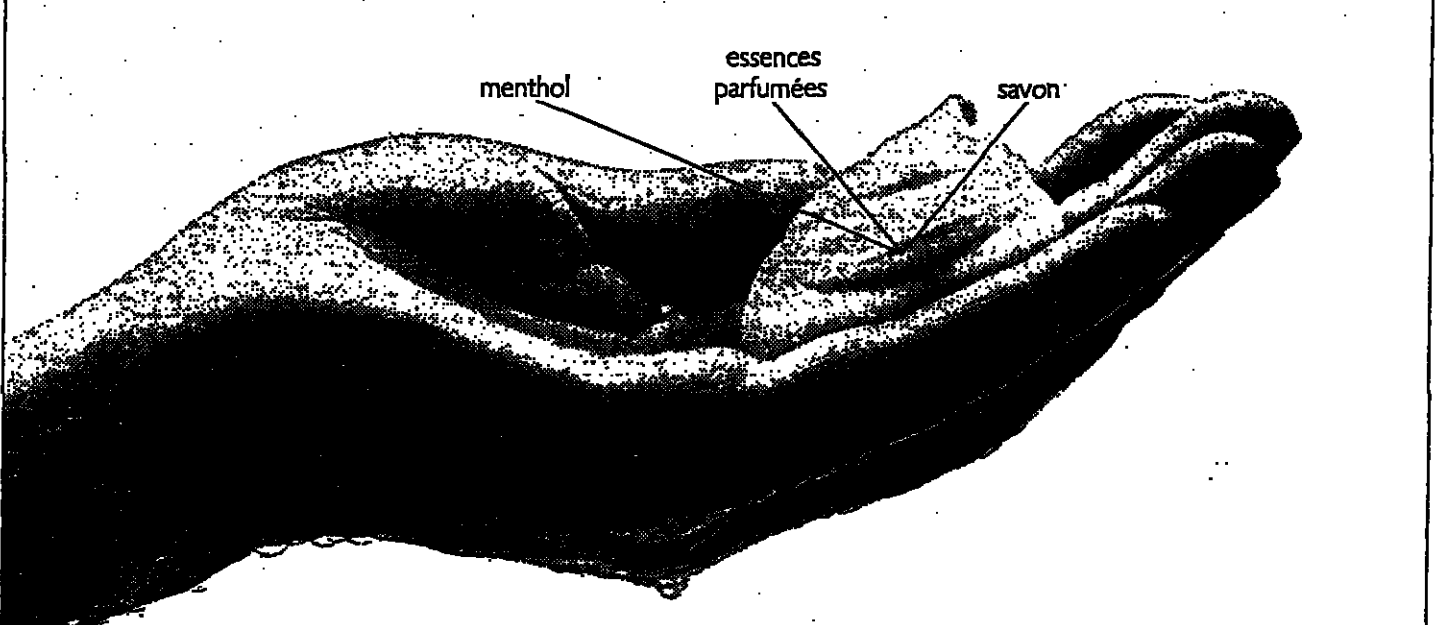
CHARENTE (16)

1^{er} TOUR : 4 ELUS
(1 P.S.; 1 rad. g.; 1 cent. dém.)

BLANZAC
M. Jacques Péraud, mod.
maj. (cand. nouv.), 2060
M.M. Bellog, Cent.
dém., 1183; Mandin, P.C.,
348.
M. Tardat, c. a. Cent.
dém. maire, s'est retiré en-
tre les deux tours.
BROSSAC
M. Mouche, c. a. ind.,
888 Rédu
M. Carré, rad. g. 708.

En Charente, où la discipline de
vote au sein de l'union de la gauche
semble avoir été davantage respectée
en milieu urbain qu'en milieu rural,
le fait le plus spectaculaire est le
défaut du député U.D.R. de Cognac,
M. Francis Hardy, au profit d'un
socialiste, M. Laidet, député-maire
de M. Ponsard.
Une nette victoire socialiste est
également enregistrée à Montembœuf,
alors que les résultats du premier
tour auraient plutôt donné à penser
que la majorité, qui détenait le siège

C'est peut-être dans votre crème à raser
qu'il faut chercher les responsables de vos irritations.



Qu'est-ce qui fait toute cette mousse dans la plupart des
produits à raser ? Le savon.

Or, le savon est alcalin. Son contact seul perturbe l'équilibre de
votre peau pour plusieurs heures. C'est pourquoi il n'y aura jamais
de savon dans Kéops.

Ce qui fait la mousse légère de Kéops, ce sont tout simplement
des agents moussants au pH proche de celui de votre peau,
dont inoffensifs.

Qu'est-ce qui sent si bon dans la plupart des produits à raser ?
Le menthol ou les essences parfumées. Parfois les deux.

Or, l'un comme l'autre peut provoquer des irritations sur une
peau rendue d'autant plus sensible qu'elle vient de subir l'agression
du rasoir.

Cela peut se traduire par des rougeurs, des picotements, des
sensations de brûlures, ou même des allergies.

C'est pourquoi il n'y aura jamais ni menthol, ni essences
parfumées dans Kéops.

Dans Kéops, il y a seulement ce qu'il faut pour
bien raser votre peau sans lui faire de mal.

Kéops a été agréé par Prestipharm qui contrôle
la qualité des produits de dermo-pharmacie.

**Kéops. Produits de rasage
conçus sans éléments irritants.**





informations

Publicité

LA CONCEPTION ET LA MISE EN ŒUVRE DES SYSTEMES INFORMATISES

CAP-SOGETI SYSTEMES: l'informatique au service des utilisateurs

Pour Cap-Sogeti Systèmes, société de service, l'informatique est un outil, pas une fin en soi. Sa vocation est d'aider les responsables des entreprises et des administrations à atteindre leurs objectifs dans les domaines:

- de la gestion et du développement,
- de l'information et de la communication,
- des opérations (industrielles, administratives, financières ou de service).

Une phase décisive: celle de la conception des applications.

Cap-Sogeti Systèmes considère que, dans la mise en œuvre des systèmes informatisés, la phase la plus importante est celle de la conception des applications, qui requiert une compréhension en profondeur de l'activité de l'utilisateur. Aussi, Cap-Sogeti Systèmes a-t-il développé un "savoir-faire" spécifique pour les catégories d'utilisateurs auxquels il s'adresse principalement, tant en France qu'à l'étranger:

- secteur public civil : administrations centrales, collectivités locales, entreprises publiques...
- grands établissements financiers : banques, assurances, caisses de retraite...
- Cap-Sogeti Systèmes a "capitalisé", depuis une quinzaine d'années, une connaissance approfondie des diverses catégories d'applications informatiques et de leur environnement particulier, et offre à ses utilisateurs des services exactement adaptés:
- en leur apportant sous une forme appropriée l'ensemble des moyens et services du groupe CAP-SOGETI GEMINI,
- en développant certaines techniques informatiques spécifiques des domaines d'application, de leur échelle et de leurs besoins : télétraitement, systèmes conversationnels, bases de données, réseaux de machines, modèles...
- en spécialisant des équipes par domaine de compétence : santé, éducation, télécommunications, banque, assurance...

Les différents niveaux d'intervention.

Le profil de Cap-Sogeti Systèmes (230 professionnels dont près des 2/3 d'ingénieurs) lui permet d'intervenir à tous les niveaux de la conception et de la réalisation de systèmes et d'applications informatiques:

- conseil
- schéma de développement informatique - plan directeur - étude d'opportunité,
 - cahier des charges - dépouillement,
 - audit - expertise,
 - méthodologie de conduite de projet.

études

études d'applications:

- gestion de personnel,
- gestion commerciale,
- gestion financière et comptable, contrôle de gestion,
- systèmes d'information, systèmes d'aide à la décision,
- études économiques, RCB...

études techniques:

- saisie d'information,
- déploiement de terminaux, configuration de réseau de connexion, applications télétraitement,
- systèmes conversationnels,
- bases de données,
- réseaux de machines - projets de connexion - procédures d'échanges de données, protocoles entre machines et entre traitements,
- conversion de systèmes,
- modèles - simulations - études d'interactivité.

réalisations

- analyse machine,
- programmation (langages de gestion et langages spécifiques),
- documentation.

mise en exploitation

- dans l'environnement du service études (tests, procédures de recettes),
- dans l'environnement de la salle machine,
- chez l'utilisateur (information et formation).

CAP-SOGETI SYSTEMES

5, rue des Morillons - 75015 PARIS - 539.22.25

A. LEMAIRE
Président-Directeur Général

F. BEHR	Directeur Général Adjoint	Directeurs des Opérations
J.J. LOUDES	Directeur Délégué	
M. LEGORGEU	Directeur Technique	
J. RONCERAY	Directeur Administratif et Financier	

DEPARTEMENTS OPERATIONNELS

6 départements	2 départements
Secteur Public ADMINISTRATIONS - COLLECTIVITES LOCALES - ENTREPRISES PUBLIQUES.	Secteur Financier BANQUES - ASSURANCES...

La gestion des services publics et des grandes entreprises à l'heure des réseaux informatiques

L'informatique d'aujourd'hui : les réseaux.

Depuis quelques années, l'informatique est entrée dans l'ère des réseaux:

- Étape avancée de l'informatique, les réseaux constituent un progrès considérable pour les responsables en leur ouvrant de nouvelles perspectives:
- de déconcentration et décentralisation des moyens d'information et de communication informatisés (informatique "répartie"),
 - accessibilité immédiate et continue pour tous les utilisateurs du réseau à l'ensemble des ressources informatiques,
 - mise à disposition d'un véritable réseau de communication et non plus seulement d'un support technique de traitement de l'information,
 - optimisation de la sécurité et de l'économie d'utilisation des outils informatiques.

Les réseaux peuvent revêtir différentes formes:

Réseaux de terminaux

Terminals "passifs" dont la capacité est limitée à des échanges restreints d'information ou terminaux "intelligents" disposant de capacité de mémoire et de traitement, capables de prendre en charge localement certaines opérations de calcul et d'effectuer des contrôles de validité sur les informations saisies.

Avec l'augmentation du nombre de terminaux, on est passé progressivement de la liaison point à point à la forme la plus évoluée de systèmes de concentration de terminaux, ou de calculateurs frontal, déchargeant le calculateur central de toutes les tâches de gestion du réseau et le libérant ainsi au profit des tâches de traitement.

Réseaux d'ordinateurs

L'évolution technologique avec l'apparition des minis et micro-ordinateurs et des techniques de pointe de télécommunications et de transport de l'information, permet maintenant de réaliser des systèmes informatiques "répartis" constitués d'ordinateurs implantés localement et interconnectés.

Les possibilités des réseaux généraux d'ordinateurs interconnectés sont très grandes: répartition sur plusieurs systèmes de terminaux et d'ordinateurs des applications de saisie, de consultation, de stockage et de traitement des données - communication entre les différents systèmes - accès à des calculateurs spécialisés - télésecours - télémaintenance de programmes...

Réseaux de "transport"

Les différents équipements informatiques, terminaux et ordinateurs, peuvent être reliés entre eux par un réseau de transport d'information dont la forme la plus avancée et la plus satisfaisante est à l'heure actuelle celle du "réseau maillé à commutation de paquets".

En France, les P et T ont annoncé pour 1978 la mise en service d'un réseau public de ce type.

Cap-Sogeti Systèmes met au point d'ores et déjà les produits logiciels complexes nécessaires pour se raccorder à ce réseau.

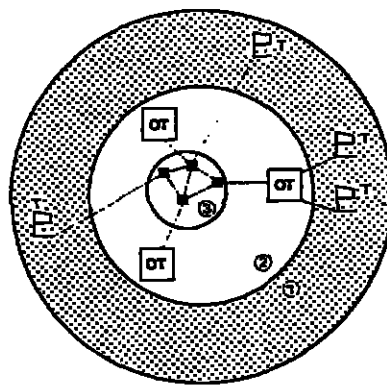
La phase critique : l'analyse de système.

Si les réseaux informatiques offrent aux gestionnaires des possibilités nouvelles pour rendre leur action plus efficace, ils représentent également un degré nouveau de complexité, du fait de:

- la pluralité des partenaires et utilisateurs,
- la diversité et l'hétérogénéité des matériels et équipements offerts par le marché des constructeurs,
- l'exigence accrue de fiabilité,
- l'importance des investissements qui doivent être préservés de l'obsolescence,
- l'ampleur et l'étendue des applications traitées qui requièrent

une analyse de système de haut niveau, une compréhension approfondie des objectifs et de l'activité de l'entreprise ou de l'administration utilisatrice.

La création et la mise en œuvre des réseaux impliquent, de la part des professionnels, une technicité de plus en plus grande et de plus en plus diversifiée. Mais c'est la phase première - l'analyse des systèmes de gestion, de production ou de communication - qui détermine essentiellement la réussite ou l'échec de l'informatisation.



- E : analyse des systèmes et conception des applications
- L : élaboration des logiciels d'échanges et de dialogue (protocoles d'échanges). OT : ordinateur de traitement - T : terminal
- R : technologie du transport de l'information (réseau public ou privé).

Un nouvel interlocuteur : l'architecte de système.

La conception et la réalisation de réseaux ou le raccordement à des réseaux existants exigent donc l'intervention:

- d'équipes disposant de professionnels aguerris, aux compétences très diversifiées,
- de spécialistes l'analyse de système de haut niveau en mesure de faire la synthèse des besoins de l'utilisateur et des moyens de la technologie et du logiciel. C'est ainsi qu'apparaît au service des utilisateurs une nouvelle fonction: celle de "l'architecte de système".

Interlocuteur privilégié de l'utilisateur, l'architecte de système a pour mission:

- d'assurer la cohérence fonctionnelle et technique du projet,
- de sélectionner les options les plus favorables sur le plan économique,
- de garantir la sécurité et la fiabilité du système.

Avec la mise en œuvre des réseaux d'ordinateurs, les gestionnaires et responsables peuvent disposer d'une "énergie informatique" considérable: en effet, chaque utilisateur aura accès à partir de son "terminal" à l'ensemble des ressources du réseau. Les conditions propices à l'apparition de grands systèmes informatisés sont ainsi d'ores et déjà réunies, avec pour seules limites l'imagination et le savoir-faire des concepteurs.

L'ENSEIGNEMENT ASSISTÉ PAR ORDINATEUR

Cap-Sogeti Systèmes s'intéresse depuis plusieurs années au domaine de l'enseignement assisté par ordinateur.

Il a constitué une équipe de spécialistes de haut niveau pour l'application de l'informatique aux différents aspects de la fonction enseignement: formation scolaire et universitaire, formation professionnelle, formation permanente, alphabétisation.

Le développement de tels systèmes conduit à définir et à réaliser des logiciels de dialogue "professeur-machine" et "élève-machine". Il est possible d'enrichir ces systèmes par le couplage de moyens audiovisuels (depuis les banques d'images, les films, jusqu'aux moyens vidéo, en particulier, les vidéo-disques qui font actuellement une apparition prometteuse).

De nombreux logiciels et matériels de communication avec l'ordinateur sont actuellement disponibles; il est également intéressant, suivant les cas, de développer des produits spécifiques. Cap-Sogeti Systèmes assure dans le domaine de l'enseignement assisté par ordinateur des missions de conseil ou de réalisation.

quelques définitions

Logiciel: ensemble des programmes procédés et règles et, éventuellement, de la documentation, relatifs au fonctionnement d'un ensemble de traitement de l'information (I.O. du 12.01.74).

On distingue le logiciel de base, relatif au fonctionnement de l'ordinateur, du logiciel d'application; l'un et l'autre peuvent se présenter sous forme de produits-programmes (programmes généraux standards applicables à plusieurs machines et plusieurs utilisateurs).

Application de gestion: ensemble de programmes concourant à la réalisation d'une fonction d'une entreprise ou d'un organisme.

Téléinformatique: ensemble des techniques et méthodes de transmission et de traitement à distance des informations.

Terminal: organe périphérique d'entrée ou de sortie relié à un ordinateur par une ligne de transmission. On le classe en deux grandes catégories: les terminaux légers et les terminaux lourds.

Conversationnel: mode de traitement qui comporte un échange de messages entre l'homme et l'ordinateur, à l'aide d'un terminal; à un rythme voisin de celui de la conversation.

Réseau: en téléinformatique, on désigne tout ensemble de moyens de communications - lignes, commutateurs, concentrateurs - permettant à plusieurs usagers distants de converser entre eux.

Commutation de paquets: technique de transmission assurant les échanges sous forme de "paquets", c'est-à-dire de blocs d'informations comprenant un message d'une taille limitée à une longueur standard et des données de service permettant son acheminement.

Protocole d'échange: ensemble de conventions nécessaires pour établir et entretenir des échanges d'informations entre équipements, en général distants.

TORI: méthodologie de conception et de réalisation de systèmes informatiques, élaborée et mise en œuvre par Cap-Sogeti Systèmes.

CARTE D'IDENTITE DU GROUPE

Le Groupe CAP/SOGETI résulte de la fusion, fin 1974, de deux des plus importantes sociétés françaises de services en informatique: le C.A.P. fondé en 1962, et SOGETI fondée en 1967.

Il est articulé autour d'une holding CAP/SOGETI, au capital de 13.500.000 francs, détenue à 66 % par ses principaux dirigeants (S. Kampf, J. Lescault, Ph. Dreyfus, D. Setbon, R. Thorat, J.B. Remondin, J. Cury, J.P. Descendre, J. Bourdoulon...) et à 34 % par C.I.S.I., filiale informatique du C.E.A. Cette holding contrôle:

- EN FRANCE: 11 sociétés d'exploitation:
- 7 sociétés de conseil et de services en informatique:
 - CAP/SOGETI-Logiciel (220 personnes) dirigée par E. Bazeille
 - CAP/SOGETI-Systèmes (250 personnes) dirigée par A. Lemaire
 - CAP/SOGETI-Gestion (300 personnes) dirigée par M. Berty
 - CAP/SOGETI-Produits, dirigée par H. Jacquet
 - CAP/SOGETI-Formation, dirigée par C. Simin
 - CAP/SOGETI-L.O.D., dirigée par J. Cury
 - CAP/SOGETI-Exploitation, dirigée par R. Donnaud
 - 4 sociétés de saisie et de traitement de l'information (EURINFOR, SORINFOR, SESI et CAP/SOGETI-SASIE).

HORS DE FRANCE: une holding CAP/GEMINI (dirigée par L. Jacquet, J.P. Descendre, R. Dickinson, A. Helmer, A. Ransell, Bo S. Soderberg...), holding qui résulte elle-même du rapprochement intervenu récemment entre CAP/EUROPE et GEMINI et qui:

- Contrôle directement 8 sociétés d'exploitation: Hollande (deux sociétés: FANDATA et CAP/NEDERLAND, de cent personnes chacune environ), Suisse, Allemagne, Autriche, Belgique (deux sociétés: C.E.S. et CAP/BELGIQUE) et Grande-Bretagne, totalisant à peu près 500 personnes.
- A des participations importantes dans des sociétés associées présentes en Scandinavie (B.R.A.), au Moyen-Orient (Liban, Iran, Irak, Arabie Saoudite) et en Afrique (Algérie, Zaïre, etc.).
- A des accords de représentation avec des partenaires présents en Italie, en Espagne, aux Etats-Unis, etc.

Au total, le Groupe CAP/SOGETI regroupe plus de 2.000 professionnels de l'informatique, est présent dans 21 pays (49 agences), totalise plus de 50 millions de FF de fonds propres et réalisera en 1975 un chiffre d'affaires consolidé de 50 millions de dollars (220 millions de FF).

LE SECOND TOUR DES ÉLECTIONS

a six ans, Mme Lucile Ferran
avait vuie que 33.9 %. Les so-

pendent Rouven et Florence au profit des communistes. Cependant, ceux-ci, qui sont les principaux bénéficiaires du scrutin.

La majorité réside. Elle entraîne une victoire de la Gauche grâce à l'appui des abstentions du premier tour et à un report insuffisant des voix socialistes.

Mme Germaine Tailhades, socialiste, élue à Saint-Pons, est l'épouse de M. Edgar Tailhades, sénateur de la Garde, président du conseil régional de la région méditerranéenne. Elle n'avait eu jusqu'à présent aucune activité politique et ne présentait pour la première fois dans une consultation électorale.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort., M. Jean Béne, P.S. anc. sén.) :
 3 P.C., 2 U.D., 1 P.S., 3 div. r., 1 U.D. (vot. 200, 200, 200, 200, 200).
 3 U.D.R., 5 R.I.

VILLE-ET-VILAINE (25)

1^{er} TOUR : 18 ELUS
 (1 P.S., 4 U.D., 2 Cent. mod.)
 4 C.D.P., 1 rad., 2 mod. maj.)

ANTRAIN

M. Duval, mod. maj.,
 241

Elu

Mme. Gayet, P.S., 1.789
 242

M. Lefebvre, U.D., 1.623.
 M. Aupinel, c. s. mod. maj.
 Elle ne se représentait pas.

**CHATEAUNEUF-
 D'ETREUILLE**

M. Cos. R.I. 1.878

Elu

M.M. Chapron, P.S. 1.805 :
 Pataou, Cent. c. s. mod., 1.389.
 M. Lefebvre, U.D., 1.389.
 mod. maj., ne se représentait pas.

DOL-DE-BRETAGNE

M. Hamelin, dép. U.D.R.,
 maire, 3.024

Elu

M. Hervé, 1.656; Belda,
 P.S. 874.

M. Estève, c. s. sén.
 U.D.R., ne se représentait pas.

MONFORT-SUR-MEU

M. Beaumont, P.S. 2.562.

Elu

M.M. Tardif,
 2.414; Kervell, 2.393.

[illegible]

INDRE (13)

1^{er} TOUR : 6 KLUS
(1 P. S. 2. 1. 1 R.I. 1 mod. m.a.)

HATEAUXROUX CENTRE

M. Jamet, R.I. 2 483 *Elu*
M.M. Durand, P.S. 2 304
Durand, Modv. dem. 1 286
M. Balsan, c. s., réf.
se représentait pas.

HATEAUXROUX SUD

M. Massonneau, c. s.,
s., 2 *Réélus*
Bernardes, mod. 2 286
2 286.

[illegible]

CHARTER

ÉLECTION

été observées à Dormans, à

cussé au conseil régional de Basses-Pyrénées.

Cette poussée du parti socialiste peut également être observée à Auch par le N.-O. où le candidat socialiste n'est distant que de 54 voix par le candidat sortant C.D.P. M. LÉZOUY.

A Montauban, le sortant, M. Lécouché, maire, est battu par un élu du P.C., M. LÉZOUY, conseiller général, dont il avait contesté l'élection devant le tribunal administratif.

Lézouy avait été battu par le républicain, à Lesay, victoire de M. Le Grand, trente-cinq ans, benjamin de la famille, conseiller municipal, qui l'emporte sur le candidat socialiste ; le sortant, M. Lécouché, s'étant retiré, avait été tenu de s'être abandonné ses fonctions de maire de Lesay.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort.)
M. Léon Jorran-Margit, G.N.I.P., sén.; 5 P.S., 2 div. g., 3 mod. opp. 1 rad., 1 cent. dém., 2 C.D.P., 6 U.D.R., 6 R.I., 9 C.N.I.P., 15 mod. maj., 1 s. éqg.

MARNE (21)

1^{er} TOUR : 10 ELUS

Reinas 5 et surtout à Reims 7, on le voit que le communiste est resté avec plus de 1.000 voix de moins que le total des suffrages recueillis par le groupe dans le canton au premier tour.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort.)
M. Maurice Prévostel, C.D.P., 5 P.C., 5 mod. g., 5 cent. dém., 5 C.D.P., 5 U.D.R., 4 R.I., 2 mod. maj.

HAUTE-MARNE (15)

1^{er} TOUR : 11 ELUS
(2 rad., 2 U.D.R., 7 mod. maj.)

CHAUMONT SUD

M. Charles Rad, 8 828 Elus
M. Berchet, sén. rad., 3 511.

M. Well, c. s., rad., ne se représentait pas.

DOULAINCOURT

M. Eugnot, c. s., maire, rad., 3 302
M. Chantraud, P.S., 921.

JOINVILLE

M. Hanin, c. s., prés. cons.

3 C.D.P. 2 U.D.R., 1

AY	1989	M. Roudet, 555.
M. Collery, c. s., sén.		
maire, C.D.F., 4135	Réélu	POISSONS
M. Machet, P.C., 3699;		M. Fournier, mod. maj.,
Mme Martin, 72		707
CHALONS-SUR-MARNE 1		Mme Martin, mod. maj.,
M. Samzun, c. s., P.S.		484;
4338	Réélu	M. Bourgeois, P.S., 206.
M. Ménard, Cent. dém.		M. Sagulier, c. s., rad.,
maire, 3599.		s'est retiré entre les deux
		tours.
DORMANS		
M. Charpentier, c. s.,		Seul canton où le ballottage était
div. g., 1853	Réélu	entré, le siège de Chazamont Sud est
S. Santambien, P.C.,		servi par M. Robert Gécot, radical,
1374		qui devint le conseiller
M. Duverdiel, mod. 1,012		soriant, M. Berchet, sénateur, de
		117 voix. Le candidat de l'opposition
FISMES		officiel de discipline de l'inter-
M. Vinzier, div. g., 2,534	Elu	torat de gauche, qui a suivi les
M. Caffé, P.S., 2,414.		consignes de report des voix, mais
M. Olivier, c. s., mod.		qui a été, de l'appart des
ne se représentait pas.		jeunes électeurs.
MARSON		
M. Chaboudé, mod. maj.,		Pas de surprise dans les trois
1941	Elu	cantons renouvelés, où la
M. Volcheir, P.C., 1,051		majorité conserve ses sièges, un
M. Gobillard, c. s., C.D.F.		modéré prenant à Poissons la place
ne se représentait pas.		du conseiller soriant, M. Segrier,
		radical, qui a assuré un échec
		cinquant au premier tour. Dans ce
		canton, le candidat du parti social-
		iste est bien placé, mais le
		total des voix de gauche du premier

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. :
M. Raymond Hanin, R.I.) : 1 P.C.,
2 rad. g., 5 rad. 5 U.D.R., 1 R.I.

M. Lamblin, c. s. P.C. 3078 Rédu
M. Lépine, R.I. 1767.

REIMS ?
M. René Tys, c. s. anc. dép. C. 5637 Rédu
M. Fèvre, R.I. 2677.

VERTUS
M. Gérard, c. s. div. g. 2113 Rédu
M. Lefèvre, rad. g. 926; Mme Martin, 1.

VILLE-SUR-TOURBE
M. Rochas, app. U.D.R. 824 Rédu
M. Gauchier, Cent. dém. 584; Rédu
M. Rissac, P.S., 141
M. Soudant, c. s. Cent. dém. anc. sén. anc. prés. cons. gén. ne se représentait pas.

VITRY-LE-FRANÇOIS EST
M. Teissier, P.S., 2167. Rédu
M. Baudoin, c. s. U.D.R. 2038; Rédu
M. Martin, 102.

MAYENNE (14)

1^{er} TOUR : 11 ELUS
(P.S. 1 élé. 6 Cent. dém. 1 U.D.R., 1 R.I. 1 mod. maj.)

COUPTRAIN
M. Auriant, c. s. R.I. 1441 Rédu
M. Marilland, P.C., 871.

GREZ-EN-BOUERE
M. Kerleaux, mod. maj. (nouy. cand.), 1471 Élu
M. Geste, P.S., 1036; Élu
Mlle Orhan, 338.
M. Le Motheux du Plessis, c. s. mod. maj., ne se représentait pas.

MONTSURS
M. Buard, c. s. P.S. 1411 Rédu
M. Leccossier, maire, mod. maj., 1285.

Une seule véritable surprise : l'élection confortée du docteur Jean Erleaux (majorité) à Grez-en-Bouère (1962) et de son collègue

pourant comme favori au vu des chiffres du premier tour, mais qui ne

[illegible]

M. Antoine, P.C., 8 037.. *Elu*
M. Thirion, c. s. div. 8

460	MM. Martin, 3683;	Elu	7 289	
Savard, 245				
MM. Beauchamp, c. s. P.C., ne se représentait pas.				
DOMEVRE-EN-HAYE				
MM. Grégoire, c. s. mod.				
maj., 2195	Réélu			
MM. Thourvenin, P.S., 1 713.				
LONGUYON				
MM. Mersch, rad. g., 3 801	Elu			
MM. Drapier, c. s. div. g., 3 438.				
LONGWY				
MM. Jean, c. s., P.C., 4 234	Réélu			
MM. Marschal, 3 138.				
Turpin (nouv. cand.), 263.				
LUNEVILLE SUD				
MM. L'Hormeau, P.C., 3 199	Elu			
MM. Morin, R.I., 4 131.				
Parentin, 1 432.				
MM. Dalainzy, c. s. R.I., ne se représentait pas.				
MONT-SAINT-MARTIN				
MM. Brigid, P.C., 4 368.	Elu			
MM. Pasquier, c. s. mod.				
maj., 4 265.				

Le second tour a vu la victoire de quatre socialistes, quatre communistes et un radical de gauche pour douze sièges restèrent à pourvoir. Les élus de la gauche ont bien réalisés, seul ceux dont dans certains secteurs ruraux où des syndicats socialistes du premier tour avaient manqué ces candidats communistes. C'est le cas, notamment, dans la circonscription de Bayon où le siège échappa de très peu au P.C.

A Pont-à-Mousson, le suppléant de Jean-Jacques Beroan - Schreiber

[illegible]

TEMP NOUVEA

Le Journal qu'on n'espère

Les résultats dans les autres départements

ORNE (18)

1^{er} TOUR : 15 ELUS
(1 P.C., 1 Cent. dém., 2 C.D.P.,
1 U.D.R., 1 R.I., 1 mod. maj.)

LA FERTE-MACÉ
M. Miotte, c. s., Cent. dém. Rédu
M. Le Page, P.S., 2 489.

MORTAGNE-AU-PERCHE
M. de Pontbriand, c. s., mod. maj., 2 038. Rédu
MM. Lhuillier, R.I., 1 788;
Caillouet, P.S., 608.

TRUN
M. Orliot, c. s., U.D.R. Rédu
1 691
M. Legrix, P.S., 1 284.

Le physionomie du conseil général n'est pas modifiée puisque, pour les trois cantons en ballottage, les socialistes sont restés. A Trun, M. Orliot, U.D.R., est réélu, mais il l'a été dès le premier tour en 1973 et la gauche n'a jamais fait un score aussi important dans ce canton. A La Ferté-Macé, M. Miotte, Centre démocrate, n'est réélu qu'avec 162 voix d'avance sur le socialiste, M. Le Page. Les voix du candidat U.D.R. M. Gravelot, semble être davantage reportées sur le candidat socialiste, A. La Ferté-Macé même, c'est M. Le Page qui l'emporte par 284 voix sur son adversaire, A. Mortagne, M. de Pontbriand (mod. maj.), qui bénéficie de l'appui du P.S., président départemental de l'U.D.R., adjoint au maire de Mortagne, est réélu avec 2 038 voix d'avance sur M. Lhuillier, R.I., adjoint, lui aussi, au maire de Mortagne, d'après d'une campagne qui aura de sérieuses répercussions sur les municipalités de l'an prochain. M. Lhuillier semble avoir davantage profité de la baisse électorale de la gauche (13,5 % contre 16,8 % au premier tour).

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. : M. Hubert d'Andigné, C.D.P., ad. : 1 P.S., 1 rad., 3 Cent. dém., 3 U.D.R., 3 R.I., 2 mod. maj.)

PAS-DE-CALAIS (29)

1^{er} TOUR : 18 ELUS
(3 P.C., 1 P.S., 1 U.D.R., 1 R.I., 1 C.N.I.P., 1 mod. maj.)

AUX-LES-CHATEAUX
M. Pruvost, mod. maj., 3 745. Rédu
M. Thiéu, P.S., 3 498.
M. Devillier, c. s., C.N.I.P., ne se représentait pas.

BRUAY-EN-ARTOIS
M. Wachaux, P.S., 15 447. Rédu
M. Lescart, U.D.R., 3 665.
Mme Lescart, c. s., P.C., s'est retirée entre les deux tours.

CROISILLES
M. Desailly, c. s., maire, P.S., 3 198. Rédu
M. Flahaut, mod. maj., 2 038.

FRUGES
M. de Hauteclouque, c. s., sén. maire de Royon, C.N.I.P., 2 400. Rédu
M. Laine-Folquien, P.S., 2 383.

HEUCHIN
M. Malle, c. s., maire de Pressy-les-Fermes, P.S., 3 956. Rédu
M. Labure, mod. maj., 2 163.

LAVENTIE
M. Foulon, P.S., 3 249. Rédu
M. Fénart, c. s., maire, Cent. dém., 2 648.

LENS EST
M. Tell, c. s., P.C., 10 384. Rédu
M. Lucas, mod. maj., 5 184.

MARQUION
M. Michel Chopin, P.S., 3 658. Rédu
M. Buisseret, mod. maj., 2 463.

SAINT-OMER NORD
M. Lemaire, c. s., P.S., 3 993. Rédu
M. Delvaux, mod. maj., 3 626.

SAINT-OMER SUD
M. Saint-André, P.S., 11 154. Rédu
M. Caray, c. s., anc. dép., U.D.R., 6 703.

SAMER
M. Spingard, c. s., maire d'Outrevaux, P.S., 18 958. Rédu
Mme Quéval - Ducrocq, mod. maj., 4 358; M. Huré, Mouv. dém. (nouv. cand.), 728.

Ainsi que nous l'avons vu, on a un peu moins retenu que le mars 1973, ce qui est normal, car le second tour a confirmé nettement la progression de l'union de la gauche, qui rassemble 60,2 % des suffrages, ce qui renforce sa majorité au conseil général. Dans le canton de Bruay-en-Artois où le maire de la ville, M. Marcel Wachaux, P.S., avait demandé le conseil sortant, Mme Denise Lescart, P.C., le report des voix s'est effectué difficilement. M. Wachaux obtient 15 447 voix, alors que la gauche en faisait 18 620 au premier tour, mais il y a eu 20 190 votants contre 21 738.

On notera aussi le succès très net du parti socialiste à Saint-Omer. Il garde le canton nord mais il enlève le canton sud à l'ancien député U.D.R. M. Caray, conseiller sortant, qui n'obtient que 6 703 voix, ce qui est nettement inférieur à son score de 11 154 au premier tour, mais il y a eu 20 190 votants contre 21 738.

PUY-DE-DOME (25)

1^{er} TOUR : 15 ELUS
(1 P.C., 6 P.S., 1 rad., 1 cent. rép., 3 R.I., 2 mod. maj.)

ARDES-SUR-COUZES
M. Garnier, c. s., rad., 1 016. Rédu
M. Dupré, P.S., 926.

CHATELON
M. Citerne, P.S., 2 255. Rédu
M. Roche, c. s., R.I., 924.

CLERMONT-FERRAND EST
M. Pourchon, c. s., P.S., 13 416. Rédu
M. Tournier, R.I., 801.

CLERMONT-FERRAND SUD
M. Citerne, c. s., rad., 12 883. Rédu
M. Douteux, R.I., 3 380.

HERMENT
M. Fournier, c. s., P.S., 677. Rédu
M. Chevalier, R.I., 647.

PONTGAUD
M. Lecuyer, P.S., 2 001. Rédu
M. Fernand-Laurent, R.I., 1 512.

SAINT-DIER-D'Auvergne
M. Cistel, c. s., maire, P.C., 949. Rédu
M. Boudon, P.S., 3 198.

SAINT-GERMAIN-LEMBRON
M. Boudon, P.S., 3 198. Rédu
M. Renard, mod. maj., 1 300.

VERTAISON
M. Pruvost, P.S., 1 895. Rédu
M. Dhuvoix, P.S., 1 298.
M. Nenot, c. s., P.S., ne se représentait pas.

Ainsi que nous l'avons vu, les résultats du premier tour, la gauche retrouve la majorité qu'elle avait perdue à la suite du renouvellement de septembre 1973. La parti socialiste a, en effet, enlevé aux républicains indépendants les cantons de Châtelon (où le conseiller sortant est largement distancé) et de Vertaison (dont le nombre de votants a augmenté). Le groupe socialiste comptera 23 membres au lieu de 21, ce qui, avec les trois élus communistes (dont le nombre de votants a augmenté), porte l'effectif de la gauche à 26, l'assemblée départementale comptant 50 conseillers.

Les républicains indépendants conservent de justesse le canton de Rochefort-Montagne, que M. Vallery-Gisquet, U.D.R., avait représenté durant ses années (de 1958 à 1974). En effet, au terme d'une campagne particulièrement acharnée, M. Claude Wolff, maire de Chamalières, a emporté par 53 voix sur M. Marcel Bony, socialiste. Au premier tour, M. Wolff avait obtenu 5 184 voix, ce qui est nettement inférieur à son score de 5 184 au premier tour, mais il y a eu 20 190 votants contre 21 738.

Le groupe socialiste qui s'était maintenu dans le premier tour s'est maintenu dans le second. Le groupe socialiste a, en effet, enlevé aux républicains indépendants les cantons de Châtelon (où le conseiller sortant est largement distancé) et de Vertaison (dont le nombre de votants a augmenté). Le groupe socialiste comptera 23 membres au lieu de 21, ce qui, avec les trois élus communistes (dont le nombre de votants a augmenté), porte l'effectif de la gauche à 26, l'assemblée départementale comptant 50 conseillers.

Le groupe socialiste qui s'était maintenu dans le premier tour s'est maintenu dans le second. Le groupe socialiste a, en effet, enlevé aux républicains indépendants les cantons de Châtelon (où le conseiller sortant est largement distancé) et de Vertaison (dont le nombre de votants a augmenté). Le groupe socialiste comptera 23 membres au lieu de 21, ce qui, avec les trois élus communistes (dont le nombre de votants a augmenté), porte l'effectif de la gauche à 26, l'assemblée départementale comptant 50 conseillers.

Le groupe socialiste qui s'était maintenu dans le premier tour s'est maintenu dans le second. Le groupe socialiste a, en effet, enlevé aux républicains indépendants les cantons de Châtelon (où le conseiller sortant est largement distancé) et de Vertaison (dont le nombre de votants a augmenté). Le groupe socialiste comptera 23 membres au lieu de 21, ce qui, avec les trois élus communistes (dont le nombre de votants a augmenté), porte l'effectif de la gauche à 26, l'assemblée départementale comptant 50 conseillers.

Le groupe socialiste qui s'était maintenu dans le premier tour s'est maintenu dans le second. Le groupe socialiste a, en effet, enlevé aux républicains indépendants les cantons de Châtelon (où le conseiller sortant est largement distancé) et de Vertaison (dont le nombre de votants a augmenté). Le groupe socialiste comptera 23 membres au lieu de 21, ce qui, avec les trois élus communistes (dont le nombre de votants a augmenté), porte l'effectif de la gauche à 26, l'assemblée départementale comptant 50 conseillers.

Le groupe socialiste qui s'était maintenu dans le premier tour s'est maintenu dans le second. Le groupe socialiste a, en effet, enlevé aux républicains indépendants les cantons de Châtelon (où le conseiller sortant est largement distancé) et de Vertaison (dont le nombre de votants a augmenté). Le groupe socialiste comptera 23 membres au lieu de 21, ce qui, avec les trois élus communistes (dont le nombre de votants a augmenté), porte l'effectif de la gauche à 26, l'assemblée départementale comptant 50 conseillers.

Le groupe socialiste qui s'était maintenu dans le premier tour s'est maintenu dans le second. Le groupe socialiste a, en effet, enlevé aux républicains indépendants les cantons de Châtelon (où le conseiller sortant est largement distancé) et de Vertaison (dont le nombre de votants a augmenté). Le groupe socialiste comptera 23 membres au lieu de 21, ce qui, avec les trois élus communistes (dont le nombre de votants a augmenté), porte l'effectif de la gauche à 26, l'assemblée départementale comptant 50 conseillers.

Le groupe socialiste qui s'était maintenu dans le premier tour s'est maintenu dans le second. Le groupe socialiste a, en effet, enlevé aux républicains indépendants les cantons de Châtelon (où le conseiller sortant est largement distancé) et de Vertaison (dont le nombre de votants a augmenté). Le groupe socialiste comptera 23 membres au lieu de 21, ce qui, avec les trois élus communistes (dont le nombre de votants a augmenté), porte l'effectif de la gauche à 26, l'assemblée départementale comptant 50 conseillers.

Le groupe socialiste qui s'était maintenu dans le premier tour s'est maintenu dans le second. Le groupe socialiste a, en effet, enlevé aux républicains indépendants les cantons de Châtelon (où le conseiller sortant est largement distancé) et de Vertaison (dont le nombre de votants a augmenté). Le groupe socialiste comptera 23 membres au lieu de 21, ce qui, avec les trois élus communistes (dont le nombre de votants a augmenté), porte l'effectif de la gauche à 26, l'assemblée départementale comptant 50 conseillers.

Le groupe socialiste qui s'était maintenu dans le premier tour s'est maintenu dans le second. Le groupe socialiste a, en effet, enlevé aux républicains indépendants les cantons de Châtelon (où le conseiller sortant est largement distancé) et de Vertaison (dont le nombre de votants a augmenté). Le groupe socialiste comptera 23 membres au lieu de 21, ce qui, avec les trois élus communistes (dont le nombre de votants a augmenté), porte l'effectif de la gauche à 26, l'assemblée départementale comptant 50 conseillers.

Le groupe socialiste qui s'était maintenu dans le premier tour s'est maintenu dans le second. Le groupe socialiste a, en effet, enlevé aux républicains indépendants les cantons de Châtelon (où le conseiller sortant est largement distancé) et de Vertaison (dont le nombre de votants a augmenté). Le groupe socialiste comptera 23 membres au lieu de 21, ce qui, avec les trois élus communistes (dont le nombre de votants a augmenté), porte l'effectif de la gauche à 26, l'assemblée départementale comptant 50 conseillers.

Le groupe socialiste qui s'était maintenu dans le premier tour s'est maintenu dans le second. Le groupe socialiste a, en effet, enlevé aux républicains indépendants les cantons de Châtelon (où le conseiller sortant est largement distancé) et de Vertaison (dont le nombre de votants a augmenté). Le groupe socialiste comptera 23 membres au lieu de 21, ce qui, avec les trois élus communistes (dont le nombre de votants a augmenté), porte l'effectif de la gauche à 26, l'assemblée départementale comptant 50 conseillers.

Le groupe socialiste qui s'était maintenu dans le premier tour s'est maintenu dans le second. Le groupe socialiste a, en effet, enlevé aux républicains indépendants les cantons de Châtelon (où le conseiller sortant est largement distancé) et de Vertaison (dont le nombre de votants a augmenté). Le groupe socialiste comptera 23 membres au lieu de 21, ce qui, avec les trois élus communistes (dont le nombre de votants a augmenté), porte l'effectif de la gauche à 26, l'assemblée départementale comptant 50 conseillers.

Le groupe socialiste qui s'était maintenu dans le premier tour s'est maintenu dans le second. Le groupe socialiste a, en effet, enlevé aux républicains indépendants les cantons de Châtelon (où le conseiller sortant est largement distancé) et de Vertaison (dont le nombre de votants a augmenté). Le groupe socialiste comptera 23 membres au lieu de 21, ce qui, avec les trois élus communistes (dont le nombre de votants a augmenté), porte l'effectif de la gauche à 26, l'assemblée départementale comptant 50 conseillers.

Le groupe socialiste qui s'était maintenu dans le premier tour s'est maintenu dans le second. Le groupe socialiste a, en effet, enlevé aux républicains indépendants les cantons de Châtelon (où le conseiller sortant est largement distancé) et de Vertaison (dont le nombre de votants a augmenté). Le groupe socialiste comptera 23 membres au lieu de 21, ce qui, avec les trois élus communistes (dont le nombre de votants a augmenté), porte l'effectif de la gauche à 26, l'assemblée départementale comptant 50 conseillers.

M. Belouqui, mod. maj., 4 182.
■ LASSURE
M. Camy, 830. Rédu
M. Combes, 828.
M. Camy père, c. s., div. g., est décédé.

MORLAAS
M. Menjuet, R.I., 2 199. Rédu
M. Lahire, c. s., cent. g., 2 115; Bouquet, P.S., 1 138.

OLORON OUEST
M. Laciou, P.S., 3 038. Rédu
M. Dornon, R.I., 2 480.

ORTHEZ
M. Lande, P.S., 4 640. Rédu
M. Mouzet, c. s., maire rad., 4 470.

PAU 2 EST
M. Bedaricq, P.S., adj. au maire de Pau, 4 103. Rédu
M. Sallénave, c. s., sén. dép., Cent. dém., 3 896; Capdeville, M.D.S.F., 105.

PAU 4 SUD
M. Urieta, c. s., P.S., 3 570. Rédu
M. Ebrard, c. s., d'Arudy, rad., 3 483.

PONTACQ
M. Gaston, c. s., rad., 2 271. Rédu
M. Sadou, P.S., 1 379.

SAINT-JEAN-DE-LUZ
M. Rhuurde, c. s., maire, U.D.R., 4 746. Rédu
Mme Poletti, P.S., 2 951.

SALES-DE-BEARN
M. Pommès, c. s., C.N.I.P., 2 240. Rédu
M. Lacarrière, maire, 1 980; Bourdebaigt, P.S., 1 504.

SAUVETERRE-DE-BEARN
M. Recapet, maire, 1 795. Rédu
M. Joye, P.S., 727.

THEZE
M. Labazee, P.S., 1 524. Rédu
M. Laborde, mod. maj., 933.

USTARITZ
M. Barrekat, c. s., C.N.I.P., ne se représentait pas.

LA P.C., qui avait enlevé au P.S. au premier tour, le canton de Latorre-de-France, lui prend au second tour le canton de Latorre-de-France, ce qui est nettement inférieur à son score de 1 524 au premier tour, mais il y a eu 20 190 votants contre 21 738.

Le groupe socialiste qui s'était maintenu dans le premier tour s'est maintenu dans le second. Le groupe socialiste a, en effet, enlevé aux républicains indépendants les cantons de Châtelon (où le conseiller sortant est largement distancé) et de Vertaison (dont le nombre de votants a augmenté). Le groupe socialiste comptera 23 membres au lieu de 21, ce qui, avec les trois élus communistes (dont le nombre de votants a augmenté), porte l'effectif de la gauche à 26, l'assemblée départementale comptant 50 conseillers.

Le groupe socialiste qui s'était maintenu dans le premier tour s'est maintenu dans le second. Le groupe socialiste a, en effet, enlevé aux républicains indépendants les cantons de Châtelon (où le conseiller sortant est largement distancé) et de Vertaison (dont le nombre de votants a augmenté). Le groupe socialiste comptera 23 membres au lieu de 21, ce qui, avec les trois élus communistes (dont le nombre de votants a augmenté), porte l'effectif de la gauche à 26, l'assemblée départementale comptant 50 conseillers.

Le groupe socialiste qui s'était maintenu dans le premier tour s'est maintenu dans le second. Le groupe socialiste a, en effet, enlevé aux républicains indépendants les cantons de Châtelon (où le conseiller sortant est largement distancé) et de Vertaison (dont le nombre de votants a augmenté). Le groupe socialiste comptera 23 membres au lieu de 21, ce qui, avec les trois élus communistes (dont le nombre de votants a augmenté), porte l'effectif de la gauche à 26, l'assemblée départementale comptant 50 conseillers.

Le groupe socialiste qui s'était maintenu dans le premier tour s'est maintenu dans le second. Le groupe socialiste a, en effet, enlevé aux républicains indépendants les cantons de Châtelon (où le conseiller sortant est largement distancé) et de Vertaison (dont le nombre de votants a augmenté). Le groupe socialiste comptera 23 membres au lieu de 21, ce qui, avec les trois élus communistes (dont le nombre de votants a augmenté), porte l'effectif de la gauche à 26, l'assemblée départementale comptant 50 conseillers.

Le groupe socialiste qui s'était maintenu dans le premier tour s'est maintenu dans le second. Le groupe socialiste a, en effet, enlevé aux républicains indépendants les cantons de Châtelon (où le conseiller sortant est largement distancé) et de Vertaison (dont le nombre de votants a augmenté). Le groupe socialiste comptera 23 membres au lieu de 21, ce qui, avec les trois élus communistes (dont le nombre de votants a augmenté), porte l'effectif de la gauche à 26, l'assemblée départementale comptant 50 conseillers.

Le groupe socialiste qui s'était maintenu dans le premier tour s'est maintenu dans le second. Le groupe socialiste a, en effet, enlevé aux républicains indépendants les cantons de Châtelon (où le conseiller sortant est largement distancé) et de Vertaison (dont le nombre de votants a augmenté). Le groupe socialiste comptera 23 membres au lieu de 21, ce qui, avec les trois élus communistes (dont le nombre de votants a augmenté), porte l'effectif de la gauche à 26, l'assemblée départementale comptant 50 conseillers.

Le groupe socialiste qui s'était maintenu dans le premier tour s'est maintenu dans le second. Le groupe socialiste a, en effet, enlevé aux républicains indépendants les cantons de Châtelon (où le conseiller sortant est largement distancé) et de Vertaison (dont le nombre de votants a augmenté). Le groupe socialiste comptera 23 membres au lieu de 21, ce qui, avec les trois élus communistes (dont le nombre de votants a augmenté), porte l'effectif de la gauche à 26, l'assemblée départementale comptant 50 conseillers.

Le groupe socialiste qui s'était maintenu dans le premier tour s'est maintenu dans le second. Le groupe socialiste a, en effet, enlevé aux républicains indépendants les cantons de Châtelon (où le conseiller sortant est largement distancé) et de Vertaison (dont le nombre de votants a augmenté). Le groupe socialiste comptera 23 membres au lieu de 21, ce qui, avec les trois élus communistes (dont le nombre de votants a augmenté), porte l'effectif de la gauche à 26, l'assemblée départementale comptant 50 conseillers.

Le groupe socialiste qui s'était maintenu dans le premier tour s'est maintenu dans le second. Le groupe socialiste a, en effet, enlevé aux républicains indépendants les cantons de Châtelon (où le conseiller sortant est largement distancé) et de Vertaison (dont le nombre de votants a augmenté). Le groupe socialiste comptera 23 membres au lieu de 21, ce qui, avec les trois élus communistes (dont le nombre de votants a augmenté), porte l'effectif de la gauche à 26, l'assemblée départementale comptant 50 conseillers.

Le groupe socialiste qui s'était maintenu dans le premier tour s'est maintenu dans le second. Le groupe socialiste a, en effet, enlevé aux républicains indépendants les cantons de Châtelon (où le conseiller sortant est largement distancé) et de Vertaison (dont le nombre de votants a augmenté). Le groupe socialiste comptera 23 membres au lieu de 21, ce qui, avec les trois élus communistes (dont le nombre de votants a augmenté), porte l'effectif de la gauche à 26, l'assemblée départementale comptant 50 conseillers.

Le groupe socialiste qui s'était maintenu dans le premier tour s'est maintenu dans le second. Le groupe socialiste a, en effet, enlevé aux républicains indépendants les cantons de Châtelon (où le conseiller sortant est largement distancé) et de Vertaison (dont le nombre de votants a augmenté). Le groupe socialiste comptera 23 membres au lieu de 21, ce qui, avec les trois élus communistes (dont le nombre de votants a augmenté), porte l'effectif de la gauche à 26, l'assemblée départementale comptant 50 conseillers.

Le groupe socialiste qui s'était maintenu dans le premier tour s'est maintenu dans le second. Le groupe socialiste a, en effet, enlevé aux républicains indépendants les cantons de Châtelon (où le conseiller sortant est largement distancé) et de Vertaison (dont le nombre de votants a augmenté). Le groupe socialiste comptera 23 membres au lieu de 21, ce qui, avec les trois élus communistes (dont le nombre de votants a augmenté), porte l'effectif de la gauche à 26, l'assemblée départementale comptant 50 conseillers.

Le groupe socialiste qui s'était maintenu dans le premier tour s'est maintenu dans le second. Le groupe socialiste a, en effet, enlevé aux républicains indépendants les cantons de Châtelon (où le conseiller sortant est largement distancé) et de Vertaison (dont le nombre de votants a augmenté). Le groupe socialiste comptera 23 membres au lieu de 21, ce qui, avec les trois élus communistes (dont le nombre de votants a augmenté), porte l'effectif de la gauche à 26, l'assemblée départementale comptant 50 conseillers.

Le groupe socialiste qui s'était maintenu dans le premier tour s'est maintenu dans le second. Le groupe socialiste a, en effet, enlevé aux républicains indépendants les cantons de Châtelon (où le conseiller sortant est largement distancé) et de Vertaison (dont le nombre de votants a augmenté). Le groupe socialiste comptera 23 membres au lieu de 21, ce qui, avec les trois élus communistes (dont le nombre de votants a augmenté), porte l'effectif de la gauche à 26, l'assemblée départementale comptant 50 conseillers.

Le groupe socialiste qui s'était maintenu dans le premier tour s'est maintenu dans le second. Le groupe socialiste a, en effet, enlevé aux républicains indépendants les cantons de Châtelon (où le conseiller sortant est largement distancé) et de Vertaison (dont le nombre de votants a augmenté). Le groupe socialiste comptera 23 membres au lieu de 21, ce qui, avec les trois élus communistes (dont le nombre de votants a augmenté), porte l'effectif de la gauche à 26, l'assemblée départementale comptant 50 conseillers.

Le groupe socialiste qui s'était maintenu dans le premier tour s'est maintenu dans le second. Le groupe socialiste a, en effet, enlevé aux républicains indépendants les cantons de Châtelon (où le conseiller sortant est largement distancé) et de Vertaison (dont le nombre de votants a augmenté). Le groupe socialiste comptera 23 membres au lieu de 21, ce qui, avec les trois élus communistes (dont le nombre de votants a augmenté), porte l'effectif de la gauche à 26, l'assemblée départementale comptant 50 conseillers.

Le groupe socialiste qui s'était maintenu dans le premier tour s'est maintenu dans le second. Le groupe socialiste a, en effet, enlevé aux républicains indépendants les cantons de Châtelon (où le conseiller sortant est largement distancé) et de Vertaison (dont le nombre de votants a augmenté). Le groupe socialiste comptera 23 membres au lieu de 21, ce qui, avec les trois élus communistes (dont le nombre de votants a augmenté), porte l'effectif de la gauche à 26, l'assemblée départementale comptant 50 conseillers.

Le groupe socialiste qui s'était maintenu dans le premier tour s'est maintenu dans le second. Le groupe socialiste a, en effet, enlevé aux républicains indépendants les cantons de Châtelon (où le conseiller sortant est largement distancé) et de Vertaison (dont le nombre de votants a augmenté). Le groupe socialiste comptera 23 membres au lieu de 21, ce qui, avec les trois élus communistes (dont le nombre de votants a augmenté), porte l'effectif de la gauche à 26, l'assemblée départementale comptant 50 conseillers.

à Lourdes Ouest, où M. Bernadette (radical de gauche), adjoint au maire de Lourdes, doit céder son siège à son jeune fils, M. Marthe (U.D.R.). Quant à M. Colquhoun, lui aussi radical de gauche, il aurait pu nourrir quelques espoirs à Argelès-Gazost s'il avait fait le plein des voix de gauche. Il lui en manque.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. : M. Robert Peyra, rad. g., sén.) : 6 P.C., 7 P.S., 10 rad. g., 1 div. g., 1 Cent. dém., 4 C.D.P., 1 U.D.R., 1 R.I., 1 C.N.I.P.

PYRÉNÉES-ORIENTALES (12)
1^{er} TOUR : 4 ELUS
(1 P.C., 2 sec. ind., 1 mod. maj.)

MILLAS
M. Dangnac, maire de Soler, 402 ind., 3 115 g., 1 div. g., 1 Cent. dém., 4 C.D.P., 1 U.D.R., 1 R.I., 1 C.N.I.P.

PERPIGNAN 3
M. Coupet, maire de Canet, mod. maj., 4 093.
Mme Tourné, U.D.R., 1 181.
M. Alduy, c. s., P.S., s'est retiré entre les deux tours.

PERPIGNAN 4
M. Planas, maire d'Elne, P.C., 4 089 ind., 3 115 g., 1 div. g., 1 Cent. dém., 4 C.D.P., 1 U.D.R., 1 R.I., 1 C.N.I.P.

PERPIGNAN 5
M. Costa, P.C., 4 278. Rédu
M. Parrot, c. s., soc. ind., 2 720; Lacambra, U.D.R., 1 682; Deplanque, Mouv. dém., 568.

PERPIGNAN 6
M. Riquelme, P.S., 2 380. Rédu
M. Cortès, P.C., 1 537.

PERPIGNAN 7
M. Ey, c. s., maire de Saint-Estève, R.I., 3 336. Rédu
M. Semper, P.C., 2 361.

VINCA
Mme Pla-Justafé, c. s., P.C., 2 947. Rédu
M. Camo, mod. maj., 2 198.

Le P.C., qui avait enlevé au P.S. au premier tour, le canton de Latorre-de-France, lui prend au second tour le canton de Latorre-de-France, ce qui est nettement inférieur à son score de 1 524 au premier tour, mais il y a eu 20 190 votants contre 21 738.

Le groupe socialiste qui s'était maintenu dans le premier tour s'est maintenu dans le second. Le groupe socialiste a, en effet, enlevé aux républicains indépendants les cantons de Châtelon (où le conseiller sortant est largement distancé) et de Vertaison (dont le nombre de votants a augmenté). Le groupe socialiste comptera 23 membres au lieu de 21, ce qui, avec les trois élus communistes (dont le nombre de votants a augmenté), porte l'effectif de la gauche à 26, l'assemblée départementale comptant 50 conseillers.

Le groupe socialiste qui s'était maintenu dans le premier tour s'est maintenu dans le second. Le groupe socialiste a, en effet, enlevé aux républicains indépendants les cantons de Châtelon (où le conseiller sortant est largement distancé) et de Vertaison (dont le nombre de votants a augmenté). Le groupe socialiste comptera 23 membres au lieu de 21, ce qui, avec les trois élus communistes (dont le nombre de votants a augmenté), porte l'effectif de la gauche à 26, l'assemblée départementale comptant 50 conseillers.

Le groupe socialiste qui s'était maintenu dans le premier tour s'est maintenu dans le second. Le groupe socialiste a, en effet, enlevé aux républicains indépendants les cantons de Châtelon (où le conseiller sortant est largement distancé) et de Vertaison (dont le nombre de votants a augmenté). Le groupe socialiste comptera 23 membres au lieu de 21, ce qui, avec les trois élus communistes (dont le nombre de votants a augmenté), porte l'effectif de la gauche à 26, l'assemblée départementale comptant 50 conseillers.

Le groupe socialiste qui s'était maintenu dans le premier tour s'est maintenu dans le second. Le groupe socialiste a, en effet, enlevé aux républicains indépendants les cantons de Châtelon (où le conseiller sortant est largement distancé) et de Vertaison (dont le nombre de votants a augmenté). Le groupe socialiste comptera 23 membres au lieu de 21, ce qui, avec les trois élus communistes (dont le nombre de votants a augmenté), porte l'effectif de la gauche à 26, l'assemblée départementale comptant 50 conseillers.

Les résultats dans les autres départements

(Suite de la page 15.)

TOULON 4
M. Trucy, act. loc. 3.855
M. Canapa, P.C., 1.802
M. Bayle, c. s. anc. dép.
U.D.R., s'est retiré entre les deux tours.

TOULON 6
M. Arreche, c. s. maire, R.L. 6.947
M. Ferrier, P.S., 6.083
M. Mollet, s. élu, 672; O.N.V., C.N.I.P., 647.

TOULON 7
M. Bernardi, c. s. U.D.R., 2.193
M. Guespé, P.C., 1.871

TOULON 8
M. Piar, P.C., 4.376
M. Fabre, act. loc. 3.731; Piar, C.N.I.P., 1.783.

M. Colombani, c. s. R.L., s'est retiré entre les deux tours.

A Toulon 6, le jeune leader local du parti socialiste, M. Jean-Paul Ferrier, n'a pu compléter la rédaction de M. Maurice Arreche, républicain indépendant, maire de la ville. M. Arreche a déposé largement les voix de la gauche du premier tour.

A Toulon 8, M. Piar (P.C.) reprend le siège qu'il avait dû abandonner en 1970. M. Henri Fabre, premier adjoint au maire (action nationale) soutenu par l'U.D.R., est battu en raison du maintien de M. Piar. Ce dernier a été candidat en correctionnelle par M. Fabre qui s'est diffusé pour avoir été accusé d'être un « brasseur de l'argent français ».

Au Bouchon, un sénateur socialiste, M. Auguste Amis, enlève le siège qui appartenait à M. Robert Combrat, maire de la ville, républicain indépendant, père d'un des conseillers techniques de M. Claude Estabrois à l'Assemblée. La gauche réalise donc ses positions à l'Assemblée départementale, où socialistes et communistes complètent chacun un siège supplémentaire sur les républicains indépendants. Toutefois à Saint-Mandrier le report des voix de gauche n'a pas été parfait pour le candidat communiste, qui a été battu, ni à Solliès-le-Pont pour le candidat socialiste qui a cependant été élu.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. M. Edouard Soland, P.S. anc. 5 P.C., 2 P.S., 4 U.D.R., 4 R.L., 5 mod. maj., 2 act. loc.)

VAUCLUSE (12)
1^{er} TOUR : 5 ELUS (1 P.S., 4 mod. maj.)

AVIGNON OUEST
M. Traval, P.S., 4.648
M. Duplan, c. s. C.N.I.P., 3.885.

BOLLENE
M. Sabatier, c. s. P.C., 5.491
M. Aillaud, P.C., 3.903.

CAVAILLON
M. Lombard, P.S., 7.127
M. Bouchet, mod. maj., 4.959.

M. Accarie, c. s. rad., ne se représentait pas.

GORGES
M. Richard, P.C., 1.375
M. Bonilla, c. s. maire, mod. maj., 1.230.

ORANGE OUEST
M. Giorgi, c. s. P.C., 4.769
M. Solinot, U.D.R., 2.900.

VAISON-LA-ROMAINE
M. Mettre, c. s. maire, P.C., 3.239
M. Thea, mod. maj., 2.302.

VALREAS
M. Duffard, maire, mod. maj., 3.204
M. Thomas, P.C., 930
M. Frey, c. s. mod. maj., s'est retiré entre les deux tours.

Avec les succès du P.S. à Avignon Ouest et Orange, et ceux de G. à Gordes, la gauche consolide un peu sa majorité au conseil général, mais elle perd le siège de Gordes comme celui de Pernes-les-Fontaines au premier tour. Le succès à Vaison la nuit du conseil général, réalisé après la très faible score (213) réalisé au premier tour par M. Frey, conseiller sortant, n'a pas représenté une surprise. La gauche, qui avait été exclue du parti socialiste, et s'était retiré, la semaine dernière, de la section socialiste.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. M. Jean Gardin, P.S.) : 3 P.C., 10 P.S., 1 rad. g., 1 C.D.P., 2 U.D.R., 5 mod. maj.)

VENDEE (15)
1^{er} TOUR : 12 ELUS (1 app. P.S., 2 rad. g., 2 R.L., 3 mod. maj., 1 act. loc.)

NOIRMOUTIER-EN-L'ILE
M. Oudin, U.D.R., 2.432
M. Adrien, P.S., 1.704
M. Polignan, s. ind., ne se représentait pas.

SAINT-GILLES-CROIX-DE-VIE
M. Calvau, c. s. maire de Saint-Hilaire-de-Riez, ind., 6.347
M. Albert, P.S., 3.492
Razon, U.D.R., 3.601.

SAINT-HILAIRE-DES-LOGES
M. de Certeaux, c. s. maire de Faymoreau, mod. maj., 2.805
M. Tourenne, P.S., 1.858.

L'opposition s'en tient au gain unique enregistré au premier tour dans le canton de Luçon, où M. de Monzon (app. P.S.) a pris la place de M. Bousseau (U.D.R.), qui ne se représentait pas. La seule surprise du deuxième tour vient de la triangulaire de Saint-Gilles-Croix-de-Vie, où le maire U.D.R. de la section, M. Razon, obtient moins de voix que le dimanche précédent, ce dont profite le conseiller sortant, M. Calvau (ind.). A Noirmoutier, la gauche fait le plein de ses voix et améliore son score du

premier tour (31,5 %). Le candidat du parti socialiste obtient 41,30 % des suffrages, soit plus que M. Miffereau qui secondait tour des présidentielles. On constate une grande discipline de vote des électeurs de gauche dans les trois cantons en ballottage. Les candidats de l'opposition n'ont pas perdu de voix et la participation électorale est sensiblement identique à celle du premier tour. M. de Noirmoutier, M. Oudin (U.D.R.), troisième au second tour, a obtenu 21,5 % des voix, soit le benjamin d'une assemblée départementale dont la composition n'a guère été modifiée.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. M. Michel Cruda, mod. maj., anc. mod. maj.) : 4 P.S., 10 app., 3 rad., 5 U.D.R., 4 R.L., 1 ind., 11 mod. maj., 3 act. loc.

VIENNE (17)
1^{er} TOUR : 9 ELUS (1 P.C., 1 P.S., 1 mod. maj., 4 cent. dém., 1 R.L.)

CHATELAINAULT-NORD
M. Abelin, c. s. Cent. dém. anc. mod. maj., 3.971
M. Bernard, c. s. mod. maj., 3.428
Mme Cresson, P.S., 4.228.

GENCAY
M. Crespin, P.S., 2.723
M. Lepere, act. loc. 2.723
M. Bernard, c. s. Cent. dém., ne se représentait pas.

LENOITRE
M. Pierre, mod. maj., 4.133
M. Archaubault, P.C., 1.278
M. Girard, mod. maj., 971.

M. Bouillard, c. s. mod. maj., ne se représentait pas.

MONTMORILLON
M. Boulou, c. s. Cent. dém. anc. mod. maj., 2.824
M. Gerbaud, P.C., 2.897.

POITIERS 1
M. Monnange, P.S., 3.837
M. Saunier, c. s. R.L., 2.811
M. de Migné-Auxances, 3.130.

POITIERS 2
M. Santrot, c. s. P.S., 4.302
M. Pasquet, U.D.R., 2.772.

POITIERS 3
M. Fournier, P.S., 3.228
M. Verdier, c. s. U.D.R., anc. mod. maj., 3.988.

VIVONNE
M. Mantean, mod. maj., 3.988
M. Vergon, c. s. mod. maj., 1.095; Belin, P.S., 944.

La progression du parti socialiste enregistré au premier tour s'est confirmée le 14 mars. Quatre de ses candidats entrent au conseil général. M. Guespé, c. s. mod. maj., a été élu conseiller général, non inscrit, favorable à la majorité, qui toutefois améliore de deux points son score à Poitiers 1. M. Monnange, P.S., élimine le conseiller général sortant républicain indépendant, qui avait obtenu 42,2 % des suffrages exprimés au premier tour, et qui ne se représentait plus, au second tour, que 44,3 % des suffrages exprimés. Dans le cinquième canton de Poitiers, le maire U.D.R. de la ville, M. Girard, a été élu conseiller général, ce qui a permis de combler le retard qu'il avait au premier tour sur son adversaire socialiste, arrivé en tête de la gauche.

A Châtelleraut Nord, M. Abelin, qui avait obtenu 49,1 % des 7.908 suffrages exprimés, a été élu conseiller général, ce qui a permis de combler le retard qu'il avait au premier tour sur son adversaire socialiste, arrivé en tête de la gauche.

CHATELAINAULT-NORD
M. Abelin, qui avait obtenu 49,1 % des 7.908 suffrages exprimés, a été élu conseiller général, ce qui a permis de combler le retard qu'il avait au premier tour sur son adversaire socialiste, arrivé en tête de la gauche.

CHATELAINAULT-NORD
M. Abelin, qui avait obtenu 49,1 % des 7.908 suffrages exprimés, a été élu conseiller général, ce qui a permis de combler le retard qu'il avait au premier tour sur son adversaire socialiste, arrivé en tête de la gauche.

CHATELAINAULT-NORD
M. Abelin, qui avait obtenu 49,1 % des 7.908 suffrages exprimés, a été élu conseiller général, ce qui a permis de combler le retard qu'il avait au premier tour sur son adversaire socialiste, arrivé en tête de la gauche.

CHATELAINAULT-NORD
M. Abelin, qui avait obtenu 49,1 % des 7.908 suffrages exprimés, a été élu conseiller général, ce qui a permis de combler le retard qu'il avait au premier tour sur son adversaire socialiste, arrivé en tête de la gauche.

CHATELAINAULT-NORD
M. Abelin, qui avait obtenu 49,1 % des 7.908 suffrages exprimés, a été élu conseiller général, ce qui a permis de combler le retard qu'il avait au premier tour sur son adversaire socialiste, arrivé en tête de la gauche.

LIMOGES CENTRE
M. Saragay, c. s. mod. maj., 1.876
M. Fresneau, P.S., 1.344
Pénicaud, extr. dr. 51.

LIMOGES-LA BASTIDE
M. Lanfranco, c. s. P.S., 4.839
M. Chibols, U.D.R., 1.288.

LIMOGES-CITE
M. Rodet, P.S., 2.081
M. Gagnerie, R.L., 1.482
M. Denis, c. s. anc. dép. P.C., s'est retiré entre les deux tours.

LIMOGES-CONDAT
M. Carrié, c. s. P.S., 3.988
M. Bernard, U.D.R., 2.075.

LIMOGES-LANDOUZE
M. Longueque, c. s. mod. maj., 3.988
M. Lévêque, U.D.R., 1.704; Dupuy, P.S.U., 827.

NANTIAIT
M. Lencœur, c. s. maire de Saint-Symphorien-sur-Calde, P.S., 2.603
M. Brionne, U.D.R., 949.

NEUL
M. Mahaut, c. s. P.C., 1.738
M. Pichereau, mod. maj., 1.063.

ORADOUR-SUR-VAIRES
M. Alajour, P.C., 1.825
M. Morange, c. s. maire, mod. maj., 1.066.

SAINT-MATHIEU
M. Marcelland, c. s. maire de Marval, P.C., 1.710
M. Lathière, P.S., 1.508.

SAINT-VREUX-LA-PERCHÉ
M. Boutard, c. s. anc. dép. S.F.I.O., mod. maj., 3.834
M. Lagorce, P.C., 2.875.

Dans le nouveau conseil général, les socialistes gagnent deux sièges au détriment des communistes (Bastogne-sur-Gartempe et Limoges-Cité) et ces derniers en reprennent un aux modérés (Oradour-sur-Vaires).

M. Longueque, député et maire de Limoges, et M. Rodet, président du conseil général de Limoges-Cité, ont été élus. L'important largement au second tour, sans toutefois réunir la totalité des voix socialistes et communistes du premier tour.

A Saint-Vreux, le docteur Boutard, maire de la ville, ancien député S.F.I.O., a été élu conseiller général, à un tour de voix des socialistes. A Saint-Mathieu, le candidat socialiste, M. Marcelland, a été élu conseiller général, à un tour de voix des socialistes.

La progression du parti socialiste enregistré au premier tour s'est confirmée le 14 mars. Quatre de ses candidats entrent au conseil général. M. Guespé, c. s. mod. maj., a été élu conseiller général, non inscrit, favorable à la majorité, qui toutefois améliore de deux points son score à Poitiers 1. M. Monnange, P.S., élimine le conseiller général sortant républicain indépendant, qui avait obtenu 42,2 % des suffrages exprimés au premier tour, et qui ne se représentait plus, au second tour, que 44,3 % des suffrages exprimés. Dans le cinquième canton de Poitiers, le maire U.D.R. de la ville, M. Girard, a été élu conseiller général, ce qui a permis de combler le retard qu'il avait au premier tour sur son adversaire socialiste, arrivé en tête de la gauche.

A Châtelleraut Nord, M. Abelin, qui avait obtenu 49,1 % des 7.908 suffrages exprimés, a été élu conseiller général, ce qui a permis de combler le retard qu'il avait au premier tour sur son adversaire socialiste, arrivé en tête de la gauche.

CHATELAINAULT-NORD
M. Abelin, qui avait obtenu 49,1 % des 7.908 suffrages exprimés, a été élu conseiller général, ce qui a permis de combler le retard qu'il avait au premier tour sur son adversaire socialiste, arrivé en tête de la gauche.

CHATELAINAULT-NORD
M. Abelin, qui avait obtenu 49,1 % des 7.908 suffrages exprimés, a été élu conseiller général, ce qui a permis de combler le retard qu'il avait au premier tour sur son adversaire socialiste, arrivé en tête de la gauche.

CHATELAINAULT-NORD
M. Abelin, qui avait obtenu 49,1 % des 7.908 suffrages exprimés, a été élu conseiller général, ce qui a permis de combler le retard qu'il avait au premier tour sur son adversaire socialiste, arrivé en tête de la gauche.

CHATELAINAULT-NORD
M. Abelin, qui avait obtenu 49,1 % des 7.908 suffrages exprimés, a été élu conseiller général, ce qui a permis de combler le retard qu'il avait au premier tour sur son adversaire socialiste, arrivé en tête de la gauche.

YONNE (20)
1^{er} TOUR : 9 ELUS (1 div. g., 1 C.D.P., 1 U.D.R., 5 R.L., 1 ind.)

ANCY-LE-FRANC
M. Henry, P.C., 1.832
M. Bailly, c. s. R.L., 1.581.

AUXERRE NORD-OUEST
M. Bonhenry, c. s. P.S., 4.223
M. Robin, R.L., 1.927
Mallet, rad., 648.

AUXERRE SUD-OUEST
M. Louis, P.S., 4.263
M. Soisson, c. s. anc. mod. maj., R.L., 4261.

BRIENON-SUR-ARMANCON
M. Renvoise, P.S., 1.354
M. Vincent, 1.310
Gibault, c. s. div. g., 838.

COULANGES-SUR-YONNE
M. Roger, P.S., 977
M. Delhomme, 982
M. Billon, c. s. R.L., ne se représentait pas.

GUILLON
M. Bonne, c. s. R.L., 512
M. Blau, P.S., 774.

JOIGNY
M. Gabeau, c. s. ind., 2.978
M. Cassini, P.S., 2.701.

MICENNES
M. Lavray, P.C., 3.057
M. Fontaine, mod. maj., 3.411
M. Pillin, c. s. P.C., ne se représentait pas.

SAINT-SAUVENUR-EN-PUISAYE
M. Yee, c. s. rad., 1.533
M. Julian, P.C., 1.450.

TONNERRE
M. Durand, P.C., 2.441
M. Cadieu, 558
M. Pissard, c. s. ind., ne se représentait pas.

VILLENEUVE-L'ARCHEVEQUE
M. Kienlen, c. s. P.S., 1.651
M. Gandissant, 789.

A Auxerre Sud-Ouest, M. Jean-Pierre Soland, maire de la ville, ancien député républicain indépendant, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, a été élu conseiller général, à un tour de voix des socialistes. A Ancy-le-Franc, M. Henry, P.C., a été élu conseiller général, à un tour de voix des socialistes.

La progression du parti socialiste enregistré au premier tour s'est confirmée le 14 mars. Quatre de ses candidats entrent au conseil général. M. Guespé, c. s. mod. maj., a été élu conseiller général, non inscrit, favorable à la majorité, qui toutefois améliore de deux points son score à Poitiers 1. M. Monnange, P.S., élimine le conseiller général sortant républicain indépendant, qui avait obtenu 42,2 % des suffrages exprimés au premier tour, et qui ne se représentait plus, au second tour, que 44,3 % des suffrages exprimés. Dans le cinquième canton de Poitiers, le maire U.D.R. de la ville, M. Girard, a été élu conseiller général, ce qui a permis de combler le retard qu'il avait au premier tour sur son adversaire socialiste, arrivé en tête de la gauche.

A Châtelleraut Nord, M. Abelin, qui avait obtenu 49,1 % des 7.908 suffrages exprimés, a été élu conseiller général, ce qui a permis de combler le retard qu'il avait au premier tour sur son adversaire socialiste, arrivé en tête de la gauche.

CHATELAINAULT-NORD
M. Abelin, qui avait obtenu 49,1 % des 7.908 suffrages exprimés, a été élu conseiller général, ce qui a permis de combler le retard qu'il avait au premier tour sur son adversaire socialiste, arrivé en tête de la gauche.

CHATELAINAULT-NORD
M. Abelin, qui avait obtenu 49,1 % des 7.908 suffrages exprimés, a été élu conseiller général, ce qui a permis de combler le retard qu'il avait au premier tour sur son adversaire socialiste, arrivé en tête de la gauche.

CHATELAINAULT-NORD
M. Abelin, qui avait obtenu 49,1 % des 7.908 suffrages exprimés, a été élu conseiller général, ce qui a permis de combler le retard qu'il avait au premier tour sur son adversaire socialiste, arrivé en tête de la gauche.

CHATELAINAULT-NORD
M. Abelin, qui avait obtenu 49,1 % des 7.908 suffrages exprimés, a été élu conseiller général, ce qui a permis de combler le retard qu'il avait au premier tour sur son adversaire socialiste, arrivé en tête de la gauche.

DANS LES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Comme en métropole, les élections cantonales ont été marquées, dans les départements d'outre-mer, où trois sièges restaient à pourvoir, — par une participation plus forte qu'à l'accoutumée. L'événement est sans doute l'échec, dans le canton dont il était l' élu depuis plus de vingt ans, de M. Paul Vergès, ancien député, secrétaire général du parti communiste réunionnais, et leader le plus en vue des autonomistes des quatre départements d'outre-mer. Son siège est enlevé par un sénateur de la majorité, M. Virapoulle. Aucune majorité de conseil général ne devrait être transformée, mais on relèvera que les communistes perdent aussi un siège en Martinique et que les gaullistes en perdent, au total, cinq. Le recul de l'U.D.R. ne devrait toutefois pas affecter les majorités départementales des différents départements dans la mesure où il est compensé par des élections de modérés ou de candidats centre-gauche hostiles aux thèses autonomistes.

Lundi matin, M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, a notamment déclaré : « Le second tour de ces élections traduit, comme le premier, une grande stabilité, un tassement des voix communales et un succès, dans l'ensemble, des départementalistes, qu'ils appartiennent à la majorité présidentielle ou non. C'est à la Réunion que la majorité connaît le plus grand succès, puisque M. Vergès est battu dans un canton où M. Mitterrand avait obtenu 57 % des voix en mai 1974. »

GUYANE (8)
1^{er} TOUR : 5 ELUS (4 P.S.G., 1 mod. maj.)

CAYENNE NORD-OUEST
M. Catherine, mod. maj., 259
M. Karam, P.S.G., 258
Barrat, c. s. mod. maj., 118; Kapel, ext. g. (nouveau cand.), 2.

CAYENNE NORD-EST
M. Bruné, mod. maj., 692
M. Binkner, P.S.G., 497
Yves-Paul, ext. g. (nouveau cand.), 11.

M. Giffard, c. s. mod. maj., ne se représentait pas.

SINNAMARY
M. Castor, div. g., 501
M. Verderosa, c. s. div. g., 405.

La composition de l'assemblée départementale n'est pas modifiée : chacune des formations politiques qui participent à la consultation, ayant, au total, obtenu de conseillers représentant le parti progressiste martiniquais que présida M. Aimé Césaire, député, autonomiste, sont réduits sans difficulté.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. M. Claude Bo-A-Chuck, mod. maj.) : 5 P.S.G., 1 div. g., 3 U.D.R., 7 mod. maj.)

GUADELOUPE (18)
1^{er} TOUR : 15 ELUS (1 ext. g., 4 P.C., 2 P.S., 2 div. g., 1 cent. g., 3 U.D.R., 1 R.L., 1 mod. maj.)

LES ABEYMES 2
M. Lacoma, U.D.R., 1.752
M. Proto, P.S., 1.547
M. Flory, c. s. U.D.R., ne se représentait pas.

BASSE-TERRE 2
M. Lacombe, U.D.R., 1.752
M. Proto, P.S., 1.547
M. Flory, c. s. U.D.R., ne se représentait pas.

SAINT-CLAUDE
Mme Michaux-Chevry, 1.788
M. Gerville-Réache, c. s. mod. maj., 1.338.

La gauche a gagné 2 sièges au conseil général. A Saint-Claude, M. Michaux-Chevry, a été élu conseiller général, à un tour de voix des socialistes. A Basse-Terre 2, M. Lacombe, U.D.R., a été élu conseiller général, à un tour de voix des socialistes.

SAINT-PIERRE 1
M. Louis Virapoulle, mod. maj., 2.821
M. Paul Vergès, c. s. P.C.R., 2.747
Narainapadeachy, ext. g. (nouveau cand.), 48
Clotaire, ext. g. (nouveau cand.), 31.

LE TAMPON 2
M. Thien An Koon, div. maj., 1.845
M. Gervais, c. s. U.D.R., 1.348
Théodore, P.C., 98; Fayet, mod. maj. (nouveau cand.), 11.

M. Paul Vergès, secrétaire général du P.C. réunionnais, leader de l'opposition autonome et beau-note de la majorité — si ce n'est, naguère, de l'administration, — est battu par M. Louis Virapoulle, sénateur, député de la majorité présidentielle, qui était venu le combattre dans son île. L'importante sur lui 14 suffrages. Au premier tour, pour l'ensemble, la gauche (P.C. plus P.S.) l'emportait sur la majorité de 22 voix. L'accroissement du nombre des voix a plus profité à M. Virapoulle qu'à la gauche, qui a participé à l'élection d'un nouveau conseil général.

MARTINIQUE (18)
1^{er} TOUR : 15 ELUS (1 ext. g., 2 P.C., 3 cent. g., 2 U.D.R., 1 R.L., 6 mod. maj.)

FORT-DE-FRANCE 3
M. Pidot, c. s. P. Parti prog. martin., 4.756
M. Sainte-Rose, R.L., 2.696.

LES ELECTIONS CANTONALES

LES ELECTIONS CANTONALES

LES ELECTIONS CANTONALES

LES ELECTIONS CANTONALES

LES ELECTIONS CANTONALES

LES ELECTIONS CANTONALES

LES ELECTIONS CANTONALES

LES ELECTIONS CANTONALES

LES ELECTIONS CANTONALES

LES ELECTIONS CANTONALES

LES ELECTIONS CANTONALES

LES ELECTIONS CANTONALES

DES ÉLECTIONS CANTONALES

Commentaires
et réactions

La poussée amplifiée du P. S.

(Suite de la première page.)

Sur les huit présidents de conseils généraux battus dimanche, on ne compte qu'un « opposant » (M. Bordenave, radical de gauche, Lot-et-Garonne). Les républicains indépendants ont à déplorer deux échecs (MM. Vitter, Haute-Saône, et Vilmain, Vosges), le Centre démocrate deux également (MM. Chauvin, Val-d'Oise, et Prévile, Ille-et-Vilaine) et l'U.D.R. un (M. Pasqua, Haute-de-Seine), de même que les radicaux (M. Grand, Charente-Maritime) et les indépendants (M. Mézard, Cantal). Ces déceptions, auxquelles s'ajoute l'échec de deux ex-secrétaires d'Etat qui se représentaient (M. Granet l'emporte dans l'Aube, mais MM. Soisson et Cavallé sont évincés respectivement de l'Yonne et de la Haute-Garonne), ne sont, de loin, pas compensées par la réélection de M. Abellin à Châteaufort et l'élection de M. Debré à Amboise.

Plus particulièrement atteinte en Gironde, dans les Hauts-de-Seine, dans le Bas-Rhin, l'U.D.R. recule dans cinquante départements et ne progresse que dans douze : les républicains conquièrent trois sièges de plus dans l'Ain et gagnent du terrain dans deux autres départements, mais ils régressent dans trente-cinq : les centristes reculent dans trente-deux départements, plus particulièrement dans les Pyrénées-Atlantiques, le Gers, la Moselle, la Somme, et n'avancent que dans quinze.

L'entrée du parti communiste dans cinq conseils généraux où il ne figurait pas (Aveyron, Eure, Lot-et-Ober, Lozère, Tarn-et-Garonne) et le fait qu'il accroisse le nombre de ses sièges dans trente-neuf autres départements (il en enlève vingt-quatre dans l'ensemble de la région parisienne) autorisent à parler d'une victoire de l'ensemble de la gauche, mais il n'en reste pas moins que, comme au premier tour, le parti socialiste est le grand bénéficiaire de la consultation. Il se confirme qu'il « prend » à tout le monde et son bilan est facile à faire : il progresse partout, sauf dans l'Ariège, l'Aube, la Haute-Corse, la Creuse, l'Eure-et-Loir, le Nord, l'Orne, les Hauts-Pyrénées, où il conserve le nombre de ses sièges, et dans cinq autres départements, où il recule : le Cher (— 1), le Gard (— 1), la Lozère (— 1), les Pyrénées-Orientales (— 4), où il est victime de la dissidence de M. Alduy, maire de Perpignan, et de la forte progression du P.C., et les Hauts-de-Seine (— 1).

Quant aux radicaux de gauche, le risque qu'ils courent d'être « digérés » par les socialistes se

confirme dans le Sud-Ouest (c'est déjà acquis dans le Lot-et-Garonne), mais ils « résistent » ici et là, et notamment en Charente-Maritime, le radicalisme valaisien.

La forte et très générale poussée du P.S. venant après beaucoup d'autres n'a pas été accueillie avec sérénité par le P.C.F. et M. Georges Marchais est allé jusqu'à affirmer : « Dans de nombreux cas, alors que le candidat communiste avait été placé en tête de ballottage au premier tour, le parti socialiste a fait porter massivement ses voix sur le candidat de droite au deuxième tour. »

M. Mitterrand, se voulant à la fois serein et modeste (il faut encore, a-t-il dit, que le P.S. améliore son organisation), s'est borné à estimer « déplorable » que les reports de voix au sein de la gauche ne se soient pas faits partout et à regretter quelques accidents de parcours.

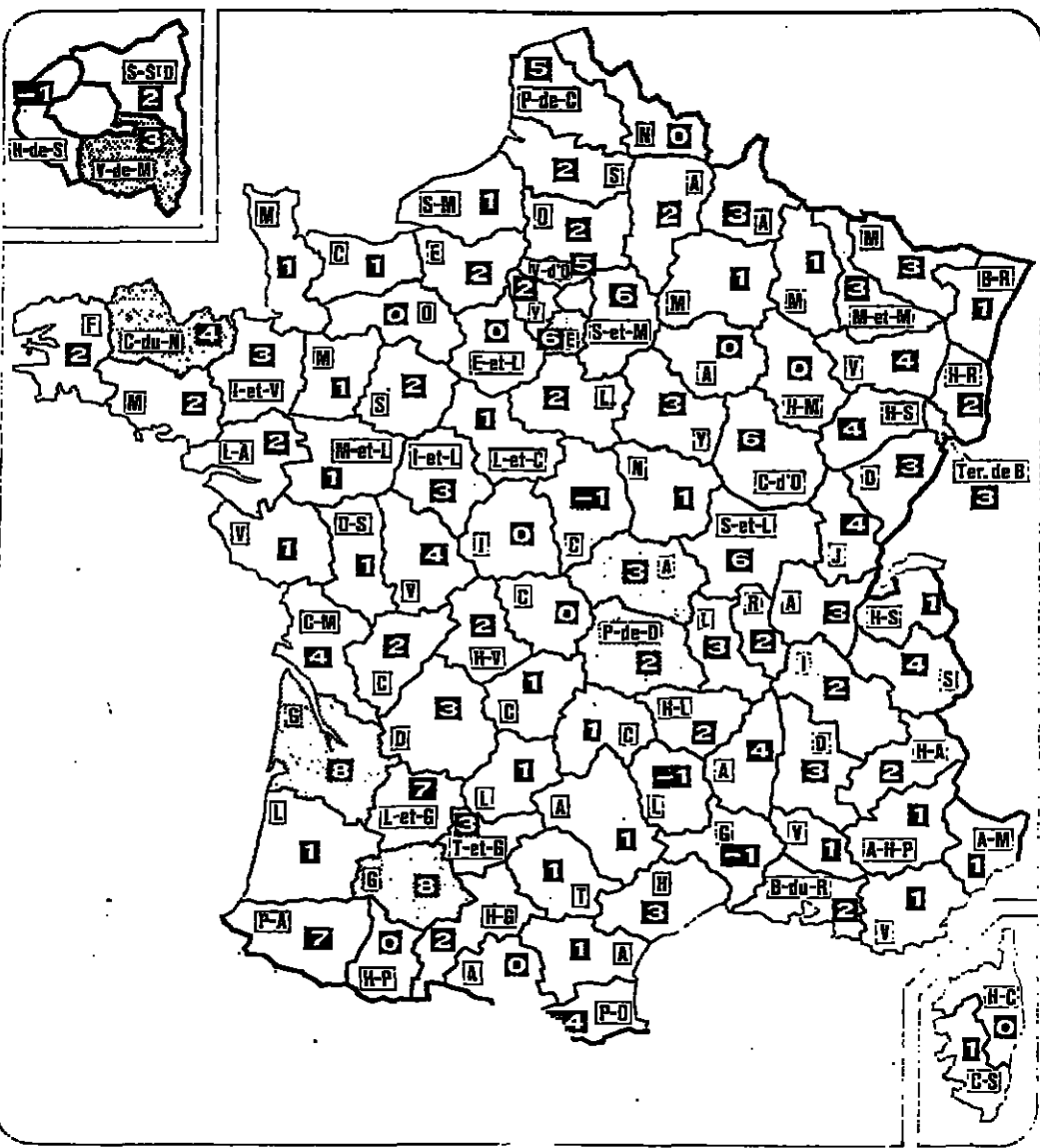
Dans l'ensemble, ces reports ont été satisfaisants, mais on a dû constater dans de nombreux cantons (parmi les cas les plus frappants figurent ceux de Ris-

Orangis, de L'Isle-Adam et d'Arles) que l'électorat se retracait lorsque le candidat unique de l'opposition était communiste, alors qu'il s'éparpillait le plus souvent lorsqu'il était socialiste. C'est déjà ce que l'on avait pu observer lors des élections législatives partielles des 29 septembre et 6 octobre 1974, qui avaient provoqué la levée de boucliers du P.C.F. contre son partenaire et avaient été à l'origine d'une querelle d'un an.

Sans même tenir compte du fait que dans plusieurs départements les candidats uniques du P.S. se sont heurtés à la mauvaise volonté ou à peu d'enthousiasme de l'électorat communiste (Alpes-de-Haute-Provence, Aude, Aveyron, Creuse, Finistère, Haute-Marne, Nord, Pas-de-Calais, Haute-Savoie), il n'est pas surprenant que des déficiences se soient produites dans l'autre sens. L'électorat du P.S. comptait évidemment une part de centristes qui ne reportent pas aisément leurs voix sur le P.C. Mais la victoire électorale de la gauche est impossible sans l'apport de voix du centre.

L'histoire va-t-elle se répéter et une victoire d'ensemble de la gauche donnera-t-elle paradoxalement naissance à une nouvelle période de tension et d'accrochages entre les deux grandes composantes de cette gauche ? La prudence interdit tout pronostic, et il est difficile de se faire une idée de ce qui se passe dans le ton de M. Marchais, mais il y a en tout cas un point sur lequel aucun doute n'est plus permis : l'argument cent et mille fois ressassé selon lequel l'alliance des socialistes avec les communistes ne peut que voter les premiers à être « plumés » par les seconds n'a jamais été aussi peu digne de crédit.

RAYMOND BARRILLON.



La carte ci-dessus fait apparaître l'évolution du nombre des sièges détenus par le parti socialiste. Nous faisons apparaître en gris les départements où un renversement de majorité est acquis au profit de l'opposition. Le signe 0 indique que le nombre de sièges n'a pas changé.

GOVERNEMENT : SEIZE ÉLUS OU RÉÉLUS DEUX BATTUS

Trois membres du gouvernement, tous trois conseillers sortants, étaient encore sur les rangs pour le second tour. M. Paul Granel, secrétaire d'Etat à l'environnement (app. U.D.R.), a été réélu à Romilly-sur-Seine (Aube). M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle (R.I.), a été battu à Auxerre-Sud-Ouest (Yonne). M. Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports (R.I.), a connu le même sort à Toulouse-Sud (Haute-Garonne). Quinze autres membres du gouvernement l'avaient emporté au premier tour.

Deux avaient été réélus : MM. Vincent Auzanet, Jacques Barrot, Christian Bonnet, Yvan Bourges, Jacques Chirac, Paul Dijoud, Jean François-Poncet, Robert Galley, Jean Lecanuet, Christian Poncelet, André Rossi, Olivier Stirn.

Trois avaient été élus : MM. Pierre Méhaignerie, Michel d'Ornano, Robert Ségard.

PRESSE

Le bureau national du Syndicat national des journalistes (autonomiste) proteste, dans un communiqué, contre la décision de la commission de la carte d'identité des journalistes professionnels, « qui a décidé, le 11 mars, de refuser de prendre en considération les candidatures de journalistes « chômeurs » ou en « position spéciale » à l'occasion de son renouvellement triennal qui aura lieu le trimestre prochain. Le S.N.J. estime que les journalistes titulaires de la carte, reconnaissant leur qualité de « journaliste professionnel » dans les conditions déterminées par la loi, ont été injustement écartés de la liste des éligibles et a décidé de présenter un recours administratif contre la décision du 11 mars.

M. Jean Roussel, maître de conférences à l'université d'Angers, nous prie de signaler que c'est un honneur qui a signé le texte de seize personnes chrétiennes sur le marxisme (Le Monde du 4 février).

LE MONDE diplomatique

NUMÉRO DE MARS
LA STRATÉGIE AMÉRICAINE DANS LE GOLFE (Michael Klare)

De « la Tentation totalitaire » à « l'Effondrement de la démocratie » :
DÉFENSE ET ILLUSTRATION DE L'OCCIDENT (Claude Bourdet)

LE NUMÉRO : 5 F
5, rue des Italiens, 75421 Paris Cedex 09
Publication mensuelle du Monde
En vente partout.

PERSONNALITÉS BATTUES

Députés U.D.R. : MM. Ribadeau Dumas, maire de Valence (Drôme) ; Hardy, maire de Cognac (Charente) ; Delaune, maire de Blaye (Gironde) ; Hoffer (Vosges) ; Lacagne, maire du Creusot (Saône-et-Loire) ; Weinman (Dordogne) ; Aillaud, Terrenoire (Loire) ; Fierroy, maire de Coulommiers (Seine-et-Marne) ; Lio-gier (Ardèche) ; Boudon, app. U.D.R. (Maine-et-Loire) ; Radus (Bas-Rhin) ; Macquet (Loire-Atlantique).

Autres députés : MM. Chazalon, réf. maire de Grand-Croix (Loire) ; Lepetit, maj. prés. maire de Usson (Yonne) ; Bourson, R.I. maire de Brouilly (Yvelines) ; Chauvel, F.S.D. (Loire-Atlantique) ; de Montesquiou, réf. (Oers) ; Papet, R.I. (Hautes-Alpes) ; Barberot, R.I. maire de Bourg (Ain) ; Drouin, Cent. dém. (Sarthe) ; Hansherr, Cent. dém. (Haut-Rhin) ; Cornat, R.I. (Ardèche) ; Canacos, P.C. maire de Barcelles (Val-d'Oise) ; Drapier, div. g. maire de Longuyon (Meurthe-et-Moselle).

Sénateurs : MM. Sallenave, « paysan », Cent. dém. (Pyrénées-Atlantiques) ; Schmitt, R.I. (Moselle) ; Bouchet, rad. (Haute-Marne) ; Filippi, rad. g. anc. min. (Haute-Corse) ; Eugène Bonnet, R.I. (Haute-Garonne).

AUTRES PERSONNALITÉS BATTUES : MM. Paul Vergès, anc. dép. secrétaire général du P.C. de la Réunion ; Pierre Ver-tadier, maire de Fontiers, U.D.R. anc. min. (Vienne) ; Jean Dela-chenal, anc. dép. R.I. (Savoie) ; Joseph Comiti, anc. min. anc. dép. U.D.R. (Bouches-du-Rhône) ; Pierre Barbier, maire de Clamecy, rad. anc. sén. (Nièvre) ; Charles Germain, maire de Villefranche-sur-Saône, anc. dép. U.D.R. (Rhône) ; Henry Krissou, maire de Galliac, mod. maj., anc. dép. anc. directeur du cabinet de M. Antoine Pinay ; Jean-Paul David, maire de Mantec-la-Jolie, mod. maj. (Yvelines) ; Jean-Pierre Cassabel, anc. dép. U.D.R. (Aude) ; Jeannelaud, rad. suppl. de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber (Meurthe-et-Moselle) ; Maurice Montel, anc. dép. div. g. (Cantal) ; Guy Rabourdin, maire de Chelles, U.D.R. anc. dép. anc. préf. du District de Paris (Seine-et-Marne).

André MALRAUX, Indira GANDHI, Anthony EDEN
Piétro NENNI, Dolorès IBARRURI,
Léopold Sédar SENGHOR et Yvan BATOV.

apportent leur contribution à l'ouvrage de Georges Soria
par des préfaces et entretiens

Durant mille jours de combat et quarante ans de franquisme,
le lieu des passions du monde.
Aujourd'hui, historien et témoin, un auteur raconte.

GUERRE ET REVOLUTION EN ESPAGNE (1936-1939)

par Georges Soria.



5 volumes
reliés et illustrés
3000 photos
125 planches
couleurs

BON DE DOCUMENTATION GRATUITE à renvoyer au Livre Club Didier
10 Boulevard Boudon 75004 PARIS
M. Adresse
désire recevoir la documentation
GUERRE ET REVOLUTION
EN ESPAGNE
par Georges Soria
(1936-1939)

POLITIQUE

POINT DE VUE

L'U.D.R. prise au piège

par
JEAN CHARBONNEL (*)

DEPUIS quelques semaines, un certain nombre d'événements se sont produits, qui, à des titres divers, ont affecté l'U.D.R. Malgré d'innombrables reprises en main, la preuve a été faite, une fois de plus, que beaucoup de militants, du Lot-et-Garonne à la Corrèze, persistent à contester fondamentalement l'orientation politique donnée au mouvement depuis le 14 décembre 1974. L'ouverture du débat européen, à l'initiative du gouvernement et de ses organismes satellites, a révélé de profondes divisions chez ceux qui se recommandent encore du gaullisme. L'élection de M. Servan-Schreiber au conseil régional de Lorraine, la difficile réélection de M. Bord en Alsace, les conditions, humiliantes pour le premier ministre, dans lesquelles a été opéré le récent remaniement ministériel, le coup d'envoi donné à la préparation des élections municipales sous la tutelle effective de M. Pompidou ont, à l'évidence, montré que l'opération de réajustement de la majorité présidentielle, au détriment de l'U.D.R., était lancée.

Tous ces faits, qui ne se situent pas toujours sur le même plan, ont un point commun : ils témoignent, les uns et les autres, d'un fait majeur : c'est que la « giscardienne » de l'U.D.R., annoncée depuis près d'un an par le ministre de l'intérieur et ses principaux lieutenants, est désormais en route. Or, vingt mois d'exercice ont pu démontrer, ce que nous avions affirmé dans ces colonnes dès septembre 1974, que le régime giscardien, sans s'opposer systématiquement à l'héritage gaulliste, s'en distingue profondément : tous les observateurs en conviennent aujourd'hui, ainsi qu'une forte majorité de l'opinion publique, comme l'ont révélé plusieurs sondages. Un problème de fond se pose dès lors, que beaucoup ont répugné jusqu'à présent à formuler dans toute sa rigueur, mais qu'il n'est plus possible de fuir : les gaullistes ralliés à la nouvelle majorité mais désireux de rester fidèles à eux-mêmes, ont-ils aujourd'hui quelque chance de sauvegarder les principes auxquels ils se disent toujours attachés ?

Les arguments qu'ils avaient utilisés, au lendemain du 19 mai 1974, pour justifier leur action n'étaient assurément pas négligeables. N'était-il pas habile, en effet, après l'échec de M. Chaban-Delemas, de se rallier tactiquement à M. Giscard d'Estaing afin de poursuivre la lutte sur un autre terrain ? Pourquoi ne se seraient-ils pas rassemblés derrière M. Chirac pour faire obstacle aux projets manifestement peu bienveillants que nourrissent à leur égard MM. Pompidou et Servan-Schreiber ? Ne pouvaient-ils, à leur tour, en dosant soigneusement les déclarations de fidélité et les critiques, préparer, du sein même de la majorité giscardienne, la victoire de leurs idées et l'échec de leurs partenaires au moment ?

Asservie à l'Etat

Certes, il pouvait paraître inconvenant d'adopter un tel comportement tout en prétendant rester l'excitant fidèle de la politique du président de la République comme l'affirmaient en même temps M. Chirac et M. Chaban-Delemas. Mais comment ne pas voir que, dans la pratique, il ne s'agit pas de bonne guerre d'interim la conduite que M. Giscard d'Estaing avait suivie après 1966 en multipliant les « cactus » sur la route du général de Gaulle et de Georges Pompidou ? Ce que les stratèges de l'U.D.R. oublient toutefois de dire, c'est qu'ils ne résistent pas pour autant au problème de fond, c'est-à-dire celui du rapport de forces existant entre le président et son premier ministre.

M. Chirac ne l'a pas encore résolu : à la vérité, il ne peut le résoudre. Car, malgré les apparences, le premier ministre de 1976 a moins d'atouts que le ministre des finances de 1969. Sans doute contrôle-t-il désormais de très près l'appareil de l'U.D.R., depuis que l'élection régionale du 14 décembre 1974 l'en a rendu maître : il a consolidé son pouvoir en empêchant ses adversaires de s'exprimer librement ou en les étouffant, suivant les vieilles méthodes des Républiques antérieures, sous le poids d'adhésions de circonstance. En outre, il est devenu le chef du groupe parlementaire le plus important de l'Assemblée nationale, qui domine par sa masse les autres formations de la majorité présidentielle. Mais il est clair qu'un parti n'a d'assise véritable que s'il rassemble un électoral solide et diversifié autour d'une doctrine vivante : l'U.D.R. peut-elle actuellement prétendre à l'un et à l'autre ?

Une première constatation s'impose : l'U.D.R. est aujourd'hui totalement stérilisée sur le plan intellectuel. Son nouveau « corps d'objets », l'Enjeu, en fait cruellement la démonstration : le petit livre orange du néogaullisme n'est le plus souvent que la transcription naïve, en langage technocratique ou

en termes politiques, des grands objectifs du général de Gaulle.

Cette situation s'explique d'abord parce que l'U.D.R., longtemps protégée par le pouvoir, est désormais asservie à l'Etat : il est évident que le premier ministre ne peut accepter qu'elle se donne un programme différent de celui du gouvernement, et qu'il est d'autant plus enclin à exiger d'elle une absolue soumission qu'il est lui-même en position subordonnée. Mais il y a plus encore : l'U.D.R. ne peut plus se renouveler dans le cadre, qui par définition n'est pas le sien, de l'idéologie giscardienne. Car le gaullisme n'a jamais eu de sens que dans la mesure où il s'est situé au confluent de traditions intellectuelles et politiques différentes, de droite mais aussi de gauche, et a réalisé une synthèse originale entre elles : à partir du moment où il se trouve confiné dans le camp de la droite, il ne peut que périr d'asphyxie.

Certes, avec l'aide de la droite, les gaullistes ont pu réformer efficacement les institutions du pays. Mais comment ne pas voir que, dans la France de 1976, les questions qui posent le fonctionnement des pouvoirs publics sont non seulement celles des équilibres institutionnels entre l'exécutif et le législatif, mais aussi, mais surtout, celle de l'association directe et permanente des citoyens à la prise des décisions qui engagent leur destin ? Or, si, sur le premier plan, la droite peut s'efforcer d'améliorer les rapports entre les pouvoirs, il serait illusoire d'attendre d'elle une véritable redistribution des responsabilités ; tout indique au contraire qu'elle va poursuivre de pair avec une politique des « dépollués » à l'américaine, un renforcement continu de la tutelle technocratique sur l'appareil gouvernemental. En dehors de quelques banalités sur la participation, l'Enjeu reste malheureusement muet sur ce problème essentiel.

Une force de frappe électorale

Avec la droite, les gaullistes ont pu jeter les bases solides de l'expansion économique qu'attendait le pays. Mais comment ne pas voir que, dans la France de 1976, ce qui est en cause ce n'est pas seulement de poursuivre, dans des conditions de plus en plus difficiles, une croissance plus que jamais nécessaire, c'est aussi d'obtenir le consentement de l'opinion aux grands objectifs qui doivent s'imposer à la collectivité si elle veut sortir de la crise ? Une telle action exige une concertation permanente avec les partenaires sociaux, une planification véritable, une vigoureuse politique de réforme de structure. Or, ce n'est pas faire de l'opinion un simple objet de la conjoncture.

Avec la droite, les gaullistes ont pu moderniser notre appareil militaire, affirmer — au moins pour un temps — notre personnalité monétaire, engager une action internationale de contestation du « désordre établi ». Mais comment ne pas voir que, dans la France de 1976, une politique active et réaliste d'indépendance suppose que soient prises en compte les données nouvelles que constituent les formes multinationales, le dégralement inflationniste du système monétaire international, les tribulations de l'Europe sur le marché de l'énergie et des matières premières ? Or, pour s'engager résolument dans cette voie, la droite serait contrainte de mener des actions manifestement contraires à la logique de son idéologie et de ses intérêts, ne serait-ce qu'en mettant en cause la pratique actuelle de l'alliance américaine, à laquelle elle reste fondamentalement attachée. L'Enjeu, à l'encore, ne dit mot.

L'affaiblissement politique va normalement de pair avec la faiblesse doctrinale : le ralliement de l'U.D.R. à la nouvelle majorité lui a enlevé, avec quelques-uns de ses meilleurs militants — ceux de l'U.J.P. entre autres — ce qui lui restait de son électoral progressiste, en ne lui laissant que la fraction des classes populaires traditionnellement séduites par l'affirmation d'un pouvoir fort ou la revendication populiste. Et comme, en raison de son passé, de la personnalité et des méthodes de plusieurs de ses dirigeants, l'U.D.R. n'a pas désemparé la méfiance des notables traditionnels, elle ne peut plus prétendre qu'à devenir un populisme de droite, plus réactionnaire, sur certains plans, que les Républicains indépendants eux-mêmes.

Il n'est pas exclu que l'U.D.R. garde cependant une importante force de frappe électorale, celle d'une sorte de R.P.F. sans de Gaulle : mais à partir du moment où elle n'est plus un véritable rassemblement mais un parti de droite parmi d'autres, entre celui de M. Soustelle et celui de M. Dominati, elle perd, il faut le dire, tout son caractère original. Peu importe qu'elle reste pour l'instant, en raison de la vitesse acquise et du dynamisme de son chef, plus efficace que les autres formations conservatrices.

Peu importe qu'une paix armée semble actuellement régner dans le camp majoritaire : l'U.D.R. ne peut ignorer qu'au moment des confrontations électorales décisives ses candidats auront toutes chances d'être surclassés dans les arbitrages préélectoraux comme dans la faveur des électeurs de la majorité par ceux du parti ou du cartel électoral qui se recommandera directement du président de la République. Ainsi le voit le fait, la technique du système instauré en 1962. En tout cas, l'aboutissement de la première ministre la puissance de son groupe parlementaire ne saurait être que provisoire. C'est bien parce qu'ils le savent que les députés de l'U.D.R. désireux de prolonger autant que possible leur existence, ne peuvent prendre le risque d'une dissolution et se trouvent, de ce fait, désarmés devant le chef de l'Etat.

Quelle que soit l'hypothèse envisagée, le résultat doit donc être le même. En dehors de son cas, hautement improbable, où M. Giscard d'Estaing renierait les convictions de toute une vie et se convertirait au gaullisme, le premier ministre, subordonné à un président de la République dont les options fondamentales sont différentes de celles qu'il affiche, se trouve en fait dans une situation sans issue.

Où bien il s'est déjà rallié, au fond de lui-même, aux choix politiques du président et il ne lui reste plus qu'à jouer aussi bien que possible le rôle qui lui est imparté ; il lui appartient alors de conduire la giscardisation d'une U.D.R. progressivement anesthésiée, ne se révélant de son mauvais rêve que pour grogner ou gémir sur son triste sort. Ou bien il garde encore sa liberté de pensée et de manœuvre ; mais il devra tôt ou tard se soumettre, ou, en cas de conflit, se démettre. Tout essai de gaullisme qui pourrait lui être donné, tout cas de baron en quête d'un nouveau suzerain, serait à son tour placé devant ce choix rigoureux. Car un accord qui ne peut être fondé que sur un malentendu, le reniement d'une des parties ou la mauvaise foi de chacune d'elles est non seulement forcément mais encore forcément éphémère.

Qu'il soit inspiré par le désespoir, le calcul ou le ruse, le ralliement des anciens compagnons du général de Gaulle au pouvoir de M. Giscard d'Estaing ne peut donc aboutir qu'à un Munich du gaullisme. Il ne peut que les mettre devant un dilemme tragique : s'abandonner corps et âme au nouveau régime ou disparaître. Pour les gaullistes qui refusent la mort, sous quelque forme qu'elle se présente, le choix est donc clair. S'ils veulent que l'héritage dont ils sont les dépositaires puisse vivre, ils doivent s'engager sur une voie nouvelle, totalement différente de celle de leurs « compagnons » sont aujourd'hui pris au piège.

C'est leur problème d'aujourd'hui et de demain.

(*) Ancien député U.D.R., ancien ministre.

DANS LES CABINETS MINISTÉRIELS

● **COMMERCE ET ARTISANAT.** M. Alain Chénou, licencié en droit, est nommé chargé de mission au cabinet de M. Ansermet. Fils de M. Bernard Chénou, vice-président du Conseil d'Etat, né en 1940, M. Alain Chénou avait appartenu à titre officieux au cabinet de M. Messmer, alors premier ministre. Il sera chargé des questions de consommateurs et des questions politiques dans les pays de la Loire et notamment en Vendée, dont M. Ansermet était l'un des députés.

● **M. Frédéric Gabriel**, député, apparenté aux républicains indépendants du territoire de Saint-Pierre-et-Miquelon, juge d'instruction à la cour d'appel de Paris, a été nommé à la présidence de la commission d'enquête sur le projet de « départementalisation » de ce territoire d'outre-mer (le Monde du 11 mars). Lui-même favorable à la départementalisation, M. Gabriel avait recommandé aux électeurs de ne pas participer à ce « sondage » (le Monde du 11 mars) et dépassé 50 %. Il est en revanche favorable à une seconde consultation, organisée cette fois par le gouvernement.

EUROPE

Italie

Padre Eligio, franciscain de charme vu en prison

De notre correspondant

Rome. — Jusqu'à la semaine dernière, il avait régulièrement des photos dans les magazines les plus frivoles d'Italie. Ces jours-ci, il fait la « une » des journaux les plus politisés. Padre Eligio aurait-il abandonné les salons de Milan pour les meetings de banlieue ? Aucunement. Si ce franciscain de quarante-cinq ans est en prison depuis le vendredi 12 mars, c'est pour une affaire d'argent. Il aurait gagné des millions en « vendant », notamment à quelques crédits, des postes consulaires qui n'existaient pas. Mais, dans le climat de tension politique qui agite l'Italie, toute nouvelle affaire apparaît comme « un scandale de régime ». Et, compte tenu de l'engagement croissant de l'Eglise dans cette période pré-électorale, l'arrestation d'un religieux — lui-même représentant de son ordre — ne pouvait que prendre de telles proportions.

Avec ses cheveux mi-longs, son nez proéminent et ses éternelles lunettes de soleil, Padre Eligio (Angelo Galimani dans la vie civile) avait vraiment trop fait, depuis trop d'années. Son arriération pour le champagne et les jolies femmes, ses costumes de dandy et ses sous-vestements de dandy défrayaient la chronique. On imaginait bien que cela finirait mal. L'Eglise, qui condamne des prêtres pour marxisme affiché,

R. S.

Espagne

La situation est tendue dans les universités

Deux des trois représentants des ouvriers grévistes de Vitoria, qui étaient détenus depuis le 3 mars, ont été relâchés le samedi 13 mars de sédition, apprend-on à Madrid. Ils sont possibles de penser de six à douze ans de prison. D'autre part, un chauffeur de taxi a été assassiné à Saint-Sébastien, samedi, par des tueurs. Selon l'agence Cifra, l'ETA serait responsable de ce nouvel attentat au Pays basque. A Madrid, où la situation tendue dans les universités préoccupe les autorités, un commandant du génie, soupçonné d'être membre de l'Union militaire démocratique, a été arrêté samedi.

De notre correspondant

Madrid. — La situation est tendue dans les universités espagnoles. Ces derniers jours, l'université de Saragosse et l'université polytechnique de Barcelone ont été fermées, et à Madrid, les étudiants ont été expulsés des facultés, à plusieurs reprises. Le vendredi 12 mars, sept professeurs de Barcelone ont déposé, dans une lettre ouverte à l'écrivain du parti communiste, M. Carlos Robles Piquer, à adressé à tous les recteurs et instituteurs pour la répression des troubles.

En décembre, lors de sa nomination, M. Robles Piquer avait pris deux mesures libérales : le retrait de la police, qui « occupait » les cités universitaires depuis 1969, et la possibilité accordée à chaque doyen d'autoriser des réunions. Or, M. Simon Sanchez Montero, membre du comité exécutif du parti communiste espagnol, a été arrêté, en février, après avoir participé à une « table ronde » autorisée par le doyen de la faculté des lettres de Goulog, ni plus ni moins que l'ordre public, il se trouve toujours en prison.

Le ministre précise aux recteurs que « l'occupation des locaux universitaires pour des raisons qui ne sont pas liées à l'enseignement est formellement interdite » et que les « autorités académiques doivent informer immédiatement le gouvernement de toute occupation illicite ». Le ministre avertit qu'il « ne tolérera ni la violence physique ni la violence morale ». Après avoir affirmé que « l'occupation universitaire est organisée par des groupes d'étudiants, secondés par quelques professeurs », M. Robles Piquer ajoute que le ministre accepte « la nécessaire liberté critique pour l'examen des problèmes universitaires et pour l'analyse sérieuse des questions qui ne sont pas du ressort de l'enseignement universitaire », mais « à condition que les logiques désaccords se maintiennent dans des limites strictement légales ». Le ministre conclut : « Il est nécessaire de protéger l'Université des manipulations ou des tentatives de destruction ».

Ce lundi 15 mars, les étudiants devaient examiner la possibilité de créer un syndicat universitaire. Deux options se présentent. L'une consiste à ressusciter l'ancien syndicat démocratique (S.D.U.), qui joua un rôle important dans la lutte clandestine des années 60, et de le faire reconnaître par les autorités comme seul syndicat légal. C'est la thèse que préconisent les étudiants communistes. Les étudiants d'autres tendances, notamment les trotskistes, réclament un congrès constituant qui décidera quelle

Détenu à vie pour le massacre des Fosses Ardéennes

HERBERT KAPPLER MOURANT BÉNÉFICIE D'UNE SUSPENSION DE PEINE

Rome (A.F.P.). — L'ancien colonel des S.S. Herbert Kappler, soixante-neuf ans, condamné à la prison à vie pour le massacre des Fosses ardennaises, a bénéficié d'une suspension de peine octroyée par le ministre italien de la défense. La décision a été prise au vu d'un rapport des médecins de l'hôpital militaire du Celio à Rome, affirmant que l'ancien officier nazi se trouve dans un état grave. Herbert Kappler, qui avait été récemment transféré de la prison de Gaete, près de Naples, à l'hôpital militaire de Rome, souffre d'un cancer à l'estomac. Depuis plusieurs semaines, il est incapable de se nourrir lui-même. Le ministère de la défense précise que la décision pourrait être révoquée en cas de rétablissement de la santé de l'ancien officier.

[Chef de la police allemande à Rome, le colonel S.S. Herbert Kappler désigna trois cent trente-trois otages italiens à exécuter en représailles d'un attentat où furent tués trente-trois Waffen S.S. le 23 mars 1944, dans l'après-midi, via Rasella. Il dirigea, lui-même, le massacre dans les carrières des Fosses Ardennes, au cours de la nuit du 24 au 25 mars.

Des tribunaux militaires alliés condamneront à mort pour ces représailles le maréchal Keitel, commandant en chef allemand en Italie, le général von Mackensen, chef de la 14^e armée, et le général Meitner, gouverneur militaire de Rome. Ils furent ensuite graciés.

Traduit de Rome un tribunal militaire italien en 1947, Herbert Kappler fut condamné à la prison à vie et purgé sa peine à la prison de Gaete. Les gouvernements allemands successifs demandèrent sa grâce au président de la République italienne, sans succès. Le chancelier Brandt lui-même fit cette démarche.]

● Au cours d'une manifestation devant l'ambassade d'Espagne, le 13 mars, un assaut a été tenté par une bande. L'attaque de l'ambassade a été menée par de petits groupes de jeunes gens qui se sont aussitôt dispersés. Un d'eux a été blessé et hospitalisé. Dix autres ont été arrêtés. — (A.F.P.)

Union soviétique

Roy Medvedev critique vivement Soljenitsyne

De notre correspondant

Moscou. — L'historien dissident Roy Medvedev vient de diffuser sous le manteau à Moscou un long article dans lequel il se prend vivement à Soljenitsyne. « Un prophète en retard de plusieurs décennies sur son temps, ses exhortations à la guerre froide », Medvedev, qui, contrairement à la plupart des contestataires, se réclame toujours de Marx et de Lénine, reproche à l'écrivain de prétendre « parler au nom de tout le peuple russe, au nom de tous les travailleurs ou au nom de tous les citoyens ». « Or, affirme-t-il, ni la majorité des travailleurs, ni celle des intellectuels, ni celle des réconciliés du Goulag, ni celle des dissidents ne partagent l'essentiel des idées de Soljenitsyne ».

L'historien critique tout particulièrement les appels lancés par Soljenitsyne à l'Occident pour que les démocrates « tirent par les méthodes les plus résolues la progression des partis communistes, de la gauche en général et même du libéralisme ». Selon lui, « il est difficile que l'Occident voit se répéter l'expérience tragique de la Russie au vingtième siècle. (...) Les mouvements communistes occidentaux ont la possibilité de trouver leur propre voie d'éducation d'un ordre social socialiste équilibré, en évitant les guerres civiles et la dictature terroriste, en conservant les institutions et le pluralisme habituel à l'Occident. Cette perspective, d'ailleurs, nous la partageons la droite occidentale et une grande partie de l'émigration russe, mais aussi les hommes politiques les plus réactionnaires de l'U.R.S.S. qui, préféreraient, sans aucun doute, avoir affaire à l'Occident capitaliste ».

L'issue la plus probable de l'impasse dans laquelle s'est engagé le capitalisme occidental n'est pas le triomphe d'un totalitarisme de droite de type fasciste, c'est le triomphe du socialisme démocratique. L'Europe occidentale a une chance d'ouvrir une nouvelle page de l'histoire mondiale et de se placer au premier rang du progrès humain. Ce serait une tragédie si elle ne saisissait pas cette chance ».

JACQUES AMALRIC.

EUROPE

Autriche

AU CONGRÈS SOCIALISTE M. Willy Brandt déplore la « situation désolante de l'Internationale »

De notre correspondant

Vienne. — Le XXXII^e Congrès du parti socialiste autrichien (S.P.O.), qui s'est achevé le samedi 13 mars à Vienne, a apporté aux dirigeants du parti de nombreuses raisons de se montrer satisfaits. Le chancelier Bruno Kreisky a été réélu à la présidence du S.P.O. et les cinq vice-présidents sortants ont tous été reconduits dans leurs fonctions. Le comité directeur du parti compte parmi ses nouveaux membres M. Heinz Fischer, le jeune chef depuis quelques mois du groupe socialiste de l'Assemblée nationale.

Le congrès a adopté pratiquement sans opposition le projet de réforme de l'organisation du parti. En outre, les délégués ont approuvé une résolution de politique étrangère dans laquelle le S.P.O. propose que soit confirmée, dans le cadre de l'Internationale socialiste, une « alliance mondiale » avec les mouvements de libération du tiers-monde.

A cet égard, M. Willy Brandt, président du S.P.D. ouest-alle-

mand, qui a assisté à la fin de ces séances, a fait des suggestions sur les tâches futures de l'Internationale socialiste et a souligné la nécessité de réformes profondes. « Cette organisation est aujourd'hui dans une situation désolante », a-t-il constaté. Avant tout, a-t-il dit, la cause de la faiblesse de ses relations avec les partis socialistes du monde est la faiblesse de son action dans une Internationale socialiste composée uniquement de partis sociaux-démocrates de pays industrialisés.

En marge de ce congrès, et pour la première fois, semble-t-il, à l'occasion d'une telle manifestation, des représentants des partis socialistes de pays arabes (Algérie, Égypte, Maroc, Syrie, Tunisie) ont participé à une table ronde « au côté du délégué du parti travailliste israélien, M. Abba Eban. Algériens et Syriens ont vivement critiqué Israël et les États-Unis, tandis que M. Bonahid (Maroc) a regretté l'absence d'un représentant palestinien. — A. R.

Portugal

A Porto

Les dirigeants des P.S. européens ont apporté leur appui à M. Mario Soares

La réunion des principaux partis socialistes européens, dimanche 14 mars, à Porto, a eu lieu en présence de quatre chefs de gouvernement, MM. Olof Palme (Suède), Joop Den Uyl (Pays-Bas), Nori (Norvège) et Kreisky (Autriche). Le P.S. français était représenté par M. François Mitterrand. Le meeting que le parti populaire démocratique avait organisé au même moment a connu un demi-échec. A Lisbonne, le parti communiste a tenu le même jour une rencontre nationale sur le thème : « Avec le P.C.P., pour une majorité de gauche. » Dans la capitale, des heurts entre colporteurs d'affiches électorales ont fait samedi un mort et un blessé.

De notre correspondant

Porto. — « Nous avons voté pour gouverner ce pays. » Heureux de recevoir ceux qui appellent ses amis de Porto, M. Mario Soares s'est présenté à Porto comme le vainqueur des prochaines élections du 25 avril. L'optimisme du leader socialiste était d'ailleurs partagé par la foule qui remplissait le palais des sports de la ville, samedi 13 mars. Un par un les dirigeants européens sont montés à la tribune au milieu des applaudissements. « L'ambiance de fête, rien ne manquait. Ni la fanfare, ni les majorettes, ni le feu d'artifice, ni, derrière sur scène, l'annonce de l'université de Mme Olof Palme. Des fleurs lui étaient offertes tandis que la salle scandait : « Son anniversaire ! »

Les différents orateurs du P.S.P. se sont acharnés sur leur cible numéro un, M. Sa Carneiro, secrétaire général du parti populaire démocratique. Le parti socialiste n'a en effet pas la concurrence dans cette région nord du pays, où il espère gagner les voix des modérés. M. Sa Carneiro avait tenté de s'opposer à cette conférence de l'Internationale socialiste. Menaçant même de provoquer une crise gouvernementale, il a contraint le premier ministre, l'amiral Pinheiro de Azevedo, à revenir sur son acceptation de dîner avec les dirigeants européens, invités du P.S., et avait convoqué un meeting à Porto n'ayant pas suivi que par une dizaine de milliers de personnes. Dénonçant la venue au Portugal de personnalités comme MM. Willy Brandt et Olof Palme était une tâche difficile, quand on se réclame soi-même de la social-démocratie.

« M. Sa Carneiro est un malade », a dit M. Soares. Il fait une déclaration d'amour à l'Europe socialiste et social-démocrate, mais cet amour n'est pas payé de retour. »

Les pressions de M. Sa Carneiro

Les pressions exercées par M. Sa Carneiro auraient cependant provoqué l'absence, communiquée à la dernière heure, du ministre des affaires étrangères de Grande-

Bretagne, M. Callaghan, et des représentants du parti socialiste danois. Dans une courte intervention à la tribune, M. Willy Brandt a souligné que, pour sa part, sa visite au Portugal « n'était dirigée contre personne ».

M. Kreisky, secrétaire général du parti socialiste ouvrier espagnol, a expliqué le point de vue de son parti sur la crise politique en Espagne. Pourtant, aucun d'eux ne fondait d'engagement sur les rapports présentés par les deux pays ibériques. De toute évidence, les dirigeants de l'Internationale socialiste n'étaient venus que pour soutenir la présence de M. Soares, arrivé en toute hâte à l'appel de Porto dimanche après-midi : les soucis du premier secrétaire du parti socialiste français étaient visiblement restés en France.

Interrogé au cours d'une conférence de presse, il est resté très prudent. Il a considéré comme indispensable l'entrée des communistes dans un gouvernement de gauche, mais il a insisté sur les conditions spécifiques à chaque pays qui interviennent tout moment commun. La conférence de Porto semble confirmer néanmoins une tendance qui s'est manifestée ces derniers temps au sein du P.S.P. dont les attitudes contre le parti communiste deviennent moins violentes. Le parti de M. Cunha n'a été évoqué que pour permettre une attaque contre le P.D. : les deux formations avaient utilisé le même argument de l'ingérence étrangère dans les affaires intérieures du Portugal pour justifier leur opposition à cette réunion au « sommet ».

Va-t-on vers un renforcement de l'aile gauche du P.S. ? Les changements dans le contexte politique portugais, l'affaiblissement du P.C.P. et la montée de la droite peuvent en effet faciliter un dialogue naguère impossible entre les deux formations de la gauche.

JOSÉ REBELO.

Danemark

• REPONDANT À UNE INVITATION DU FOLKETING (le Parlement danois), une délégation de l'Assemblée nationale française, conduite par le président Edgar Faure, fait une visite officielle au Danemark du 15 au 22 mars. Elle est composée de deux députés U.D.R., deux communistes, un réformateur, ainsi que du secrétaire général de la question et de deux chargés de mission. M. Edgar Faure regagnera Paris le 17 mars après avoir prononcé une conférence sur les problèmes européens à la société de politique étrangère. — (Correspondance.)

Grande-Bretagne

• LA GRANDE-BRETAGNE n'a reçu aucune demande d'extradition de l'ancien chef de l'État nigérian, le général Yakubu Gowon, à la suite du coup d'État avorté du 13 février, a déclaré, samedi 13 mars, un porte-parole du Foreign Office (Le Monde daté 14-15 mars.)

République d'Irlande

• LE PREMIER MINISTRE, M. Liam Cosgrave, partira mardi 16 mars pour un voyage de six jours aux États-Unis. Selon les collaborateurs, ce voyage a pour but d'incliner les Américains de soutenir l'Irlande à l'égard d'armes vers l'Irlande du Nord. — (A.P.)

EN CAS DE VICTOIRE DE LA GAUCHE

Les Américains s'accommoderont de modifications dans la défense de l'Europe, déclare M. Mitterrand

An cours d'un colloque de l'Organisation de la gauche européenne, samedi 13 mars à Paris, M. François Mitterrand a réaffirmé son attachement à l'élection directe du Parlement européen, vivement critiqué le « rapport Thüden » sur l'union européenne, qu'un « projet socialiste » devrait, à son avis, compléter.

M. Mitterrand a notamment abordé les points suivants :

POUR L'ÉLECTION EUROPÉENNE

Nous n'avons pas pris position pour l'élection du Parlement européen au suffrage universel parce qu'elle est inscrite dans des textes que nous avons approuvés, mais parce que cela correspond à un projet politique. Nous sommes pour (...) parce que nous pensons qu'il n'est pas d'instances européennes qui ne soient l'expression de la volonté populaire et sur laquelle nous puissions exercer le contrôle populaire (...).

CONTRE LE RAPPORT THÜDEN

Dans un Parlement, le votant contrôle le rapport Thüden. « Ce qui ne peut pas dire (...) que tout ce qui se trouve dans ce rapport est dépourvu de sens. C'est une description qui ne correspond pas à la réalité économique et politique de l'Europe et c'est une proposition très insuffisante dans le moment où l'Europe est en train de se constituer (...). Le rapport Thüden est un élément qui ne peut pas être la pierre dans la construction. Elle n'est pas aussi angulaire qu'on aurait pu le désirer (...). Retenons les points positifs, rejetons ceux qui nous paraissent négatifs et tentons de les compléter en ayant nous-mêmes notre projet ».

Revenant ultérieurement sur l'accroissement des compétences européennes, M. Mitterrand a déclaré que l'Europe était « incapable d'être ce qu'elle a prévu d'être en 1957 ». Lors de la signature du traité de Rome, « prétendre faire un bon sens, c'est être fous (...), un mensonge ».

LE PROJET SOCIALISTE

« Nous n'entendons pas annuler l'effort réalisé depuis un quart de siècle parce qu'il ne correspond pas à nos vœux. L'Europe si constatable (...), d'aujourd'hui, malgré tout, il faut la prendre comme elle est et tenter d'y porter de là de faire autre chose (...). Notre adversaire principal à nous, Européens, c'est le capitalisme nationaliste (...). Nous ne pouvons pas considérer aujourd'hui que l'Europe puisse se développer en restant simplement (...) dans le champ libéral (...). L'Europe ne se fera pas dans une société libérale. »

PAS D'EUROPE AMÉRICAINE

« Si l'Europe devait être américaine, il n'y aurait pas d'Europe. Ceux qui rêvent encore d'une Europe atlantique auront contre eux les masses populaires (...). beaucoup d'Européens ont appelé à l'union régionale, sans parler de ceux qui veulent intégrer l'Union soviétique, soit qu'ils redoutent sa puissance, ou son incompréhensibilité ou trop compréhensible surarmement sur le sol européen », soit qu'ils jugent nécessaires à l'équilibre européen.

« Les communistes, qui rejettent l'Europe américaine, sont aussi logiques que Ford » pour qui, « dans une alliance anti-communiste, on ne peut offrir le lutz de compter parmi les détenteurs des secrets militaires des pays qui ne comptent pas les détenteurs communistes ». (M. Mitterrand précise que l'expression « alliance anti-communiste » fut employée devant lui par M. Kissinger.) « Il n'y a pas à s'en étonner ni à s'en scandaliser (...). Il y a »

Il a dit que les Américains s'accommoderont « demain » d'une défense européenne qui ne sera plus, après une victoire de la gauche, ce qu'elle était « hier ». Il a dit enfin que les socialistes devraient « garder leur liberté » sur l'Europe si les communistes s'opposaient à leurs initiatives dans ce domaine.

« En tirer la conclusion que la défense ne pourra pas être demain comme elle était hier. (...) Il faut bien que les Américains s'accommodent (...). Ne craignez rien, les Américains s'adapteront au terrain, et c'est à nous qu'il importe maintenant de changer le terrain. »

LES COMMUNISTES ET L'EUROPE

Insistant dans sa conclusion, sur le « très grand rôle » que les socialistes seraient appelés à jouer dans la construction de l'Europe, M. Mitterrand ajoute : « On me dira que ce n'est pas possible puisque les socialistes français sont associés avec les communistes français, qui sont contre (...). (M. Mitterrand compte de l'évolution du monde communiste de l'Europe du Sud, et, autre part, un contrat est un contrat (...). Un point de la négociation (avec les communistes) sur lequel les socialistes ont fait prévaloir leur point de vue, c'est précisément la construction de l'Europe. »

« Seraient-ils en mesure de faire respecter cet engagement ? (...) D'abord, nous soupçonnons. Et puis, si on se trouve dans un rapport de forces, nous renforcera la part socialiste, de la gauche française. (...) Tout dépend de nous. »

À supposer que les communistes continuent de s'opposer à la construction de l'Europe, « puisque l'accord ne serait pas fait sur ce point, les socialistes garderaient leur liberté ».

Après avoir dit que ce qui avait précédé, un grand nombre d'orateurs avaient approuvé le rapport de M. André Salomon, pour qui le rapport Thüden est « totalement inacceptable pour les gens de gauche ».

SELON L'U.D.R.

L'élection du Parlement européen au suffrage universel présente des « dangers évidents »

Le bureau exécutif de l'U.D.R., qui se réunit ce lundi 15 mars à 15 heures, doit au principe rendre publique la position officielle de l'U.D.R. sur le problème européen. Celui-ci a déjà été étudié par le bureau exécutif au cours de ses réunions du 4 février (« Le Monde » du 6) et du 17 février (« Le Monde » du 19). M. de La Malène, député de Paris, avait présenté une analyse très critique du rapport Thüden, qui n'avait trouvé aucun écho dans le sein des dirigeants du mouvement gauchiste. Ses membres s'étaient montrés favorables, en revanche, à une Europe confédérale dans laquelle chaque État conserverait la maîtrise de son destin, et ils avaient approuvé le principe du Conseil européen tel qu'il se « pratique actuellement, c'est-à-dire de réunions régulières de chefs d'État et de gouvernement comme celle qui doit se tenir les 1^{er} et 2^e avril à Luxembourg. La perspective de l'élection de l'Assemblée parlementaire européenne au suffrage universel inquiète davantage les gauchistes, et ils souhaitent qu'y soient apportées des précisions et prises des précautions. Le bureau exécutif du 17 février a approuvé une motion présentée par M. Couve de Murville et transmise à M. Chirac, qui ne participait pas à cette réunion-là.

En décidant de rendre publique leur position sur ce sujet dès ce lundi 15 mars, les gauchistes veulent montrer qu'ils demeurent attachés à certaines grandes principes, qui leur sont chers et qu'ils attendent pas pour se prononcer que le gouvernement le fasse avant eux. Le conseil des ministres du 18 mars doit en effet être consacré à la politique européenne. Mais ils ont aussi la conviction qu'ils ne sont pas à contre-courant et que leur conception et celle — supposée — de M. Giscard d'Estaing évoluent dans des directions convergentes. Cela sera vérifié si M. Chirac ne s'oppose pas à une prise de position publique de son mouvement. — A. P.

arguments articulés en faveur d'une élection directe de l'Assemblée n'étaient pas convaincants.

« Le seul mécanisme de l'élection n'est, en effet, pas suffisant pour garantir une opinion publique saine sur les dangers européens, et les échecs. Ce qui manque à l'Europe, est bien une volonté politique, celle de s'affirmer comme une entité européenne possédant sa personnalité. Mais seuls les gouvernements pourraient un jour s'engager dans cette affirmation et entraîner les opinions. »

Par contre l'opération envisagée présente des dangers évidents.

« Le premier serait de transporter au plan européen les querelles entre partis politiques de chaque pays : les élections se feraient partout pour ou contre les candidats de partis en présence. Tout risquerait donc à l'avenir d'être jugé au sein de l'Assemblée en fonction de la politique intérieure. »

« Le second danger serait de créer un désordre grave. Une Assemblée élue voterait totalement débordée ses attributions. D'autre part, elle ne résisterait pas à la tentation de prétendre régenter la Commission, et à travers celle-ci, d'entraîner les gouvernements, donc d'entrer en conflit avec eux. »

« Le bureau exécutif de l'U.D.R. estime que cette voie peut présenter des dangers. Il le pense d'autant plus que le risque est patent de révéler les velléités qu'on a sur la supranationalité qui ont à long terme empoisonné vainement notre vie politique et dont on pourrait espérer qu'elles avaient disparu pour toujours. »

« Il est pris note cependant du communiqué de décembre 1975 du Conseil européen, qui prévoit que »

les membres de l'Assemblée seraient dans sept pays de la Communauté élus au suffrage direct en 1979. La question est donc officiellement posée.

« On peut penser que des négociations vont s'engager entre les Neuf, car de nombreuses questions devraient être réglées pour aboutir à l'accord qui serait soumis à l'approbation de tous les Parlements. Dans cette perspective, et sans rien retirer de ce qui précède, le bureau exécutif attire l'attention sur les questions suivantes, qui sont à ses yeux essentielles. »

1) Conditions d'une élection électorale. L'élection devrait se tenir le même jour dans tous les pays de la Communauté sans exception. La répartition des sièges entre les États doit être strictement proportionnelle aux populations respectives. Le mode de scrutin doit être le même partout.

2) Attributions de l'Assemblée : l'accord envisagé doit stipuler que les attributions restent celles qui sont fixées par les traités et les accords subséquents. Il n'est donc pas envisagé de les modifier. Si un changement apparaissait un jour indispensable, il ne pourrait intervenir que par accord entre les États. Il serait précisé pour la France que l'octroi à l'Assemblée d'un pouvoir législatif quelconque devrait être précédé d'une réforme constitutionnelle.

« Le bureau entend souligner l'importance qu'il attache aux considérations ci-dessus et se réserve de prendre une position définitive, en fonction des considérations politiques et des considérations juridiques qu'il a tenu à rappeler, lorsqu'il sera des conclusions du gouvernement. »

Selon le « Times »

LES FORCES NUCLÉAIRES TACTIQUES DE L'OTAN SERAIENT INOPÉRANTES

Une attaque des forces « classiques » du pacte de Varsovie atteindrait le Rhin en quarante-huit heures, rendant impossible toute riposte « flexible », selon un rapport confidentiel d'un officier supérieur des forces de l'OTAN, cité lundi 15 mars par le « Times ».

Selon ce rapport, une attaque surprise des vingt divisions soviétiques basées en Allemagne de l'Est, renforcées par des divisions est-allemandes, atteindrait l'Elbe en trois heures, alors que les forces de l'OTAN ne pourraient pas occuper leurs positions avancées en moins de dix heures. En quarante-huit heures, ces forces pourraient traverser le Rhin, ajoute le rapport, qui estime que le président des États-Unis participerait à décider de l'utilisation d'armes atomiques tactiques qu'entre trente-six heures et quarante-huit heures après le début des hostilités.

« Il est logique de déduire que l'armement nucléaire tactique ne sera jamais utilisé », commente le journal londonien. Le rapport, toujours selon le « Times », recommande que l'Europe occidentale assume la responsabilité de sa défense et ne dépende plus entièrement du parapluie atomique américain.

Selon le « New York Times »

SIX PAYS EUROPÉENS SE JOINDRAIENT AUX SEPT SIGNATAIRES DE L'ACCORD NUCLÉAIRE DE LONDRES

Selon le New York Times, six pays européens seraient candidats pour se joindre aux sept nations qui ont conclu, à la fin de 1975, un accord fixe les règles désormais applicables à leurs exportations de combustibles et d'usines nucléaires susceptibles d'être utilisées à des fins militaires. Réunis plusieurs fois à Londres au cours de l'année 1975, les représentants du Canada, des États-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne, du Japon, de la République fédérale d'Allemagne et de l'Union soviétique s'étaient mis d'accord pour appliquer des conditions analogues à toute vente de combustibles et d'usines nucléaires.

De source diplomatique à Washington on déclarait, le 14 mars, que quatre pays d'Europe de l'Ouest, Belgique, Italie, Pays-Bas et Suède, et deux pays d'Europe de l'Est, Allemagne de l'Est et Pologne, pourraient retrouver les membres de ce club nucléaire à Londres, dans les deux ou trois mois de juin. Washington y est favorable.

NOTRE AIDE AUX ALLIÉS DOIT TROUVER UNE CONTREPARTIE PRÉCISE déclare l'ambassadeur américain à Rome

Milan (A.F.P.). — L'aide américaine à l'Italie sera du type de celle que l'on accorde à un ami, « à condition que cet ami respecte ses engagements », a déclaré, le 13 mars à Milan, M. John Volpe, ambassadeur des États-Unis à Rome.

Cette déclaration fait suite à celles qu'avaient récemment faites le général Haig, M. Kissinger et le président Ford, quant à l'éventuelle accession au pouvoir de partis communistes en Europe occidentale.

« Il est clair », a ajouté l'ambassadeur, qui se trouvait à Milan à l'occasion de manifestations pour la commémoration du bicentenaire des États-Unis, que notre disponibilité à aider les pays du pacte atlantique qui demandent notre intervention, doit trouver une contrepartie précise. « Pour M. Volpe, l'équilibre mondial est actuellement aussi important que lors de l'établissement du pacte atlantique. Nous ne pouvons pas nous permettre, a-t-il ajouté, d'aider ceux qui pourraient se trouver dans une position défavorable de la nôtre ».

« A la veille de l'ouverture de la Conférence sur le droit de la mer, à New-York, le gouvernement irlandais a décidé le 13 mars, d'étendre sa juridiction jusqu'à l'île de Rockall, à quelque 400 milles de la côte nord-ouest de l'Ir. Cette décision, qui ne veut que pour cette zone limitée de la côte irlandaise, est destinée à permettre l'exploitation des ressources maritimes de la région jusqu'aux limites du plateau continental. »

L'île de Rockall est un sujet de controverse depuis 1956, lorsqu'une expédition de la marine britannique y planta l'Union Jack. Un décret du Parlement de Westminster voté en 1971 en a fait une terre souveraine. Les Danois, soutenant que Rockall est située plus près des îles Féroé que de l'Écosse, en revendiquent également la souveraineté. — (Corresp.)

PROCHE-ORIENT

L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION A BEYROUTH

Le Liban est un pays arabe comme les autres

NOUS DÉCLARE LE PRÉSIDENT ASSAD

A l'occasion de sa visite projetée en France, le président Hafez Al Assad avait accordé à André Fontaine une interview dont il nous paraît intéressant, malgré l'immolation du voyage, de publier les passages essentiels.

Damas. — Grand, souriant, avec de petits yeux vifs, des mains et une mâchoire puissantes et quelque chose de gaillard dans le nez, le général Hafez Al Assad, chef de l'Etat syrien, parle avec le calme et le sang-froid de quelqu'un qui juge son pouvoir aussi assuré que ses convictions, ce qui n'est pas peu dire. Bien sûr, il n'est pas un homme de café ou de jus de fruit. Il prend son temps pour répondre aux questions qu'il a bien voulu se laisser passer par le Monde. Rien, comme on le verra, ne lui tient apparemment plus à cœur que de dénoncer l'accord du Sinaï, mauvais coup porté, selon lui, à la cause arabe et palestinienne ; il attribue même une part de responsabilité dans les événements du Liban aux patriotes, notamment américains, de cet accord, comme s'ils avaient voulu créer un abécédaire de fixation capa-

ble de détourner les pressions exercées sur le Liban pour le dissuader de conclure.

« Monsieur le président, pourquoi vous choisissez la France pour votre première visite dans le monde occidental ? »

« L'existence de relations cordiales entre nos deux pays n'est pas un secret pour personne. Ce n'est pas non plus un secret que la France a été le premier pays de l'Europe de l'Ouest à nous comprendre notre juste cause. »

« Le général de Gaulle a ouvert la voie. Il a dû affronter de façon directe le camp anti-arabe. Sans pour autant bien entendu minimiser le rôle de ses successeurs, nous ne pouvons ignorer l'importance de sa contribution personnelle. Ce faisant, il a démontré l'ampleur de sa vision de l'unité du peuple français et du rôle que celui-ci peut jouer. »

« Envisagez-vous d'acheter des armes à la France ? »

« Rien ne nous empêche d'en acheter si le besoin s'en présente. Les horizons de coopération entre nos deux pays doivent être tout à fait ouverts. Mais nous n'avons pas pris de position fixe à ce sujet à l'occasion de ma visite à Paris. En tout cas, la coopération nous paraît excellente, et elle pourrait s'étendre à ce domaine à l'avenir. »

et des autres, sans prendre en considération leur appartenance religieuse. Nous nous enthousiasmons aussi bien pour le christianisme que pour l'islam. »

« Vous avez été en cause, tout à l'heure, les interventions étrangères dans la guerre civile libanaise. Qui aviez-vous en tête ? »

« Ceux qui avaient intérêt à l'application de l'accord du Sinaï. »

« La France a approuvé cet accord. Vous le critiquez. Pourquoi ? »

« La France a appuyé l'accord, mais n'a pas contribué à sa conclusion. J'en ai souvent parlé ; nous estimons que l'accord a sapé les efforts vers la paix dans la région ; il a bloqué notre lutte pour réaliser une paix juste. La recherche de la paix doit être l'affaire de tous, et elle comporte de nombreux éléments qui doivent être équilibrés. A défaut, le mouvement est désorienté et doit s'arrêter. »

« Plus précisément ? »

« L'accord du Sinaï permet aux israéliens de continuer de transférer par le canal de Suez, qui est un canal arabe égyptien, les armes qu'ils contribuent au trafic de ces marchandises, alors que l'état de guerre existe toujours entre les pays arabes, y compris l'Egypte et Israël, alors que les israéliens occupent en plus de la Palestine, les terres d'autres Etats indépendants — notamment 90 % du Sinaï, alors qu'ils continuent d'expulser des populations des territoires syrien et palestinien occupés. Une telle situation n'a pas de précédent. Elle peut se présenter quand un Etat en a vaincu un autre. Mais c'est Israël qui a été vaincu en 1973. De toute façon, un accord n'est pas une fin en soi. Nous analysons les nouvelles réalités entre Israël et les pays arabes, elles commandent que les accords qui ont été conclus soient révisés. »

« Je vous donne un autre exemple. L'Egypte s'est engagée à ne pas recourir à la force, pendant trois ans, pour trouver une solution au conflit arabo-israélien. C'est le genre de conditions qu'impose dans une capitulation l'Egypte a pris cet engagement, alors qu'elle recourt à la force de façon continue pour maintenir son occupation et expulser des Arabes de leurs terres et de leur patrie. »

L'enlèvement, une fois de plus

(Suite de la première page.)

Il est clair que le président Frangé fait aujourd'hui figure de bouc émissaire dans ce conflit dont il n'est pas l'unique responsable. Le pouvoir, les prérogatives constitutionnelles dont il dispose, et le rôle souvent occulte qu'il a joué à de nombreuses reprises pour — selon ses accusateurs — provoquer ou aggraver la confrontation en ont fait un coupable tout désigné. De plus, l'attitude négative qu'il a manifestée dans les derniers développements de la crise a encore renforcé la détermination de ses adversaires.

Après le cessez-le-feu et l'accord politique conclu le 23 janvier sous l'égide de la Syrie, la « rébellion » de militaires, sous la conduite du lieutenant Ahmed El Khatib, a continué, s'il en était besoin, les profondes divisions de l'armée libanaise qui remonte de la preuve qu'elle n'était plus en mesure de rétablir l'ordre, comme l'avaient un moment souhaité le président Frangé et des dirigeants chrétiens de droite. Il convient de rappeler que la création de l'armée du Liban arabe n'était alors qu'une réaction relativement limitée à l'engagement de nombreux officiers en faveur du mouvement phalangiste et de ses alliés. Lorsque des appels furent lancés pour que les « déserteurs » réintègrent leurs cantonnements, ceux qui acceptèrent furent réprimés, parfois sévèrement, en dépit des promesses qui avaient été faites, ce qui devait contribuer à déterminer le lieutenant Khatib à poursuivre son action.

Palestiniens et, vraisemblablement, de l'aval du gouvernement syrien, mais encore de l'assentiment inavoué des partis conservateurs.

C'est étrangement au sein de la communauté chrétienne, qui, dans son ensemble, se gardait bien jusqu'à lors de mettre en cause le premier de ses dirigeants, que les réactions en faveur du général musulman ont paru les plus enthousiastes, au point que deux mouvements parmi les plus extrémistes, la ligue maronite et le front des gardiens du cèdre, ont clairement apporté leur soutien au Mouvement de redressement national pour inviter le chef de l'Etat à donner sa démission. Les membres de la communauté chrétienne, la plus inquiète des conséquences de la guerre civile et qui se sent menacés par la « montée » de la gauche au cours du conflit, entendent aujourd'hui la possibilité de « limiter » les dégâts et, selon certains, de corriger les « errements » et l'« aveuglement » de leur leader. Nombreux sont ceux qui, tout jours parmi les chrétiens, estiment qu'il existe à présent une occasion de faire apparaître dans le pays une « troisième force », qui mettrait fin à une bipolarisation à laquelle les modèles des deux camps semblaient condamnés depuis le début de la guerre civile.

Mais, pour l'instant, de tels espoirs sont déçus, ou au moins différés. Le 13 mars, le président Frangé avait laissé entendre qu'il se démettait si les deux tiers des députés le demandaient. Après une discussion très orageuse entre le président de la République et le président de la Chambre, cette majorité était atteinte au cours de la nuit, soixante-huit parlementaires, dont un tiers de chrétiens, ayant signé une motion demandant le départ du chef de l'Etat pour « préserver la légalité et l'efficacité des institutions constitutionnelles ». Finalement, revenant sur ses précédentes déclarations, M. Frangé a catégoriquement refusé de se démettre. Il a déclaré : « J'ai détruit le palais qui meurt. »

Le général Ahdab, malgré des déclarations ambiguës, ne paraissait pas résolu, lundi matin, à tenter une opération militaire contre le palais, car cet homme, auparavant connu pour ses opinions plutôt conservatrices, souhaitait éviter le risque de compromettre par un acte définitif le rassemblement des modérés. D'autre part, il n'a sans doute pas les moyens de lancer une pareille opération sans faire appel aux troupes du lieutenant Khatib, ce qu'il ne souhaite pas, pour les mêmes raisons. La solution la plus satisfaisante est, semble-t-il, pour les militaires, d'amener les deux mouvements — le parti phalangiste de M. Pierre Gemayel et le parti national libéral de M. Camille Chamoun — qui sont toujours en conflit, à conclure ce dernier. Mais ces partis exigeraient des garanties qui portent notamment sur la succession. Il semble que s'ils n'ont pas un choix arrêté sur un candidat, ils enrecensent déjà certains.

FRANCIS CORNU.

Une position-pilote pour l'Europe

« Comment appréciez-vous la position de la France sur le problème palestinien ? »

« Je voudrais exprimer ma satisfaction de la position prise par la France sur le Proche-Orient, y compris le problème palestinien. C'est une position-pilote pour toute l'Europe. »

« Et sur le Liban ? »

« La Syrie et la France ont continué leurs vues durant tout le développement de la crise libanaise, et elles ont coopéré de manière bonne et utile. Nos amis en France étaient soucieux comme nous de voir les combats s'arrêter et le Liban sortir sain et sauf de l'épreuve. L'attitude de nos pays a été extrêmement positive, quelle ait pris la forme de la mission de M. Corne de Murville ou de contacts directs avec les responsables libanais. La France nous a toujours tenus au courant de ces contacts. La contribution du Vésuvius a été aussi très positive. Pour notre part, nous avons commencé nos efforts pour aider nos frères libanais dès le premier jour. »

« La crise était due à des facteurs de deux ordres : »

« 1) Des interventions extérieures visant à faciliter l'application de l'accord égypto-israélien sur le Sinaï et à lever les pressions qui auraient pu être exercées sur le Liban pour le dissuader de le conclure ; »

« 2) Des facteurs internes au Liban, c'est-à-dire les fautes et les défauts de la société libanaise, qui relèvent avant tout de considérations politiques et sociales. »

« Nous avons dû poursuivre nos efforts pendant longtemps en vue de parvenir à une solution acceptable pour tous les partis et couvrant tous les aspects de la crise libanaise. Grâce à la coopération de tous, nous avons pu mettre au point la formule qui a été proposée par le président de la République libanaise. Nous nous sommes actuellement avec tous les partis pour appliquer ce qu'ils ont entériné et effacer les séquelles de la crise. »

L'opinion française se prononce, commentez les chrétiens du Liban. Comment le voyez-vous ?

« Nous n'avons pas le sentiment que la France envisage le problème du Liban dans une optique confessionnelle. Ni au Liban, ni en France, ni ailleurs les problèmes religieux ne constituent plus la base des relations humaines ni de la définition des politiques gouvernementales. Les événements du Liban prouvent qu'il ne peut pas y avoir de pays d'après des considérations confessionnelles. Je le regarde, quant à moi, d'après des considérations arabes. Le Liban est un pays arabe comme la Syrie, la Jordanie, l'Arabie Saoudite ou l'Émirat du Qatar. L'avenir de tous les autres Arabes, et un destin commun. Bien sûr, dans cette région, il faut bâtir notre vie loin de tout fanatisme religieux, d'autant plus que nos pays sont le berceau du christianisme et de l'islam. L'Arabe musulman est un frère pour l'Arabe chrétien. Quand, en Syrie, nous avons aidé nos frères libanais, nous avons éprouvé un sentiment de devoir vis-à-vis des uns

« La paix doit être imposée à Israël »

« Vous avez dit tout à l'heure qu'une paix imposée ne méritait pas le nom de paix. Apparemment, cette paix serait imposée par la force à Israël ? »

« Les israéliens sont les agresseurs, et pour cette raison la paix qui mettra fin au conflit arabo-israélien sera imposée. Des mesures de dissuasion seront nécessaires. Si Israël voulait la paix, il n'aurait pas besoin d'occuper les territoires des autres. »

« Si l'Etat d'Israël acceptait de se retirer dans ses frontières de 1967, les Etats arabes pourraient-ils faire la paix avec lui et reconnaître son existence ? »

« Il y a deux conditions à la paix : l'évacuation des territoires occupés et la reconnaissance des droits du peuple palestinien. »

« Qu'implique cette reconnaissance ? La création d'un Etat palestinien ? »

« C'est à l'O.P.E.P. qu'il appartient de l'étudier, car c'est elle qui représente le peuple palestinien. Mais je puis dire que nous trouvons un guide de ces droits dans les résolutions des Nations unies. Quiconque applique les résolutions de l'O.N.U. montre qu'il est modéré et juste dans ses aspirations parce que ces résolutions reflètent les droits du monde entier. Il n'existe pas de meilleur chemin vers la justice. »

« Que ferez-vous à l'expiration du mandat de la force de l'O.N.U. dans le Golan, le 30 mai prochain ? »

« Nous en discutons ; nous n'avons pas pris de décision. »

« Au cours des dernières semaines, le roi Khalid d'Arabie Saoudite a été reçu à Damas. Vous vous êtes rendu à Téhéran pour y rencontrer le chah d'Iran. Vous avez conclu avec le roi Hussein un accord de coopération qui couvre de nombreux domaines. Les régimes à la tête desquels se trouvent ces trois monarchies ne sont pas parmi les plus progressistes de la région. Comment justifiez-vous ce rapprochement avec eux ? »

« En Syrie et dans le monde arabe, nousuttons pour l'unité arabe avec ténacité et par tous les moyens. Tout ce que nous pouvons faire pour l'unité arabe est positif, y compris les tâches les plus modestes. L'unité que nous voulons réaliser vise à accroître notre capacité de défendre notre droit et notre liberté. Face au danger israélien, la recherche de l'unité doit avoir la priorité absolue. »

« Mais, monsieur le président, le chah d'Iran n'est pas un Arabe... c'est à Té-

« La guerre des casernes »

Devant le danger, plusieurs chefs militaires souhaitent la proclamation d'une amnistie formelle, afin de ne pas aggraver la désaggrégation de l'armée. Le président Frangé et son entourage s'y sont opposés.

Au cours des dernières semaines, la création d'une « armée de libération libanaise », composée de militaires prêts à combattre avec les partis de droite, allait avec les partis de gauche, allait avec les nouveaux ralliements aux troupes du lieutenant Khatib, qui a pu, dans ces conditions, commencer ce que l'on appelle aujourd'hui la « guerre des casernes », s'emparant de la plupart des garnisons ou les neutralisant dans les deux tiers du pays. Pour tenter de limiter cette menace, l'état-major de l'aviation, puis le commandement en chef de l'armée, ont de nouveau soumis le projet d'une amnistie générale et de quelques réformes. Mais ce fut un nouveau refus de la part de M. Frangé, qui n'hésita pas à préparer le limogeage des principaux officiers supérieurs.

« Pourquoi n'êtes-vous pas allé à Bagdad ? Où en sont les négociations arabo-israéliennes ? »

« Elles sont très bonnes comme elles devraient l'être entre deux pays frères. Nous ne croyons pas que cela va durer. Notre devoir à l'égard des Arabes est de travailler à surmonter les difficultés de cette situation provisoire. Le même devoir incombe à nos frères israéliens. »

« Parmi les autres problèmes qui se posent au monde arabe, il y a celui du Sahara occidental, à propos duquel il a été fait appel à vos bons offices. Comment en voyez-vous l'évolution ? »

« Je n'ai pas exerce de médiation. J'ai envoyé une délégation pour examiner les réalités sur place et inciter nos frères algériens et marocains à travailler à réduire la tension et à faire progresser le dialogue. C'est à qui s'emploiera aussi. »

« Dans l'affaire de Djibouti, approuvez-vous la position de la Somalie, qui fait elle aussi partie de la Ligue arabe ? »

« La Somalie est un pays frère qui revendique l'indépendance de Djibouti, et la France n'est pas contre l'indépendance. La solution du problème dépend d'un dialogue plus ouvert et d'une meilleure compréhension. La Somalie est membre de la Ligue arabe, la France est l'amie de la Syrie et des pays arabes, et je crois qu'il est parfaitement possible de parvenir à des résultats utiles à ce sujet. »

« Une dernière question, monsieur le président. Le problème de l'éventuelle participation des communistes au pouvoir est au centre de nombreuses discussions politiques en France. Les communistes participent-ils au gouvernement en Syrie. Comment cela se passe-t-il ? »

« Nous avons un Front national progressiste qui englobe diverses formations dirigées par le parti Baas arabe socialiste. Le P.C. syrien est un nombre de ces formations. Tout le monde travaille dans l'esprit des bases définies par les assises du Front après sa création en 1970. Nous n'avons pas de problème de participation important concernant la coopération des diverses forces constituant le Front. »

Propos recueillis par ANDRÉ FONTAINE

La Caisse d'Epargne a bien aidé la ville d'Aubervilliers en finançant la construction du Théâtre de la Commune.

La Caisse d'Epargne peut vous aider aussi.

ROBERT & RENÉ
13, Rue du Fbg du Temple
PARIS (104) REPUBLIQUE

Une boucherie
« Grande Surface »
au service des consommateurs
PRIX DISCOUNT

NOTRE
Télex
POUR VOS COMMUNICATIONS
Vous nous téléphonez vos messages. Nous les télégraphions. Vos correspondants nous répondent par télex : nous vous téléphones.

Service TÉLEX
345.21.62 + 345.10.28
35, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

La Caisse d'Epargne a bien aidé la ville de Lyon en finançant la construction du métro.

La Caisse d'Epargne peut vous aider aussi.

La Caisse d'Epargne a bien aidé la ville d'Asnières en finançant la construction du Foyer pour les personnes âgées.

La Caisse d'Epargne peut vous aider aussi.

LE PÈRE ALBAN DE JERPHANION EST TUÉ PRÈS DE BEYROUTH

Beyrouth (A.F.P.). — Le Père Alban de Jerphanion, de la Compagnie de Jésus, a été tué le dimanche 14 mars à un barrage établi par des hommes armés sur la route de l'aéroport de Beyrouth.

Le Père Alban de Jerphanion, 62 ans, était né le 6 août 1909. Entré dans la Compagnie de Jésus en 1928, il était ordonné prêtre en 1930. Il avait fait toute sa carrière au Liban, où il était arrivé en 1935 à la suite de son oncle, le R.P. Guillaume de Jerphanion, archéologue de réputation mondiale. Préfet du collège secondaire de Beyrouth, il est nommé chancelier de la faculté des ingénieurs, puis, en 1956, recteur de l'université Saint-Joseph. En 1962, il est de nouveau chancelier de la faculté des ingénieurs, avant de devenir, en 1972, administrateur du collège secondaire et sous-directeur de l'imprimerie catholique de Beyrouth.

M. Ford suspend le directeur de sa campagne électorale

Information judiciaire soit ouverte. Le F.B.I. avertit d'ailleurs commencé son enquête.

La suspicion qui pèse sur l'intégrité de M. Callaway portera-t-elle préjudice à M. Ford ? L'élection - primaire - de l'Illinois, mardi 12 novembre, sera-t-elle gagnée par le démocrate ? L'absence de disputes sérieuses la candidature au président en exercice, donnera une première indication de son incidence sur la popularité de M. Ford. Un sondage publié par l'*«Ebedmadade»* - *Time* - affirme que, si les démocrates ne parviennent pas à éliminer Callaway, l'empereur sur tous ses opposants démocrates possibles, y compris le sénateur Humphrey.

AFRIQUE

La politique africaine de Cuba continue d'alimenter la polémique entre Pékin et La Havane. Chine et Cuba ayant récemment écrit l'un à l'autre, Cuba a répondu : « dix mille mercenaires sous le commandement des imperialistes américains », le *Journal du Peuple* a publié un éditorial intitulé : « Pour mentir, les maocistes, comme Goebels, n'ont pas de limites ». Le *Journal du Peuple* a mené une campagne systématique à l'encontre des maocistes pour falsifier l'histoire, se livrer à de cruelles persécution, à des assassinats, à une « révolution culturelle », pour dénigrer et écraser les communistes, les internationalistes chinois, pour dépeindre les maocistes comme les organes du parti et de l'Etat et établir une véritable « révolution culturelle et politique ». Selon le *Journal du Peuple*, l'impérialisme américain a montré que les Chinois sont des agents de la

1. **General**
 2. **Administrative**
 3. **Financial**
 4. **Legal**
 5. **Medical**
 6. **Technical**
 7. **Training**
 8. **Public Relations**
 9. **Research**
 10. **Development**
 11. **Marketing**
 12. **Production**
 13. **Quality Control**
 14. **Inventory Management**
 15. **Customer Service**
 16. **Human Resources**
 17. **Information Systems**
 18. **Facilities Management**
 19. **Environmental**
 20. **Safety**
 21. **Security**
 22. **Compliance**
 23. **Corporate Governance**
 24. **Business Development**
 25. **Project Management**
 26. **Operations**
 27. **Logistics**
 28. **Supply Chain**
 29. **Procurement**
 30. **Manufacturing**
 31. **Construction**
 32. **Transportation**
 33. **Energy**
 34. **Utilities**
 35. **Telecommunications**
 36. **Media**
 37. **Advertising**
 38. **Promotions**
 39. **Events**
 40. **Partnerships**
 41. **Acquisitions**
 42. **Mergers**
 43. **Divestitures**
 44. **Restructuring**
 45. **Turnarounds**
 46. **Bankruptcy**
 47. **Reorganization**
 48. **Consolidation**
 49. **Joint Ventures**
 50. **Licensing**
 51. **Franchising**
 52. **Leasing**
 53. **Financing**
 54. **Investment**
 55. **Capital Markets**
 56. **Debt**
 57. **Equity**
 58. **Private Equity**
 59. **Venture Capital**
 60. **Angel Investors**
 61. **Seed Money**
 62. **Startups**
 63. **Scale-ups**
 64. **Exit Strategies**
 65. **Initial Public Offerings**
 66. **Secondary Offerings**
 67. **Redemptions**
 68. **Buybacks**
 69. **Dividends**
 70. **Share Repurchases**
 71. **Convertible Securities**
 72. **Warrants**
 73. **Options**
 74. **Restrictive Covenants**
 75. **Anti-takeover Measures**
 76. **Golden Shares**
 77. **Stakeholder Engagement**
 78. **Corporate Social Responsibility**
 79. **Environmental, Social, and Governance**
 80. **ESG**
 81. **Sustainability**
 82. **Green Finance**
 83. **Climate Change**
 84. **Carbon Footprint**
 85. **Renewable Energy**
 86. **Circular Economy**
 87. **Waste Management**
 88. **Water Conservation**
 89. **Energy Efficiency**
 90. **Green Buildings**
 91. **Green Bonds**
 92. **Green Loans**
 93. **Green Funds**
 94. **Green Insurance**
 95. **Green Banks**
 96. **Green Microfinance**
 97. **Green Venture Capital**
 98. **Green Angel Investors**
 99. **Green Seed Money**
 100. **Green Startups**
 101. **Green Scale-ups**
 102. **Green Exit Strategies**
 103. **Green Initial Public Offerings**
 104. **Green Secondary Offerings**
 105. **Green Redemptions**
 106. **Green Buybacks**
 107. **Green Dividends**
 108. **Green Share Repurchases**
 109. **Green Convertible Securities**
 110. **Green Warrants**
 111. **Green Options**
 112. **Green Restrictive Covenants**
 113. **Green Anti-takeover Measures**
 114. **Green Golden Shares**
 115. **Green Stakeholder Engagement**
 116. **Green Corporate Social Responsibility**
 117. **Green Environmental, Social, and Governance**
 118. **Green ESG**
 119. **Green Sustainability**
 120. **Green Green Finance**
 121. **Green Climate Change**
 122. **Green Carbon Footprint**
 123. **Green Renewable Energy**
 124. **Green Circular Economy**
 125. **Green Waste Management**
 126. **Green Water Conservation**
 127. **Green Energy Efficiency**
 128. **Green Green Buildings**
 129. **Green Green Bonds**
 130. **Green Green Loans**
 131. **Green Green Funds**
 132. **Green Green Insurance**
 133. **Green Green Banks**
 134. **Green Green Microfinance**
 135. **Green Green Venture Capital**
 136. **Green Green Angel Investors**
 137. **Green Green Seed Money**
 138. **Green Green Startups**
 139. **Green Green Scale-ups**
 140. **Green Green Exit Strategies**
 141. **Green Green Initial Public Offerings**
 142. **Green Green Secondary Offerings**
 143. **Green Green Redemptions**
 144. **Green Green Buybacks**
 145. **Green Green Dividends**
 146. **Green Green Share Repurchases**
 147. **Green Green Convertible Securities**
 148. **Green Green Warrants**
 149. **Green Green Options**
 150. **Green Green Restrictive Covenants**
 151. **Green Green Anti-takeover Measures**
 152. **Green Green Golden Shares**
 153. **Green Green Stakeholder Engagement**
 154. **Green Green Corporate Social Responsibility**
 155. **Green Green Environmental, Social, and Governance**
 156. **Green Green ESG**
 157. **Green Green Sustainability**
 158. **Green Green Green Finance**
 159. **Green Green Climate Change**
 160. **Green Green Carbon Footprint**
 161. **Green Green Renewable Energy**
 162. **Green Green Circular Economy**
 163. **Green Green Waste Management**
 164. **Green Green Water Conservation**
 165. **Green Green Energy Efficiency**
 166. **Green Green Green Buildings**
 167. **Green Green Green Bonds**
 168. **Green Green Green Loans**
 169. **Green Green Green Funds**
 170. **Green Green Green Insurance**
 171. **Green Green Green Banks**
 172. **Green Green Green Microfinance**
 173. **Green Green Green Venture Capital**
 174. **Green Green Green Angel Investors**
 175. **Green Green Green Seed Money**
 176. **Green Green Green Startups**
 177. **Green Green Green Scale-ups**
 178. **Green Green Green Exit Strategies**
 179. **Green Green Green Initial Public Offerings**
 180. **Green Green Green Secondary Offerings**
 181. **Green Green Green Redemptions**
 182. **Green Green Green Buybacks**
 183. **Green Green Green Dividends**
 184. **Green Green Green Share Repurchases**
 185. **Green Green Green Convertible Securities**
 186. **Green Green Green Warrants**
 187. **Green Green Green Options**
 188. **Green Green Green Restrictive Covenants**
 189. **Green Green Green Anti-takeover Measures**
 190. **Green Green Green Golden Shares**
 191. **Green Green Green Stakeholder Engagement**
 192. **Green Green Green Corporate Social Responsibility**
 193. **Green Green Green Environmental, Social, and Governance**
 194. **Green Green Green ESG**
 195. **Green Green Green Sustainability**
 196. **Green Green Green Green Finance**
 197. **Green Green Green Climate Change**
 198. **Green Green Green Carbon Footprint**
 199. **Green Green Green Renewable Energy**
 200. **Green Green Green Circular Economy**
 201. **Green Green Green Waste Management**
 202. **Green Green Green Water Conservation**
 203. **Green Green Green Energy Efficiency**
 204. **Green Green Green Green Buildings**
 205. **Green Green Green Green Bonds**
 206. **Green Green Green Green Loans**
 207. **Green Green Green Green Funds**
 208. **Green Green Green Green Insurance**
 209. **Green Green Green Green Banks**
 210. **Green Green Green Green Microfinance**
 211. **Green Green Green Green Venture Capital**
 212. **Green Green Green Green Angel Investors**
 213. **Green Green Green Green Seed Money**
 214. **Green Green Green Green Startups**
 215. **Green Green Green Green Scale-ups**
 216. **Green Green Green Green Exit Strategies**
 217. **Green Green Green Green Initial Public Offerings**
 218. **Green Green Green Green Secondary Offerings**
 219. **Green Green Green Green Redemptions**
 220. **Green Green Green Green Buybacks**
 221. **Green Green Green Green Dividends**
 222. **Green Green Green Green Share Repurchases**
 223. **Green Green Green Green Convertible Securities**
 224. **Green Green Green Green Warrants**
 225. **Green Green Green Green Options**
 226. **Green Green Green Green Restrict**

FACTURER...

Le Monde DE L'ÉCONOMIE

La zone sterling est morte mais les « balances » demeurent

La chute que vient de subir la livre sterling a provoqué une nouvelle crise des changes, qui a conduit la France à faire sortir sa monnaie du « serpent ». Elle aurait été déclenchée par des ventes de sterling effectuées par le Nigeria. La célèbre zone sterling, constituée par les pays dont la monnaie locale est dévaluée par rapport au sterling, est du Royaume-Uni. Il n'en subsiste plus officiellement, aux côtés du Royaume-Uni, que l'Irlande, les îles Anglo-Normandes, l'île de Man et elle, le rôle de monnaie de réserve dont bénéficie ou souffre la livre. En dépit des engagements verbaux pris en 1972 à l'égard de Georges Pompidou, ont continué d'augmenter depuis lors. Mais surtout, la Grande-Bretagne a, au cours des dernières années, contracté un endettement très important vis-à-vis des institutions internationales et encore davantage du marché international des capitaux.

Durant l'année 1975, les balances sterling (débits en sterling couverts au nom de non-résidents britanniques) ont encore augmenté de 176 millions de livres pour atteindre 7 310 millions de livres. Les balances officielles, c'est-à-dire celles appartenant aux États et faisant partie de leurs réserves, ont diminué d'un peu plus de 500 millions de livres en raison de divers facteurs : dégradation des balances des paiements de nombreux pays qui ont par conséquent puisé dans leurs réserves ; diminution des excédents des pays exportateurs de pétrole et « diversification » par certains pays des composants de leurs réserves de changes pour réduire précisément la teneur en sterling, tel le Nigeria, un des principaux porteurs de balances sterling, qui aurait converti 300 millions de livres en 1975. Dans une certaine mesure, cette diversification a probablement été encouragée par la décision du gouvernement britannique de ne plus garantir, à partir de la fin 1974, les détenteurs de balances contre la dépréciation de la livre. Cette garantie devenait onéreuse.

endettement total : 40 milliards de dollars

pu...
prêts de l'Etat britannique totalisent 2,7 milliards de dollars à la fin de février, dont 11,7 milliards contractés à moyen terme au cours des dernières années pour parer au déficit de la balance des paiements et 4 milliards à long terme hérités du lendemain de la deuxième guerre mondiale.

- Les 11,7 milliards comprennent :
- 1,2 milliard empruntés au Fonds pétrolier du F.M.L. ;
 - 2,5 milliards empruntés par le gouvernement sur le marché international des capitaux en 1974 ;
 - 7,9 milliards d'emprunts effectués à l'étranger depuis 1969 par le secteur public (industries nationalisées, collectivités locales, etc.).

Face à cet endettement total de plus de 20 milliards de livres (40 milliards de dollars), les réserves non officielles sont bien modestes : 7 024 milliards de dollars fin février, même si l'on y inclut les 888 millions de dollars restes comptabilisés au prix de 42,2 dollars l'once.

D'autre part, la balance des paiements courants, dont le déficit se monte à près de 6,2 milliards de livres pour les trois dernières années, sera probablement encore déficitaire de près de 2 milliards de livres cette année. La dette continuera donc de croître.

Heureusement, le remboursement des emprunts ne doit commencer pour de bon

Quoi qu'il en soit, au 31 décembre dernier, les balances officielles atteignaient encore 4 081 millions de livres, dont près de 70 % (2 839 millions) appartenant aux pays exportateurs de pétrole (à comparer avec 3 101 millions, soit 57 %, un an auparavant). Les États de la C.E.E. (c'est-à-dire surtout l'Irlande) ne détenaient que 125 millions (contre 177 millions fin 1974). Les autres pays, 731 millions (contre 1 025) et les organisations internationales, 388 (contre 351).

A ces balances officielles s'ajoutent celles appartenant aux porteurs privés, qui se sont accrues de 729 millions et s'élevaient à 3 229 millions. Sur ce total, la C.E.E. intervenait pour 774 millions (contre 518 fin 1974) ; l'O.P.E.P. pour 462 millions (contre 344) et les autres pays pour 1 993 millions (contre 1 638).

A ce découvert sterling de plus de 7,3 milliards de livres, il convient d'ajouter l'endettement net des banques britanniques en devises étrangères, qui s'élevait à 4 928 millions de livres fin 1975 contre 3 941 millions un an auparavant.

JEAN DECLÉMY.

La planification urbaine exigera moins de capital et plus de main-d'œuvre

On appelle planification urbaine ou urbanisme les plans, les institutions, les pratiques et les techniques qui cherchent à organiser la planification urbaine faite à la fois l'essentiel du cadre de vie et des conditions de production. C'est dire son importance. Or la planification urbaine arrive à un tournant.

C'est seulement après la guerre, lorsque la France, longtemps après les pays anglo-saxons, a connu sa révolution urbaine, que la planification de même nom s'est développée dans notre

Le « bon maire »

C'est ce que les ingénieurs savaient faire. C'est ce que les maires voulaient faire : le « bon maire », c'était le maire bâtisseur. A chaque demande sociale, maladroitement formulée, on a apporté une réponse en forme d'investissement. Le peuple veut de la santé : qu'on lui donne des C.E.U. ; il veut de la culture : qu'on lui fasse des maisons. Les procédures de programmation des équipements sont maintenant bien rodées ; elles sont même partiellement déconcentrées. Ce formidable effort d'investissement n'a pas été le fait des seuls secteurs publics ou semi-publics. Dans trois domaines au moins, les logements, les bureaux, les commerces, le secteur privé a, si l'on ose dire, apporté sa pierre. Il a été encouragé par divers plans et règlements édictés par la puissance publique. Le dispositif de contraintes mises en place a été perfectionné et renforcé au fil des ans. Les récentes et futures lois Galley vont le compléter. Il est ou sera finalement bien au point.

S'agissant du passé, cette orientation de la planification urbaine n'est sans doute pas condamnable : elle a permis, tout bien que mal, d'urbaniser plus de quinze millions de Français entre 1954 et 1975. S'agissant du futur, elle serait extrêmement dangereuse. Bien sûr, il faudra encore, dans les années à venir, construire des logements, des piscines, des rues et des égouts. Mais il faudra en construire beaucoup moins qu'aujourd'hui. La grande vague d'urbanisation a déferlé sur notre pays. Le taux d'urbanisation n'augmentera guère — d'autant plus que l'on veut maintenant la population rurale en place autant que faire se peut : la population totale n'augmentera sans doute pas très vite non plus ; il s'ensuit que la population des villes croîtra dorénavant à des taux assez faibles.

La planification urbaine doit donc s'attacher, non plus à faire naître des

villes nouvelles, mais à faire fonctionner les villes anciennes. Elle doit s'orienter vers la gestion des services publics urbains. C'est en ce sens que l'on peut parler de tournant.

Ce tournant est déjà esquissé, engagé, on envisage dans plus d'un domaine. Le plus important est celui des transports. Dans beaucoup de villes, on a cessé de poser le problème des transports uniquement en termes de voies à élargir ou à créer ; on cherche à gérer au mieux le réseau existant, en définissant la place des transports en commun par rapport aux transports privés, en limitant le stationnement des véhicules, en formulant des politiques tarifaires, etc. Le logement est un autre domaine où, ainsi qu'en témoignent les rapports Barre et Nora, la gestion, l'entretien et l'amélioration du stock vont recevoir l'attention jusqu'ici accordée presque uniquement à l'augmentation du stock.

Les implications d'un tel changement d'orientation sont importantes. Elles sont d'abord économiques. Le glissement de l'investissement en foncionnement, de la grosse opération aux nombreux aménagements, n'entraînera pas nécessairement moins de dépenses, mais il entraînera des dépenses différenciées : moins de capital et plus de main-d'œuvre. D'un point de vue macro-économique, cette substitution est plutôt souhaitable, même si elle ne fait pas l'affaire de tout le monde.

D'autres conséquences, liées aux précédentes, sont relatives aux processus de décision. La gestion des services va requérir beaucoup de micro-décisions qui pourraient et qui devraient être prises à des niveaux plus bas et avec l'assentiment des usagers. En d'autres termes, l'évolution de la planification urbaine va rendre indispensables décentralisation et participation. Elle augmentera aussi la nécessité d'un nouveau partage des ressources fiscales entre

Etat et collectivités locales. D'autres implications, enfin, concernent les hommes ; beaucoup des acteurs de la planification urbaine — maires, préfets, ingénieurs des ponts, fonctionnaires des administrations centrales, banquiers, etc. — auront de nouveaux rôles à apprendre ; ils devront partager le devant de la scène avec d'autres personnages ; d'une certaine façon même, on peut dire qu'ils devront quitter la scène, descendre dans la salle, et se conduire en animateurs plus qu'en décideurs.

Par bien des côtés, on le voit, le nécessaire tournant de la planification urbaine nous conduit vers le royaume encore mal exploré des nouveaux types de croissance. C'est une voie difficile. Mais il faut bien voir que ne pas prendre de tournant, c'est, dans le domaine de l'urbanisme — et, sans doute, dans beaucoup d'autres — aller droit à l'abîme.

REMY PRUD'HOMME,
fonctionnaire international.



Freinage différencié des salaires

DANS tous les pays industriels on constate un net ralentissement des rémunérations, mais d'un pays à l'autre les augmentations prévues des charges salariales sont très différentes. C'est là une constatation qui pèse lourd sur les marchés des changes et qui explique, notamment, l'avance que le deutschemark a déjà prise ou est en train de prendre par rapport à la plupart des autres monnaies.

En Allemagne fédérale, l'Association centrale des employeurs de la métallurgie a rejeté l'accord conclu par sa section régionale du nord Bade-Wurtemberg accordant une majoration des salaires de 5,4 %. Elle justifie sa décision en arguant de « sa responsabilité à l'égard d'entreprises qui luttent durement pour leur existence ». Cependant, l'association centrale laisse à ses membres locaux la faculté de rejeter l'accord s'ils le jugent utile. De cet épisode, on retiendra la différence de situation des deux côtés du Rhin : quel patron français n'aurait pas accueilli avec soulagement une augmentation des salaires de « seulement » 5,4 % ?

L'année dernière, déjà, les salaires ont progressé, en Allemagne fédérale, d'environ moitié moins vite qu'en France.

Au cours du dernier trimestre de l'année 1975, les salaires français ont augmenté en moyenne de 2,7 %, ce qui correspond à un rythme annuel de 11 %, eu lieu des 15 % environ enregistrés pour l'année dernière de « son antérieur ». La tendance à la décelération semble bien se confirmer depuis le début de 1976. Elle est encore bien plus accentuée en Grande-Bretagne, où, il est vrai, on parlait d'une situation beaucoup plus inflationniste puisqu'il y a douze mois les salaires augmentaient à un rythme annuel d'environ 30 % et qu'aujourd'hui ce pourcentage a été ramené sensiblement au-dessous de 20 %.

Cette évolution est sans doute le signe le plus évident que le climat des affaires s'est, à travers la récession dont on sort avec difficultés, profondément modifié. Les temps sont passés où les chefs d'entreprises pouvaient impunément élever leurs prix de vente pour compenser l'augmentation de leurs charges. C'est avec beaucoup de prudence qu'ils doivent aujourd'hui manœuvrer.

Pour améliorer leur trésorerie et rétablir leurs marges bénéficiaires, les entreprises n'ont donc guère le choix : n'ayant plus la même latitude pour augmenter leurs recettes, elles doivent comprimer leurs dépenses. Ce nouvel esprit, ou cette nécessité, si on préfère l'appeler ainsi, s'était exprimé avec netteté lors de la conférence européenne sur l'emploi qui s'est tenue à Bruxelles en novembre dernier.

Ne risque-t-il pas d'en résulter un climat social « explosif » ? Deux circonstances, l'une favorable, l'autre défavorable, influeront sur le processus. La première est que l'augmentation des heures de travail a le double effet d'améliorer le pouvoir d'achat des salaires et la situation des entreprises (qui n'ont plus à payer des salaires sur la base de, par exemple, une semaine de trente-huit heures, alors que la durée effective est de trente-six heures). La deuxième circonstance est que la différence persistante des taux d'inflation en Europe risque d'aggraver le désordre monétaire qui, à la longue, ne manquera pas de conduire à des mesures protectionnistes et donc à un rétrécissement des débouchés.

V. M.

(Lire la suite page 24, 5^e col.)

Une sourdine à l'optimisme des constructeurs automobiles

L'INDUSTRIE automobile, moteur de la croissance de la plupart des économies occidentales pendant des années, a été profondément ébranlée depuis deux ans par la crise la plus grave de son histoire. Elle a douté un moment de son avenir. L'heure de la reprise a sonné et l'optimisme des constructeurs européens est au beau fixe. Une ques-

tion demeure pourtant : la construction automobile européenne retrouvera-t-elle jamais le taux de croissance — et de profit — qu'elle a connus jusqu'à l'automne 1973 ? Non, répond une étude réalisée par le département économique d'Eurofinance, société spécialisée dans l'analyse financière et les études de marché.

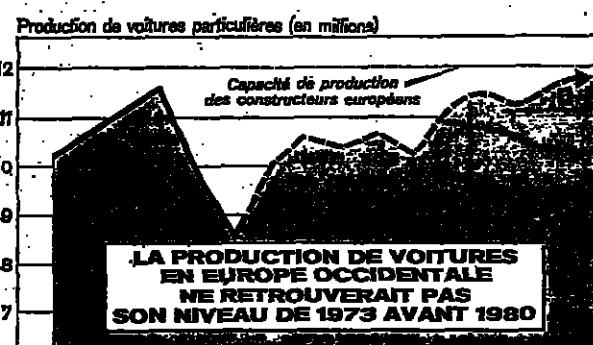
Pour les chercheurs d'Eurofinance, l'industrie automobile des pays l'Europe occidentale ne retrouvera pas avant 1980 les niveaux de production atteints en 1973 (voir le graphique), et ne parviendra à utiliser pleinement les capacités de production dont elle s'est pourvue pendant la période de forte croissance qu'en 1985. Ces prévisions pessimistes sont fondées sur l'évolution probable de la demande de voitures particulières en Europe et sur le renforcement prévisible de la concurrence internationale qui limitera les débouchés des firmes européennes.

La croissance de la demande sur les marchés européens serait en effet, dans les dix années à venir, plus lente et surtout plus irrégulière que ne le laisse présager la reprise brutale des ventes qui succède à la crise sur certains marchés. L'étude distingue trois périodes.

De 1976 à 1978, une progression de la demande assez rapide, liée au rattrapage des ventes perdues au cours de la crise. Le mouvement serait cependant tempéré par deux facteurs : d'une part, la relative saturation du marché qui fait que 5 % des ventes totales de voitures sont des véhicules destinés au remplacement des véhicules usagés ; d'autre part, l'évolution divergente et décalée dans le temps des marchés nationaux.

En ce début d'année 1976, le marché automobile ouest-allemand est complètement sorti de la crise et le marché français en train de se redresser, mais, toujours selon l'étude, le marché britannique reste très déprimé et il faut s'attendre à une nouvelle chute des ventes en Italie, en Espagne et en Suède. Au

total donc, la reprise des ventes en Europe, au cours des deux prochaines années, devrait être beaucoup moins spectaculaire que ne l'annoncent les déclarations optimistes des construc-



teurs. Elle serait en outre de durée relativement limitée.

Dès la fin de 1975, les auteurs du rapport prévoient un nouveau repli de la demande d'automobiles. Ils estiment que la poursuite de l'inflation contraindra les gouvernements européens à adopter à cette date des politiques de refroidissement de l'économie, qui provoqueront de nouveaux chutes de la consommation des ménages. Cette nouvelle « crise » durerait environ deux ans, et il faudrait donc attendre 1980 pour que les ventes d'automobiles retrouvent un taux de croissance plus régulier. Les perspectives des constructeurs

européens sont en outre gérées par le renforcement inéluctable de la concurrence internationale. Concurrence américaine tout d'abord. Les investissements gigantesques réalisés depuis deux ans par les constructeurs américains (General Motors et Ford) afin de produire à grande échelle des voitures de taille réduite consommant moins d'essence, plus proches des modèles européens et japonais, réduiront la part du marché américain détenu par les firmes européennes et japonaises.

Les auteurs soulignent en outre un autre danger, plus grave encore : la possibilité d'une « contre-attaque » des firmes américaines sur les marchés européens. Si, comme l'évolution récente du marché américain semble l'indiquer, le succès des petites voitures s'atténue outre-Atlantique après plusieurs années d'engouement, les géants américains n'hésiteront pas, afin de rentabiliser leurs investissements, à scouler une partie de leurs nouveaux modèles en Europe, à des prix contre lesquels les firmes européennes ne pourront guère lutter.

FACTURER...

Depuis plus de 30 ans, nous fabriquons les imprimés de gestion administrative des plus grandes firmes françaises.

Nous pouvons presque tout faire. Nous avons l'habitude du travail soigné.

Confiez-nous vos factures, vos liasses, vos carnets. Nous les réaliserons à un prix étudié. Et dans les délais.

Si vous le désirez, l'un de nos représentants passera vous voir. Sans engagement. N'hésitez pas à nous contacter.

les liasses, blocs, carnets n'ont plus de secret pour l'imprimerie GRESSET

R.P. 1
MEY 3000 CHAMPAIGNOLE (Jura)
Tél. 03 81 21 11 11 - Télex 300329

Le rôle des syndicats reste marginal dans l'entreprise française

La réforme de l'entreprise, que le gouvernement a promise pour cette année, vise à établir les nouveaux rapports entre les dirigeants et le personnel, d'encadrement ou non. Une telle mutation est-elle possible sans reconnaître aux syndicats une place plus

grande dans la vie interne des entreprises ? La France paraît, dans ce domaine, singulièrement en retard sur ce qui se pratique à l'étranger, aussi bien en Amérique du Nord que dans les autres pays européens.

Le système français de représentation dans l'entreprise est assurément un des moins contraignants pour les employeurs. Le « monopole » de présentation des candidats dont bénéficient les syndicats représentatifs pour le premier tour des élections professionnelles n'est qu'un avantage modeste au regard de ce qu'offrent par ailleurs la plupart des législations étrangères.

Faut-il même parler de « monopole » ? Les confédérations représentatives au niveau national ne bénéficient, en effet, d'aucun privilège dans l'entreprise en matière d'élections. La représentativité s'apprécie dans chaque établissement et rien n'interdit au chef d'entreprise ou à n'importe quel syndicat de demander au tribunal d'instance de déclarer non représentatifs la C.G.T. ou la C.F.D.T.

Le « dirigisme contractuel » nord-américain

Les systèmes américains et canadiens sont autrement contraignants qu'imposent un interlocuteur « unique » à l'employeur. Dans son ouvrage sur les *Rapports collectifs de travail aux Etats-Unis*, le professeur Blanc-Jourvan évoque la juste titre « le dirigisme contractuel » des pouvoirs publics qui « vise surtout à dépouiller les chefs d'entreprise de leur pouvoir unilatéral de décision ». Dans l'unité de négociation — généralement l'entreprise — une procédure détermine le syndicat majoritaire. Si l'employeur refuse de reconnaître spontanément comme interlocuteur le syndicat naissant, le Bureau national des relations du travail organise une procédure de « certification », éventuellement électorale. Dès lors, l'employeur est obligé de négocier avec le seul syndicat majoritaire qui a l'exclusivité de la représentation de tous les salariés, y compris de ceux qui ont voté contre lui.

Dans un pays dominé par l'exigence de négocier — *« duty to bargain »* — la liberté de se syndiquer ou de ne pas adhérer, pierre angulaire du système français, relève d'une fiction réaliste : le *closed shop* (l'affiliation syndicale est la condition d'obtention d'un emploi) demeure très largement pratiqué malgré les réserves de la loi Taft Hartley de 1947. Situation exceptionnelle ? Non, car le *closed shop* est largement utilisé en Grande-Bretagne et en Suisse. Il est également pratiqué en Belgique. L'Allemagne a pratiqué des « clauses générales d'organisation » obligant à n'embaucher que des travailleurs syndiqués.

D'ailleurs la jurisprudence n'est guère exigeante pour autoriser une organisation à présenter une liste dès le premier tour : un an d'ancienneté au moins (le juge refuse les syndicats créés au moment de l'élection), quelques francs de cotisations par mois, environ 10 % d'adhérents parmi les salariés, un minimum d'activité réelle (travaux, cahiers de revendications, réunions, voire grèves...), sont en général les conditions à réunir pour que le tribunal admette une représentativité d'ailleurs acquise dès lors que personne ne la conteste. La barre n'est vraiment pas placée haut. Ne convient-il pas enfin de rappeler que la moyenne des abstentions est de 27 % ? Que moins du quart des électeurs s'abstiennent ou biffe le nom des candidats et le deuxième tour devient indispensable.

Si au Canada, en apparence, le pluralisme existe dans l'entreprise, la situation est en fait très voisine de celle des Etats-Unis. En effet, l'établissement peut voir se constituer plusieurs groupes d'ouvriers donnant naissance à plusieurs sections syndicales adhérent à la centrale de leur choix, mais le point capital réside dans le fait qu'un groupe de salariés ne peut constituer qu'une section syndicale et une seule. Il n'est pas question que cohabitent deux centrales pour représenter un même groupe de salariés. Contrainte supplémentaire, le groupe de salariés qui s'érige en syndicat ne peut négocier une convention collective avant d'être « accrédité » par une décision des pouvoirs publics prise après intervention d'un « commissaire-enquêteur ».

En Allemagne fédérale, la liberté de création syndicale existe, mais la jurisprudence ne définit pas moins de huit conditions pour qu'une organisation puisse valablement conclure une convention (1). Surtout le système de cogestion assure une solide présence du syndicat dans l'entreprise : — De façon directe dans les quelque quatre-vingts sociétés minières et sidérurgiques concernées par la loi sur la cogestion qualifiée (loi de 1951). Le syndicat dispose, en effet, du droit de présenter trois des cinq membres représentant le personnel dans les conseils de surveillance de ces entreprises ; — De façon indirecte, dans le cas de la cogestion simple. Mais, à cet

Des avantages particuliers

Monopole de représentation, obligation de négocier, intervention du syndicat national : aucun pays européen ne reprend intégralement ces spécificités nord-américaines. Tous s'écartent cependant du système français, au moins sur deux points : la liberté de création syndicale est plus limitée qu'en France ; le syndicat bénéficie d'avantages particuliers importants.

En Grande-Bretagne la loi Cau, aujourd'hui abolie, se proposait notamment de limiter le pluralisme syndical. La loi avait prévu la nécessité de l'enregistrement des syndicats (impliquant un contrôle des statuts du syndicat) et la possibilité d'accorder le monopole de mener des négociations à un ou plusieurs syndicats, à la suite d'un scrutin. Aujourd'hui, le *closed shop* est rétabli et la loi de 1974 sur les relations de travail a défini les « syndicats indépendants » de façon à éviter que certaines associations de personnel puissent se prévaloir du statut

syndical. Pour faire bon poids, le gouvernement travailliste a annoncé une extension des nationalisations et l'attribution de la moitié des sièges des conseils d'administration de certaines entreprises privées aux représentants du personnel.

En Allemagne fédérale, la liberté de création syndicale existe, mais la jurisprudence ne définit pas moins de huit conditions pour qu'une organisation puisse valablement conclure une convention (1). Surtout le système de cogestion assure une solide présence du syndicat dans l'entreprise :

— De façon directe dans les quelque quatre-vingts sociétés minières et sidérurgiques concernées par la loi sur la cogestion qualifiée (loi de 1951). Le syndicat dispose, en effet, du droit de présenter trois des cinq membres représentant le personnel dans les conseils de surveillance de ces entreprises ;

— De façon indirecte, dans le cas de la cogestion simple. Mais, à cet

égard, note le professeur Fürstenberg, « la majorité des membres du comité d'entreprise sont également membres de syndicats. Très souvent le personnel choisit, pour constituer le comité d'entreprise, des personnes qui ne sont pas encore membres du syndicat. Mais immédiatement après leur élection, ceux-ci adhèrent au syndicat. Les délégués du comité d'entreprise des entreprises moyennes occupent de plus très souvent des fonctions élevées dans la hiérarchie syndicale » (2).

De plus, en dehors de la cogestion, la loi sur le statut de l'entreprise multiplie les possibilités d'intervention syndicale, tant pour la mise en place du comité d'entreprise que pour le respect de la législation du travail.

Le cas de la Belgique est un des plus originaux qui soient. Il fait coexister le principe de la liberté de création — le droit syndical se confond avec le libre droit d'association — avec une conception sélective de la représentativité. Seules les organisations reconnues représentatives par un arrêté royal peuvent participer à l'activité des commissions paritaires dont le rôle est fondamental. Les organisations doivent, en tout état de cause, être rattachées à une organisation nationale interprofessionnelle, groupant au moins trente mille membres et représentée au Conseil central de l'économie et au Conseil national du travail. Interlocuteur reconnu, le syndicat est aussi le partenaire obligé. Les déléguations syndicales n'existent pas dans toutes les entreprises. Mais on ne trouve nulle part à leur place des comités d'entreprise d'origine patronale. Et les syndicats jouissent d'un monopole absolu dans la présentation des membres élus des conseils d'entreprise et des comités d'hygiène et de sécurité. Mieux, les organisations syndicales multiplient les avantages matériels (œuvres sociales, primes, prestations complémentaires de sécurité sociale...) susceptibles d'attirer et de retenir les travailleurs. Ces avantages matériels, parfois même réservés aux seuls syndiqués, sont pour l'essentiel financés par les employeurs. Ils constituent une sorte de contrepartie au respect des accords salariaux qui assurent la « paix sociale ». Les pouvoirs publics contribuent également à renforcer le syndicalisme, non seulement en finançant les programmes de formation syndicaux, mais en reconnaissant, par exemple, les syndicats comme organismes payeurs des allocations de chômage.

Le « monopole » syndical

A travers des contextes politiques et économiques différents, avec des systèmes de négociation fort divergents (qu'il s'agisse du niveau de négociation ou de l'intervention des pouvoirs publics), tous les systèmes de relations professionnelles des pays industrialisés visent à renforcer le syndicalisme, notamment au niveau de l'entreprise. N'y a-t-il pas là matière à réflexion pour le patronat français, qui esquisse une politique inverse ?

Le « monopole » syndical n'est pas autre chose que la contrepartie à la liberté totale de création. Dans certains pays, les pouvoirs publics interviennent dès la naissance du syndicat pour éviter l'émiettement de la représentation. En France, le filtrage se fait au moment des élections. Est-il même d'ailleurs une élection où n'importe qui peut être candidat ? En matière politique, le barrage s'établit entre les deux tours, pour les élections législatives : seuls peuvent rester en lice les candidats qui ont recueilli au moins 10 % des voix par rapport aux inscrits. Cette sélection des candidats n'est refusée par personne : on sait qu'un mode de scrutin sert non seulement à photographier un électeur, mais à susciter des regroupements. Au deuxième tour, on élimine. Est-il donc anormal que des dispositions analogues du même genre s'appliquent aux élections professionnelles ? Ici le scrutin est proportionnel, donc on peut plaider en faveur du barrage dès le premier tour pour éviter l'émiettement.

Le problème de la représentation dans l'entreprise n'est pas séparable de l'ensemble du système de relations professionnelles. Or, même là où la négociation collective s'est développée presque exclusivement au niveau de l'entreprise, il est apparu indispensable de freiner les forces centrifuges et de favoriser la cohérence et la solidité du système de négociation, grâce à un mouvement syndical puissant. En France, la négociation se développe tous azimuts : dans les branches, « au sommet » et dans les entreprises. Peut-on concevoir qu'à ces deux premiers niveaux, le syndicat soit le seul interlocuteur reconnu et que, dans l'entreprise, le syndicat soit marginalisé, réduit au rôle de figurant muet, l'employeur ne pouvant empêcher la création de sections syndicales, mais conservant la possibilité d'ignorer l'existence de cet interlocuteur.

Il y a certes quelques paradoxes

L'avenir de l'automobile

(Suite de la page 23.)

Seconde menace : les constructeurs japonais : « Un effort concerté des Japonais en Europe, notamment sur les marchés français et allemands est presque certain », affirme l'étude. Les chercheurs d'Eurofinance prévoient une réduction des ventes d'automobiles au Japon au cours des deux prochaines années, liée à la hausse des prix imposée aux firmes nippones par les nouvelles normes de sécurité et de pollution qui leur sont imposées.

Les constructeurs nippons devront faire face, outre au repli de leur marché intérieur, à la contre-attaque de General Motors et de Ford sur le marché américain. Il est donc indéniable qu'ils refluent sur les marchés européens, notamment les deux plus importants, la France et l'Allemagne, où ils ne se sont, jusqu'à présent, risqués qu'avec prudence.

L'étude rappelle enfin les efforts d'équipement réalisés par les pays de l'Est, et notamment l'U.R.S.S., qui seront de plus en plus capables, non seulement de satisfaire leur marché intérieur, mais aussi d'exporter à des prix qui, une fois encore, risquent de gêner considérablement les firmes européennes.

Cet ensemble de facteurs font peser une grave hypothèque sur les perspectives de l'industrie automobile européenne, et les conclusions des chercheurs d'Eurofinance sont encore plus sombres que leurs pronostics. « Si l'on veut attendre une stabilité d'ensemble et un taux de profit raisonnable, il n'y a pas d'autre solution, disent-ils, que de réduire les capacités productives des constructeurs européens, et donc les effectifs ».

Trois schémas

Trois schémas sont possibles :

● Le problème de surcapacité est résolu par une aide financière des gouvernements qui soutiennent les firmes les plus mal placées, afin que celles-ci puissent adapter « en douceur » leurs équipements et leurs effectifs aux possibilités du marché. C'est à peu près ce qui s'est passé en Grande-Bretagne, avec Chrysler-UK.

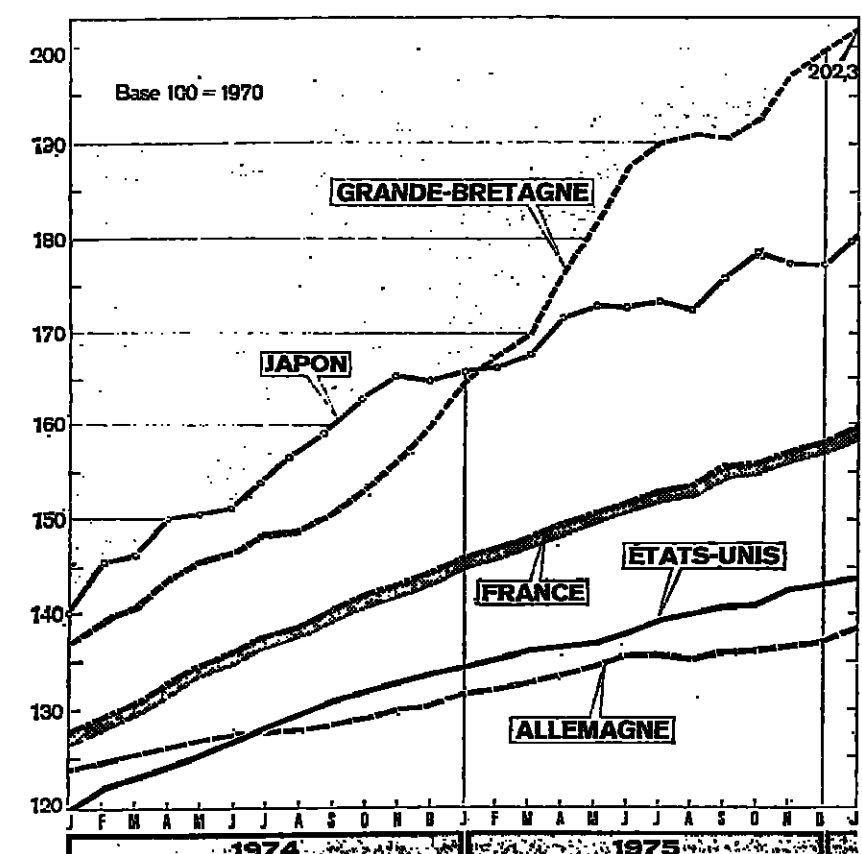
● Les firmes les plus importées sont contraintes pour rationaliser leur production d'absorber les firmes de taille plus modeste, se conclure des accords d'association, voire de fusion, avec leurs concurrents de même taille. Dans la plupart des cas, ajoute l'étude, citant l'exemple de l'accord Citroën-Peugeot, les regroupements seront encouragés par les gouvernements.

● Aucune action gouvernementale n'est entreprise et la résolution du problème de surcapacité est laissée au marché qui éliminera les moins aptes à supporter l'épreuve. Dans ce cas, les premiers « accidents » toucheraient, selon le rapport : Chrysler, en Grande-Bretagne et même aux Etats-Unis, British-Leyland, Citroën et une fusion totale avec Peugeot n'aurait pas lieu, et une série de petits constructeurs indépendants. Le coût social et industriel de telles disparitions donne à penser, estiment les auteurs, que les gouvernements seront contraints d'intervenir, ce qui renvoie aux schémas précédents.

Les prévisions d'Eurofinance sont un peu moins pessimistes pour la France que pour les autres pays, dans la mesure où elle estime que la politique de la règle Renault (diversification et signature d'accords avec d'autres constructeurs pour la construction en commun de moteurs) va dans le bon sens, ainsi que l'accord Peugeot-Citroën, si celui-ci est poussé jusqu'à la fusion des deux firmes. Les auteurs pensent encore que les perspectives de Chrysler-France jusqu'en 1980 sont excellentes dans la mesure où elle profitera indirectement des difficultés de la filiale britannique du groupe.

V. M.

PRIX DE DÉTAIL : nouvelle flambée



Les prix de détail ont de nouveau beaucoup augmenté dans les pays industrialisés au début de 1976. En janvier, la hausse moyenne dans les pays de l'O.C.D.E. a été de 0,8 % par rapport à décembre, contre 0,5 % en décembre par rapport à novembre et 0,6 % en novembre par rapport à octobre. L'accélération est donc très nette. Elle est même encore plus forte pour les seuls pays européens de l'O.C.D.E. : 1,1 % en janvier.

Ce mouvement est probablement un peu moins inquiétant qu'il n'y paraît dans la mesure où il est en partie le résultat de décisions volontaires des gouvernements des divers pays d'augmenter les tarifs publics. Il n'empêche que les tensions inflationnistes demeurent très fortes dans la plupart des pays industrialisés (notamment à cause de l'alimentation), sauf en Allemagne et aux Etats-Unis, dont le comportement se différencie de plus en plus de celui des autres pays. Ainsi le rythme annuel de hausse des prix de détail (rythme calculé sur les trois derniers mois) est maintenant de 4,9 % aux Etats-Unis, de 5,7 % en Allemagne, de 7,9 % pour l'ensemble des pays de l'O.C.D.E. et de 10,9 % pour les pays européens de l'O.C.D.E. (9,5 % pour la France).

60% des français reçoivent des invités au moins une fois par mois.

La SOFRES connaît bien les habitudes des foyers français et sait les analyser. En 1975, 150 entreprises, administrations, services publics ont fait confiance à la SOFRES pour résoudre 250 problèmes de marketing.

La Sofres, outil n°1 du marketing
Michel Suquet - Sofres - 16-18, rue Barbès - Montrouge - Tél. 6573.00.

LE MONDE DES AFFAIRES

RHÔNE-POULENC : un géant empêtré dans son gigantisme

LE 26 février dernier, la direction de Rhône-Poulenc fait savoir au comité central d'entreprise qu'elle recourra à des licenciements dans la division textile du groupe. Le 3 mars, M. Renaud Gillet, président de Rhône-Poulenc, est reçu par le président de la République. Il était tenté de faire un rapprochement entre les deux événements, et certains n'y ont pas manqué dans les milieux d'affaires et ailleurs. D'un coup, les rumeurs qui s'élevaient depuis ces derniers mois ont de nouveau circulé avec plus de force. « Rhône-Poulenc va demander l'aide de l'Etat », « Rhône-Poulenc va céder son empire pharmaceutique et certaines de ses participations étrangères. » « Absurde, affirme-t-on aujour-

d'hui avenue Montaigne, au siège du groupe. Nous nous en sortons seuls et nous ne vendrons rien. »

Il reste que le puissant groupe Rhône-Poulenc, numéro un français de la chimie, de la pharmacie et des textiles artificiels, traverse des moments difficiles. Frappé de plein fouet par une crise du textile artificiel à laquelle il était mal préparé, secouru par de graves dissensions au sein de sa direction, qui ont entraîné des départs volontaires ou provoqués, Rhône-Poulenc est amené à procéder, dans des conditions difficiles, à une profonde remise en cause de ses objectifs et de sa gestion. Dur travail pour un groupe qui est sans aucun doute le tort de céder au vertige de sa puissance.

C'est sans doute trois mille personnes qui seront licenciées par le groupe sur les vingt mille qu'emploie la division textile. Autrefois, la richesse de Rhône-Poulenc et aujourd'hui son malheur, le textile a subi le déclin irréversible des fibres artificielles (rayonne et acétate) à quoi s'est ajoutée la crise qui a frappé l'année dernière les fibres synthétiques (Nylon, Tergal, etc.).

Certes, la division textile ne représente plus que 28 % des activités totales, contre plus de 60 % autrefois, mais ses difficultés ne font qu'aggraver la situation d'un groupe fortement ébranlé par la dépression de 1975, aussi bien dans sa gestion que dans ses structures.

L'HISTOIRE du groupe est associée avec la notion de textiles chimiques. La fabrication de la rayonne et de la fibre à partir de la pâte de bois (cellulose), selon le procédé inventé par le comte de Chardonnet à Besançon en 1891, commence réellement après la première guerre mondiale. En 1922, les Usines de Rhône (qui devaient bientôt se transformer en « Usines chimiques Rhône-Poulenc ») et le Comptoir des textiles artificiels (C.T.A.), appartenant au groupe lyonnais Gillet, fondent La Rhodiaceta. Rhodiaceta mettra au point un procédé pour l'élaboration de l'acétate de cellulose, succédané de la soie, utilisé pour les doublures, la lingerie, la cravate et l'ameublement. De son côté, le C.T.A. exploitera le brevet de français Girard, breveté en 1911, pour la fabrication de la viscose, également à partir de la pâte de bois. Sous forme de fil (rayonne) et de fibres (fibranne), cette matière concurrença le coton dans la plupart de ses utilisations. Le développement de ces activités est très rapide. En 1938, Rhône-Poulenc échange le brevet de l'acétate avec celui du Nylon, qui vient d'être découvert dans les laboratoires américains de Du Pont de Nemours.

Après la fin de la seconde guerre mondiale, c'est l'âge d'or, avec l'explosion des fibres synthétiques dérivées du pétrole (Nylon, Tergal, Cylor, etc.), qui s'ajoute à la prospérité des fibres artificielles. Rhône-Poulenc, dont le textile représente alors les deux tiers de l'activité, encaisse de très importantes bénéfices : une gestion prudente et discrète, à la lyonnaise, et l'absence totale d'endettement lui confèrent une réputation toute particulière de richesse et de solidité, aussi bien vis-à-vis de son personnel que de l'extérieur, notamment de ses actionnaires. Hélas ! à partir de 1963 commencent des années plus difficiles. Les brevets du Nylon tombent dans le domaine public, la capacité de production devient excédentaire dans le monde entier, et la croissance de la consommation, très rapide jusqu'à, se ralentit. Du coup, les prix de vente, jusqu'alors très rentables, s'effondrent, et les marges bénéficiaires amorcent une lente diminution (voir graphique ci-contre).

De leur côté, les fibres artificielles, après avoir connu leur apogée en 1960, s'engagent dans un déclin irréversible : elles perdent progressivement leurs positions, notamment dans la lingerie et l'habillement. Un de leur gros débouchés va disparaître avec le remplacement progressif de la rayonne par le fil métallique pour l'entoilage des pneumatiques à carcasse radiale. En 1967, c'est la première grande crise dans les textiles chimiques à l'échelle mondiale. Rhône-Poulenc, déjà, supprime deux mille emplois

dans le textile, ce qui provoque des mouvements sociaux très violents dans ses usines lyonnaises et notamment à La Rhodiaceta. La conjoncture s'améliore néanmoins par la suite. En 1973, les textiles chimiques participent au boom inflationniste général. Au premier trimestre 1974, le quadruplement

La progression des rémunérations est quasiment bloquée et les rumeurs les plus déstabilisantes commencent à courir.

La crise révèle que le groupe, dont la constitution est relativement récente, n'est pas parvenu à réaliser son unité ni sur le terrain industriel ni sur le terrain du commandement. Tel qu'on le connaît actuel-

peu. Conséquence : loin de faire son unité, Rhône-Poulenc se cristallise autour de quelques têtes d'affaires, dans la même mesure où nait une sourde rivalité entre les « Lyonnais » (Ennemond Siot, Jean Moniel, Achille, Paul Jean) et les « Bretons » (Jean-Claude Achille, Paul Jean), les uns et les autres siégeant au conseil d'administration.

La croissance de l'économie française est alors telle qu'elle permet de masquer l'échec de cette fusion. Mais dans les milieux industriels, certains s'inquiètent et préparent la succession de M. Baumgartner. On cherche un manager. On a pensé à M. Dalie, qui dirige le groupe l'Oréal. On avait même sondé ses intentions, affirmé-t-on, mais, préparant le rapprochement entre l'Oréal et Nestlé, il avait décliné l'offre.

RHÔNE-POULENC : 120 000 PERSONNES

Le groupe Rhône-Poulenc, qui emploie cent vingt mille personnes, a réalisé en 1975 un chiffre d'affaires consolidé de 17,7 milliards de francs (contre 24,2 milliards de francs en 1974). 53 % de ce chiffre ont été réalisés hors de France pour une moitié environ en exportations, pour l'autre au travers des filiales étrangères du groupe dont les trois plus importantes sont R.I.Q.T. (Brésil), Rhodia Inc. (Etats-Unis), May and Baker (Grande-Bretagne).

Le groupe compte huit divisions opérationnelles.

- CHIMIE MINÉRALE : 10 % du chiffre d'affaires du groupe (C).
- PÉTROCHIMIE : 23 % du chiffre d'affaires.
- POLYMERES : 8 % du chiffre d'affaires.
- CHIMIE FINE : 11 % du chiffre d'affaires.
- SANTÉ : 14 % du chiffre d'affaires.
- PHOTOSANITAIRES : 7 % du chiffre d'affaires.
- FILLES : 5 % du chiffre d'affaires.
- TEXTILE : 22 % du chiffre d'affaires.

(1) Ces pourcentages ne prennent pas en compte les activités des grandes filiales étrangères.

Le successeur, ce sera finalement M. Renaud Gillet, représentant d'une des plus vieilles et des plus riches familles lyonnaises. Il dirige depuis 1966 une société holding, Frial, contrôlée par la famille, dont le portefeuille comprend, entre autres participations, 2,5 % du capital de Rhône-Poulenc, ce qui en fait le troisième actionnaire du groupe.

Nommé vice-président du groupe en 1972 — il a alors cinquante-huit ans — M. Gillet prend effectivement sa direction en juin 1973. Le premier moment de surprise passé — elle était désagréable pour M. Achille, considéré un temps comme le dauphin de M. Baumgartner, — l'arrivée de M. Gillet fut, semble-t-il, bien accueillie. Ses premières déclarations — « Je veux créer un esprit de groupe et améliorer la rentabilité » — montraient qu'il connaissait bien les graves problèmes qui se posaient à ce mastodonte. Pour parvenir à ses fins, M. Gillet décide de faire appel à la société Mac Kinsey, un cabinet d'organisation et de conseil d'entreprise déjà consultée pour la restructuration du secteur textile. Dire que le choix est accueilli avec enthousiasme serait faux. Quel qu'il en soit, le nouveau président de Rhône-Poulenc annonce au début de 1974 une réorganisation du groupe.

Huit grandes divisions opérationnelles sont créées ainsi que six directions, dont quatre à vocation économique.

Pour gérer l'ensemble, M. Gillet met en place un comité exécutif qu'il préside et qui comporte six membres. Coïncidence ? On y retrouve trois « Lyonnais », MM. Augustin Molliard, Jean Moniel et André Paccoud, et trois « Bretons », MM. Jean-Claude Achille, Paul Jean et Roland Rieufort. Cet équilibre, peut-être apparent, ne va pas tarder à être rompu.

Au fil des mois, il devient clair que des divergences dans la conception et l'exécution se font jour entre le grand bourgeois rompu aux affaires qu'est M. Gillet et certains de ses dirigeants, tels MM. Achille ou Jean, qui, pour être anciens polytechniciens et d'anciens hauts fonctionnaires, n'en sont pas moins sortis du rang.

Le malaise de la direction de Rhône-Poulenc va devenir public au cours de l'année 1975. Départs volontaires ou provoqués vont en effet se succéder. Au printemps, M. Roux de Béziers, qui dirige la division phytosanitaire, quitte le groupe. Puis, coup sur coup, M. Paul Jean, directeur de la division santé, et Mme Eliane Thomas, sous-directeur de la vision information, sont « remerciés ». M. Roland Rieufort, à son tour, se retire invoquant des raisons de santé qui ne l'empêchent pas d'entrer dans le groupe Gardinier. En novembre enfin, M. Achille, directeur général, est placé à son tour sur une voie de garage dorée : la vice-présidence. Il n'est toujours pas remplacé. On peut imaginer l'état d'esprit qui règne actuellement chez Rhône-Poulenc, incertain, désorganisé, tel sont les mots le plus souvent prononcés.

La situation est donc délicate. Est-elle désespérée ? Sans doute pas. Les pertes de l'exercice 1975, les premières depuis trente ans, peuvent être absorbées, même si l'endettement est devenu lourd.

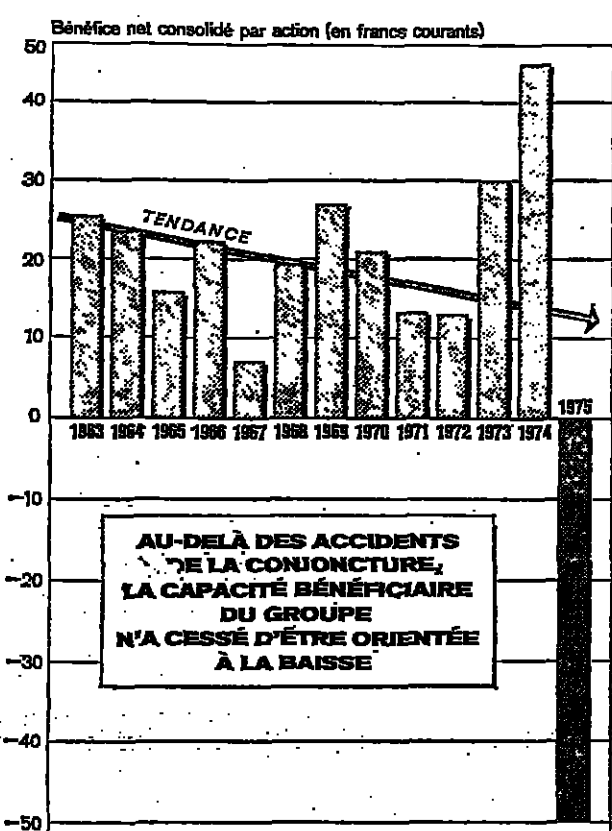
A la tête de l'entreprise, M. Renaud Gillet a pris ses responsabilités en désignant une nouvelle équipe, et il se préoccupe de trouver un directeur général apte à lui succéder, car il a soixante-deux ans. Tout en reconnaissant que la part du textile dans les activités de Rhône-Poulenc doit se réduire encore, il se défend de vouloir démanteler le secteur, et entend développer ses points forts, notamment dans les fibres synthétiques modernes (Nylon, polyester, non-tissés), tout en maintenant une fabrication de fibre de verre. M. Gillet cite l'exemple de ses concurrents, notamment le géant britannique Imperial Chemical, qui vient d'annoncer la suppression de quatre mille cinq cents postes dans le textile d'Ici à 1980. Mais il reconnaît que son groupe a attendu trop longtemps pour se dégarer — en douceur — des fibres artificielles au moment où la conjoncture était plus favorable.

Une question capitale se pose alors. A qui incombe le remodelage du paysage industriel et le réaménagement du territoire lorsqu'une activité industrielle disparaît sous la pression des circonstances ? Les entreprises estiment que leur responsabilité primordiale est de produire pour se développer. Elles demandent pour le reste le concours de l'Etat. N'ont-elles pas, font-elles remarquer, renoncé à des licenciements d'une gestion rigoureuse aurait imposés pendant la crise ? Pour satisfaire aux demandes de la puissance publique, elles ont supporté tout le poids économique de la récession et consommé leurs réserves. Leur est-il possible, dans ces conditions, de se charger, seules, du fardeau de la reconversion ? Le débat ne peut être éludé.

PHILIPPE LABARDE et FRANÇOIS RENARD.

RATTRAPER LE TEMPS PERDU

dans le textile, ce qui provoque des mouvements sociaux très violents dans ses usines lyonnaises et notamment à La Rhodiaceta. La conjoncture s'améliore néanmoins par la suite. En 1973, les textiles chimiques participent au boom inflationniste général. Au premier trimestre 1974, le quadruplement



La progression des rémunérations est quasiment bloquée et les rumeurs les plus déstabilisantes commencent à courir.

La crise révèle que le groupe, dont la constitution est relativement récente, n'est pas parvenu à réaliser son unité ni sur le terrain industriel ni sur le terrain du commandement. Tel qu'on le connaît actuel-

peu. Conséquence : loin de faire son unité, Rhône-Poulenc se cristallise autour de quelques têtes d'affaires, dans la même mesure où nait une sourde rivalité entre les « Lyonnais » (Ennemond Siot, Jean Moniel, Achille, Paul Jean) et les « Bretons » (Jean-Claude Achille, Paul Jean), les uns et les autres siégeant au conseil d'administration.

La croissance de l'économie française est alors telle qu'elle permet de masquer l'échec de cette fusion. Mais dans les milieux industriels, certains s'inquiètent et préparent la succession de M. Baumgartner. On cherche un manager. On a pensé à M. Dalie, qui dirige le groupe l'Oréal. On avait même sondé ses intentions, affirmé-t-on, mais, préparant le rapprochement entre l'Oréal et Nestlé, il avait décliné l'offre.

Le successeur, ce sera finalement M. Renaud Gillet, représentant d'une des plus vieilles et des plus riches familles lyonnaises. Il dirige depuis 1966 une société holding, Frial, contrôlée par la famille, dont le portefeuille comprend, entre autres participations, 2,5 % du capital de Rhône-Poulenc, ce qui en fait le troisième actionnaire du groupe.

Nommé vice-président du groupe en 1972 — il a alors cinquante-huit ans — M. Gillet prend effectivement sa direction en juin 1973. Le premier moment de surprise passé — elle était désagréable pour M. Achille, considéré un temps comme le dauphin de M. Baumgartner, — l'arrivée de M. Gillet fut, semble-t-il, bien accueillie. Ses premières déclarations — « Je veux créer un esprit de groupe et améliorer la rentabilité » — montraient qu'il connaissait bien les graves problèmes qui se posaient à ce mastodonte. Pour parvenir à ses fins, M. Gillet décide de faire appel à la société Mac Kinsey, un cabinet d'organisation et de conseil d'entreprise déjà consultée pour la restructuration du secteur textile. Dire que le choix est accueilli avec enthousiasme serait faux. Quel qu'il en soit, le nouveau président de Rhône-Poulenc annonce au début de 1974 une réorganisation du groupe.

L'étrangement

Pour Rhône-Poulenc, c'est l'étrangement. En 1975, la division textile, qui ne représente plus que 28 % du chiffre d'affaires, réussit la performance de fournir 50 % des pertes du groupe, plus d'un milliard de francs (les premières depuis trente ans). Le réveil est brutal. Au siège social, 22, avenue Montaigne, à Paris, on sonne le tocsin. Un train de mesures draconiennes est préparé. Pourtant, depuis la crise de 1967, le groupe avait déjà réduit ses effectifs dans le textile : dix huit mille sept cents personnes en 1975 contre vingt deux mille cinq cents fin 1970, soit une diminution de 17 %. C'était la conséquence de la fermeture d'usines vétustes de production de fibres celluloseuses, à Arques-la-Bataille, Izieux, Saint-Chamond, Vaux-en-Valin et Gauchy (pour une partie).

A cela vont maintenant s'ajouter les arrêts définitifs annoncés le 26 février pour les prochains mois. Rhône-Poulenc a créé une société spéciale, la SOPRAN, pour le reclassement d'une partie du personnel licencié. Mais, dans certains cas, l'opération risque d'être dramatique : à Abit, à La Voûte, au Péage-de-Roussillon (Isère), aucune possibilité d'embauche n'existe actuellement.

Il n'y a pas de doute, l'heure de l'échéance a sonné. Dans le groupe, les mauvaises habitudes prises au temps de la prospérité apparaissent en pleine lumière. On découvre que les états-majors sont surchargés (plus de cent personnes, dit-on, à Rhône-Poulenc textile). Dans une atmosphère très lourde, les cadres eux-mêmes, pour la première fois, se sentent menacés.

La tâche de l'équipe dirigeante est vaste. Il lui faut tout à la fois engager un ambitieux programme d'investissements pour tenter de combler le retard pris sur la concurrence étrangère et réorganiser l'outil de production pour en faire un ensemble homogène. Seule la première partie du plan est réalisée. C'est que M. Baumgartner, ancien gouverneur de la Banque de France, qui depuis 1964 préside aux destinées de Rhône-Poulenc, est un financier éminent, mais pas un industriel. Son tempérament ne le porte pas à l'écueil. Il régit plus qu'il ne dirige : cela ne facilite pas la tâche de M. Jean-Claude Achille, un polytechnicien qu'il a appelé en 1968 à la direction générale, et qui lui-même titonne quelque

Dans ce domaine, les charges peuvent être lourdes. Et dérangeantes. Car il est impossible d'en prévoir le nombre, le moment, le montant. La formule de location longue durée Locasim vous enlève une fois pour toutes ces problèmes.

Il vous suffit d'inclure l'option "entretien" dans votre contrat. Ce qui vous permet de faire effectuer toutes les opérations de révisions, d'entretien et de réparations dans n'importe quel

Etre propriétaire d'un parc auto, c'est aussi être propriétaire de tout ce qui peut lui arriver.

des 2200 points service du réseau Chrysler-France. Et même de vous faire dépanner, remorquage compris.

Sans déboursier un centime, en présentant tout simplement la Carte Locasim. Tout cela pour le prix d'une

facture mensuelle, toujours la même, couvrant la location et, si vous le désirez, l'entretien et l'assurance. Alors si vous voulez vous débarrasser des soucis de l'entretien, adressez-vous à votre concessionnaire Simca-Chrysler.

Location longue durée **Locasim** Les services de l'automobile sans les servitudes.

Locasim 30, rue d'Orléans 92200 Neuilly Tél. 74.756.00. CHRYSLER FRANCE

L'économie portugaise à quatre semaines des élections

DEUX ministres appartenant à deux partis différents et concurrents cinq semaines avant les élections pour l'Assemblée législative : le ministre de l'Industrie, M. Walter Rosa, du parti socialiste ; le ministre du commerce intérieur, M. Magalhaes Mota, du parti populaire démocratique.

Il parlent tous les deux de la situation de l'économie portugaise. Deux attitudes, deux langages. Ils expriment les stratégies de leurs partis : le P.S., pratiquement au pouvoir, cherche à le

conserver ; le P.P.D., actuellement minoritaire, prétend renforcer sa position.

Le ministre de l'Industrie, optimiste, évite la polémique. Le ministre du commerce intérieur, pessimiste, a une attitude défensive. Très significatif l'accusation qu'il a lancée contre le ministre des finances, M. Salgado Zenha, membre influent du P.S., à propos des opérations sur l'or effectuées au début du sixième

On peut s'interroger sur le décalage existant entre les objectifs expansionnistes exprimés par M. Walter Rosa et les moyens financiers qu'il a à sa disposition, noter la modestie des réformes entreprises par M. Magalhaes Mota depuis qu'il a assumé la direction du commerce intérieur. Ce dernier renvoie toutes les questions concernant l'avenir au programme économique que le P.P.D. s'apprête à diffuser. Attente de meilleurs jours ? Réserve stratégique ?

(Propos recueillis par JOSÉ REBELO.)

M. MAGALHAES MOTA (P.P.D.), ministre du commerce intérieur :

Il n'y a pas de politique de véritable austérité

« Au début de l'année 1976, le gouvernement a annoncé un programme d'austérité dans le but de rationaliser les dépenses et de diminuer le déficit de la balance des paiements. Pourriez-vous, monsieur le ministre, nous parler de ce programme, de son ampleur et des premiers résultats déjà obtenus ?

— Les mesures d'austérité avaient été annoncées depuis longtemps : on en a parlé au moment de la préparation, sous la direction du commandant Melo Antunes, du plan économique de transition ; il y a eu aussi une réunion des ministres sans portefeuille, du quatrième gouvernement provisoire à propos du même sujet et, déjà, sous le sixième gouvernement (1), un projet a été présenté par le ministre des finances et par le secrétaire d'Etat à la planification.

— Les dispositions prises au mois de janvier 1976 sont loin de correspondre à un véritable programme d'austérité. Elles consistent dans les restrictions de la consommation d'énergie, dans l'augmentation des impôts, dans le prix des transports publics et des combustibles.

— Les pouvoirs publics semblent donc hésiter avant de prendre des mesures plus profondes. A quel cela est-il dû, selon vous ?

— La difficulté de mettre en application un programme d'austérité est due à plusieurs circonstances.

— En premier lieu, une telle politique est nécessairement impopulaire en ral-

son des restrictions imposées et, aussi, des principaux destinataires de ces restrictions.

« Deuxièmement, on ne peut pas la faire accepter sans la justifier adéquatement. Elle exige, en outre, une certaine confiance de la population dans les organes du pouvoir. Or les Portugais ne connaissent pas la situation réelle de l'économie du pays : ils ignorent tout des opérations sur l'or effectuées récemment ; ils se méfient des déclarations des dirigeants politiques, auxquels ils attribuent, généralement, des intentions électorales ; ils doutent même des statistiques officielles.

« La troisième difficulté vient du fait que l'imposition d'un certain nombre de sacrifices peut amener les gens à se demander : « Pourquoi n'ont-ils pas été imposés plus tôt ? » La réponse à cette question est embarrassante dans la mesure où elle met à nu le « populisme » des gouvernements précédents et oblige à démentir ceux qui en ont été les responsables.

« Enfin, une politique d'austérité met en évidence des groupes privilégiés qui, normalement, n'apparaissent pas comme tels : les citadins par rapport aux ruraux, les ouvriers de la ceinture industrielle de Lisbonne par rapport à tous leurs collègues du reste du pays, les militaires par rapport aux civils (comment expliquer les avantages accordés aux militaires pour l'acquisition de plusieurs produits, comme, par exemple, l'essence, qu'ils achètent à un prix très bas ?).

Les opérations sur l'or

— Vous avez évoqué les opérations sur l'or que les Portugais ignorent. Ces opérations sont récentes. Avez-vous été, en quelque sorte, correspondant de la situation créée.

— Les opérations sur les réserves de l'or ont été effectuées au début du sixième gouvernement sous la responsabilité du ministre des finances et de la Banque du Portugal. Aucune explication n'en a été donnée en conseil des ministres (2).

« D'ailleurs ce problème ne nous a été posé, pour la première fois, qu'au mois de décembre 1975, au moment du petit remaniement ministériel. Nous pensions que les objections faites par le ministre des finances, M. Salgado Zenha, en remplacement du secrétaire d'Etat au Trésor, étaient liées à sa volonté d'étouffer cette affaire (2).

— Dans un discours prononcé peu de temps après le 11 mars 1975 (3), le général Vasco Gonçalves a parlé pour la première fois de « réforme agraire ». Il a manifesté aussi son intention de procéder à une rationalisation des circuits de distribution, afin d'augmenter les prix d'achat aux producteurs, sans affecter le consommateur. Un an passé sur son discours, pouvez-vous nous dire quelles ont été les modifications apportées dans ce domaine ?

— Le problème posé par nos circuits de distribution est très complexe, en raison du nombre excessif d'entreprises commerciales travaillant dans ce secteur, ainsi que de leur mauvaise implantation géographique. En moyenne, chacune de nos entreprises de distribution de produits agricoles sert quatre vingt habitants. Environ un tiers sont exploitées par leurs propriétaires, aidés par leur famille. Il s'agit donc d'une structure de petites et de moyens commerçants, par rapport auxquels on ne peut pas raisonner en termes capitalistes.

« Une telle structure ne peut pas être changée d'un jour à l'autre. Nous ne sommes pas dans un contexte social et politique qui favorise les bouleversements. Et à toutes ces difficultés viennent s'ajouter les erreurs commises par les gouvernements précédents.

— Qu'avez-vous fait alors dans ce domaine, depuis que vous êtes le ministre du commerce intérieur ?

— Nous avons été obligés de procéder par étapes. En ce qui concerne le commerce du bétail, par exemple, l'Etat, aujourd'hui, dispose d'environ soixante-cinq abattoirs ayant la possibilité d'acheter directement aux producteurs, selon un prix fixé officiellement.

« Un autre secteur qui a mérité notre

attention concerne la commercialisation des produits horticoles.

— La presse a beaucoup insisté sur des occupations « sauvages » effec-

tées pendant la période « gonzalviste » ? S'agit-il d'un phénomène important pour votre ministère ?

— Nous n'avons à résoudre qu'une dizaine de cas où des commissions de travailleurs ont assuré la gestion de celles-ci. Dans certains cas, la gestion a été bonne ; dans d'autres, non.

— Êtes-vous optimiste quant à l'évolution de l'économie portugaise ?

— J'aimerais bien l'être. (Rires.) Mais que dire de la situation où se trouvent les transports aériens portugais qui n'ont plus le monopole des transports entre le Portugal et les anciennes colonies africaines. Que dire de la crise qui atteint les textiles, l'industrie des conserves et du concentré de tomates ? Pourrait-on créer à court terme, de nouveaux postes de travail pour résorber les chômeurs dont le nombre s'accroît graduellement ?

« Le secteur public doit-il continuer à être déficitaire et à recourir au crédit ? Est-il logique que toute une collectivité nationale soit obligée de couvrir les coûts d'entreprises qui devraient, au contraire, produire des plus-values au bénéfice de la collectivité. La question est encore plus grave car grand nombre d'entreprises qui faisaient des bénéfices sont devenues déficitaires après avoir été nationalisées. Elles ne peuvent même plus compter sur le dévouement du personnel de leurs dirigeants.

— Contestez-vous quelques-unes des nationalisations ?

— Il existe déjà, une règle constitutionnelle selon laquelle toutes les nationalisations sont irréversibles. Nous respectons la Constitution, même si nous pensons qu'elle ne correspond pas à la réalité portugaise ni à ce qui a été promis à l'électorat.

M. WALTER ROSA (P.S.), ministre de l'industrie :

Des projets ambitieux

« Pouvez-vous nous résumer la situation de l'économie portugaise avant le 25 avril 1974 (1) et les transformations apportées dans la période qui a succédé ?

— L'économie portugaise d'avant le 25 avril 1974 était fragile, malgré une stabilité, surtout financière, due à l'existence d'un syndicalisme libre et, d'une manière générale, à l'interdiction de toutes les libertés démocratiques.

« L'économie portugaise était, aussi, caractérisée par l'absence de grands projets d'investissement. Le résultat de cette politique a été l'énorme dispersion des unités industrielles. Plus de quinze mille entreprises dans le secteur des industries de transformation, dont 50 % employant moins d'une dizaine de travailleurs.

« Après le 25 avril 1974, l'établissement des libertés démocratiques et la reconnaissance du droit de grève, ont entraîné une augmentation très sensible de la masse salariale. Ce fait, ajouté à la majoration du prix des matières premières dans le marché mondial, a supprimé la viabilité économique pour de nombreuses petites et moyennes entreprises. En outre, l'instabilité politique qui a suivi le changement de régime s'est traduite par une perte de confiance à l'étranger dans l'économie portugaise.

« Dans ce contexte, le rôle des multinationales n'a pas été négligeable, bien qu'on ne puisse pas parler d'une attitude généralisée de boycottage. Il faut malgré cela évoquer les cas de deux multinationales : Timex et I.T.T. Cette dernière, très importante dans les domaines de l'électronique et de l'hôtellerie, a suspendu tous ses investissements au Portugal depuis l'été 1975.

— Mais quelles ont été les mesures les plus importantes prises par l'Etat ?

— L'Etat a nationalisé les banques, les compagnies d'assurances, les transports, l'industrie lourde, et plusieurs industries

de base, notamment dans le secteur des cimenteries, de la pétrochimie, de la construction navale (SETENAVE) et dans l'électrification. Les grands trusts ont été détruits : Champallimaud, CUF, etc.

« Mais il a fallu venir en aide aux petites entreprises : les unes au bord de la faillite, les autres abandonnées par leurs patrons qui n'avaient pas admis le changement de système politique. Un institut d'aide aux petites et moyennes entreprises a alors été créé. Ayant des délégations partout dans le pays, il exerce un rôle important, et notamment pour faciliter le recours au crédit.

— Deux ans après la révolution du 25 avril, quelles sont les perspectives de développement de l'économie nationale ?

— Les perspectives sont bonnes pour l'industrie lourde où le Portugal dispose d'une technologie propre. Les entreprises nationalisées doivent se développer rapidement grâce en partie aux crédits internationaux, surtout européens. D'autres secteurs sont en pleine reprise, comme la sidérurgie, la cimenterie et les matériaux mécaniques. La construction doit être relancée à partir de crédits de l'Etat favorisant l'acquisition de logements. Parmi les grands projets nationaux, à court et à moyen terme, figurent la construction de barrages dont un au sud du Portugal doit irriguer cent quarante mille hectares de terrain, une centrale nucléaire (200 millions de dollars) à 70 kilomètres au nord de Lisbonne. Un plan de développement de la sidérurgie (portant sur un milliard de dollars) a déjà été approuvé. La raffinerie de Sines devra produire 10 millions de tonnes par an, et l'on projette des installations pétrochimiques importantes.

Vivre avec l'inflation

— Qui paiera tous ces investissements ?

— Le budget pour l'année 1976 présente un déficit de l'ordre de 35 milliards d'escudos, c'est-à-dire 8 1/2 % du produit national. Trente milliards d'escudos ont été attribués à la création d'infrastructures destinées à accélérer le développement économique du pays. D'autre part, il y a un regain d'intérêt du côté des investisseurs portugais, qui deviennent plus confiants à l'égard de l'économie du pays. Les entreprises publiques doivent chercher elles-mêmes leurs sources de financement. Cela paraît moins difficile après la normalisation de la vie politique qui a succédé au 25 avril 1975. Désormais il est possible de lancer une politique de prix et des revenus. De passer une sorte de contrat social indispensable à la reprise économique. Nous allons apprendre à vivre en période d'inflation.

— Comptez-vous sur une aide importante de l'étranger afin de faire avancer ces projets ? Quelles garanties peuvent être données par le gouvernement portugais ?

— Nous souhaitons, évidemment, que des étrangers investissent chez nous. Des conditions sont créées pour rendre possible une collaboration plus efficace entre le Portugal et les autres pays. Trois cas intelligents de sociétés étrangères (deux espagnoles et une belge) qui, appartenant au secteur de l'industrie électrique, avaient été frappées par les nationalisations, sont en train d'être définitivement régies.

« Pourrait les prêts de l'étranger ne doivent pas être excessifs, car il faut éviter que la dette extérieure du Portugal ne dépasse les limites du raisonnable.

— L'optimisme que vous manifestez n'est-il pas en contradiction avec « le lourd héritage du gonzalvisme » invoqué par le parti dominant après le 25 novembre 1975 ?

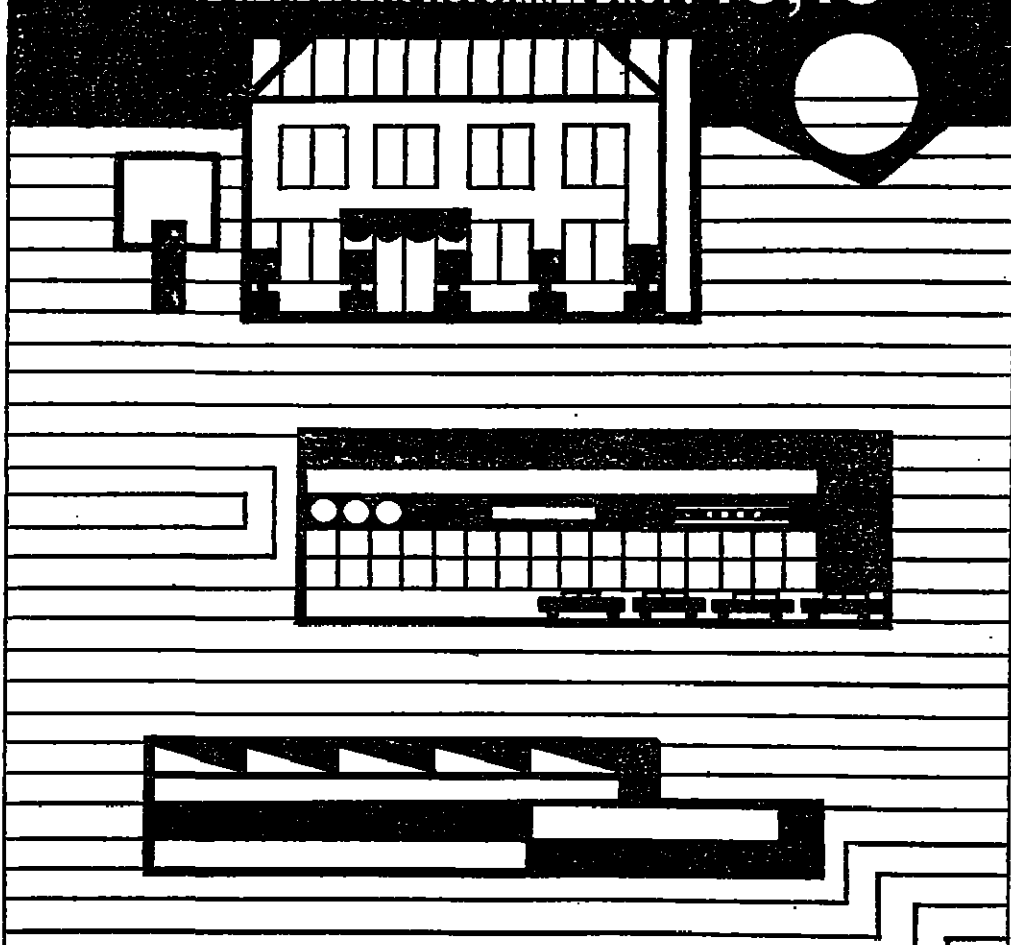
— La reprise économique du pays n'est pas possible quand les travailleurs s'y opposent pour des raisons politiques. S'ils veulent instaurer une société communiste, il est bien évident que toute tentative de développement hors de ce modèle se heurtera à leur refus. Aujourd'hui d'autres travailleurs, ayant d'autres objectifs politiques, se sont organisés au point de dominer même des syndicats très importants.

« D'ailleurs, il ne faut pas exagérer en ce qui concerne le climat de contestation qui a succédé au 25 avril. Les grèves généralisées ont été rares. Nous avons assisté plutôt à des arrêts de travail. Outre les deux cents entreprises, où l'Etat a dû intervenir directement pour éviter des faillites, il n'y a eu que deux cent cinquante cas d'entreprises industrielles gérées par des commissions de travailleurs qui, souvent, ont réagi au départ des patrons. Chacun sera étudié séparément. Plusieurs solutions étant envisagées : formation de coopératives, fusion d'entreprises, etc.

« D'une manière générale, on peut dire que la révolution portugaise n'a pas coûté cher. Malgré les tensions sociales, la baisse de la production en 1975 par rapport à l'année 1973 n'a été que de 3 %.

(1) Coup d'Etat des forces armées, dirigé par le général Spínola, qui renversa le gouvernement de M. Cristiano, successeur de Salazar.

EMPRUNT 10,20 %
1976 GARANTI PAR L'ETAT
TAUX DE RENDEMENT ACTUEL BRUT : 10,18 %



CREDIT HOTELIER COMMERCIAL ET INDUSTRIEL
 Clôture sans préavis
 B.A.L.O. au 15 Mars 1976.
 78, RUE OLIVIER-DE-SERRES - PARIS 15
 75739 PARIS - CEDEX 15

(1) Il s'agit du gouvernement formé le 19 septembre 1975 et présidé par l'amiral Pinheiro de Azevedo. Le cabinet a depuis lors été modifié deux fois dans sa composition.

(2) D'après notre correspondant à Bonn (« Le Monde » du 6 février), la Bundesbank s'est engagée à prêter 600 millions de deutschemarks (250 millions de dollars) à la Banque centrale du Portugal comme un dépôt correspondant en or. On ignore à quel prix a été évalué l'or servant de gage (dans un précédent prêt à l'Italie, le prix retenu était de 120 dollars l'once). Le crédit du Portugal a une durée de six mois, renouvelable trois fois. Ce sont les seules indications que l'on ait sur les opérations auxquelles fait allusion M. Mota.

(3) Coup d'Etat manqué des partisans du général Spínola.

Pour ceux qui, en voyage, souhaitent un hôtel international au goût français, voici 15 bonnes nouvelles.

Méridien Paris
Méridien Lyon (Satolas)
Méridien Nice
Méridien Tours
Méridien Martinique
Méridien Dakar
Méridien Guadeloupe
Méridien Tunis
Méridien Mohammedia (Maroc)
Méridien Khartoum
Méridien Copacabana (Rio)
Méridien Le Caire
Méridien Bahia (Salvador)
Méridien Damas (Fin 76)
Méridien Montréal

Tous ceux qui trouvent les hôtels internationaux trop anonymes, trouveront dans les hôtels Méridien, une chaîne internationale au goût français.

Une chaîne internationale qui a le charme de la France, où dans 15 villes du monde vous ne serez jamais dépayés.

La prochaine fois que vous irez en voyage, essayez un hôtel Méridien.

Pour réserver, téléphonez à votre Agence de voyages, à Air France ou, à Paris, au 757 15 70.

Sept nouveaux hôtels ouvriront en 1977, La Réunion, Djeddah, Sharjah, Abu-Dhabi, Alep, Palmyre et Lattaquié.

MERIDIEN

LES HOTELS D'AIR FRANCE DANS LE MONDE

SOCIÉTÉ

PORTE-PAROLE DES PROSTITUÉES DE PARIS

Jackie s'énervé

Jackie, quarante-sept ans, pétillante porte-parole du « collectif » des prostituées parisiennes, vient d'écrire au président de la République pour l'informer de son existence. La lettre vient de partir, elle n'a pas encore reçu de réponse mais n'a pas attendu pour expliquer, au cours d'une conférence de presse réunie dans son petit appartement de Pigalle, ce qu'elle aimerait dire à M. Giscard d'Estaing.

Les prostituées en ont assez de se « heurter à des murs ». « Ça va venir, nous dit-on, ça va venir. Mais en attendant c'est le black-out sur le rapport Pignatelli ». Ce rapport remis au président de la République devrait, en principe, faire l'objet d'un premier examen au conseil des ministres du 24 mars. Pour l'instant, si l'on en croit Jackie, le sort des prostituées ne s'améliore pas : aux amendes traditionnelles sont venus s'ajouter les rappels d'imposition portant sur plusieurs années de gains supposés. Mme Simone M., présidente du Mouvement français pour le planning familial, qui participait à la réunion, a ainsi résumé la situation : « Ou bien on les impose, et c'est les reconnaître ; ou bien on leur met des amendes, et c'est les mettre hors la loi. Actuellement on fait les deux ! »

La question du proxénétisme a le don d'énervé Jackie pour qui « ça n'est pas le problème ». Préférer parler d'« amis du cœur », Jackie estime que le proxénétisme est partout : « Une bonne qui travaille toute la

journée à l'usine pour permettre à son mari d'aller au bistrot, ce n'est pas aussi de la prostitution ? » Pour avoir un bon garçon, un vrai marginal, explique Jackie, il faut le mériter ! Je ne vole ni ne rencontre personne du milieu. A Marseille elles ont fait cette erreur. Ici je me suis battue pour qu'on ne le fasse pas. Si j'étais récupérée par le milieu, croyez-vous que je recevrais des menaces de mort, que je serais interdite de séjour dans les hôtels du quartier Saint-Denis ? Bien sûr, il y a des proxénètes, mais si je veux acheter une auto à mon ami de cœur, cela ne regarde que moi.

Jackie envisage toujours de créer, avec l'aide de Mme Simone M., une « association de défense des femmes dans la prostitution », mais reconnaît qu'il est difficile de trouver des volontaires pour donner leur nom afin de déclarer l'association. Celle-ci aurait pour but de faire comprendre que la prostitution est un métier.

Jackie, qui se veut une militante « pure et dure », se méfie du langage des intellectuelles du M.L.F. qui ne parlent jamais d'amour. « Mais son langage, pour être plus imagé, n'en est pas plus clair : le message passe mal. Le sentiment d'envie est un moment comprise et de ne plus l'être parait, aujourd'hui, dominant chez les prostituées engagées. Alors, comme Sonia, comme Ulla, comme Barbara, Jackie écrit un livre où elle « dira tout ».

BRUNO FRAPPAT.

■ **PRECISION.** — Mme Mazel, animatrice du Centre d'orientation, de documentation et d'information féminine de Marseille (CODIF), auquel le Monde a consacré un article le 18 février,

est déléguée du conseil régional pour la condition féminine. La déléguée régionale à la condition féminine, nommée par Mme François Giroud, est Mme Caliste.

CARNET

Naissances

— M. Jean Bernier et Mme née Rose-Thérèse Bernier, à Paris, ont annoncé la naissance de leur petite sœur le 15 mars 1976.

— M. Jean-Jacques Fontaine et Mme Joséphine Fontaine, à Paris, ont annoncé la naissance de leur petite sœur le 9 mars 1976.

— Laure et Bruno Marceau ont annoncé la naissance de leur fille Olivia, Paris, le 12 mars 1976.

Décès

— Mlle Françoise Bloch, Mme Maurice Bloch, ses enfants et petits-enfants, à Paris, ont annoncé la mort de leur père le 12 mars 1976.

— M. et Mme François Boyer, à Paris, ont annoncé la mort de leur père le 12 mars 1976.

— M. et Mme François Boyer, à Paris, ont annoncé la mort de leur père le 12 mars 1976.

— M. et Mme François Boyer, à Paris, ont annoncé la mort de leur père le 12 mars 1976.

— M. et Mme François Boyer, à Paris, ont annoncé la mort de leur père le 12 mars 1976.

— M. et Mme François Boyer, à Paris, ont annoncé la mort de leur père le 12 mars 1976.

— M. et Mme François Boyer, à Paris, ont annoncé la mort de leur père le 12 mars 1976.

— M. et Mme François Boyer, à Paris, ont annoncé la mort de leur père le 12 mars 1976.

— M. et Mme François Boyer, à Paris, ont annoncé la mort de leur père le 12 mars 1976.

— M. et Mme François Boyer, à Paris, ont annoncé la mort de leur père le 12 mars 1976.

JUSTICE

UNE LETTRE DE M^r J'AN-JACQUES DE FÉLICE

<Est-ce au tour de la Belgique de réprimer certains défenseurs non conformistes ?>

M^r Jean-Jacques de Félice, avocat au barreau de Paris et animateur du Mouvement d'action judiciaire, nous a adressé la lettre suivante :

En Allemagne fédérale des avocats ont été récemment incriminés et incarcérés et une loi portant atteinte de manière intolérable à la liberté de la défense a été promulguée. En Italie des textes répressifs contre les avocats sont en préparation ; est-ce maintenant au tour de la Belgique de réprimer certains défenseurs non conformistes ?

En effet, le 9 mars dernier, deux avocats belges, M^r Georges-Henri Beauthier et Thierry Vanderlinde, membres du Collectif des avocats de Bruxelles, ont comparu devant le conseil de l'ordre des avocats de Bruxelles. Il est reproché à M^r Vanderlinde d'avoir adressé à deux de ses clients détenus plusieurs exemplaires du périodique du Comité d'action des prisonniers (CAOP), « abusant ainsi des prérogatives et des droits reconnus à l'avocat, mettant en péril l'indépendance dont il doit faire preuve à l'égard de ses clients, portant atteinte tant au crédit qu'à la dignité de l'ordre ».

Or, le grief qui fonde cette action disciplinaire est en contradiction flagrante avec les dispositions de l'arrêté royal du 21 mai 1968 et d'une circulaire ministérielle du 5 mars 1975 qui prévoient, pour les détenus, la liberté d'abonnement à tous les journaux et périodiques publiés tant en Belgique qu'à l'étranger. Quant à M^r Beauthier, il lui est reproché d'avoir exprimé, en tant qu'avocat, des opinions critiques à l'encontre de l'appareil judiciaire belge au cours d'une émission radiodiffusée, le 12 janvier 1975. M^r Beauthier aurait notamment indiqué que « la justice est faite pour les riches et profite aux riches ».

« L'ouvrier a de la chance, s'il a ajouté, s'il trouve sur un avocat qui a une certaine façon de comprendre son problème et veut le défendre, non pas dans une optique patronale ou dans une optique simplement de gagner une

cause, mais dans l'optique de comprendre son problème en tant qu'ouvrier et en tant qu'employé ».

L'avocat aurait également reproché aux ordres d'avocats de dresser des « barrières » entre le judiciaire et la justice à propos des conditions d'admission à l'aide judiciaire. Par « hasard », l'intégralité de l'enregistrement aurait été communiquée au conseil de l'ordre de Bruxelles par la Fédération des entreprises belges (FEB), homologues de notre C.N.P.F. ; c'est à partir de « cette pièce à conviction » qu'ont été établies les charges à l'encontre de M^r Beauthier (qui participait à cette émission avec trois autres personnes).

Infimidation

Dans les deux cas, il s'agit de mesures graves d'intimidation à l'égard d'avocats qui se sont permis de porter un jugement critique sur le fonctionnement de la justice et de l'institution pénitentiaire. Il s'agit bien d'un délit d'opinion, sous le prétexte de préserver le principe de la « neutralité » de l'avocat. Le rôle joué dans cette affaire par un ordre d'avocats est extrêmement grave. Il met en lumière le caractère répressif d'une hiérarchie qui semble se donner pour tâche de briser à travers des sanctions disciplinaires le mouvement de contestation qui se développe au sein de l'appareil judiciaire et surtout les nouvelles formes de défense qui se mettent en place dans l'intérêt des couches sociales défavorisées.

Le Mouvement d'action judiciaire exprime sa très vive inquiétude devant ces atteintes à la liberté et aux droits de la défense qui se manifestent — sous des formes différentes — dans tous les pays européens. Il rapporte son soutien total au collectif des avocats de Bruxelles pour faire respecter les droits des justiciables, la liberté de la défense et le droit d'expression pour les avocats.

Les conséquences d'une injection de sérum

Un médecin devra verser 380 000 francs aux parents d'une fillette rendue infirme

La première chambre civile du tribunal de Paris vient de condamner le docteur Michel Léger, à verser 380 000 francs de dommages-intérêts à la mère d'une fillette, née le 8 octobre 1952, en raison des conséquences dommageables d'une injection de 20 mm de solution isotonique de chlorure de sodium (sérum physiologique) ; cette injection avait été pratiquée dans la région scapulaire droite, six jours après la naissance, sur prescription du docteur Léger.

M^r Monrad Cassedix, plaçant pour la partie civile, avait mis en relief les constatations résultant d'un examen auquel fut soumise la fillette, le 12 juillet 1973, alors que celle-ci avait dû subir plusieurs interventions, nécessitées par la nécrose septique due à l'injection : atrophie mammaire droite totale, atrophie musculaire chronique de la totalité des muscles paravertébraux de l'hémithorax droit, gêne discrète à la marche avec petite boiterie droite, limitation de la flexion du genou droit et amyotrophie quadrilatérale ; l'ensemble des lésions représente une véritable mutilation qui a entraîné une incapacité permanente évaluée à 60 %, le tout aggravé par de multiples cicatrices et des troubles affectifs.

M^r Georges Marganne, avocat du docteur Léger, avait rétorqué que l'existence d'une faute quelconque de son client n'était nullement établie à propos de cette

Après un double accident mortel du travail

LE P.-D.G. D'UNE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION EST INCULPÉ D'HOMICIDES INVOLONTAIRES

M. Alain Vernier, juge d'instruction à Paris, vient d'inculper d'homicides et blessures involontaires et lésions au travail M. David Mandel, cinquante-sept ans, président-directeur général de la Société de peinture et de reconstruction (S.P.R.), qui était chargé d'effectuer des travaux au dépôt Point-du-Jour de la Régie autonome des transports parisiens. Durant les travaux, un échafaudage, dressé à 17 mètres de haut, s'était effondré, le 26 novembre, entraînant la mort de deux ouvriers, MM. Tahar Lajouli et Harid Ben Saadi, et les graves blessures d'un troisième, M. Amar Soullah. M. Mandel a choisi pour défendre M. Claude René Lévy.

Les experts, d'après leurs premières constatations, supposent que l'accident provient de la rupture d'une des poutres en bois qui supportaient le plancher de l'échafaudage sur lequel se trouvaient les trois ouvriers.

RAPATRIÉS

L'ELECTION DE M. GUY FORZY A LA PRESIDENCE DU COMITE NATIONAL DE DEFENSE ET D'ACTION EST CONTESTEE

L'élection de M. Guy Forzy à la présidence du Comité national de défense et d'action des rapatriés de l'Algérie (C.N.D.A.R.) (le Monde daté 14-15 mars) est contestée par le comité directeur de l'USUDIFRA (Union syndicale de défense des intérêts des Français rapatriés d'Algérie). Le président de cette association, M. Eugène Ithague, souligne dans un communiqué que « lors de la dernière réunion à Paris, la majorité des quatre cinquièmes n'a pas été atteinte et que certaines personnes ont pris part au vote sans y avoir droit ».

Après avoir précisé que « l'USUDIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle les problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître ».

Remerciements

— Dans l'impossibilité de répondre à toutes les manifestations de sympathie pour le décès de M. Jacques Mallet, nous tenons à remercier toutes les personnes qui par la pensée ou la présence, ont accompagné sa dernière traversée.

— Dans l'impossibilité de répondre à toutes les manifestations de sympathie pour le décès de M. Jacques Mallet, nous tenons à remercier toutes les personnes qui par la pensée ou la présence, ont accompagné sa dernière traversée.

— Dans l'impossibilité de répondre à toutes les manifestations de sympathie pour le décès de M. Jacques Mallet, nous tenons à remercier toutes les personnes qui par la pensée ou la présence, ont accompagné sa dernière traversée.

— Dans l'impossibilité de répondre à toutes les manifestations de sympathie pour le décès de M. Jacques Mallet, nous tenons à remercier toutes les personnes qui par la pensée ou la présence, ont accompagné sa dernière traversée.

— Dans l'impossibilité de répondre à toutes les manifestations de sympathie pour le décès de M. Jacques Mallet, nous tenons à remercier toutes les personnes qui par la pensée ou la présence, ont accompagné sa dernière traversée.

— Dans l'impossibilité de répondre à toutes les manifestations de sympathie pour le décès de M. Jacques Mallet, nous tenons à remercier toutes les personnes qui par la pensée ou la présence, ont accompagné sa dernière traversée.

— Dans l'impossibilité de répondre à toutes les manifestations de sympathie pour le décès de M. Jacques Mallet, nous tenons à remercier toutes les personnes qui par la pensée ou la présence, ont accompagné sa dernière traversée.

— Dans l'impossibilité de répondre à toutes les manifestations de sympathie pour le décès de M. Jacques Mallet, nous tenons à remercier toutes les personnes qui par la pensée ou la présence, ont accompagné sa dernière traversée.

— Dans l'impossibilité de répondre à toutes les manifestations de sympathie pour le décès de M. Jacques Mallet, nous tenons à remercier toutes les personnes qui par la pensée ou la présence, ont accompagné sa dernière traversée.

— Dans l'impossibilité de répondre à toutes les manifestations de sympathie pour le décès de M. Jacques Mallet, nous tenons à remercier toutes les personnes qui par la pensée ou la présence, ont accompagné sa dernière traversée.

— Dans l'impossibilité de répondre à toutes les manifestations de sympathie pour le décès de M. Jacques Mallet, nous tenons à remercier toutes les personnes qui par la pensée ou la présence, ont accompagné sa dernière traversée.

— Dans l'impossibilité de répondre à toutes les manifestations de sympathie pour le décès de M. Jacques Mallet, nous tenons à remercier toutes les personnes qui par la pensée ou la présence, ont accompagné sa dernière traversée.

— Dans l'impossibilité de répondre à toutes les manifestations de sympathie pour le décès de M. Jacques Mallet, nous tenons à remercier toutes les personnes qui par la pensée ou la présence, ont accompagné sa dernière traversée.

— Dans l'impossibilité de répondre à toutes les manifestations de sympathie pour le décès de M. Jacques Mallet, nous tenons à remercier toutes les personnes qui par la pensée ou la présence, ont accompagné sa dernière traversée.

— Dans l'impossibilité de répondre à toutes les manifestations de sympathie pour le décès de M. Jacques Mallet, nous tenons à remercier toutes les personnes qui par la pensée ou la présence, ont accompagné sa dernière traversée.

— Dans l'impossibilité de répondre à toutes les manifestations de sympathie pour le décès de M. Jacques Mallet, nous tenons à remercier toutes les personnes qui par la pensée ou la présence, ont accompagné sa dernière traversée.

HERMÈS

Faubourg Saint-Honoré

MARDI 16 MARS

MERCREDI 17 MARS

JEUDI 18 MARS

9 h 30 à 12 h / 14 h à 18 h

SOLES

Carres-Crochetés-Gonfs

Couture-Fourrure

Maroquinerie-Horlogerie-Bijouterie

Mode masculine

مركز الامم المتحدة

Libres opinions

La France peut devenir une nation sportive

par GUY HERMIER (*)

D'UNE compétition olympique à l'autre s'affirme le déclin du sport français. Les résultats désastreux d'Innsbruck, comme le pessimisme avec lequel les spécialistes apprécient les chances françaises aux Jeux d'été de Montréal, en apportent une confirmation brutale.

Au regard d'une question aussi importante, on reste confondu par la désinvolture avec laquelle les milieux gouvernementaux tentent de décaler leurs responsabilités.

Aujourd'hui M. Mazaud est interpellé sur le statut de l'athlète de haut niveau, singulièrement oublié à l'automne dernier, lorsque le gouvernement fit voter la loi sur le sport. Il nous promet des miracles... pour 1980. Son prédécesseur, M. Comiti, disait la même chose, en 1972, au moment des Jeux de Sapporo et de Munich. Depuis on a changé de secrétaire d'Etat. Mais c'est toujours la même démagogie, la même duplicité, pour couvrir la même politique qui laisse aller le sport français à la dérive.

Tout cela n'est pas sérieux.

La régression constante des résultats de notre élite internationale n'est pas un phénomène isolé, conjoncturel. On peut en appréhender les causes indépendamment des conditions qui régissent l'ensemble des activités physiques et sportives dans notre pays.

Or c'est une vérité d'évidence que le sport français traverse une crise profonde.

Il est en effet saisissant de constater l'écart qui existe entre la croissance des besoins d'activités physiques et de loisirs sportifs et le caractère limité de leur pratique. On estime qu'environ huit Français sur dix, en premier lieu les travailleurs, ne s'adonnent à aucun exercice sportif volontaire, alors qu'en R.D.A., par exemple, cinq millions de personnes, sur dix-sept millions d'habitants, ont participé aux dernières compétitions.

Comment pourrait-il en être autrement ?

A l'école, c'est la régression. Dans le primaire, plus d'un enfant sur deux ne fait jamais d'éducation physique. Les horaires diminuent constamment dans le secondaire. Seulement un étudiant sur cinq pratique une discipline sportive.

Le sport de masse végète. Pour des millions d'hommes et de femmes, les mauvaises conditions de vie et de travail, le chômage, souvent la misère, sont autant d'obstacles à la pratique des activités physiques, sportives et de pleine nature. Quant aux clubs, malgré le dévouement de leurs animateurs, ils sont littéralement asphyxiés par le manque de moyens et l'accumulation des charges.

L'insuffisance des équipements est partout criante. Le troisième loi-programme, pourtant bien en deçà des nécessités, n'a été réalisée qu'à 60 %, et aucune autre n'est prévue. Quant aux collectivités locales elles ne peuvent plus faire face aux besoins, dans la mesure où elles supportent 80 % des charges, et où elles versent souvent plus en T.V.A. à l'Etat qu'elles n'en reçoivent en subventions.

Si le sport est malade, c'est que la société l'est aussi.

Comme l'ensemble des activités sociales, le sport est victime de la politique d'austérité et d'autoritarisme d'un pouvoir qui ne consacre que 77 000 du budget national à la jeunesse et aux sports, et qui ne cesse de renforcer sa mainmise sur le mouvement sportif. C'est donc bien dans la crise de la société française et la politique sportive du pouvoir actuel qu'il faut chercher les causes véritables de la crise du sport en France et des échecs de nos athlètes sur le plan international. Il est en effet évident, sans pour cela établir un lien mécanique entre l'une et l'autre, qu'une élite ne peut qu'être fragile et artificielle si elle ne repose pas sur une véritable pratique de masse, c'est-à-dire sur un développement vivant des activités physiques et sportives.

En des temps plus heureux, Georges Pompidou soulignait que « quand un pays est en forme, cela se voit à ses champions ». Décidément, ni le sport français ni le pays ne sont en forme. Et M. Mazaud aura beau multiplier les propos démagogiques et les tentatives de diversion, il lui sera difficile d'esquiver les responsabilités de son gouvernement dans cette crise.

Il n'est donc pas de solution purement sportive à la crise du sport français.

Les activités physiques et sportives ne se développent pas isolément, de façon indépendante. Elles sont une dimension de la vie sociale, une composante de la culture, une condition irremplaçable de l'épanouissement de la personnalité et de la société.

C'est pourquoi développement du sport et progrès social sont inséparables.

Ceux qui cherchent l'homme miracle, qui expliqueraient les succès sportifs des pays socialistes, se laissent emporter par le mirage. Ce n'est pas le sang des athlètes mais la société que le socialisme régénère grâce à cet immense progrès historique que constitue la disparition de l'exploitation de l'homme par l'homme et l'élimination de la misère, du chômage, du travail épuisant, de l'oppression, de l'inculture.

Sans doute faut-il aussi se garder de tout schématisme. Mais comment expliquer les remarquables progrès sportifs de Cuba, sinon par le fait que, comme dans les autres domaines, le socialisme a permis de sortir le peuple cubain de l'état d'analphabétisation corporelle où il se trouvait pour le conduire sur la voie de la culture physique.

En France même, c'est dans les périodes de succès du mouvement populaire que le sport a connu ses phases d'essor les plus éphémères.

Tout le montre, les activités physiques et sportives marchent bien du même pas historique que les autres aspects de l'activité humaine. Ainsi, seule une société nouvelle, la France socialiste, dont les communistes ont défini les traits généraux à leur vingt-deuxième congrès, est susceptible de donner toute sa dimension au sport comme besoin humain et nécessité nationale.

Le sport sera prioritairement développé à l'école, où il joue un rôle déterminant dans le développement physique, psychologique et social de l'enfant, et sur le lieu de travail où il répond au besoin d'activités physiques diversifiées, liées à la nature de la production moderne et à l'aspiration à la culture la plus large.

Les moyens seront dégagés pour mettre en place un véritable plan de formation des cadres, réaliser un effort soutenu au niveau des équipements, et permettre au mouvement sportif de se développer dans le respect de son indépendance.

Sur cette base, le sport de haut niveau, dégagé de l'emprise de l'argent, pourra jouer tout son rôle comme activité culturelle, élément de progrès et facteur d'échanges internationaux.

C'est donc avec la conviction que la France possède en elle les potentialités pour devenir une nation sportive que les communistes mènent le combat pour le sport.

Ils le font en luttant pour la victoire du programme commun qui, en plus de M. Mazaud, est un véritable programme pour le sport dans la mesure où il intègre un ensemble cohérent de dispositions spécifiques dans le cadre d'une politique démocratique nouvelle qui les solécite et les complète.

Ils le font en proposant un projet de loi pour le développement de l'éducation physique et du sport, et un plan d'urgence pour améliorer tout de suite la situation actuelle.

Ils le font en mettant en accord leur théorie et leur pratique dans les municipalités qu'ils dirigent et dont tout le monde s'accorde à reconnaître l'ampleur et la qualité des réalisations sportives.

Ils le font enfin en appelant les sportifs, les jeunes, les enseignants et les parents, les travailleurs à s'unir et à lutter contre la dégradation du budget de la jeunesse et des sports, et, au-delà, le doublement du budget de la jeunesse et des sports, et, au-delà, la politique sportive du pays. Il y va de la santé et du progrès de l'homme, du rayonnement et de la place de la France dans le monde.

(*) Membre du bureau politique du parti communiste français.

NATATION

Quatre records du monde battus au cours de la rencontre U.R.S.S.-R.D.A.

Quatre records du monde et sept records d'Europe ont été améliorés au cours de la rencontre Union Soviétique - République démocratique d'Allemagne qui a eu lieu à Tbilissi (U.R.S.S.) et qui a tourné à l'avantage de la R.D.A. (183 points à 182). Les quatre records mondiaux sont à porter au crédit de la natation féminine d'Allemagne de l'Est. Ulrike Richter, qui a battu celui de 100 mètres des 11 min. 2 sec. 6/10 a été menacée par Kornelia Ender (1 min. 2 sec. 8/10), qui affirme toujours plus son ascendance, au regard à ses références en crawl et en papillon. Le record du 200 mètres des est revenu à Anke Stille (quatre ans), qui a amélioré de 9/10 la précédente performance (2 min. 13 sec. 5/10 contre 2 min. 14 sec. 8/10). Pour leur part, Rose-Marie Gabriel-Kotter et Sonja Traub ont respectivement réalisé 2 min.

13 sec. 8/10 et 2 min. 18 sec. 3/10 sur 200 mètres papillon et 200 mètres quatre nages, soit une amélioration de 3 et 5/10 de secondes. Pour ce qui concerne les records d'Europe, ceux des relais de nage libre (4 x 100, 4 x 200) ont été nettement battus pour l'Union soviétique en 2 min. 25 sec. 6/10 (ancien record 3 min. 18 sec. 29/100) et 7 min. 34 sec. 7/10 (7 min. 39 sec. 82/100). Dans le 1500 mètres, l'Allemande Strohbach a réussi 8 min. 21 sec. 5/10 au passage des 800 mètres (record d'Europe) et 15 min. 42 sec. 7/10 en fin de course (ancien record : 15 min. 54 sec. 37/100). Barbara Krause, la rivale de Kornelia Ender en nage libre, a porté le record sur le 400 mètres à 4 min. 17 sec. 8/10, le record masculin, sur la même distance, a été battu par le Russe Rastakov en 3 min. 59 sec. 6/10.

FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM SPORTIF A LA BAULE

Le VII^e Festival International du film sportif, placé sous le patronage de M. Pierre Mazaud, secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports, aura lieu à La Baule du 23 au 28 mars. Quatre-vingt quatre films, de court et moyen métrage, représentant vingt et une nations, seront en compétition, dont les Spartakiades (Tchécoslovaquie), Mohamed Ali et la boxe (Etats-Unis), les Jeux de Sapporo (Japon) et le Cheval de fer (France).

Pour le premier Festival international du film médico-sportif, qui aura lieu les 27 et 28 mars, cinq films français seront présentés : l'Accidenté de montagne, Strasbourg - Paris (marche), le Médicament des accidents sportifs, Saint-Etienne et l'heure des Jeux (Jeux des handicapés physiques) et Voile et Fatigue (yachting).

CYCLISME

AVEC MICHEL LAURENT ET BERNARD VALLET

L'offensive des jeunes Français dans Paris-Nice

De notre envoyé spécial

Nice — Il y a quatre ans, Raymond Poulidor créait la surprise du début de saison en dominant Eddy Merckx dans le col d'Èze et en gagnant Paris-Nice. C'est un exploit comparable, et non aussi spectaculaire, qu'a réalisé dimanche 14 mars le Français Michel Laurent, à cette différence qu'il a réussi très jeune ce que Poulidor n'avait pu accomplir qu'au crépuscule de sa carrière. Pour le reste, on évalue à 42 secondes le Néerlandais Kuiper, auquel il a ravi le maillot blanc. Il a devancé d'autre part Schuiten de plus d'une minute, et son principal concurrent n'a été ni Zoetemelk, ni Ocarina, ni Maertens, mais Bernard Vallet, un jeune professionnel français, issu comme lui de la Route de France des amateurs.

Leux avec une confiance mesurée, révélateur d'une bonne connaissance de soi et d'une maîtrise qui dénote un parfait équilibre. Témoignage de sa performance, témoin aussi de ses progrès depuis la saison écoulée. Jacques Anquetin a décalé dans son comportement l'autorité d'un routier chevronné et peut-être d'un futur gagnant du Tour de France.

En moins de 10 kilomètres, l'élève de Jean de Gribaldy a battu de 42 secondes le Néerlandais Kuiper, auquel il a ravi le maillot blanc. Il a devancé d'autre part Schuiten de plus d'une minute, et son principal concurrent n'a été ni Zoetemelk, ni Ocarina, ni Maertens, mais Bernard Vallet, un jeune professionnel français, issu comme lui de la Route de France des amateurs.

De nouveaux talents

On retiendra en premier lieu de Paris-Nice l'affirmation de ces nouveaux talents, caractéristiques d'un cyclisme français moderne qui redécouvre avec Jean-Pierre Danguillaume les vertus de la course offensive. Il y a bien longtemps, nous l'avons dit, que les Français n'avaient manifesté leur présence d'une manière aussi convaincante dans une grande compétition internationale. Talbourdet, Einaudi, Oviyon, Fassin, Chalmei et Bertin sont entrés aux côtés de Danguillaume, Esclassan et Sibille, qui ont enlevé chacune et chacune en ligne.

L'épreuve, « terribles » et monotone jusqu'à Valence, a révélé son vrai visage et sa signification exacte en pénétrant sur les routes de moyenne montagne plus favorables aux attaques. Elle nous a fourni dès cet instant des indications intéressantes concernant le retour en forme de Luis Ocarina, agrippé comme à ses plus beaux jours, et l'épanouissement du champion du monde Henrie Kuiper. Elle nous a permis de constater à l'avance que Zoetemelk n'avait pas atteint son plein régime, que le jeu de Schuiten comportait de graves lacunes. On réalisait l'athlétisme des Pays-Bas à décap et Henry Anglade, le bouillant directeur sportif du groupe Lefebvre, envisage à titre de sanction de ne pas le faire participer à Milan-San-Reno, qui se déroulera vendredi 19 mars.

LES RÉSULTATS

Automobilisme

Formule 1 : Course des champions à Brands Hatch (Grande-Bretagne) le dimanche 14 mars, départ à 14 heures.

1. Hunt (Mac Laren), 59 min. 1 sec. 2. Jones (Surtees), 2 sec. 3. Ickx (Williams), 2 sec. 4. Villeneuve (Fittipaldi), 2 sec. 5. Watson (Fittipaldi), 2 sec. 6. Piquet (Williams), 2 sec. 7. Arnoux (Renault), 2 sec. 8. Prost (Renault), 2 sec. 9. Lehto (Williams), 2 sec. 10. Sato (Williams), 2 sec. 11. Boutsen (Williams), 2 sec. 12. De Cesaris (Fittipaldi), 2 sec. 13. Pons (Fittipaldi), 2 sec. 14. Brabham (Williams), 2 sec. 15. Jones (Williams), 2 sec. 16. Jones (Williams), 2 sec. 17. Jones (Williams), 2 sec. 18. Jones (Williams), 2 sec. 19. Jones (Williams), 2 sec. 20. Jones (Williams), 2 sec. 21. Jones (Williams), 2 sec. 22. Jones (Williams), 2 sec. 23. Jones (Williams), 2 sec. 24. Jones (Williams), 2 sec. 25. Jones (Williams), 2 sec. 26. Jones (Williams), 2 sec. 27. Jones (Williams), 2 sec. 28. Jones (Williams), 2 sec. 29. Jones (Williams), 2 sec. 30. Jones (Williams), 2 sec. 31. Jones (Williams), 2 sec. 32. Jones (Williams), 2 sec. 33. Jones (Williams), 2 sec. 34. Jones (Williams), 2 sec. 35. Jones (Williams), 2 sec. 36. Jones (Williams), 2 sec. 37. Jones (Williams), 2 sec. 38. Jones (Williams), 2 sec. 39. Jones (Williams), 2 sec. 40. Jones (Williams), 2 sec. 41. Jones (Williams), 2 sec. 42. Jones (Williams), 2 sec. 43. Jones (Williams), 2 sec. 44. Jones (Williams), 2 sec. 45. Jones (Williams), 2 sec. 46. Jones (Williams), 2 sec. 47. Jones (Williams), 2 sec. 48. Jones (Williams), 2 sec. 49. Jones (Williams), 2 sec. 50. Jones (Williams), 2 sec. 51. Jones (Williams), 2 sec. 52. Jones (Williams), 2 sec. 53. Jones (Williams), 2 sec. 54. Jones (Williams), 2 sec. 55. Jones (Williams), 2 sec. 56. Jones (Williams), 2 sec. 57. Jones (Williams), 2 sec. 58. Jones (Williams), 2 sec. 59. Jones (Williams), 2 sec. 60. Jones (Williams), 2 sec. 61. Jones (Williams), 2 sec. 62. Jones (Williams), 2 sec. 63. Jones (Williams), 2 sec. 64. Jones (Williams), 2 sec. 65. Jones (Williams), 2 sec. 66. Jones (Williams), 2 sec. 67. Jones (Williams), 2 sec. 68. Jones (Williams), 2 sec. 69. Jones (Williams), 2 sec. 70. Jones (Williams), 2 sec. 71. Jones (Williams), 2 sec. 72. Jones (Williams), 2 sec. 73. Jones (Williams), 2 sec. 74. Jones (Williams), 2 sec. 75. Jones (Williams), 2 sec. 76. Jones (Williams), 2 sec. 77. Jones (Williams), 2 sec. 78. Jones (Williams), 2 sec. 79. Jones (Williams), 2 sec. 80. Jones (Williams), 2 sec. 81. Jones (Williams), 2 sec. 82. Jones (Williams), 2 sec. 83. Jones (Williams), 2 sec. 84. Jones (Williams), 2 sec. 85. Jones (Williams), 2 sec. 86. Jones (Williams), 2 sec. 87. Jones (Williams), 2 sec. 88. Jones (Williams), 2 sec. 89. Jones (Williams), 2 sec. 90. Jones (Williams), 2 sec. 91. Jones (Williams), 2 sec. 92. Jones (Williams), 2 sec. 93. Jones (Williams), 2 sec. 94. Jones (Williams), 2 sec. 95. Jones (Williams), 2 sec. 96. Jones (Williams), 2 sec. 97. Jones (Williams), 2 sec. 98. Jones (Williams), 2 sec. 99. Jones (Williams), 2 sec. 100. Jones (Williams), 2 sec. 101. Jones (Williams), 2 sec. 102. Jones (Williams), 2 sec. 103. Jones (Williams), 2 sec. 104. Jones (Williams), 2 sec. 105. Jones (Williams), 2 sec. 106. Jones (Williams), 2 sec. 107. Jones (Williams), 2 sec. 108. Jones (Williams), 2 sec. 109. Jones (Williams), 2 sec. 110. Jones (Williams), 2 sec. 111. Jones (Williams), 2 sec. 112. Jones (Williams), 2 sec. 113. Jones (Williams), 2 sec. 114. Jones (Williams), 2 sec. 115. Jones (Williams), 2 sec. 116. Jones (Williams), 2 sec. 117. Jones (Williams), 2 sec. 118. Jones (Williams), 2 sec. 119. Jones (Williams), 2 sec. 120. Jones (Williams), 2 sec. 121. Jones (Williams), 2 sec. 122. Jones (Williams), 2 sec. 123. Jones (Williams), 2 sec. 124. Jones (Williams), 2 sec. 125. Jones (Williams), 2 sec. 126. Jones (Williams), 2 sec. 127. Jones (Williams), 2 sec. 128. Jones (Williams), 2 sec. 129. Jones (Williams), 2 sec. 130. Jones (Williams), 2 sec. 131. Jones (Williams), 2 sec. 132. Jones (Williams), 2 sec. 133. Jones (Williams), 2 sec. 134. Jones (Williams), 2 sec. 135. Jones (Williams), 2 sec. 136. Jones (Williams), 2 sec. 137. Jones (Williams), 2 sec. 138. Jones (Williams), 2 sec. 139. Jones (Williams), 2 sec. 140. Jones (Williams), 2 sec. 141. Jones (Williams), 2 sec. 142. Jones (Williams), 2 sec. 143. Jones (Williams), 2 sec. 144. Jones (Williams), 2 sec. 145. Jones (Williams), 2 sec. 146. Jones (Williams), 2 sec. 147. Jones (Williams), 2 sec. 148. Jones (Williams), 2 sec. 149. Jones (Williams), 2 sec. 150. Jones (Williams), 2 sec. 151. Jones (Williams), 2 sec. 152. Jones (Williams), 2 sec. 153. Jones (Williams), 2 sec. 154. Jones (Williams), 2 sec. 155. Jones (Williams), 2 sec. 156. Jones (Williams), 2 sec. 157. Jones (Williams), 2 sec. 158. Jones (Williams), 2 sec. 159. Jones (Williams), 2 sec. 160. Jones (Williams), 2 sec. 161. Jones (Williams), 2 sec. 162. Jones (Williams), 2 sec. 163. Jones (Williams), 2 sec. 164. Jones (Williams), 2 sec. 165. Jones (Williams), 2 sec. 166. Jones (Williams), 2 sec. 167. Jones (Williams), 2 sec. 168. Jones (Williams), 2 sec. 169. Jones (Williams), 2 sec. 170. Jones (Williams), 2 sec. 171. Jones (Williams), 2 sec. 172. Jones (Williams), 2 sec. 173. Jones (Williams), 2 sec. 174. Jones (Williams), 2 sec. 175. Jones (Williams), 2 sec. 176. Jones (Williams), 2 sec. 177. Jones (Williams), 2 sec. 178. Jones (Williams), 2 sec. 179. Jones (Williams), 2 sec. 180. Jones (Williams), 2 sec. 181. Jones (Williams), 2 sec. 182. Jones (Williams), 2 sec. 183. Jones (Williams), 2 sec. 184. Jones (Williams), 2 sec. 185. Jones (Williams), 2 sec. 186. Jones (Williams), 2 sec. 187. Jones (Williams), 2 sec. 188. Jones (Williams), 2 sec. 189. Jones (Williams), 2 sec. 190. Jones (Williams), 2 sec. 191. Jones (Williams), 2 sec. 192. Jones (Williams), 2 sec. 193. Jones (Williams), 2 sec. 194. Jones (Williams), 2 sec. 195. Jones (Williams), 2 sec. 196. Jones (Williams), 2 sec. 197. Jones (Williams), 2 sec. 198. Jones (Williams), 2 sec. 199. Jones (Williams), 2 sec. 200. Jones (Williams), 2 sec. 201. Jones (Williams), 2 sec. 202. Jones (Williams), 2 sec. 203. Jones (Williams), 2 sec. 204. Jones (Williams), 2 sec. 205. Jones (Williams), 2 sec. 206. Jones (Williams), 2 sec. 207. Jones (Williams), 2 sec. 208. Jones (Williams), 2 sec. 209. Jones (Williams), 2 sec. 210. Jones (Williams), 2 sec. 211. Jones (Williams), 2 sec. 212. Jones (Williams), 2 sec. 213. Jones (Williams), 2 sec. 214. Jones (Williams), 2 sec. 215. Jones (Williams), 2 sec. 216. Jones (Williams), 2 sec. 217. Jones (Williams), 2 sec. 218. Jones (Williams), 2 sec. 219. Jones (Williams), 2 sec. 220. Jones (Williams), 2 sec. 221. Jones (Williams), 2 sec. 222. Jones (Williams), 2 sec. 223. Jones (Williams), 2 sec. 224. Jones (Williams), 2 sec. 225. Jones (Williams), 2 sec. 226. Jones (Williams), 2 sec. 227. Jones (Williams), 2 sec. 228. Jones (Williams), 2 sec. 229. Jones (Williams), 2 sec. 230. Jones (Williams), 2 sec. 231. Jones (Williams), 2 sec. 232. Jones (Williams), 2 sec. 233. Jones (Williams), 2 sec. 234. Jones (Williams), 2 sec. 235. Jones (Williams), 2 sec. 236. Jones (Williams), 2 sec. 237. Jones (Williams), 2 sec. 238. Jones (Williams), 2 sec. 239. Jones (Williams), 2 sec. 240. Jones (Williams), 2 sec. 241. Jones (Williams), 2 sec. 242. Jones (Williams), 2 sec. 243. Jones (Williams), 2 sec. 244. Jones (Williams), 2 sec. 245. Jones (Williams), 2 sec. 246. Jones (Williams), 2 sec. 247. Jones (Williams), 2 sec. 248. Jones (Williams), 2 sec. 249. Jones (Williams), 2 sec. 250. Jones (Williams), 2 sec. 251. Jones (Williams), 2 sec. 252. Jones (Williams), 2 sec. 253. Jones (Williams), 2 sec. 254. Jones (Williams), 2 sec. 255. Jones (Williams), 2 sec. 256. Jones (Williams), 2 sec. 257. Jones (Williams), 2 sec. 258. Jones (Williams), 2 sec. 259. Jones (Williams), 2 sec. 260. Jones (Williams), 2 sec. 261. Jones (Williams), 2 sec. 262. Jones (Williams), 2 sec. 263. Jones (Williams), 2 sec. 264. Jones (Williams), 2 sec. 265. Jones (Williams), 2 sec. 266. Jones (Williams), 2 sec. 267. Jones (Williams), 2 sec. 268. Jones (Williams), 2 sec. 269. Jones (Williams), 2 sec. 270. Jones (Williams), 2 sec. 271. Jones (Williams), 2 sec. 272. Jones (Williams), 2 sec. 273. Jones (Williams), 2 sec. 274. Jones (Williams), 2 sec. 275. Jones (Williams), 2 sec. 276. Jones (Williams), 2 sec. 277. Jones (Williams), 2 sec. 278. Jones (Williams), 2 sec. 279. Jones (Williams), 2 sec. 280. Jones (Williams), 2 sec. 281. Jones (Williams), 2 sec. 282. Jones (Williams), 2 sec. 283. Jones (Williams), 2 sec. 284. Jones (Williams), 2 sec. 285. Jones (Williams), 2 sec. 286. Jones (Williams), 2 sec. 287. Jones (Williams), 2 sec. 288. Jones (Williams), 2 sec. 289. Jones (Williams), 2 sec. 290. Jones (Williams), 2 sec. 291. Jones (Williams), 2 sec. 292. Jones (Williams), 2 sec. 293. Jones (Williams), 2 sec. 294. Jones (Williams), 2 sec. 295. Jones (Williams), 2 sec. 296. Jones (Williams), 2 sec. 297. Jones (Williams), 2 sec. 298. Jones (Williams), 2 sec. 299. Jones (Williams), 2 sec. 300. Jones (Williams), 2 sec. 301. Jones (Williams), 2 sec. 302. Jones (Williams), 2 sec. 303. Jones (Williams), 2 sec. 304. Jones (Williams), 2 sec. 305. Jones (Williams), 2 sec. 306. Jones (Williams), 2 sec. 307. Jones (Williams), 2 sec. 308. Jones (Williams), 2 sec. 309. Jones (Williams), 2 sec. 310. Jones (Williams), 2 sec. 311. Jones (Williams), 2 sec. 312. Jones (Williams), 2 sec. 313. Jones (Williams), 2 sec. 314. Jones (Williams), 2 sec. 315. Jones (Williams), 2 sec. 316. Jones (Williams), 2 sec. 317. Jones (Williams), 2 sec. 318. Jones (Williams), 2 sec. 319. Jones (Williams), 2 sec. 320. Jones (Williams), 2 sec. 321. Jones (Williams), 2 sec. 322. Jones (Williams), 2 sec. 323. Jones (Williams), 2 sec. 324. Jones (Williams), 2 sec. 325. Jones (Williams), 2 sec. 326. Jones (Williams), 2 sec. 327. Jones (Williams), 2 sec. 328. Jones (Williams), 2 sec. 329. Jones (Williams), 2 sec. 330. Jones (Williams), 2 sec. 331. Jones (Williams), 2 sec. 332. Jones (Williams), 2 sec. 333. Jones (Williams), 2 sec. 334. Jones (Williams), 2 sec. 335. Jones (Williams), 2 sec. 336. Jones (Williams), 2 sec. 337. Jones (Williams), 2 sec. 338. Jones (Williams), 2 sec. 339. Jones (Williams), 2 sec. 340. Jones (Williams), 2 sec. 341. Jones (Williams), 2 sec. 342. Jones (Williams), 2 sec. 343. Jones (Williams), 2 sec. 344. Jones (Williams), 2 sec. 345. Jones (Williams), 2 sec. 346. Jones (Williams), 2 sec. 347. Jones (Williams), 2 sec. 348. Jones (Williams), 2 sec. 349. Jones (Williams), 2 sec. 350. Jones (Williams), 2 sec. 351. Jones (Williams), 2 sec. 352. Jones (Williams), 2 sec. 353. Jones (Williams), 2 sec. 354. Jones (Williams), 2 sec. 355. Jones (Williams), 2 sec. 356. Jones (Williams), 2 sec. 357. Jones (Williams), 2 sec. 358. Jones (Williams), 2 sec. 359. Jones (Williams), 2 sec. 360. Jones (Williams), 2 sec. 361. Jones (Williams), 2 sec. 362. Jones (Williams), 2 sec. 363. Jones (Williams), 2 sec. 364. Jones (Williams), 2 sec. 365. Jones (Williams), 2 sec. 366. Jones (Williams), 2 sec. 367. Jones (Williams), 2 sec. 368. Jones (Williams), 2 sec. 369. Jones (Williams), 2 sec. 370. Jones (Williams), 2 sec. 371. Jones (Williams), 2 sec. 372. Jones (Williams), 2 sec. 373. Jones (Williams), 2 sec. 374. Jones (Williams), 2 sec. 375. Jones (Williams), 2 sec. 376. Jones (Williams), 2 sec. 377. Jones (Williams), 2 sec. 378. Jones (Williams), 2 sec. 379. Jones (Williams), 2 sec. 380. Jones (Williams), 2 sec. 381. Jones (Williams), 2 sec. 382. Jones (Williams), 2 sec. 383. Jones (Williams), 2 sec. 384. Jones (Williams), 2 sec. 385. Jones (Williams), 2 sec. 386. Jones (Williams), 2 sec. 387. Jones (Williams), 2 sec. 388. Jones (Williams), 2 sec. 389. Jones (Williams), 2 sec. 390. Jones (Williams), 2 sec. 391. Jones (Williams), 2 sec. 392. Jones (Williams), 2 sec. 393. Jones (Williams), 2 sec. 394. Jones (Williams), 2 sec. 395. Jones (Williams), 2 sec. 396. Jones (Williams), 2 sec. 397. Jones (Williams), 2 sec. 398. Jones (Williams), 2 sec. 399. Jones (Williams), 2 sec. 400. Jones (Williams), 2 sec. 401. Jones (Williams), 2 sec. 402. Jones (Williams), 2 sec. 403. Jones (Williams), 2 sec. 404. Jones (Williams), 2 sec. 405. Jones (Williams), 2 sec. 406. Jones (Williams), 2 sec. 407. Jones (Williams), 2 sec. 408. Jones (Williams), 2 sec. 409. Jones (Williams), 2 sec. 410. Jones (Williams), 2 sec. 411. Jones (Williams), 2 sec. 412. Jones (Williams), 2 sec. 413. Jones (Williams), 2 sec. 414. Jones (Williams), 2 sec. 415. Jones (Williams), 2 sec. 416. Jones (Williams), 2 sec. 417. Jones (Williams), 2 sec. 418. Jones (Williams), 2 sec. 419. Jones (Williams), 2 sec. 420. Jones (Williams), 2 sec. 421. Jones (Williams), 2 sec. 422. Jones (Williams), 2 sec. 423. Jones (Williams), 2 sec. 424. Jones (Williams), 2 sec. 425. Jones (Williams), 2 sec. 426. Jones (Williams), 2 sec. 427. Jones (Williams), 2 sec. 428. Jones (Williams), 2 sec. 429. Jones (Williams), 2 sec. 430. Jones (Williams), 2 sec. 431. Jones (Williams), 2 sec. 432. Jones (Williams), 2 sec. 433. Jones (Williams), 2 sec. 434. Jones (Williams), 2 sec. 435. Jones (Williams), 2 sec. 436. Jones (Williams), 2 sec. 437. Jones (Williams), 2 sec. 438. Jones (Williams), 2 sec. 439. Jones (Williams), 2 sec. 440. Jones (Williams), 2 sec. 441. Jones (Williams), 2 sec. 442. Jones (Williams), 2 sec. 443. Jones (Williams), 2 sec. 444. Jones (Williams), 2 sec. 445. Jones (Williams), 2 sec. 446. Jones (Williams), 2 sec. 447. Jones (Williams), 2 sec. 448. Jones (Williams), 2 sec. 449. Jones (Williams), 2 sec. 450. Jones (Williams), 2 sec. 451. Jones (Williams), 2 sec. 452. Jones (Williams), 2 sec. 453. Jones (Williams), 2 sec. 454. Jones (Williams), 2 sec. 455. Jones (Williams), 2 sec. 456. Jones (Williams), 2 sec. 457. Jones (Williams), 2 sec. 458. Jones (Williams), 2 sec. 459. Jones (Williams), 2 sec. 460. Jones (Williams), 2 sec. 461. Jones (Williams), 2 sec. 462. Jones (Williams), 2 sec. 463. Jones (Williams), 2 sec. 464. Jones (Williams), 2 sec. 465. Jones (Williams), 2 sec. 466. Jones (Williams), 2 sec. 467. Jones (Williams), 2 sec. 468. Jones (Williams), 2 sec. 469. Jones (Williams), 2 sec. 470. Jones (Williams), 2 sec. 471. Jones (Williams), 2 sec. 472. Jones (Williams), 2 sec. 473. Jones (Williams), 2 sec. 474. Jones (Williams), 2 sec. 475. Jones (Williams), 2 sec. 476. Jones (Williams), 2 sec. 477. Jones (Williams), 2 sec. 478. Jones (Williams), 2 sec. 479. Jones (Williams), 2 sec. 480. Jones (Williams), 2 sec. 481. Jones (Williams), 2 sec. 482. Jones (Williams), 2 sec. 483. Jones (Williams), 2 sec. 484. Jones (Williams), 2 sec. 485. Jones (Williams), 2 sec. 486. Jones (Williams), 2 sec. 487. Jones (Williams), 2 sec. 488. Jones (Williams), 2 sec. 489. Jones (Williams), 2 sec. 490. Jones (Williams), 2 sec. 491. Jones (Williams), 2 sec. 492. Jones (Williams), 2 sec. 493. Jones (Williams), 2 sec. 494. Jones (Williams), 2 sec. 495. Jones (Williams), 2 sec. 496. Jones (Williams), 2 sec. 497. Jones (Williams), 2 sec. 498. Jones (Williams), 2 sec. 499. Jones (Williams), 2 sec. 500. Jones (Williams), 2 sec. 501. Jones (Williams), 2 sec. 502. Jones (Williams), 2 sec. 503. Jones (Williams), 2 sec. 504. Jones (Williams), 2 sec. 505. Jones (Williams), 2 sec. 506. Jones (Williams), 2 sec. 507. Jones (Williams), 2 sec. 508. Jones (Williams), 2 sec. 509. Jones (Williams), 2 sec. 510. Jones (Williams), 2 sec. 511. Jones (Williams), 2 sec. 512. Jones (Williams), 2 sec. 513. Jones (Williams), 2 sec. 514. Jones (Williams), 2 sec. 515. Jones (Williams), 2 sec. 516. Jones (Williams), 2 sec. 517. Jones (Williams), 2 sec. 518. Jones (Williams), 2 sec. 519. Jones (Williams), 2 sec. 520. Jones (Williams), 2 sec. 521. Jones (Williams), 2 sec. 522. Jones (Williams), 2 sec. 523. Jones (Williams), 2 sec. 524. Jones (Williams), 2 sec. 525. Jones (Williams), 2 sec. 526. Jones (Williams), 2 sec. 527. Jones (Williams), 2 sec. 528. Jones (Williams), 2 sec. 529. Jones (Williams), 2 sec. 530. Jones (Williams), 2 sec. 531. Jones (Williams), 2 sec. 532. Jones (Williams), 2 sec. 533. Jones (Williams), 2 sec. 534. Jones (Williams), 2 sec. 535. Jones (Williams), 2 sec. 536. Jones (Williams), 2 sec. 537. Jones (Williams), 2 sec. 538. Jones (Williams), 2 sec. 539. Jones (Williams), 2 sec. 540. Jones (Williams), 2 sec. 541. Jones (Williams), 2 sec. 542. Jones (Williams), 2 sec. 543. Jones (Williams), 2 sec. 544. Jones (Williams), 2 sec. 545. Jones (Williams), 2 sec. 546. Jones (Williams), 2 sec. 547. Jones (Williams), 2 sec. 548. Jones (Williams), 2 sec. 549. Jones (Williams), 2 sec. 550. Jones (Williams), 2 sec. 551. Jones (Williams), 2 sec. 552. Jones (Williams), 2 sec. 553. Jones (Williams), 2 sec. 554. Jones (Williams), 2 sec. 555. Jones (Williams), 2 sec. 556. Jones (Williams), 2 sec. 557. Jones (Williams), 2 sec. 558. Jones (Williams), 2 sec. 559. Jones (Williams), 2 sec. 560. Jones

Welles et Wells

[illegible]

1997

10

[illegible]

五

Figure 1

THE
NEW
YORK
PUBLIC
LIBRARY

• 571

[illegible]

2. 2014

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
CHICAGO, ILLINOIS

中

14

THE

1. The first part of the document is a list of names and their corresponding addresses. The names are listed in a column on the left, and the addresses are listed in a column on the right. The names are: John Doe, Jane Smith, and Bob Johnson. The addresses are: 123 Main St, 456 Elm St, and 789 Oak St.

THE
NEW
AND
BEST
OF
THE
WORLD

[illegible]

ARTS ET SPECTACLES

Cinéma

« JAMAIS PLUS TOUJOURS », de Yannick Bellon

Ce film est d'essence musicale. Il se développe autour de quelques thèmes dont les modulations, les ruptures, les résurgences, constituent l'essentiel du récit. Ce sont moins les choses de la vie — qui inspirent Yannick Bellon que la trame impalpable sur laquelle se tisse le destin de ses personnages. Nous ne saurons jamais pourquoi Claire, un jour, a fui Paris et l'amitié d'Agathe ; nous ne saurons pas davantage les raisons de la mort (ou du suicide) d'Agathe.

La temps, lui, est le maître du jeu. Non pas le temps compté, apprivoisé, que réglementent nos montres et nos calendriers. Mais le temps-dimension dont la mystérieuse géométrie bouscule notre sens de la durée, fait apparaître éphémère ce qui semblait insatiable ou affirme la permanence de ce qui n'avait disparu. Le présent n'existe pratiquement pas dans le film de Yannick Bellon. Il n'est que l'ultime manifestation du passé ou le point de départ de l'avenir. Claire se promène à l'indolence, où l'on va disperser des objets ayant appartenu à Agathe. Agathe retrouvée par Claire, grâce à ces objets ; Agathe avec son beau visage de madone italienne, ses yeux, ses gestes de comédienne, son rire et sa gravité, avec cette mort qui l'attend et qui a déjà eu lieu ; Agathe qui peut-être guide les pas de Claire. Car, dans cette même salle de l'hôtel Drouot, Claire rencontre Mathieu, qu'elle a connu jadis, qu'elle va aimer, auprès de lui, sans le savoir encore, elle va vivre et vieillir.

De ce temps aux caprices, aux détours imprévisibles, les objets sont les témoins. Ils passent de main en main, porteurs d'étranges signes, de traces indélébiles, annonciateurs de nouvelles destinées. Ainsi la para-

vent qui a relégué la mort d'Agathe — sa mort fictive dans le rôle de Phédre, sa mort réelle quand on l'a découverte étendue sur le plancher de sa chambre — devient la propriété d'un jeune couple, le complice de leur bonheur tout neuf. Ainsi ces photographies déjà jaunies, qui racontent l'amitié d'Agathe et de Claire, seront-elles, un jour, regardées par des inconnus qui ne sauront rien de la vie des deux femmes, mais qui feront rêver ces images d'une époque disparue.

Il y a quelque chose de magique dans ce film. Quelque chose de liant et d'ouvert qui nous fascine. Une sorte de sérénité, de paix indicible, s'en dégage. La vie, c'est cela, ce flux et ce reflux des sentiments, ces bonheurs, ces peines fragiles, ces échanges fugaces, l'amour qui naît comme le printemps, qui décline et qui meurt quand on ne l'attend plus, la mort qui guette, ces secondes envolées (ou volées) sur le fond d'éternité, ces jeux de miroirs.

Jamais plus toujours. Titre millar-méen dont la mystérieuse résonance convient parfaitement à cette méditation grave et pudique. Un film d'une telle simplicité, d'une telle subtilité, seule une femme pouvait en être l'auteur. Le regard que Yannick Bellon pose sur les êtres et les choses est inoubliable.

Dans les rôles d'Agathe et de Claire, Lolita Bellon et Bulle Ogier répondent aux moindres intentions de la réalisatrice. Et Jean-Marc Bory exprime avec un talent très sûr la tendresse persuasive de l'homme amoureux. Une œuvre d'une qualité rare.

JEAN DE BARONCELLI.

* Le Chef, U.G.C.-Odéon, Biarritz, Madeleine, Gaumont, Bénédictine-Montparnasse.

« XALA », de Sembene Ousmane

Le quinquagénaire El Hadji Abdou Kader (remarquablement interprété par Tierno Ley) se prépare, selon la tradition musulmane, à convier pour le troisièmes fois avec un tadjon de vingt ans. La fortune lui sourit, il est membre de la chambre de commerce de Dakar, dirige une petite entreprise d'exportation. Il donne une somptueuse réception à laquelle se pressent tous la bourgeoisie sénégalaise. Au moment de consacrer son nouveau mariage, ses forces le trahissent. Il a la zèle ; une impuissance sexuelle temporaire. Nous apprendrons vers la fin du film que le mauvais sort dont il est la victime lui a été jeté par un paysan qu'il a autorisé à exproprier et à évincer non seulement ses biens mais son identité. El Hadji ne se relèvera pas de ses malversations, il connaît l'humiliation suprême, vomit, crache du peuple qu'il a exploité. Un filou astucieux prend sa succession. Dans l'important rôle de l'indigène, accordé, en août 1974, dans la revue Cinéma-Québec, au critique tunisien Tahar Chérif, juste après le tournage du film. Sembene Ousmane définit « Xala » comme un livre politique que l'on doit lire, dans lequel surtout il soulève les hommes qui, dans la tradition de la culture africaine, ont la prétention de représenter le peuple, puissent lire toutes ces contradictions qui se posent à notre société, continuellement. C'est tourné au Sénégal, mais ce n'est pas seulement une critique de la situation de la classe africaine, c'est de faire des « films-livres », des « films-écoles » ou « cours d'alphabétisation fondamentale », si tu veux.

Xala est donc un « film-livre », ce qui ne l'empêche pas souvent d'être un film drôle. Mais la virilité défaille d'El Hadji, il doit chercher sur la grivoiserie et le clin d'œil, concrètes du début à la fin du film une autre carence, celle d'une bourgeoisie entièrement sous le coupe des intérêts européens. Sembene Ousmane n'y va pas par quatre chemins — et ces scènes ont été censurées au Sénégal : après des discours savants sur la libération de l'oppression coloniale, après qu'on a exposé les bustes de Marianne devant la chambre de commerce et renvoyés les Français, des notables noirs prennent leur succession, sous le regard attentif d'un « conseiller » français, surnommé Dupont-Durand qui, les fournit individuellement en attache-casque bourrés de billes. Le trait ne brille pas par sa finesse, mais il porte. Ce même Dupont-Durand, impavide, supervisera toute l'activité économique, de même que d'autres « conseillers » français — accompagnent les politiciens ou « cercières » dans leurs déplacements.

Ce constat de trahison d'une classe sociale, ou plutôt d'une couche sociale privilégiée qui, selon Sembene Ousmane, a vendu l'âme de son pays au nom des prétendus idéaux de libération et de négritude — et l'auteur s'en donne à cœur joie de démolir certaines illusions en ce domaine. — ce constat prend tout son relief devant la banale histoire de corruption qui sert de trame romanesque. Avec, d'une part, les mœurs héritées de l'islam, et d'autre part, la misère des mendicants, des infimes du peuple en général.

Rarement cinéaste, de quelque pays ou continent qu'il soit originaire, s'est analysé avec tant d'acuité la condition de la femme enchaînée au nom d'une morale millénaire, morale qui renvoie à des intérêts économiques aisément reconnaissables. Chacune des trois épouses a son visage bien défini, sa place assignée dans une société traditionnelle qui, malgré ses prétentions à la modernité, reste prisonnière du passé. Plus brève, mais non moins éloquent, — autre passage coupé au Sénégal, — est la protestation contre la misère des paysans et des ouvriers.

Nous, Européens, Occidentaux, et plus particulièrement nous, Français, les anciens colonisateurs, devrions regarder très attentivement ce film face auquel pourtant nous ne saurions nous contenter de l'habituelle position de voyeur, d'âme noble en quête de frissons progressistes. Dur, outrancier par moments, d'autres simples et enjoués, Xala découvre les motifs d'une révolte à venir et pose avec une extrême rigueur la problématique de l'exploitation néo-colonialiste.

Sembene Ousmane, nous l'ignorons en France, avec ses qualités de dépouillement, sa lucidité jamais en défaut.

■ La première « dédicace d'or », destinée à récompenser un film pour la qualité de sa bande sonore, a été décernée à « Black Moon » de Louis Malle. Le jury, composé de techniciens et de critiques, n'a d'autre part, attribué une mention spéciale à Ugo Santiago pour son film « Les Autres ».

■ La liste des salles classées « pornographiques » sera publiée à la fin du mois de mars, annonce le secrétaire d'Etat à la culture. L'établissement de cette liste a été rendu légalement possible par un décret paru au « Journal officiel » du 20 février.

défait, est venu au cinéma par la littérature, après avoir « fait tous les métiers » et notamment celui de médecin. Il a été médecin, soldat, puis docteur à Marseille. Xala fut d'abord, en 1973, un excellent roman (éditions Présence africaine, Paris). Longtemps Sembene se contenta d'écrire : « O pays, mon beau peuple (1963), Presses de la ville » n'a jamais existé que sous la forme de roman, un roman assez bouleversant. Et puis un jour Sembene a voulu toucher le plus grand nombre, il a pris une caméra : Borom Sarret (1968) sur la misère d'un charretier à Dakar, la Noire de (1968) sur l'exil d'une Sénégalaise qui se suicide en France, puis le Mandat (1969), nous ont révélé un grand conteur.

Célébre en Union soviétique, aux Etats-Unis, et bien sûr dans toute l'Afrique noire, Sembene Ousmane, avec les moyens du bord, une infinie modestie, un humour toujours présent, s'inscrit dans une tradition de révolte voire une exigence de révolution où se rejoignent Brecht et Gorki. Mais avec une sensibilité, des caractéristiques spécifiquement africaines.

LOUIS MARCOCRELLES.

* U.G.C. - Marpent, Noclambules, Jean-Benoit (v.o.).

INA GRM

POURQUOI - COMMENT ? - COMMUNICATION

« Entre aujourd'hui 1 »

REBEL - MAILLIARD

MERCREDI 17 MARS 1976, à 20 h. 30

MUSEE D'ART MODERNE - SALLE DE L'ARC 2

11, avenue du Président-Wilson (10^e) - Entrée libre.

Temple de Pentemont
100, rue de Grenelle (7^e),
Mardi 17 mars, à 20 h. 45

Chorale de Pentemont
Béatrice de D. CUMAROSA
Requiem de G. FAURE

Violetta Ley-Lepetit, Marie-Claire
Cottin, Elisabeth Donaldson, André
Mourant, Mathilde Vogel
Dir. Eddy OELSCHLAGER
Participation aux frais

MAITREPIERRE - LE SEINE - ODAPIC
MARINA KARINA POLISSON

L'ASSASSIN MUSICIEN

CANES 75

"Pour atteindre cette préface
d'ouverture", il faut du talent,
mais aussi de la force."

ROBERT CHAZAL - FRANCE SOIX

"Un rigueur admissible..."

LOUIS MARCOCRELLES - LE MONDE

"Des chefs d'œuvre, s'il y en a un
seul par an au cinéma, il doit res-
sembler à L'ASSASSIN MUSICIEN."

JEAN CLAUDE CROIX - DANCE ET SON

"L'écriture délicate, sobre mais
sévère de ROBERT JACQUOT arrive
à ce que l'indécence..."

JOLYETTE REBO

"Une belle somme d'interprétation
d'AMBA KARINA, doucesse, écorchée..."

ALBERT CHERNY - L'HEMISPHERE

Comédie Française

Mercredi 17, samedi 20
jeudi 25, dimanche 28
à 20 h. 30
et dimanche 28 mars
à 14 h. 30

Spectacle MARIVAUX

LE JEU DE L'AMOUR ET DU
HASARD avec LA COMMERE

Mise en scène :
Jean-Paul ROUSSILLON
Location : Salle Richelieu,
place du Théâtre-Français
7^e-27-31 et agences
MARIGNY


MERCREDI

GRAND REX • U.G.C. NORMANDIE • BRETAGNE • MISTRAL • U.G.C. GOBELINS
MAGIC CONVENTION • PARAMOUNT MAILLOT • 3 MURAT • U.G.C. ODEON
CYRANO Versailles • VELIZY • ELYSEE II Celle St-Cloud • PARAMOUNT La Varenne
C2L St-Germain • FRANCAIS Enghien • PARINOR Aubay • GARREFOUR Pantin
ARTEL Nogent • ARTEL Villeneuve St-Georges • ROSNY 2 • FLANADES Sarcelles
ARGENTEUIL • ARIEL Rueil

CERTO FILMS présente

JEAN PAUL BELMONDO

L'ALPAGUEUR



UN FILM DE
PHILIPPE LABRO

BRUNO CREMER

JEAN NEGRONI - PATRICK FERRY - JEAN-PIERRE JORRIS - VICTOR GARRMIER

Scénario original PHILIPPE LABRO Dialogues JACQUES LANZMANN

Adaptation de JACQUES LANZMANN et PHILIPPE LABRO

Director de la photo JEAN PENZER - Musique de MICHEL COLOMBIER Edition MUSICALE HORTENSA - Directeur de Production ALAIN BELMONDO
Producteur PHILIPPE LABRO Distributeur par Sinf

VOTRE TABLE CE SOIR

est le nom de la bouillabaisse bretonne, 18 F. Spéc. pois. et grill.
Muscadet et Côte-Picard nautais dans un cadre de bistrot de pêcheurs.

BOFINGER 233-97-06
5, rue de la Lune, 2^e F. sam-dim.
Dél. d'hôte, soupeurs jusqu'à 2 h. du matin. Mardi à sam. inclus au
1^{er} étage : Dîner-Accordéon avec Max Macino (même carte et prix).

LE MALOTIF 272-07-32
9, rue de la Bastille, 4^e F. dim.
Spéc. choucroute - michou 21, choucroute 14, pain 12, brochettes 12.
Vins pays dans un cadre déje. confortable. Selon à 40 couvert.

FLORA DANICA 272-30-41
142, Champs-Élysées, 8^e F. dim.
De midi à minuit. Spéc. Dancettes et Scandinaves. Assiette de hors-
d'œuvre dantes Festival du Saumon.

MEDW SOTER et son BAR BELGE 770-31-39
63, avenue des Champs-Élysées, 8^e F. dim.
Jusqu'à 2 heures du matin. Ses 70 mètres de luxe. Gratiné, spé-
cial : 30 F. Ses grillades : d'outarde, 18 F. ; cœur de choucroute, 22 F. ;
TV-Bone steak, 23 F. ; côte de bœuf, 60 F. (pour 2 personnes).

CHIZ MAURICE 770-31-39
1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10^e F. dim.
Jusqu'à 1 h. du matin. Depuis 45 ans de Père en Fils, la Spécialité du
Pois. (gratiné de langoustes, homard à l'amér., loup au fenouil râmé,
rouge grillé, bouillabaisse 20 F. Alou à la provenç.). Rem d'œuvres
du Maître Bouillier Jean Minor. Son Muscadet et son Bourg de Prov.

CHIZ ETCHEGOYER 231-22-05
41, rue Croix-des-Bouche, 1^{er} F. dim.
Jusqu'à 2 h. Cadre rustique Spéc. Basque. Terrine frites de volailles à
Soupe de pois comme à Biscos à Quinquille St-Jacques aux morilles 2.

LE CLOS DU MOULIN 711-11
34 bis, 2, des Filles, 14^e, 230-21-71
M. DELERIE reprend la tête du « Clos du Moulin ». Huîtres, Crustacés,
Poissons, Gibiers, Venaison, Menu spécial samedi et dimanche.

■ Ambiance musicale ■ Orchestre ■ Spectacle en soirée P.M.R. : prix moyen du repas

Théâtre

Le retour du Bread and Puppet

(Suite de la première page.)

Le Christ, c'est l'immense figure, et de chaque côté on a dressé deux mains à sa mesure. C'est un masque hissé sur des perches, c'est une chaise, un homme très grand, une femme qui devient le Yérogé Morie ou sainte Véronique. Le Christ est partout, en chaque être vivant.

Ensuite, dans la nuit, apparaissent de longs fantômes blancs, horizontaux, prolongés par des têtes d'animaux impossibles, et qui crient. Bientôt les suivent d'étranges oiseaux rouges dansent au rythme d'une batterie, dans les synopses lumineuses d'une

lampe tournoyante, superbe nef des fous, qui mène dans un monde naissant, privé d'hommes. Mais arrive un dragon, et le soleil se lève sur des masques d'Américains, lourds visages coiffés de petites casquettes vertes. Washington signe le traité d'indépendance.

Dernière un rideau, se joue avec de toutes petites marionnettes l'histoire du soldat qui part défendre « la vie, la liberté, la recherche du bonheur ». Il revient devant sa maison, personne ne répond à son appel. Sur cette minuscule fenêtre, trouée dans la façade miniature, sur cette absence de réponse, sur ce silence insupportable qui envahit la scène vide, se concentre le drame amer d'une immense solitude.

Le boucher se marie avec une femme liliale. Elle monte sur une échelle. Entre les portants écartés glisse un enfant. La femme meurt, entraînée par le poids d'une pierre, le poids d'une vie froide. Un masque grotesque aux bras déarticulés secoue une danse de mort, on aveugle d'un chiffon rouge un cheval blanc qui s'abat coupé en deux. Dans la nuit revenue, une haute forme blanche, souple, solitaire, ondule sur des échasses, enjambe le cheval ressuscité, et part...

Avec presque rien, quelques lampes, des masques qui changent d'acteurs, des marionnettes de toutes tailles, deux violons, des cymbales, une percussion, Peter Shumann compose une suite de courtes scènes ironiques, sans autre lien que la mort multiforme, dominante. Et, insensiblement, comme dans un mystère médiéval, elle entraîne vers une horreur grandiose et coline, dont la splendeur fantomatique fige le petit rire triste de la dérision. Rien n'a changé chez le Bread and Puppet. C'est toujours, pour le même appel universel à l'amour du prochain, la même extraordinaire simplicité de moyens, la même pureté poétique : la poésie ne se démode jamais, elle renouvelle son pouvoir d'enchantement.

Dans sa ferme du Vermont, Peter Shumann construit le monde de la douceur fragile, du bonheur à rêver. Chaque été, depuis six ans, il réunit sa troupe (il y a les fidèles et les nouveaux qui remplacent ceux qui font leur chemin tout seuls), il invente une grande fête d'été, il réalise les spectacles qu'il emmène en tournée. Avant Nancy, il est allé pour la première fois en Algérie, en Tunisie, en Grèce. Il est retourné en Italie, il va retrouver l'Allemagne, la Pologne, et du 27 mars au 2 avril il sera à Paris au Théâtre des Champs-Élysées. Il ne restera pas plus longtemps, il doit être revenu dans le Vermont à temps pour sa récolte de sirop d'érable.

COLETTE GORDARD.

* « Notre rétrospective » Théâtre des Champs-Élysées du 27 mars au 2 avril.

UN COLLECTIF D'ARTISTES NOIRS

Il n'est pas facile, paraît-il, pour un comédien africain ou antillais de trouver du travail en France. Simplement parce qu'il n'y a pas de rôles si ce n'est secondaires, le plus souvent stéréotypés, des rôles de figurant. Il n'est pas facile quand on est artiste noir — comédien, mais aussi chanteur, danseur, peintre, sculpteur — d'exercer son art en France. Il existe des centaines d'artistes (mais combien au juste ?), isolés, dispersés d'une ville à l'autre. Pour ces raisons et pour d'autres, une quarantaine d'artistes viennent de créer autour de Jean-Luc Bangoura, directeur de la Maison des Jeunes et de la Culture de Paris-6 et du cinéaste Med Bouda, un « collectif des artistes noirs en France », que préside le comédien Robert Licoeur.

Ses objectifs ? Réunir les artistes de toutes disciplines, favoriser les échanges entre les différentes disciplines, défendre les intérêts matériels, financiers, moraux, artistiques de ses membres, défendre la liberté d'expression, produire et diffuser des œuvres de qualité. « Il ne s'agit pas de s'enfermer dans un ghetto (où nous sommes déjà), même bien organisé, de même qu'il ne s'agit pas uniquement d'une question de couleur de peau », dit Jean-Luc Bangoura, « mais nous sommes obligés de partir de là pour nous reconnaître, pour rompre notre isolement et établir un dialogue avec l'extérieur, pour établir une ouverture avec le public et tous ceux qui pensent que l'art doit contribuer à la libération de tous les hommes. »

C. H.

* Collectif des artistes noirs en France, 2 place Saint-Michel, 75006 Paris. Tél. 03-15-10-08.

■ Le S.F.P.A., Syndicat français des auteurs s'associe à la Journée d'étude organisée par les syndicats de la République nationale du spectacle, le 8 avril, « pour essayer d'obtenir la garantie d'un volume de production dans l'industrie, afin de garantir l'ouverture d'un volume d'emploi ».

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Comédie-Française, 20 h. 30 : Maître Fustige et son valet Maiti.
Fénelon, 21 h. : Jacques Martin.
Gaité-Montparnasse, 20 h. 45 : Le Roi des cœurs.
Madelaine, 20 h. 30 : Deux sur canapé.
Nouveautés, 21 h. : Les Deux Vierges.
Palais de la Musique, 20 h. 30 : Tu ne veux rien de bien méchant.
Ranelagh, 20 h. 30 : Via Felini.
Saint-Georges, 20 h. 30 : Nécrotiques.
Studio-Théâtre 14, 21 h. : C'est pas d'main l'habille.
Théâtre Camargo-Framère, 20 h. : Zone.
Théâtre des Deux-Portes, 20 h. 30 : Le Chant du facteur.
Théâtre d'Edgar, 20 h. 30 : Jonas et l'autre.
Théâtre Tristan-Bernard, 20 h. 45 : Crème parait.

Les chaussonniers

Carreau de la République, 21 h. : Fric Story.
Deux-Anes, 21 h. : Sarcos-Via compria.
Dix-Heures, 22 h. : Vals, François.
Georges et les autres.

Les salles municipales

Nouveau Carré, 21 h. 15 : Maurice McIntyre Trio.

Les autres salles

Biothéâtre, 20 h. 30 : Tête d'angles.
Bouffes-Parisiens, 20 h. 45 : Les Grosses.
Comédie-Caumartin, 21 h. 10 : Souffle-Boeing.
Ecole normale supérieure, 20 h. 30 : Souffle-Boeing.
Fontaine, 21 h. : Jacques Martin.
Gaité-Montparnasse, 20 h. 45 : Le Roi des cœurs.
Madelaine, 20 h. 30 : Deux sur canapé.
Nouveautés, 21 h. : Les Deux Vierges.
Palais de la Musique, 20 h. 30 : Tu ne veux rien de bien méchant.
Ranelagh, 20 h. 30 : Via Felini.
Saint-Georges, 20 h. 30 : Nécrotiques.
Studio-Théâtre 14, 21 h. : C'est pas d'main l'habille.
Théâtre Camargo-Framère, 20 h. : Zone.
Théâtre des Deux-Portes, 20 h. 30 : Le Chant du facteur.
Théâtre d'Edgar, 20 h. 30 : Jonas et l'autre.
Théâtre Tristan-Bernard, 20 h. 45 : Crème parait.

Les cafés-théâtres

Au Bec Fin, 18 h. 30 et 24 h. : le Peintre et son modèle, 20 h. 45 : N. Mone, 22 h. : l'Amant.
Au Vrai Chic parisiens, 20 h. 45 : Festival de la chanson inconnue.
Bianco-Maitre, 20 h. 30 : Alain Scott, 21 h. 30 : Michel Truffaut.
Café d'Edgar, 19 h. : Serge-Gorge, 21 h. : Marius-Sergent.
Café de la Gare, 20 h. : les Roses de Paroisse, 21 h. : Prisons sur le secteur, 22 h. : Offen Flash Back.
Café de la Gare, 20 h. : le Cracheur de phrases, 22 h. : le Graphique de l'écrou.
Café-Théâtre de l'Odéon, 20 h. 45 : Huit Cinq.
Coupé-Chou, 21 h. 30 : Néo-Cid, 22 h. 30 : Chut ! ça commence.
Cœur des Miracles, 20 h. 30 : La gomme est à la mode, 21 h. 30 : La gomme est à la mode, 22 h. 30 : La gomme est à la mode.
Le Fanal, 20 h. 45 : la Maison de l'inceste.
Fruit Théâtre, 19 h. 45 : Nicolet, 22 h. : la pipette de papa plus.
Petit Casino, 21 h. : Montebus.

Le music-hall

Klysée-Montmartre, 20 h. 45 : Si-tout d'été.
Palais des congrès, 21 h. : Tom Jones.

Les concerts

Centre culturel du Marais, 19 h. : J.-J. Kantorow, F. Kordoncuti, violon et piano (Mozart, Brahms, Prokofiev).
Maison de la radio, 20 h. 30 : Orchestre national de France, dir. N. Saut (Zandvoort).
Théâtre Bécarré, 20 h. 30 : Internationale 8, dir. R. Eibel (Schwartz, Murogin, Bedolf, Eibel).
Théâtre Bécarré, 20 h. 30 : R. Bachmann, T. Adomopoulos, B. Rigutto, J.-P. Heller (Schubert).
Salle Gaveau, 20 h. 30 : Nouveau Quatuor hongrois (Beethoven).
Théâtre de la Palme, 20 h. 30 : Trio Debussy (Rameau, Mozart, Couperin, Debussy).
Conservatoire de musique, 20 h. 30 : J.-P. Millow, piano (Mozart, Chopin, Prokofiev, Scriabine).
Théâtre d'Orsay, 20 h. 30 : E. Canton (musique électro-acoustique).
Eglise Saint-Séverin, 20 h. 30 : M. Chapuis, orgue (Buxtehude, Bach).
Salle Cortot, 21 h. : Société nationale de musique (Gauguin, Robert, Weber, Massenet, Liszt).

Jazz et Bob

Vincennes, Théâtre Daniel-Sorano, 20 h. : Kadig, Djibouti.
Théâtre Montclair, 20 h. 30 : Alain Finkielkraut.

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans. (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillet, 20 h. 30 : la Chambre, de M. Mizrahi, 22 h. 30 : Balzac, de M. Mizrahi.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 15 mars

Les exclusivités

A CREVAL SUR LE TIGRE (R. V.) : 20 h. 30 : Studio Média, 21 h. 30 : Studio Média, 22 h. 30 : Studio Média.
ADIEU POULIST (R. V.) : 20 h. 30 : Bretagne, 21 h. 30 : Bretagne, 22 h. 30 : Bretagne.
AGUIERRE LA COLÈRE DE DIEU (A. V.) : 20 h. 30 : Studio de la Contre-carte, 21 h. 30 : Studio de la Contre-carte, 22 h. 30 : Studio de la Contre-carte.
A NOUS LES PETITES ANGLAISES (R. V.) : 20 h. 30 : Studio de la Contre-carte, 21 h. 30 : Studio de la Contre-carte, 22 h. 30 : Studio de la Contre-carte.
ATTENTION LES YEUX (R. V.) : 20 h. 30 : Studio de la Contre-carte, 21 h. 30 : Studio de la Contre-carte, 22 h. 30 : Studio de la Contre-carte.
LES AVENTURIERS DU LUCKY LADY (A. V.) : 20 h. 30 : Studio de la Contre-carte, 21 h. 30 : Studio de la Contre-carte, 22 h. 30 : Studio de la Contre-carte.
LE BON ET LES MECHANTS (R. V.) : 20 h. 30 : Studio de la Contre-carte, 21 h. 30 : Studio de la Contre-carte, 22 h. 30 : Studio de la Contre-carte.
LE FRÈRE LE PLUS FUTE DE SHERLOCK HOLMES (A. V.) : 20 h. 30 : Studio de la Contre-carte, 21 h. 30 : Studio de la Contre-carte, 22 h. 30 : Studio de la Contre-carte.
LES INDIENS DE FEU (A. V.) : 20 h. 30 : Studio de la Contre-carte, 21 h. 30 : Studio de la Contre-carte, 22 h. 30 : Studio de la Contre-carte.
JEANNE D'ARC (R. V.) : 20 h. 30 : Studio de la Contre-carte, 21 h. 30 : Studio de la Contre-carte, 22 h. 30 : Studio de la Contre-carte.
LES MAL PARTIS (R. V.) : 20 h. 30 : Studio de la Contre-carte, 21 h. 30 : Studio de la Contre-carte, 22 h. 30 : Studio de la Contre-carte.
MONTY PYTHON, SACRE GRAAL (R. V.) : 20 h. 30 : Studio de la Contre-carte, 21 h. 30 : Studio de la Contre-carte, 22 h. 30 : Studio de la Contre-carte.
LOLIVIER (R. V.) : 20 h. 30 : Studio de la Contre-carte, 21 h. 30 : Studio de la Contre-carte, 22 h. 30 : Studio de la Contre-carte.
OUBLIE-MOI, MANDOLINE (R. V.) : 20 h. 30 : Studio de la Contre-carte, 21 h. 30 : Studio de la Contre-carte, 22 h. 30 : Studio de la Contre-carte.
PARFUM DE FEMME (R. V.) : 20 h. 30 : Studio de la Contre-carte, 21 h. 30 : Studio de la Contre-carte, 22 h. 30 : Studio de la Contre-carte.

Les films nouveaux

LE GUERRIER, film français de Roger Pigaut, Capri, 20 h. 30 : Capri, 21 h. 30 : Capri.
LA FEMME (R. V.) : 20 h. 30 : Capri, 21 h. 30 : Capri.
LE JUGE ET L'ASSASSIN, film français de Bertrand Tavernier, Marivaux, 20 h. 30 : Marivaux, 21 h. 30 : Marivaux.
JANNAI FILS TOUTOUCHE, film français de Yannick Bellon, La Claf, 20 h. 30 : La Claf, 21 h. 30 : La Claf.
KALA, film français de O. Sembène, Nostalgies, 20 h. 30 : Nostalgies, 21 h. 30 : Nostalgies.
MONTY PYTHON, SACRE GRAAL, film anglais de Monty Python, La Claf, 20 h. 30 : La Claf, 21 h. 30 : La Claf.
PARFUM DE FEMME, film français de Jean-Claude Cocteau, La Claf, 20 h. 30 : La Claf, 21 h. 30 : La Claf.
LA SOCIÉTÉ DU SPECTACLE (R. V.) : 20 h. 30 : La Claf, 21 h. 30 : La Claf.

UN GENTLE DEUX ASSOCIÉS, UNE CLOCHE (R. V.) : 20 h. 30 : La Claf, 21 h. 30 : La Claf.
LES TROIS JOURS DU CONDOR (A. V.) : 20 h. 30 : La Claf, 21 h. 30 : La Claf.
UN APRES-MIDI DE CHIEN (A. V.) : 20 h. 30 : La Claf, 21 h. 30 : La Claf.
UN COIN TRANQUILLE (A. V.) : 20 h. 30 : La Claf, 21 h. 30 : La Claf.
LA VILLE EST À NOUS (R. V.) : 20 h. 30 : La Claf, 21 h. 30 : La Claf.
VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU (A. V.) : 20 h. 30 : La Claf, 21 h. 30 : La Claf.
LES SAUTS DE HURLEVENT (A. V.) : 20 h. 30 : La Claf, 21 h. 30 : La Claf.
LES TEMPLIERS (R. V.) : 20 h. 30 : La Claf, 21 h. 30 : La Claf.
NICKER (R. V.) : 20 h. 30 : La Claf, 21 h. 30 : La Claf.

Les grandes reprises

ACCATONE (R. V.) : 20 h. 30 : La Claf, 21 h. 30 : La Claf.
LES SAUTS DE HURLEVENT (A. V.) : 20 h. 30 : La Claf, 21 h. 30 : La Claf.
LES TEMPLIERS (R. V.) : 20 h. 30 : La Claf, 21 h. 30 : La Claf.
NICKER (R. V.) : 20 h. 30 : La Claf, 21 h. 30 : La Claf.

Les festivals

J. RENOU : Accatone, 17 h. 30 : La Claf, 21 h. 30 : La Claf.
LES SAUTS DE HURLEVENT (A. V.) : 20 h. 30 : La Claf, 21 h. 30 : La Claf.
LES TEMPLIERS (R. V.) : 20 h. 30 : La Claf, 21 h. 30 : La Claf.
NICKER (R. V.) : 20 h. 30 : La Claf, 21 h. 30 : La Claf.

FELLINI (R. V.) : 20 h. 30 : La Claf, 21 h. 30 : La Claf.
LES SAUTS DE HURLEVENT (A. V.) : 20 h. 30 : La Claf, 21 h. 30 : La Claf.
LES TEMPLIERS (R. V.) : 20 h. 30 : La Claf, 21 h. 30 : La Claf.
NICKER (R. V.) : 20 h. 30 : La Claf, 21 h. 30 : La Claf.

Les séances spéciales

AMERICAN GRAFFITI (A. V.) : 20 h. 30 : La Claf, 21 h. 30 : La Claf.
BONNIE AND CLYDE (A. V.) : 20 h. 30 : La Claf, 21 h. 30 : La Claf.
CHATEAU VICTORIA (A. V.) : 20 h. 30 : La Claf, 21 h. 30 : La Claf.
DEBILS, DEDANS (R. V.) : 20 h. 30 : La Claf, 21 h. 30 : La Claf.
INDIA SONG (R. V.) : 20 h. 30 : La Claf, 21 h. 30 : La Claf.
KALA, FILS TOUTOUCHE (R. V.) : 20 h. 30 : La Claf, 21 h. 30 : La Claf.
UN FEMME EST UNE FEMME (R. V.) : 20 h. 30 : La Claf, 21 h. 30 : La Claf.
UN FEMME EST UNE FEMME (R. V.) : 20 h. 30 : La Claf, 21 h. 30 : La Claf.
LE VOYAGE DES COMÉDIENS (R. V.) : 20 h. 30 : La Claf, 21 h. 30 : La Claf.

un film pour tous

un film de **Hall Bartlett**

Jonathan Livingston

Le Goeland

Un Film de Andrzej WAJDA

LA TERRE DE LA GRANDE PROMESSE

Stratégie OSCARS HOLLYWOOD 1976

U.G.C. BIARRITZ — HAUTEFEUILLE — DRAGON — GAUMONT-SUD — BIENVENUE MONTPARNASSE — ROYAL HAUSSMANN — SAINT-LAZARE — PASQUIER — CAMBRONNE — LES 3 NATION — TRICYCLE ASIÈRES — PARY 2 — FLANADES SARCELLES — CARREFOUR P ANTIN — ARTEL NOGENT

on adorera, on se passionnera pour

"la meilleure façon de marcher"

c'est le film le plus juste, le plus ambigu, le plus émouvant et le plus drôle du moment

PARISCOP J.M. BESCOS

Interdit aux moins de 13 ans

PATRICK DEWAERE

CHRISTINE PASCAL

CLAUDE PIEPLU

CLAUDE MILLER

AGENCE

AMATEUR DE GESTION

PARTE MIS WEB

RESPONSABLE EXPORTATION

INGENIER haut niveau

recherche pour poste en ALGERIE

صلى الله عليه وسلم

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX DU		
PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	28,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Société française région OUEST
leader dans sa spécialité recherche

JEUNE CADRE
doué d'initiative

ayant :

- formation E.C. - I.E.P. Licence Économie ou Gestion ;
- connaissances comptables niveau D.E.C.S. ;
- une expérience de quelques années trésorier clients ou montage crédits documentaire moyen terme est indispensable.

Sera chargé de :

- gérer la trésorerie ;
- monter les dossiers de crédit export (moyen terme) ;
- régler les problèmes juridiques et contentieux connexes.

Ce poste comporte de larges possibilités d'évolution.

Env. curriculum vitae, salaire souhaité et photo sous n° 46798, CONFESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.

GRANDE VILLE LORRAINE
ENTREPRISE BATIMENT
(et T.P.) C.A. 1975 : 50 M., solidement implantée recherche :

INGÉNIEUR T.P. ou ÉQUIV.
HAUT NIVEAU

35 ans minimum - 10 ans dans le Bâtiment pour la fonction

D'ADJOINT au DIRECTEUR GÉNÉRAL

Ce poste correspondrait à un spécialiste pouvant justifier d'avoir déjà assumé des responsabilités complètes :

- techniques,
- commerciales,
- de gestion et de rentabilité,

par exemple en qualité de :

CHEF D'UNE AGENCE IMPORTANTE

Poste d'avenir. Rémunération élevée. Intéressante. Possibilité de prise de participation.

Adresser C.V. et présentations, sous référence 2.197 à :

CORT 65, avenue Kléber, 54000 NANCY. Discretions assurées.

SANDVIK S.A.

Nous sommes la filiale d'une importante Société Suédoise. Nous recherchons dans le cadre de notre décentralisation à ORLÉANS - La Source :

UN CONTRÔLEUR DE GESTION

(Référence F 101)

Chargé d'analyser les éléments constitutifs de la rentabilité du département :

- de mettre au point le budget tournant des ventes ;
- d'alerter la direction sur les écarts constatés en proposant des solutions.

De plus, il collectera et analysera les statistiques internes et en assurera la diffusion.

UN ASSISTANT MARKETING

(Référence C 133)

En collaboration avec le Chef de Service marketing du Département Comorant (outils coupants), il préparera et présentera les budgets à moyen et long terme après avoir collecté les informations et les statistiques nécessaires. Il serait souhaitable de connaître la machine-outil et de savoir utiliser l'informatique.

Ces deux postes supposent une formation de type Ecole Supérieure de Commerce ou Sciences Économiques complétée par une première expérience dans un poste similaire. Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

13^e mois - Prime de vacances - Avantages sociaux.

Adresser C.V. détaillé, photo et présentations à :

SANDVIK, Service du Personnel,
Boite Postale 104, 92008 NEUILLY-LEZ-ORLÉANS.
Discretions assurées.

GLAENZER SPICER
SOCIÉTÉ DE MÉCANIQUE AUTOMOBILE
(2.200 personnes)
Filiale d'un très important groupe international (120.000 personnes)
recherche pour son usine du MANS (1.300 personnes)

UN CHEF DES SERVICES
ENTRETIEN ET SÉCURITÉ

Ce poste ne peut convenir qu'à un : **INGÉNIEUR** DIPLOMÉ, ayant eu au minimum 3 ou 4 ans d'expérience dans une fonction similaire. Il sera responsable de la maintenance du parc de machines-outils (750 machines), des bâtiments, des installations, des travaux neufs et de la sécurité, qui est une fonction importante dans la Société.

Effectif du Service : environ 120 personnes.

Facilité de logement.
Très bon niveau de rémunération.
Possibilité de perfectionnement.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photo et présentations sous réf. E.S. à Direction du Personnel B.P. No 80, 78301 POISSY Cedex.



emplois internationaux

beicip

DIVISION DES ÉTUDES INDUSTRIELLES

Depuis la création du BEICIP, voici 8 ans, nous avons multiplié par 3 le volume de nos travaux de conseil et avons diversifié nos activités qui couvrent pratiquement tous les secteurs de l'industrie du PÉTROLE, du GAZ et de leurs dérivés : PÉTROCHIMIE et ENGRAIS.

Notre métier nous conduit à mettre en œuvre des compétences et disciplines très variées puisque nous devons de plus en plus faire la gestion complète des projets et partager tous les soucis de nos clients.

Pour mener à bien les missions qui nous sont confiées, nous effectuons au siège, à RUEIL, tous les travaux liés à la CONCEPTION des PROJETS (études de rentabilité, études de conception technique des projets, préparation des dossiers d'appel d'offre et choix des constructeurs) et essentiellement à PÉTRANGER, les CONTRÔLES de RÉALISATION (suivi des études, achats, fabrication, construction, essais de réception) et l'ASSISTANCE à l'EXPLOITATION (conseil en organisation, exploitation, entretien, inspection, bilan, diagnostic).

Pour mieux satisfaire la demande toujours croissante de nos clients, nous recherchons des ingénieurs et techniciens diplômés ou autodidactes confirmés pour les postes suivants :

- 1) **INGÉNIEURS DE PROJET** polyvalents
- 2) **INGÉNIEURS DE PROCÉDES**
- 3) **INGÉNIEURS D'ÉTUDE** dans le domaine des installations pétrolières et systèmes d'utilités.
- 4) **PROJÉTEURS TUYAUTERIE** pour l'industrie et études d'installation.
- 5) **INGÉNIEURS MÉCANICIENS** polyvalents connaissant bien les codes et les normes, les matériaux et la R.M.
- 6) **INGÉNIEURS DE CONSTRUCTION** pour contrôler le montage des chantiers importants : qualité, cadences, contrôle des modifications ; il devra aussi diriger tout au long du projet.
- 7) **SUPERVISEURS DE CONSTRUCTION** connaissant bien le montage de tuyauterie.
- 8) **INGÉNIEURS** connaissant bien les problèmes d'implantation des unités pétrolières, chimiques, pétrochimiques et raffineries.

Tous les candidats devront justifier d'une expérience professionnelle d'au moins 5 ans et avoir une pratique convenable de l'anglais.

Toutes les réponses devront faire références au n° de profil et être adressées au : BEICIP, av. N. Bonaparte - 92500 RUEIL-MALMAISON

Nous sommes un groupe français de la construction mécanique (CA : 500 MF, 3 000 collaborateurs) avec une vraie dimension internationale. Notre Direction Générale souhaite intégrer

le directeur des ressources humaines

Il couvre toute la fonction, à Lyon et sur l'ensemble des 6 usines :

- politique générale : définition et application ;
- relations sociales, dans l'entreprise et avec la profession ;
- gestion générale : statuts, rémunérations, effectifs, statistiques ;
- développement des ressources humaines : recrutement, formation, promotion.

Des cadres compétents assurent ces fonctions dans les usines et les dirigent demande une bonne dimension.

Notre consultant-étudier, avec discrétion, les candidatures des directeurs qui voudront bien se mettre en rapport avec lui. Il s'attachera, bien sûr, aux compétences techniques mais aussi, et surtout, aux motivations, aux qualités humaines de l'homme cherché.

La rémunération élevée est en rapport avec les responsabilités à prendre.

Écrire à Mme G. DILL, ss réf. 345 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE DE LA RÉPUBLIQUE - 69001 LYON
PARIS - LILLE - GENEVE - ZÜRICH - BRUXELLES

Important Groupe Bâtiment T.P. recherche

JEUNES INGÉNIEURS
E.C.P. - E.N.P.C. - E.T.P.

Des missions « Travaux » - G.C. ou Bâtiment - leur seront confiées (gestion humaine et financière, technique) dans une entreprise régionale, sur les régions Ouest et Nord et départs.

Par la suite, l'évolution pourra se faire au sein du Groupe, dans d'autres activités et éventuellement à l'étranger.

Envoyer dossier personnel à : **BOUET JD/833, RAYAS - 136, avenue Charles-de-Gaulle, 9222 NEUILLY-SUR-SEINE.**

Important groupe français MATIÈRES PLASTIQUES recherche pour la SUB DE LA FRANCE

ingénieur développement
résines styréniques

Ayant une bonne expérience des résines styréniques et des technologies de transformation.

Il faut parler l'anglais et si possible l'allemand.

Le poste implique des déplacements dans toute l'Europe.

Avant de faire acte de candidature demander la notice d'informations s/réf. 5103 M.

egor 5, rue Meyerbeer 75008 Paris

Très Important Groupe International pour le secteur Océan Indien et Afrique Centrale de l'une de ses divisions à succursales multiples recherche

ANIMATEUR DE GESTION

Le candidat choisi, âgé de 30 ans minimum sera :

- Diplômé D.E.C.S. ou équivalent ;
- Avoir la sens et le goût de la formation ;
- L'expérience des comptabilités des sociétés et de la fiscalité ;
- Des connaissances en informatique seraient appréciées ;
- Résidence à TANANARIVE, avec déplacements dans le secteur d'intervention.

Ad. lettre manuscrite, curricula vitae détaillés à : **P. LICHAT S.A. sous réf. n° 3.001 - 10, rue Louvois, 75003 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.**

ENTREPRISE TRAVAUX PUBLICS
Vocation internationale recherche :

DIRECTEURS DE TRAVAUX
pour gros chantiers à l'étranger

Exigé :

- Âge minimum 35 ans ;
- parfaite connaissance anglaise ;
- expérience en T.P.

Situation d'avenir pour Cadres dynamiques.

Écrire avec C.V. manuscrit et photo, n° 45.519, CONFESSE Publ. 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

CENTRE DE CONSULTATIONS
recherche pour BORDEAUX des

JURISTES DE DROIT PRIVÉ

ayant une solide formation théorique, licence en droit au minimum.

Une expérience d'enseignement en faculté, de notaire, avocat, avocat, conseil juridique, juriste d'entreprise, serait appréciée.

Situation stable et rémunération intéressante.

Adresser C.V. détaillé et présentations à **CRIDON BORDEAUX-TOULOUSE, 8, rue Maliby, 33000 BORDEAUX.**

PARFUMS WEIL
recherche

RESPONSABLE EXPORTATION

pour magasins Hors Taxes Européens, marchés AMÉRIQUES SUD et CENTRALE, CARAIBES 50 % voyages.

Anglais, Espagnol courant exigés.

Expérience Vente Produits de Luxe à l'exportation requise.

Niveau E.C.O. ou formation similaire.

Âge minimum 27 ans.

Libre de suite.

Réponse manuscrite et curriculum vitae à : **PARFUMS WEIL, 15, rue Courambert, PARIS 75018.**

Pour lui confier des responsabilités d'étude de projets à l'étranger, une société d'ingénieurs conseil, recherche un

INGÉNIEUR HYDRAULICIEN

ayant acquis dans les pays d'outre-mer, une expérience d'une dizaine d'années en

HYDROLOGIE GÉNIE RURAL

Il doit être rompu aux études de ressources en eau, de dimensionnement d'ouvrages de franchissement de cours d'eau, d'aménagement hydro-agricole. Les ingénieurs intéressés peuvent adresser leur candidature sous la réf. 88.201 à I.T.P., 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 - PARIS - Cedex 02.

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Pour mission en Allemagne, ingénieur ou équivalent, 5 ans d'exp., minimum sur microcalculateur. Taux réel. Connaissance H.B. 316 - 716 P.D.P. 11 souhaitée.

Envoyer C.V., présentations et photo à n° 3.016 - COPAF, 40, rue de Chabrol, 92100 - PARIS - Cedex 02.

PROJÉTEUR AUTOMOTIF ou ROUTIER

Ayant quelques années d'expérience. Les candidats libres sous peu de temps peuvent écrire en indiquant leurs présentations (C.V. photo) sous réf. 827/102 à I.T.P., 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 - PARIS - Cedex 02.

KAWNEER S.A.

Spécialiste de la fabrication et de la vente de systèmes architecturaux en aluminium recherche

directeur de fabrication

30 ans minimum

nous recherchons formation ingénieur, 5 ans expérience de la direction, production dans une usine de plus de 20 personnes. Expériences de fabrication dans l'industrie légère du process. Un ingénieur de production efficace, parfaitement habilité aux outils et machines utilisés dans une grande usine, pourrait convenir. Mission : Responsable devant le directeur général de l'ensemble des problèmes de fabrication, il assurera également les responsabilités suivantes : embauche du personnel ouvrier, formation, relations employeurs-employés, établissement et suivi des coûts de production et du budget de fonctionnement production. Il sera membre du Comité de direction de la Société. Anglais oral ou écrit indispensables.

Adresser lettre manuscrite CV et photo récente à : **KAWNEER S.A. Zone Industrielle 34740 VENDARGUES**

CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DU LOIRET
recherche

pour son Centre Informatique IBM 370/145 DOS/VS avec Télécopie

PROGRAMMEURS COBOL
Niveau L.U.T. minimum

Les candidatures, accompagnées d'une photo et d'un curriculum vitae manuscrit, seront adressées à la :

CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DU LOIRET
Service du Personnel, 20, rue de la Godde, 45000 SAINT-JEAN-DE-BRAYS

DIRECTEUR DU DÉVELOPPEMENT MARKETING
OUEST

Une importante société de mécanique générale, premier français dans sa spécialité - 1500 personnes - recherche un jeune diplômé GRANDE ÉCOLE, quelques années d'expérience (X, ECP, Mines, INSEAD, MBA, HEC, ESSEY...) pour assumer la fonction de Directeur du Développement-Marketing. Ce poste est susceptible d'une évolution ultérieure. Placé en position fonctionnelle et dépendant directement du Président, il lui sera demandé de préparer l'avenir de la Société. A l'issue d'une période de formation, il se verra progressivement confier des responsabilités plus importantes.

26 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Réf. 543M2

INGÉNIEUR haut niveau
recherché pour poste en ALGÉRIE

(grande banlieue d'ALGER) par société d'études française, pour prendre responsabilité département ingénieurs d'un établissement d'enseignement supérieur (école mécanique), 35 ans minimum, pouvant se libérer très rapidement, expérience industrielle et pédagogique. Contrat de durée indéterminée. Avantages sociaux français maintenus. Logement assuré.

Ad. C.V. détaillé man., photo et prêt. ss le n° 571, Axial Publ., 51, rue du 14-7-59-Scorée, 75008 Paris.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI		
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,69

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		



emplois régionaux

GLAENZER SPICER

SOCIÉTÉ DE MÉCANIQUE AUTOMOBILE
(2.200 personnes)
Filiale d'un très important groupe international (120.000 personnes)
dans le but de renforcer la progression continue de son développement recherche pour son usine du MANS (1.300 personnes)

UN INGÉNIEUR DIPLOMÉ

ARTS ET MÉTIERS OU ÉQUIVALENT
ayant un minimum de 4 ans d'expérience dans un service MÉTHODES, pour le poste de :
RESPONSABLE DES TECHNIQUES DE FABRICATION
(création de poste)

Chargé des rationalisations, des techniques, et procédés d'usinage, études des temps, amélioration des conditions de travail.

Facilités de logement.
Très bon niveau de rémunération.
Possibilité de perfectionnement.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photo et présentations sous la réf. T.F. à Direction du Personnel, B.P. No 60 - 78301 POISSY Cedex.

HEWLETT PACKARD GRENoble

recherche

UN JEUNE INGÉNIEUR

- ayant reçu une formation d'Ingénieur Electronicien, il aura acquis durant un à trois ans une expérience sur matériel informatique;
- nous lui offrons, après formation, la responsabilité technique d'un ou plusieurs instruments fabriqués à Grenoble;
- anglais indispensable.

Ecrire avec C.V. détaillé à HEWLETT PACKARD, Service du Personnel, 5, rue Raymond-Chanay, 38200 EVREUX.

Très importante Société Industrielle Française

(15 000 pers.)

CA sup à 2 Milliards F)

recherche

JEUNES INGÉNIEURS

- Grandes Ecoles (X, Centrale, Mines...)
- Première expérience industrielle appréciée;
- Possibilité de carrière très évolutive dans un groupe extrêmement diversifié et pratiquant une gestion dynamique et ouverte de ses Cadres. Postes en province.

Adresser CV sous réf. 72040 A

DORES SECE 11, Allée de Robertau 67000 STRASBOURG

OLDHAM

DIRECTEUR COMMERCIAL 120.000 F

BATTERIES AUTOMOBILES + voiture

Un des principaux fabricants européens de batteries recherche son directeur commercial pour le marché français.

Le candidat retenu, âgé d'au moins 28 ans, aura une expérience pratique d'au moins cinq ans dans la vente de batteries automobiles en France. Il sera en mesure de démontrer sa réussite dans ses précédentes fonctions.

Ce poste offre à un homme énergique et entreprenant l'opportunité d'une carrière passionnante et substantiellement rémunérée.

Envoyer curriculum vitae et photo à : OLDHAM - B.P. 10 - 91200 AERAS COTEX.

DIRECTEUR TECHNIQUE ADJOINT

TOURS — 100.000 F.

La Société est la première en France sur son marché : C.A. 32 millions - 2 usines - 220 personnes. Elle recherche un ingénieur d'au moins 35 ans, diplômé A et M, ICAM, IDN ou équivalent pour succéder le Directeur Technique actuel et, à moyen terme, lui succéder. La fonction couvre les Etudes, les Achats et la Fabrication. Le cadre retenu interviendra d'abord au niveau de l'organisation des services techniques et de la production. Une expérience de plusieurs années comme responsable de production est indispensable et aura été acquise de préférence dans le travail des métaux en feuille ou la charpente métallique.

26 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Réf. 576M.

CHEF DE PUBLICITÉ

3 à 5 ans d'expérience, homme de contact et de recherche par Agence de province proche gros centre.

Nous n'offrons pas un salaire de P.-D.G. parisien, mais de réelles possibilités pour un homme responsable et désireux de se créer une situation évolutive dans le calme.

Répondre sous le n° 273.455 M. à REGIE-PRESSE, 65 bis rue Beaumartin, Paris (2), qui transmettra.

LES POMPES GUINARD

recherche pour leur usine d'Annecy

DIRECTEUR DES APPROVISIONNEMENTS confirmé A.M. ou H.E.C. (volume appr. de 5 à 10 M.F.). Anglais soigné.

INGÉNIEUR A.M. ou ENI

3 à 5 années expérience industrielle. Spécialisation production - Atelier Usinage - Mécanique générale ou méthodes.

Ecrire avec C.V. : POMPES GUINARD B.P. 725 74015 Annecy.

les annonces classées du Monde

sont reçues par téléphone du lundi au vendredi de 8 h.30 à 18 h.30

ou 233.44.31

pour les renseignements : 233.44.21

Les numéros commencent par 15 heures par téléphone de la semaine.

offres d'emploi

offres d'emploi

ENGINEERING INTERNATIONAL

réalisant clés en mains des

INSTALLATIONS DE TRAITEMENT EAUX, AIR, DÉCHETS SOLIDES

ayant à construire 2 usines au Proche-Orient, recherche pour PARIS :

3 INGÉNIEURS D'AFFAIRES ANGLOPHONES HAUTEMENT QUALIFIÉS DANS LEUR BRANCHE

INGÉNIEUR A.M. ou équivalent

spécialement chargé des manutentions. Une solide expérience des installations à feu continu comme exploitant ou responsable de l'entretien, et si possible des chantiers à l'étranger est indispensable.

(référence 2194)

INGÉNIEUR THERMICIEN

chargé des réseaux d'eau, effluents, air comprimé, des incinérateurs du traitement des fumées et gaz brûlés, et de tous les conditionnements d'air et de ventilation. Il doit posséder une forte expérience de l'installation thermique (par exemple chauffage urbain, distilleries...) ou une très bonne expérience chaudronnerie, tuyauterie, doublée de connaissances de chantier.

(référence 2195)

INGÉNIEUR-MÉCANICIEN HYDRAULICIEN

de haut niveau chargé des broyeurs et machines tournantes, des digesteurs, de l'atelier d'entretien. Une bonne expérience de l'installation ou de l'entretien des machines tournantes, engins, presses... est indispensable.

(référence 2196)

Priorité aux candidats possédant une expérience d'Engineering et des chantiers outre-mer. Ces postes s'adressent à des candidats passionnés par l'Engineering et par un travail en équipe avec une Direction jeune et dynamique, soit désireux de poursuivre une carrière d'Engineering intéressante au sein du groupe international, soit désireux d'effectuer un contrat de 3 ans pour mesurer à bien la mission présente.

Voyages fréquents de courte durée.

Ces 3 postes sont à pourvoir dans le plus court délai.

Adresser C.V. et présentations en précisant la référence à Mlle D'ANGE, Discretion assurée.

Les candidats sont priés d'indiquer les sociétés auxquelles leur C.V. ne doit pas être transmis.

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE

recherche

- en vue de renforcer les services de gestion
- 1) DE SON AGENCE DE PARIS-8
- 2) DE SON AGENCE DE LA DÉFENSE (92)

DES GESTIONNAIRES DE SYNDICATS DE COPROPRIÉTÉS CONFIRMÉS

Les candidats retenus devront être de formation supérieure licence en droit I.A.R., I.O.H., etc. et avoir tenu un poste similaire pendant plusieurs années au sein soit d'un Cabinet d'Administration de biens, soit d'une Société Immobilière.

Ecr. avec C.V. détaillé et présentations, n° 46.829, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

SOCIÉTÉ ALFORTVILLE (94)

recrute POUR LABORATOIRE DE RECHERCHES ANALYTIQUES PHARMACIEN ANALYSTE

5 à 10 ans d'expérience en ANALYSE

Adresser curriculum vitae à : Publicité LITAS, sous la référence 3.972, 27, av. de La Fayette-Tourcoing, 94 - CHARENTON.

CHEF DE PUBLICITÉ

JUNIOR Agence

— Imaginatif et excellente aptitude au marketing.

— Expérience Agence 3 ans en assistant sur BUDGETS IMMOBILIÈRES.

Libre très rapidement

Envoyer lettre manuscrite avec curriculum vitae et photo à PUBLISCOPE, sous la réf. N. 762, 11, rue Royale, 75008 PARIS.

IBM

DIVISION DES SYSTEMES DE GRANDE DIFFUSION

(moyens et petits systèmes) recherche pour

PARIS ET LES GRANDES METROPOLES REGIONALES

ingénieurs commerciaux

(Hommes ou Femmes)

JEUNES DIPLÔMES GRANDES ECOLES OU EQUIVALENT

— Après une formation sur nos produits et à nos techniques de vente, nous leur confierons la gestion d'un territoire où ils seront responsables de leurs actions commerciales.

— Le goût, les aptitudes réelles à la vente de produits hautement sophistiqués sont indispensables.

— Les fonctions proposées offrent de larges possibilités de carrière aux candidats qui sauront faire leurs preuves.

Envoyer lettre manuscrite, CV, avec photo et présentations sous réf. 4814B à IBM - France - Service recrutement, 2 rue Marengo - 75001 - Paris.

opérationnel export

Le département EXPORT d'une société de réputation internationale spécialisée dans le MATÉRIEL DE MANUTENTION recherche pour PARIS

INSPECTEUR COMMERCIAL EXPORT pour appuyer son expansion vers l'ALLEMAGNE et les pays SCANDINAVES maîtrisant parfaitement l'allemand possédant l'anglais courant, faisant preuve d'un sens d'initiative et d'organisation, le candidat devra faire état de 2 ans d'expérience dans la commercialisation des biens d'équipement ou véhicules industriels.

Les personnes intéressées peuvent adresser leur candidature (lettre et CV) à SWEET'S, BP 269 75424 PARIS CEDEX 09, qui transmettra.

CHEF DE PUBLICITÉ

JUNIOR Agence

— Imaginatif et excellente aptitude au marketing.

— Expérience Agence 3 ans en assistant sur BUDGETS IMMOBILIÈRES.

Libre très rapidement

Envoyer lettre manuscrite avec curriculum vitae et photo à PUBLISCOPE, sous la réf. N. 762, 11, rue Royale, 75008 PARIS.

STÉ PAPIETÈRE DE DISTRIBUTION

cherche pour son réseau de vente

CADRE CCIAL

CHEF DE SECTEUR PARIS - OUEST

Candidate existante à développer. Responsabilité et animation du secteur.

TR. BELLE SITUAT. AVENIR

PAPETERIES BELLEGARDE, 121, rue d'Aguesseau 75010 - BOULOGNE

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

NORD DE PARIS recherche

UNE

ASSISTANTE SOCIALE

Avant plusieurs années d'expérience en usine.

Ecrire à M. MALBEC, 114, avenue Champs-Élysées 75008-PARIS, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ COMMERCIALE PARIS-16

COMPTABLE

DECS ou équivalent. Quelques années d'expérience. Intéressé par la fiscalité.

Ad. C.V. et présent. n° 46822 CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui trans.

UNION DES CAMBES CENTRALES DE LA MUTUALITÉ AGRICOLE

chefs d'application

analystes

INDUSTRIEL

INDUSTRIEL

INDUSTRIEL

INDUSTRIEL

INDUSTRIEL

INDUSTRIEL

INDUSTRIEL

INDUSTRIEL

INDUSTRIEL

INDUSTRIEL

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

UNION DES CAISSES CENTRALES DE LA MUTUALITE AGRICOLE

RECHERCHE

chefs d'application

Les candidats devront être titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur (mathématiques ou sciences) et avoir une expérience professionnelle de 5 à 10 personnes (analyses et programmes).

- Participation avec le Chef d'Opération à la conception du système.
- Coordination et management d'une équipe de 5 à 10 personnes (analyses et programmes).

analystes

Les candidats devront être titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur (mathématiques ou sciences) et avoir une expérience professionnelle de plusieurs années dans la fonction analyste, et organique.

Les postes de chefs d'application et d'analystes supposent des déplacements en province de longue durée.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions au Département Service du Personnel 8/10, rue d'Alsace - 75008 PARIS.

IMPORTANT SOCIETE DE THERMIQUE INDUSTRIELLE A VESULY, recherche

UN AGENT TECHNIQUE

Niveau BACCALAUREAT DE TECHNIQUE

- IL SERA CHARGE :
- de la lecture des plans et métrés pour la préparation d'appels d'offres.
 - de la rédaction d'appels d'offres et examens d'offres.
 - de l'établissement de devis d'installation à partir de métrés métrés.
 - connaissance des procédés de montage : levage, assemblage, soudure.
 - expérience souhaitée en installation d'usines, d'équipements - chaudronnerie, en fabrication et mise en œuvre de tuyauteries, en isolation.

Adm. C.V. et prétent. sous réf. 249 M à SWERETS, B.P. 289 - 75204 PARIS CEDEX 09, qui transmettra.

giserti

Société de Conseil et de Réalisation en Informatique de Gestion, nous comptons une centaine de collaborateurs et nous appartenons à l'un des premiers Groupes de Sociétés de Services en Informatique. Nous cherchons deux collaborateurs pour PARIS et la région parisienne

UN INGENIEUR INFORMATICIEN DEBUTANT

(référence M 5030)

ayant une formation de type MIAG ou ENSI En participant à la réalisation de projets au sein d'une équipe de professionnels vous acquerez une expérience de tout premier plan : diversité des matériels, des méthodes de travail et des applications, prise de responsabilité progressive des relations avec les clients.

UN PROGRAMMEUR DEBUTANT

(référence M 5031)

ayant un diplôme d'UT en Informatique. Après une période de formation pratique, vous deviendrez un véritable professionnel. Vous travaillerez pour nos clients dans des domaines d'applications variés et sur des matériels différents. Ecrivez en précisant la référence à Hélène REFREGIER qui étudiera confidentiellement votre candidature.

SERTI-Sélection 49, avenue de l'Opéra 75002 PARIS

Premier Fabricant Européen d'Aliments du Bétail

SANDERS

recherche

pour postes technico-commerciaux, en régions, avec large délégation de responsabilités au niveau du développement des ventes

JEUNES AGRONOMES ET VETERINAIRES

ayant le goût et le sens des contacts humains.

- Formation technique complémentaire assurée par l'entreprise.
- Possibilités de développement de carrière suivant aptitudes.
- Activité au sein d'une équipe dynamique.

Adresser curriculum vitae et photo à :

SANDERS S.A.

Service du Personnel

17, quai de l'Industrie

91200 ATHIS-MONS.

Importante Société Biens de consommation durables recherche

Chef de région

pour animer et contrôler le réseau de distribution sur un secteur à déterminer.

- Expérience commerciale, dynamisme et esprit d'équipe indispensables.
- Libre le 1er mai.
- Salaires en rapport avec la compétence et l'expérience.
- Voiture fournie + frais déplacements.

Envoyer C.V. détaillé, prétentions et photo sous référence 1182 à INTER PA, 19 rue St-Marc 75002 Paris qui transmettra.

SOCIÉTÉ 2 000 PERSONNES INSTRUMENTS DE PRÉCISION TECHNIQUE AVANCÉE

recherche à

PARIS

INGÉNIEUR

CONCEPTION INSTRUMENTS

ce poste conviendrait à INGÉNIEUR

AM - ITA - ESO ou similaire

ayant quelques années d'expérience de

MÉCANIQUE DE PRÉCISION

Il s'agit d'instruments d'optique militaires pour lesquels nous sommes leader. Ils comportent beaucoup de mécanique de haute précision. Une spécialisation en optique n'est pas indispensable au début, mais elle sera acquise ensuite. Les fonctions de l'intéressé seront d'étudier les solutions de principe et la conception générale des instruments. Il orientera les travaux du bureau d'études sans en faire partie, ceux de l'atelier prototypes et ceux de l'usine pour les difficultés de fabrication. Il sera en liaison étroite avec les services techniques des administrations françaises et même étrangères, pour lesquels nos qualités de contact humain seront appréciées.

Envoyer C.V. à SOPELEM à l'attention de M. BERTY, 102, rue Chaplat 9284 LEVALLOIS-PERRET



POUR SES ACTIVITÉS logicielles

GESTION

COMMUNICATIONS

SYSTEMES

SCIENTIFIQUES

le Département

CONSEIL ET APPLICATIONS

Recherche plusieurs

INGENIEURS

débuteurs grandes écoles

ou équivalent

Env. C.V. et objectifs professionnels à

Mlle RAUDIN,

Control Data - 185, rue de Bercy,

75582 Paris Cedex 12 - Tél. 345.50.45.

SOCIETE D'ETUDES ET DE REALISATIONS D'ENSEMBLES INDUSTRIELS EN TRES FORTE EXPANSION RECHERCHE

DES INGENIEURS MECANICIENS

POUR LA COORDINATION DE DOSSIERS D'APPAREILS SOUS PRESSION

Vous travaillez depuis plusieurs années dans les domaines de la chaudronnerie, de la tuyauterie, des appareils sous pression.

Vous avez donc, maintenant l'expérience qui vous permettra de constituer et d'instruire des dossiers à présenter au service des Mines.

Des déplacements - de courte durée - sont à envisager, car vous serez en relations avec nos fournisseurs.

Plusieurs postes sont à pourvoir.

Ecrire à No 46852, Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

SOCIETE INTERNATIONALE recherche pour son activité

TISSUS D'INTERIEURS

inspecteur des ventes

Mission : Promotion et vente de tissus d'intérieur auprès des décorateurs, architectes, etc... en France et au Bénélux.

Voyages fréquents. Profil : Le profil du candidat sélectionné correspondra au standing de la clientèle à visiter.

Une collection de prestige, unique dans sa conception, offrira au candidat retenu, des possibilités exceptionnelles de développement et d'avenir.

Il sera directement rattaché au P.D.G. de la Société.

Tres introduit dans le Secteur « Tissus d'intérieurs » et « Ameublements ».

Résidence : Région Parisienne.

Nous offrons :

- Salaires très importants +
- Voiture de fonction +
- Frais de déplacement remboursés sur justificatifs.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à AMOS & Cie - Division Zumsteg, 18 bis rue d'Anjou 75008 PARIS.

LEYBOLD HERAEUS SOGEV

Filiale d'un Groupe International, leader dans la vente et la fabrication de matériels de vide, nous cherchons pour un poste basé à Paris dans notre Département "INSTALLATIONS SPECIALES EN METALLURGIE"

UN JEUNE INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Il prospecte le marché français pour la vente d'installations "vide en vide" tout en développant les relations commerciales existantes. Il se rend fréquemment avec ses clients en Allemagne à l'usine du Groupe. Il bénéficie de l'assistance de spécialistes.

Il a une expérience de 2 ans minimum dans le domaine de la METALLURGIE, du TRAITEMENT THERMIQUE ou de l'ELECTRICITE. Il peut être également Ingénieur Physicien ou spécialiste de Chimie Chimique. Une formation lui est assurée sous forme de stages techniques. Une bonne connaissance de l'anglais ou de l'allemand est indispensable.

Même si vous n'avez pas d'expérience commerciale, écrivez nous réf. 2834M à Hélène REFREGIER qui étudiera confidentiellement votre candidature.

giserti 49, avenue de l'Opéra 75002 PARIS

SELECTION

assister les chefs de personnel

Nous proposons une nouvelle formule de publicité de recrutement qui combine utilisation de différents média pour un meilleur résultat et une meilleure rentabilité du facteur temps pour les Chefs de Personnel. Votre diplôme d'

IUT gestion de personnel

et votre première expérience dans un département du Personnel vous ont familiarisés avec tous les problèmes en amont du recrutement : définition de fonctions, annonces de recrutement, présélection.

Ce sera l'essentiel de votre fonction chez nous, où vous devrez également animer et coordonner l'activité de l'ensemble des opératrices.

Votre C.V. sera étudié avec soin par M. Guillemo, Havas Contact, 156, bd Haussmann, 75008 Paris.

CADRE COMMERCIAL

PARIS 75.000 F +

Pour une Société Française du secteur automobile - 3.000 personnes - leader sur ses principaux produits - filiale d'un Groupe International.

Sous l'autorité du D.C., il sera Responsable d'une ligne de produits, dont il assurera la meilleure pénétration dans des conditions optimales de rentabilité.

Il est requis : - Une personnalité fortement motivée et une expérience réussie dans la vente de composants industriels de préférence - 25 ans min. - Connaissances pratiques en mécanique et métallurgie appréciées.

Adresser C.V. détaillé + lettre motivée à Hervé LE BAUT

BOSSARD SELECTION RM.9145M

22, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

SOCIETE D'ETUDES ET DE REALISATIONS D'ENSEMBLES INDUSTRIELS EN TRES FORTE EXPANSION RECHERCHE

DES INGENIEURS MECANICIENS

POUR L'EVALUATION DE LA SURETE DES MATERIELS

Nous vous proposons de participer à :

- la définition des impératifs de sûreté applicables aux différents matériels,
- l'évaluation des matériels réalisés,
- l'élaboration de synthèses pour les organismes de sûreté.

Par ailleurs, vous contribuerez à la mise en place progressive d'une nouvelle réglementation sur la sûreté des matériels.

Une formation complémentaire en génie atomique vous serait un atout dans ces fonctions.

Les documents techniques que vous utiliserez seront souvent en anglais : il est indispensable de pouvoir lire cette langue.

Ecrire à No 46855, Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Piaçards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

jeune universitaire

Vous êtes de formation scientifique et votre goût de la technique vous a conduit à la maîtrise informatique ou mieux au DEA. Vous souhaitez persévérer dans la technique sans poursuivre une expérience purement système. Pourquoi ne pas vous lancer dans la CAO (conception assistée par ordinateur) ? Elle allie techniques de pointe (temps réel, écrans graphiques interactifs) au contact avec les services utilisateurs et suppose une maîtrise de l'assembleur jointe à une solide connaissance du système.

UN GRAND CONSTRUCTEUR (proche banlieue ouest de Paris) vous propose de rejoindre l'équipe qu'il a constituée pour développer les aides à la conception sur des 370 exploités sous OS-VS 2.

Ecrire à J. THILLY es réf. 3024 LM Carrières de l'Informatique.



ALEXANDRE TICS S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - NICE - GENÈVE - ZÜRICH - BRUXELLES

IMPORTANT ETABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL

ADJOINT DU CHEF du PERSONNEL

Ce poste exige :

- une formation supérieure (de préférence juridique) ;
- une expérience professionnelle de plusieurs années dans les secteurs public ou para-public ;
- une connaissance vécue de la gestion du personnel ;
- un sens très développé des relations humaines.

Des perspectives d'évolution de carrière s'offrent à un candidat de valeur.

Adresser C.V. manuscrit, prétentions et photo à n° 8404, « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens.

SOCIÉTÉ EUROPEENNE DE PROPULSION ETABLISSEMENT DE VERNON

cadre technique

après formation gestion PERT planning pour travaux d'analyse de planning et réseaux PERT, étude des chemins critiques, élaboration de solutions avec les responsables techniques, établissement de syntheses d'état des travaux.

Réf. 159

ingénieur

pour étude et suivi d'essais de tuyauteries cryogéniques, suivi sous contrat tuyauteries flexibles.

Réf. 160

Adresser curriculum vitae et prétentions en précisant référence du poste souhaité à : S.E.P. - Service du Personnel - B.P. 802 - 27207 VERNON.

IMPORTANT SOCIÉTÉ DANS LE DOMAINE DE L'ÉVAPORATION ET DE LA CRYSTALLISATION À PARIS, recherche

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE ou équivalent, spécialisé en GÉNIE CHIMIQUE

ayant quelques années d'expérience dans l'INDUSTRIE.

La connaissance parfaite de l'Allemand est indispensable.

Après spécialisation technique à Paris, orientation possible soit vers carrière technico-commerciale en Allemagne, soit vers suivi de la clientèle allemande depuis Paris.

Adresser C.V. détaillé et prêt. sous réf. CTO 48 à



CONSEILS EN RECRUTEMENT
5 bis, rue Kappler, 75116 PARIS.

Société Internationale en pleine expansion recherche pour Paris - Champagne-Etées

CHEF COMPTABLE

- 30 ans minimum.
- Anglais souhaitable.
- Formation DECS ou équivalent.
- Bonne rémunération de départ.
- Comptabilité générale.
- Préparation des bilans mensuels.

Adresser C.V. réf. C1 à G.C. Puleon, 33, avenue du Maine, 75738 Paris Cedex 13.

offres d'emploi

L'un des premiers groupes français d'assurances

constitue une équipe pour promouvoir le développement de son activité d'Assurance d'Entreprises.

Il recherche à cette fin des

INGÉNIEURS

AYANT QUELQUES ANNÉES D'EXPERIENCE INDUSTRIELLE

Des connaissances en matière de PREVENTION seront appréciées.

Les candidatures d'ingénieurs débutants seront également reçues, l'entreprise prenant en charge leur formation.

Les postes à pourvoir impliquent :

- une grande facilité de communication et le goût des relations avec les entreprises
- la capacité d'analyser rapidement des situations souvent complexes et de concevoir les solutions adéquates.

— LIEU DE TRAVAIL : PARIS ou GRANDS CENTRES INDUSTRIELS.

— DEPLACEMENTS FREQUENTS.

Adresser C.V. photo et prétentions, n° 46742 CONTEXTE Publi., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), q. 12.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL recherche pour le service juridique de son SIEGE SOCIAL situé dans la région parisienne

UN JEUNE CADRE

licencié ou DES Droit Privé

Une expérience de 1 ou 2 ans chez un avocat serait appréciée.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à N° 47.034 CONTEXTE Publi., 20 av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui trans.

SI vous êtes de formation supérieure (Grande Ecole ou Maîtrise en Informatique), SI votre expérience technique est au moins de 4 à 5 ans et comporte des réalisations sur mini-ordinateurs, SI vous avez une connaissance pratique de la gestion en temps réel ou de la télé-informatique,

OU

SI vous êtes de formation supérieure et avez une expérience technique de 2 à 3 ans, de préférence sur mini-ordinateurs, SI vous pouvez faire valoir votre connaissance des administrations ou du secteur para public,

UN IMPORTANT CONSTRUCTEUR DE MINI-ORDINATEURS

DANS LE CADRE DE L'EXTENSION DE SON EQUIPE DE COMMERCIALISATION vous offre des postes d'

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX ET COMMERCIAUX

Entrer à SWEETS R.P. 269, 75424 PARIS CEDEX 09 sous référence n° 230/M qui transmettra.

MATRA

recherche

ASSISTANT CONTROLEUR BUDGETAIRE

- Il établit et suit le budget de la division.
- Il établit des devis et assure le contrôle budgétaire d'activités industrielles et commerciales.
- Il convient pour ce poste (coef-300) d'avoir une formation type DUT ou BTS en gestion (option comptabilité ou finances) et 2 années d'expérience dans ce domaine.

Adresser lettre manuscrite CV et rémunération souhaitée en indiquant la référence JRD n° 136

MATRA Monsieur KOFAN BP n° 1-78140 VELIZY

Groupe pharmaceutique français recrute pour participer à des équipes de recherche de niveau international :

Techniciens spécialisés en Neurobiochimie

Les candidats devront :

- Justifier d'une expérience pratique d'au moins 2 ans en laboratoire ;
- Etre de préférence titulaires d'une maîtrise.

Envoyer C.V. sous n° 8.411 à « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75427 Paris (9^e), qui trans.

offres d'emploi

Très Important Groupe recherche pour filiales commerciales

CHEFS COMPTABLES

Ces postes conviennent à des candidats de formation supérieure : 30 ans minimum, 5 ans d'expérience en comptabilité, DECS très apprécié.

Des candidats plus jeunes, moins expérimentés pourraient être formés par notre société.

Postes à PARIS et PROVINCE.

Large perspectives de carrière dans un Groupe Multinational.

Envoyer C.V. et prétentions sous n° 4255 à PARFRANCE P.A., 4 rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra.

C.E.R.G. ETUDES

Société en pleine expansion, spécialisée en informatique immobilière recherche pour son développement

INGÉNIEURS COMMERCIAUX INGÉNIEURS D'ETUDES INGÉNIEURS CHEFS DE PROJETS

(minimum 2 ans d'expérience), connaissances Mini souhaitées, importantes perspectives de carrière.

Ecrire avec curriculum vitae à M. D. ZENIE, C.E.R.G., Tour d'Asnières, — 92608 ASNIÈRES.

LE DIRECTEUR DU PERSONNEL D'UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE recherche pour PARIS

UN CADRE

Pour prendre en charge la gestion des cadres et les études sociales.

Une expérience de quelques années dans une Direction de Personnel ou un Service du Personnel est indispensable.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à N° 47.072 CONTEXTE Publi., 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui trans.

STÉ DE CONSTRUCTION ET VENTE DE MATÉRIELS AGRICOLES (C.A. 130 M dont 30 % à l'exportation) recherche

CADRE DE VENTE POUR SON DÉPARTEMENT EXPORTATION

30 ans minimum, anglais courant (allemand apprécié), Expérience du commerce extérieur souhaitable. Nombreux déplacements de courte et moyenne durée, responsabilité, large autonomie d'action, rémunération en rapport avec le niveau du poste. Equipe jeune et dynamique

Adresser C.V. détaillé, photo et prêt. à N° 47.056 ConTEXTE Publi., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er} q. 12.

Compagnie Aérienne Banlieue Sud recherche

ANALYSTES-PROGRAMMEURS confirmés

Formation supérieure - Postes à responsabilités 4-5 années d'expérience dans la fonction indispensables. 30 ans minimum.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo sous n° 3320 à PARFRANCE P.A., 4, rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra

L'USINE NOUVELLE premier support industriel français, recherche

UN JEUNE CHEF DE PUBLICITÉ

25 ans, bon vendeur, il sera chargé d'entretenir et de développer un C.A. publicitaire de France : 4.000.000 dans les secteurs :

PREMIERE TRANSFORMATION DES METAUX

TRANSMISSIONS MECANIQUES

Il assurera, par ailleurs, les contacts nécessaires avec les agences de publicité concernées. Le sens de la vente et le goût du contact sont prioritaires.

Une origine technico-commerciale des candidats n'est pas un handicap. La formation publicitaire sera assurée.

Adresser C.V. + photo à Jean-Annet Brechard, 15, rue Elie, 75008 PARIS.

Importante Entreprise recherche

le DIRECTEUR

de son Agence de PARIS - Segoria, qui offre de grandes possibilités de développement pour un Cadre de valeur, décidé à réussir et connaissant bien le Transport « National » mais aussi l'International et l'Action.

Entrer sous n° 8.407 à « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens - 75427 PARIS (9^e).

Importante Société recherche RESPONSABLE COMPTABLE

- Formation supérieure en comptabilité.
- Expérience confirmée en comptabilité et fiscalité d'entreprise.
- Sens du travail en équipe.

● BILAN CONTRÔLE ● DÉCLARATIONS FISCALES ● CONSOLIDATION FILIALES ÉTRANGÈRES

Lieu de travail : CRÉTEIL

Ad. C.V. manuscrit, photo et prétentions, sous le n° 1181 à : INTER P.A., 19, rue Saint-Marc, 75002 PARIS, qui transmettra.

BANQUE PRIVÉE

recherche pour développer son SERVICE ÉTRANGER

CADRE DE BANQUE CLASSE VI

- Il doit posséder une connaissance approfondie des différents services bancaires mais surtout une expérience de plusieurs années, à un niveau de RESPONSABILITÉ, dans un SERVICE ÉTRANGER.
- Il aura à organiser et développer un « service étranger » tant sur les plans administratif et juridique que comptable, dans le cadre d'un groupe bancaire d'importance nationale.

Adresser C.V. photo et appoinctements actuels à N° 20128 PUBLICITE ROGER BLET 101, rue Réaumur, 75002 - PARIS qui trans.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE (Grande banlieue NORD) largement implantée à l'étranger recherche

CADRE FINANCIER Chargé des Relations Extérieures

- Diplômé enseignement supérieur, si possible M.B.A.
- 30 ans environ.
- Connaissance une ou deux langues.
- Expérience antérieure ANALYSTE FINANCIER souhaitée.

Envoyer C.V. prétentions et photo à n° 47.455, CONTEXTE Publi., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. 12.

IMPORTANTE STÉ INDUSTRIELLE DE CONSTRUCTION MÉCANIQUE (700 personnes, recherche)

ADJOINT DE DIRECTION GÉNÉRALE

35 ans minimum, plusieurs années d'expérience nécessaires, formation supérieure Grandes Ecoles.

VILLE UNIVERSITAIRE SUD DE PARIS

Adresser C.V. dét., photo et prêt. au numéro 47.054, ConTEXTE P., 20, av. Opéra, 75001 PARIS, qui tr.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DYNAMIQUE (800 PERSONNES) SIÈGE PARIS - SUCCURSALES PARIS ET PROVINCE - RECHERCHE

DIRECTEUR DU PERSONNEL ET DES RELATIONS HUMAINES

Une très bonne maîtrise de la législation sociale, une expérience minimum de 5 ans dans la fonction, une personnalité affirmée permettant au candidat retenu de créer ce poste.

Revoir sous réf. YR 409 CM, 4, rue Massenet, 75018 PARIS.

DISCRETION ABSOLUE.

SOCIÉTÉ COGENI recherche d'urgence

Chef Comptable 2^e ÉCHELON

- 30 ans minimum.
- Libre de suite.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à COGENI - 48, avenue George-V, 75008 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INSTRUMENTATION PHYSICO-CHIMIQUE cherche pour son siège PARIS RESPONSABLE, secteur

CHROMATOGRAPHIE

en phase gazeuse automatique INDUSTRIELLE

Le candidat devra avoir de solides connaissances théoriques et pratiques dans le domaine de la C.F.G. Industrielle, ainsi qu'un sens aigu commercial pour traiter avec la clientèle. Déplacements fréquents.

Env. C.V., prétentions et photo à REGIS-PRESSE, n° 2.82978 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

ANNONCES CLASSES

Contrôle des équipements
avant livraison :
• Suivi du démontage des
installations ;
• Définition des moyens et pro-
cédures ;
• Définition des délais et après
la période de garantie ;
• Coordination des méthodes
d'entretien.

Les candidats devront faire
preuve d'une expérience
de l'assistance technique en
clientèle et pratiquer l'anglais.

Ad. C.V. sous réf. : C.S.T. ;
à M. L. KONTZAK, 10 rue
de la République,
92100 Boulogne-Billancourt.

Bobbly Vigne Préfecture
recrute

INFIRMIÈRE D.E.
Candidatures à adresser à
M. LE MAIRE.

Sera l'adjudant direct du
Chef de la Comptabilité.

Connaissance de la comptabilité
anglo-saxonne (suffit l'anglais)
et notions d'anglais appréciables.

POSITION CADRE
Libre rapidement.

Ecrire sous C.V. à n° 4721,
CONTESSÉ Publicité
28, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, q.4.

**ECOLE DE LANGUES cher-
che PROFESSEURS**

ANGLAIS ou ALLEMAND
pour enseigner langue maternelle.
Env. C.V. + photo + prétention
n° 4716, CONTESSÉ Publicité
28, av. Opéra, Paris-1^{er}, q.4.

recherche, prêt, r.a.s.
NEUILLY, 92200
 Cl. 16, 17
 d'Orléans, 92200
NEUILLY

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ
 FILIALE D'UN GROUPE
 INTERNATIONAL**
 recherche

CADRE COMPTABLE

à 3 ans d'expérience D.E.C.S.
 anglais souhaités.
 Four assister
 Directeur financier
 Budget, bilan, audit interne)
 Env. C.V., photo et lettre
 recommandation à :
 M. J. L. COHEN, Paris-18,
 8, av. Opéra, Paris-18, q. pr. t.

Ce poste ne peut concerner que des personnes possédant une expérience confirmée (4 à 5 a.) en ÉDITIONS PUBLIÇAIRES ou Éditions d'Économie (Larousse, P.L.V...), connaissant la DISTRIBUTION et dont les qualités de caractère, d'ordonnée et de relations lui permettant de grandir avec son entreprise.

Env. C.V., photo, rémunération actuelle, âge, sexe, état civil, adresse.

SIPED 3

Paris 18 - 92200
 DISCRETION ASSURÉE

Candidat position confirmé capable assure, analyt., synthétis., médiateur, gestionnaire, planification financier et exploitation en vue restructuration, entreprise. Env. C.V., photo, lettre recommandation, 92081 Paris La Défense.

INFIRMÈRE
DIPLOMÉE D'ÉTAT
traville en équipe sur 5 jours
(du lundi au vendredi)
C.V. n° 48.93 Contesse P.,
v. de Fédora, Paris-1er, G.F.

rt. Groupes d'ASSURANCES
recherche à Paris

CHINCO-COMMERCIAL
même occupants
seulement universitaire souhaite
T. de gestion, écoles de
commerce, etc.). Gôit de la
vie. 30 ans. 170 cm. 65 kg.
Ecrire PUBLICNESS
30, rue La Pérouse,
Paris Paris, 8e 07,
qui transmettra

perdu-trouvé
Perdue devant 37, av. Foch
petite chienne Romain-Pauline
sauve - RECOMPENSE
22h-02 au 06 551-41-34.

Beau chat tigré gris, poil ras
blanc, bouts de pattes blancs,
nommé CALIFORN, s'est
ECHAPPÉ dans la nuit du 3 au
4 mars vers minuit. On demande
à l'original - le propriétaire -
le congé du 30 au 31 rue Grouze,
PARIS-XVII.

BONNE RECOMPENSE

SECRÉTAIRE ASSISTANTE

secondier le Chef d'un
ment et le lier des
administratives.
le conviendrait :
un cadre :
30 ans, méthodique, sans
mercant, habile, contacts,
responsabilité 3 ans d'ex
érience, poste autonome
langue (statistiques, com-
munes, stocks, etc.),
en accord avec aptitude.

V. det., photo retournée,
réf. 003 J. E. Caenett
et 003 J. E. Caenett
à Orléans, 92320.
Neully-sur-Seine.

**Salaires x 13,5. Avantages
sociaux importants.
retraite et prévoyance.
Restauration d'entreprise.**

**Ecrire avec C.V., photo et
préciser sous 10.1274 à
PLEIN EMPLOI
136, bd Haussmann, Paris-8.**

NATION

STENOGRAPHE
expériences industrie
habitué contacts téléphoniques
v. clients, affaires, photo
prétentions, sc. réf. C.I.D.T.
Emulio et carrières, 30 rue
Vermet, Paris-6, q. transmise.

1. RECEIVED
 2. RECEIVED
 3. RECEIVED
 4. RECEIVED
 5. RECEIVED
 6. RECEIVED
 7. RECEIVED
 8. RECEIVED
 9. RECEIVED
 10. RECEIVED
 11. RECEIVED
 12. RECEIVED
 13. RECEIVED
 14. RECEIVED
 15. RECEIVED
 16. RECEIVED
 17. RECEIVED
 18. RECEIVED
 19. RECEIVED
 20. RECEIVED
 21. RECEIVED
 22. RECEIVED
 23. RECEIVED
 24. RECEIVED
 25. RECEIVED
 26. RECEIVED
 27. RECEIVED
 28. RECEIVED
 29. RECEIVED
 30. RECEIVED
 31. RECEIVED
 32. RECEIVED
 33. RECEIVED
 34. RECEIVED
 35. RECEIVED
 36. RECEIVED
 37. RECEIVED
 38. RECEIVED
 39. RECEIVED
 40. RECEIVED
 41. RECEIVED
 42. RECEIVED
 43. RECEIVED
 44. RECEIVED
 45. RECEIVED
 46. RECEIVED
 47. RECEIVED
 48. RECEIVED
 49. RECEIVED
 50. RECEIVED
 51. RECEIVED
 52. RECEIVED
 53. RECEIVED
 54. RECEIVED
 55. RECEIVED
 56. RECEIVED
 57. RECEIVED
 58. RECEIVED
 59. RECEIVED
 60. RECEIVED
 61. RECEIVED
 62. RECEIVED
 63. RECEIVED
 64. RECEIVED
 65. RECEIVED
 66. RECEIVED
 67. RECEIVED
 68. RECEIVED
 69. RECEIVED
 70. RECEIVED
 71. RECEIVED
 72. RECEIVED
 73. RECEIVED
 74. RECEIVED
 75. RECEIVED
 76. RECEIVED
 77. RECEIVED
 78. RECEIVED
 79. RECEIVED
 80. RECEIVED
 81. RECEIVED
 82. RECEIVED
 83. RECEIVED
 84. RECEIVED
 85. RECEIVED
 86. RECEIVED
 87. RECEIVED
 88. RECEIVED
 89. RECEIVED
 90. RECEIVED
 91. RECEIVED
 92. RECEIVED
 93. RECEIVED
 94. RECEIVED
 95. RECEIVED
 96. RECEIVED
 97. RECEIVED
 98. RECEIVED
 99. RECEIVED
 100. RECEIVED

[illegible]

demandes d'emploi

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'emploi vous propose une sélection de collaborateurs :
• INGENIEURS toutes spécialisations
• CADRES administratifs, commerciaux
• JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

ATTACHEE DE DIRECTION - 30 ans. Lic. Sciences Eco. Sténodactylo, 3 ans exp. espagnol, anglais.
RECHERCHE : poste Paris, proche banlieue sec. C.

CADRE DIRECTIONNEL - 39 ans. Exp. direction opérationnelle importante dans programmes promotionnels intégrés dans secteurs industriels et commerciaux, habitat collectif et individuel (sec. A).

CADRE JURIDIQUE ET ADMINISTRATIF - 38 ans. Lic. de droit, DES droit des Sociétés, droit international, organisation, gestion d'affaires, anglais courant, collaborateur, collaborateur conseil ou avocat international, ou poste service juridique ou secrétaire général de Société, Paris (sec. B).

INGENIEUR A.M. - 29 ans. Expérience : entretien et détermination de matériels spéciaux T.P. anglaise.
RECHERCHE : poste d'ingénieur d'études dans Société engineering, Paris de préférence (sec. B).

s'adresser à : **ANPE**
AGENCE SPECIALISEE DES INGENIEURS ET CADRES
12, rue Blanche 75436 PARIS
CEDEX 09 tél. : 280.61.46 poste 71.

CHEF DE PUBLICITE
au suivi de clientèle en agence
ou en tant qu'indépendant

JEUNE FEMME 31 ans
6 ans expérience création
édition, publicité, packaging,
3 ans expérience commerciale
après d'annonces renommées.
Ecr. n° 18429 M. Régie-P.
18 bis, rue Réaumur, Paris-2.

CADRE 35 ans, DIRECTEUR
EXPLOIT. GEBT. D'ENTRE-
PRENEUR, franc, et récent,
forte personnalité, sans des resp.,
ch. empl. corr. et poss. rés.
indiv. Ecr. n° 18417 M. Régie-
Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

ANALYSTE - CHEF PROJETS
HOMME 29 ans, ans expé-
rience H.B., connaissance petite
industrie, maintenance, possé-
dant une responsabilité Paris
ou banlieue Sud. Ecr. n° 47807,
CONTEXTE PUBLICITE, 12, rue
Blanche, Paris-2.

DIPLOME NOTAIRE, 30 a., ch.
pl. dans serv. content. bancaire
Société crédit Paris, banl.
Ecr. n° 35444 M. Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

ANALYSTE - CHEF PROJETS
HOMME 29 ans, ans expé-
rience H.B., connaissance petite
industrie, maintenance, possé-
dant une responsabilité Paris
ou banlieue Sud. Ecr. n° 47807,
CONTEXTE PUBLICITE, 12, rue
Blanche, Paris-2.

DIPLOME NOTAIRE, 30 a., ch.
pl. dans serv. content. bancaire
Société crédit Paris, banl.
Ecr. n° 35444 M. Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

ANALYSTE - CHEF PROJETS
HOMME 29 ans, ans expé-
rience H.B., connaissance petite
industrie, maintenance, possé-
dant une responsabilité Paris
ou banlieue Sud. Ecr. n° 47807,
CONTEXTE PUBLICITE, 12, rue
Blanche, Paris-2.

DIPLOME NOTAIRE, 30 a., ch.
pl. dans serv. content. bancaire
Société crédit Paris, banl.
Ecr. n° 35444 M. Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

ANALYSTE - CHEF PROJETS
HOMME 29 ans, ans expé-
rience H.B., connaissance petite
industrie, maintenance, possé-
dant une responsabilité Paris
ou banlieue Sud. Ecr. n° 47807,
CONTEXTE PUBLICITE, 12, rue
Blanche, Paris-2.

DIPLOME NOTAIRE, 30 a., ch.
pl. dans serv. content. bancaire
Société crédit Paris, banl.
Ecr. n° 35444 M. Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

ANALYSTE - CHEF PROJETS
HOMME 29 ans, ans expé-
rience H.B., connaissance petite
industrie, maintenance, possé-
dant une responsabilité Paris
ou banlieue Sud. Ecr. n° 47807,
CONTEXTE PUBLICITE, 12, rue
Blanche, Paris-2.

DIPLOME NOTAIRE, 30 a., ch.
pl. dans serv. content. bancaire
Société crédit Paris, banl.
Ecr. n° 35444 M. Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

ANALYSTE - CHEF PROJETS
HOMME 29 ans, ans expé-
rience H.B., connaissance petite
industrie, maintenance, possé-
dant une responsabilité Paris
ou banlieue Sud. Ecr. n° 47807,
CONTEXTE PUBLICITE, 12, rue
Blanche, Paris-2.

DIPLOME NOTAIRE, 30 a., ch.
pl. dans serv. content. bancaire
Société crédit Paris, banl.
Ecr. n° 35444 M. Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

ANALYSTE - CHEF PROJETS
HOMME 29 ans, ans expé-
rience H.B., connaissance petite
industrie, maintenance, possé-
dant une responsabilité Paris
ou banlieue Sud. Ecr. n° 47807,
CONTEXTE PUBLICITE, 12, rue
Blanche, Paris-2.

DIPLOME NOTAIRE, 30 a., ch.
pl. dans serv. content. bancaire
Société crédit Paris, banl.
Ecr. n° 35444 M. Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

ANALYSTE - CHEF PROJETS
HOMME 29 ans, ans expé-
rience H.B., connaissance petite
industrie, maintenance, possé-
dant une responsabilité Paris
ou banlieue Sud. Ecr. n° 47807,
CONTEXTE PUBLICITE, 12, rue
Blanche, Paris-2.

DIPLOME NOTAIRE, 30 a., ch.
pl. dans serv. content. bancaire
Société crédit Paris, banl.
Ecr. n° 35444 M. Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

ANALYSTE - CHEF PROJETS
HOMME 29 ans, ans expé-
rience H.B., connaissance petite
industrie, maintenance, possé-
dant une responsabilité Paris
ou banlieue Sud. Ecr. n° 47807,
CONTEXTE PUBLICITE, 12, rue
Blanche, Paris-2.

DIPLOME NOTAIRE, 30 a., ch.
pl. dans serv. content. bancaire
Société crédit Paris, banl.
Ecr. n° 35444 M. Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

ANALYSTE - CHEF PROJETS
HOMME 29 ans, ans expé-
rience H.B., connaissance petite
industrie, maintenance, possé-
dant une responsabilité Paris
ou banlieue Sud. Ecr. n° 47807,
CONTEXTE PUBLICITE, 12, rue
Blanche, Paris-2.

DIPLOME NOTAIRE, 30 a., ch.
pl. dans serv. content. bancaire
Société crédit Paris, banl.
Ecr. n° 35444 M. Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

demandes d'emploi

ADJOINT
A DIRECTION GENERALE
OU
DIRECTION INDUSTRIELLE

INGENIEUR A.M. + I.C.G.
- Expérience à l'étranger, car-
rière dans deux imm. gros
projets français internationaux.
- Connaissance des structures
aux circuits généraux
d'information.
- Méthodologie, Plans à terme
Rech. situation correspondante.
Ecr. n° 47251, Conteresse Publ.,
20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui
transmettra.

J.M. 37 ans, DUT GESTION,
STAGES AGRI. DURET, CHANGÉ,
bilingue anglais, vivement inté-
ressé par les structures
d'information. Ecr. n° 35729 M.
85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

J.F. 38 ans, expérience admi-
nistrative, maîtrise, anglais
courant, collaborateur, collaborateur
conseil ou avocat international, ou poste
service juridique ou secrétaire général
de Société, Paris (sec. B).

Suite à décentralisation
CADRE PHARMACEUTIQUE
diplôme de pharmacien, expérience
commerciale, actuellement
administrateur des ventes
d'un groupe chimique international.
Solide expérience
de la distribution
des produits pharmaceutiques.
Ecr. n° 35740 M. Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

J.P. 29 ans, form. dipl. compl.
Ecr. n° 35741 M. Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

J.P. 29 ans, form. dipl. compl.
Ecr. n° 35742 M. Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

J.P. 29 ans, form. dipl. compl.
Ecr. n° 35743 M. Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

J.P. 29 ans, form. dipl. compl.
Ecr. n° 35744 M. Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

J.P. 29 ans, form. dipl. compl.
Ecr. n° 35745 M. Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

J.P. 29 ans, form. dipl. compl.
Ecr. n° 35746 M. Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

J.P. 29 ans, form. dipl. compl.
Ecr. n° 35747 M. Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

J.P. 29 ans, form. dipl. compl.
Ecr. n° 35748 M. Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

J.P. 29 ans, form. dipl. compl.
Ecr. n° 35749 M. Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

J.P. 29 ans, form. dipl. compl.
Ecr. n° 35750 M. Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

J.P. 29 ans, form. dipl. compl.
Ecr. n° 35751 M. Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

J.P. 29 ans, form. dipl. compl.
Ecr. n° 35752 M. Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

J.P. 29 ans, form. dipl. compl.
Ecr. n° 35753 M. Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

J.P. 29 ans, form. dipl. compl.
Ecr. n° 35754 M. Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

J.P. 29 ans, form. dipl. compl.
Ecr. n° 35755 M. Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

J.P. 29 ans, form. dipl. compl.
Ecr. n° 35756 M. Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

J.P. 29 ans, form. dipl. compl.
Ecr. n° 35757 M. Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

J.P. 29 ans, form. dipl. compl.
Ecr. n° 35758 M. Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

J.P. 29 ans, form. dipl. compl.
Ecr. n° 35759 M. Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

J.P. 29 ans, form. dipl. compl.
Ecr. n° 35760 M. Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

J.P. 29 ans, form. dipl. compl.
Ecr. n° 35761 M. Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

J.P. 29 ans, form. dipl. compl.
Ecr. n° 35762 M. Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

J.P. 29 ans, form. dipl. compl.
Ecr. n° 35763 M. Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

J.P. 29 ans, form. dipl. compl.
Ecr. n° 35764 M. Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

J.P. 29 ans, form. dipl. compl.
Ecr. n° 35765 M. Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

J.P. 29 ans, form. dipl. compl.
Ecr. n° 35766 M. Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

demandes d'emploi

INGENIEUR CHIMISTE

32 ans
Connaissance des problèmes de recherche (5 ans)
et de production (5 ans) et des méthodes modernes
de gestion (des personnes)
- Formation I.C.G.
- Cherche poste de direction, de gestion
ou d'exploitation :
- P.M.E. si possible.
Ecrire : n° 1713 - « LE MONDE » - Publicité,
5, rue des Italiens, 75247 PARIS (9^e).

J. H. 27 ans, E.S.C.P.
TECHNIQUE ANGLAIS-ALLEMAND
recherche
poste INTELLIGENT et à RESPONSABILITES
dans entreprise animée par des gens à l'esprit
MODERNE, OUVREUR, CREATIF, PANTALONNETTE
néanmoins EFFICACE
Etude toutes propositions dans ce sens.
Ecrire : n° 1888, « le Monde », Pub.,
5, rue des Italiens, 75247 PARIS-9^e.

J. H. 27 ans, E.S.C.P.
TECHNIQUE ANGLAIS-ALLEMAND
recherche
poste INTELLIGENT et à RESPONSABILITES
dans entreprise animée par des gens à l'esprit
MODERNE, OUVREUR, CREATIF, PANTALONNETTE
néanmoins EFFICACE
Etude toutes propositions dans ce sens.
Ecrire : n° 1888, « le Monde », Pub.,
5, rue des Italiens, 75247 PARIS-9^e.

J. H. 27 ans, E.S.C.P.
TECHNIQUE ANGLAIS-ALLEMAND
recherche
poste INTELLIGENT et à RESPONSABILITES
dans entreprise animée par des gens à l'esprit
MODERNE, OUVREUR, CREATIF, PANTALONNETTE
néanmoins EFFICACE
Etude toutes propositions dans ce sens.
Ecrire : n° 1888, « le Monde », Pub.,
5, rue des Italiens, 75247 PARIS-9^e.

J. H. 27 ans, E.S.C.P.
TECHNIQUE ANGLAIS-ALLEMAND
recherche
poste INTELLIGENT et à RESPONSABILITES
dans entreprise animée par des gens à l'esprit
MODERNE, OUVREUR, CREATIF, PANTALONNETTE
néanmoins EFFICACE
Etude toutes propositions dans ce sens.
Ecrire : n° 1888, « le Monde », Pub.,
5, rue des Italiens, 75247 PARIS-9^e.

J. H. 27 ans, E.S.C.P.
TECHNIQUE ANGLAIS-ALLEMAND
recherche
poste INTELLIGENT et à RESPONSABILITES
dans entreprise animée par des gens à l'esprit
MODERNE, OUVREUR, CREATIF, PANTALONNETTE
néanmoins EFFICACE
Etude toutes propositions dans ce sens.
Ecrire : n° 1888, « le Monde », Pub.,
5, rue des Italiens, 75247 PARIS-9^e.

J. H. 27 ans, E.S.C.P.
TECHNIQUE ANGLAIS-ALLEMAND
recherche
poste INTELLIGENT et à RESPONSABILITES
dans entreprise animée par des gens à l'esprit
MODERNE, OUVREUR, CREATIF, PANTALONNETTE
néanmoins EFFICACE
Etude toutes propositions dans ce sens.
Ecrire : n° 1888, « le Monde », Pub.,
5, rue des Italiens, 75247 PARIS-9^e.

J. H. 27 ans, E.S.C.P.
TECHNIQUE ANGLAIS-ALLEMAND
recherche
poste INTELLIGENT et à RESPONSABILITES
dans entreprise animée par des gens à l'esprit
MODERNE, OUVREUR, CREATIF, PANTALONNETTE
néanmoins EFFICACE
Etude toutes propositions dans ce sens.
Ecrire : n° 1888, « le Monde », Pub.,
5, rue des Italiens, 75247 PARIS-9^e.

J. H. 27 ans, E.S.C.P.
TECHNIQUE ANGLAIS-ALLEMAND
recherche
poste INTELLIGENT et à RESPONSABILITES
dans entreprise animée par des gens à l'esprit
MODERNE, OUVREUR, CREATIF, PANTALONNETTE
néanmoins EFFICACE
Etude toutes propositions dans ce sens.
Ecrire : n° 1888, « le Monde », Pub.,
5, rue des Italiens, 75247 PARIS-9^e.

J. H. 27 ans, E.S.C.P.
TECHNIQUE ANGLAIS-ALLEMAND
recherche
poste INTELLIGENT et à RESPONSABILITES
dans entreprise animée par des gens à l'esprit
MODERNE, OUVREUR, CREATIF, PANTALONNETTE
néanmoins EFFICACE
Etude toutes propositions dans ce sens.
Ecrire : n° 1888, « le Monde », Pub.,
5, rue des Italiens, 75247 PARIS-9^e.

J. H. 27 ans, E.S.C.P.
TECHNIQUE ANGLAIS-ALLEMAND
recherche
poste INTELLIGENT et à RESPONSABILITES
dans entreprise animée par des gens à l'esprit
MODERNE, OUVREUR, CREATIF, PANTALONNETTE
néanmoins EFFICACE
Etude toutes propositions dans ce sens.
Ecrire : n° 1888, « le Monde », Pub.,
5, rue des Italiens, 75247 PARIS-9^e.

J. H. 27 ans, E.S.C.P.
TECHNIQUE ANGLAIS-ALLEMAND
recherche
poste INTELLIGENT et à RESPONSABILITES
dans entreprise animée par des gens à l'esprit
MODERNE, OUVREUR, CREATIF, PANTALONNETTE
néanmoins EFFICACE
Etude toutes propositions dans ce sens.
Ecrire : n° 1888, « le Monde », Pub.,
5, rue des Italiens, 75247 PARIS-9^e.

J. H. 27 ans, E.S.C.P.
TECHNIQUE ANGLAIS-ALLEMAND
recherche
poste INTELLIGENT et à RESPONSABILITES
dans entreprise animée par des gens à l'esprit
MODERNE, OUVREUR, CREATIF, PANTALONNETTE
néanmoins EFFICACE
Etude toutes propositions dans ce sens.
Ecrire : n° 1888, « le Monde », Pub.,
5, rue des Italiens, 75247 PARIS-9^e.

J. H. 27 ans, E.S.C.P.
TECHNIQUE ANGLAIS-ALLEMAND
recherche
poste INTELLIGENT et à RESPONSABILITES
dans entreprise animée par des gens à l'esprit
MODERNE, OUVREUR, CREATIF, PANTALONNETTE
néanmoins EFFICACE
Etude toutes propositions dans ce sens.
Ecrire : n° 1888, « le Monde », Pub.,
5, rue des Italiens, 75247 PARIS-9^e.

J. H. 27 ans, E.S.C.P.
TECHNIQUE ANGLAIS-ALLEMAND
recherche
poste INTELLIGENT et à RESPONSABILITES
dans entreprise animée par des gens à l'esprit
MODERNE, OUVREUR, CREATIF, PANTALONNETTE
néanmoins EFFICACE
Etude toutes propositions dans ce sens.
Ecrire : n° 1888, « le Monde », Pub.,
5, rue des Italiens, 75247 PARIS-9^e.

J. H. 27 ans, E.S.C.P.
TECHNIQUE ANGLAIS-ALLEMAND
recherche
poste INTELLIGENT et à RESPONSABILITES
dans entreprise animée par des gens à l'esprit
MODERNE, OUVREUR, CREATIF, PANTALONNETTE
néanmoins EFFICACE
Etude toutes propositions dans ce sens.
Ecrire : n° 1888, « le Monde », Pub.,
5, rue des Italiens, 75247 PARIS-9^e.

J. H. 27 ans, E.S.C.P.
TECHNIQUE ANGLAIS-ALLEMAND
recherche
poste INTELLIGENT et à RESPONSABILITES
dans entreprise animée par des gens à l'esprit
MODERNE, OUVREUR, CREATIF, PANTALONNETTE
néanmoins EFFICACE
Etude toutes propositions dans ce sens.
Ecrire : n° 1888, « le Monde », Pub.,
5, rue des Italiens, 75247 PARIS-9^e.

J. H. 27 ans, E.S.C.P.
TECHNIQUE ANGLAIS-ALLEMAND
recherche
poste INTELLIGENT et à RESPONSABILITES
dans entreprise animée par des gens à l'esprit
MODERNE, OUVREUR, CREATIF, PANTALONNETTE
néanmoins EFFICACE
Etude toutes propositions dans ce sens.
Ecrire : n° 1888, « le Monde », Pub.,
5, rue des Italiens, 75247 PARIS-9^e.

J. H. 27 ans, E.S.C.P.
TECHNIQUE ANGLAIS-ALLEMAND
recherche
poste INTELLIGENT et à RESPONSABILITES
dans entreprise animée par des gens à l'esprit
MODERNE, OUVREUR, CREATIF, PANTALONNETTE
néanmoins EFFICACE
Etude toutes propositions dans ce sens.
Ecrire : n° 1888, « le Monde », Pub.,
5, rue des Italiens, 75247 PARIS-9^e.

J. H. 27 ans, E.S.C.P.
TECHNIQUE ANGLAIS-ALLEMAND
recherche
poste INTELLIGENT et à RESPONSABILITES
dans entreprise animée par des gens à l'esprit
MODERNE, OUVREUR, CREATIF, PANTALONNETTE
néanmoins EFFICACE
Etude toutes propositions dans ce sens.
Ecrire : n° 1888, « le Monde », Pub.,
5, rue des Italiens, 75247 PARIS-9^e.

J. H. 27 ans, E.S.C.P.
TECHNIQUE ANGLAIS-ALLEMAND
recherche
poste INTELLIGENT et à RESPONSABILITES
dans entreprise animée par des gens à l'esprit
MODERNE, OUVREUR, CREATIF, PANTALONNETTE
néanmoins EFFICACE
Etude toutes propositions dans ce sens.
Ecrire : n° 1888, « le Monde », Pub.,
5, rue des Italiens, 75247 PARIS-9^e.

J. H. 27 ans, E.S.C.P.
TECHNIQUE ANGLAIS-ALLEMAND
recherche
poste INTELLIGENT et à RESPONSABILITES
dans entreprise animée par des gens à l'esprit
MODERNE, OUVREUR, CREATIF, PANTALONNETTE
néanmoins EFFICACE
Etude toutes propositions dans ce sens.
Ecrire : n° 1888, « le Monde », Pub.,
5, rue des Italiens, 75247 PARIS-9^e.

J. H. 27 ans, E.S.C.P.
TECHNIQUE ANGLAIS-ALLEMAND
recherche
poste INTELLIGENT et à RESPONSABILITES
dans entreprise animée par des gens à l'esprit
MODERNE, OUVREUR, CREATIF, PANTALONNETTE
néanmoins EFFICACE
Etude toutes propositions dans ce sens.
Ecrire : n° 1888, « le Monde », Pub.,
5, rue des Italiens, 75247 PARIS-9^e.

J. H. 27 ans, E.S.C.P.
TECHNIQUE ANGLAIS-ALLEMAND
recherche
poste INTELLIGENT et à RESPONSABILITES
dans entreprise animée par des gens à l'esprit
MODERNE, OUVREUR, CREATIF, PANTALONNETTE
néanmoins EFFICACE
Etude toutes propositions dans ce sens.
Ecrire : n° 1888, « le Monde », Pub.,
5, rue des Italiens, 75247 PARIS-9^e.

J. H. 27 ans, E.S.C.P.
TECHNIQUE ANGLAIS-ALLEMAND
recherche
poste INTELLIGENT et à RESPONSABILITES
dans entreprise animée par des gens à l'esprit
MODERNE, OUVREUR, CREATIF, PANTALONNETTE
néanmoins EFFICACE
Etude toutes propositions dans ce sens.
Ecrire : n° 1888, « le Monde », Pub.,
5, rue des Italiens, 75247 PARIS-9^e.

J. H. 27 ans, E.S.C.P.
TECHNIQUE ANGLAIS-ALLEMAND
recherche
poste INTELLIGENT et à RESPONSABILITES
dans entreprise animée par des gens à l'esprit
MODERNE, OUVREUR, CREATIF, PANTALONNETTE
néanmoins EFFICACE
Etude toutes propositions dans ce sens.
Ecrire : n° 1888, « le Monde », Pub.,
5, rue des Italiens, 75247 PARIS-9^e.

J. H. 27 ans, E.S.C.P.
TECHNIQUE ANGLAIS-ALLEMAND
recherche
poste INTELLIGENT et à RESPONSABILITES
dans entreprise animée par des gens à l'esprit
MODERNE, OUVREUR, CREATIF, PANTALONNETTE
néanmoins EFFICACE
Etude toutes propositions dans ce sens.
Ecrire : n° 1888, « le Monde », Pub.,
5, rue des Italiens, 75247 PARIS-9^e.

J. H. 27 ans, E.S.C.P.
TECHNIQUE ANGLAIS-ALLEMAND
recherche
poste INTELLIGENT et à RESPONSABILITES
dans entreprise animée par des gens à l'esprit
MODERNE, OUVREUR, CREATIF, PANTALONNETTE
néanmoins EFFICACE
Etude toutes propositions dans ce sens.
Ecrire : n° 1888, « le Monde », Pub.,
5, rue des Italiens, 75247 PARIS-9^e.

J. H. 27 ans, E.S.C.P.
TECHNIQUE ANGLAIS-ALLEMAND
recherche
poste INTELLIGENT et à RESPONSABILITES
dans entreprise animée par des gens à l'esprit
MODERNE, OUVREUR, CREATIF, PANTALONNETTE
néanmoins EFFICACE
Etude toutes propositions dans ce sens.
Ecrire : n° 1888, « le Monde », Pub.,
5, rue des Italiens, 75247 PARIS-9^e.

J. H. 27 ans, E.S.C.P.
TECHNIQUE ANGLAIS-ALLEMAND
recherche
poste INTELLIGENT et à RESPONSABILITES
dans entreprise animée par des gens à l'esprit
MODERNE, OUVREUR, CREATIF, PANTALONNETTE
néanmoins EFFICACE
Etude toutes propositions dans ce sens.
Ecrire : n° 1888, « le Monde », Pub.,
5, rue des Italiens, 75247 PARIS-9^e.

demandes d'emploi

INGENIEUR D'AFFAIRES

REALISATIONS
OFFRE SES SERVICES :
- pour études, contrats avec
fournisseurs, coordination,
direction des travaux
d'ensemble industriels :
SOIT : une Nouvelle
de son malin
SOIT : Agrandissements
Investissement : 3 à 20 millions.
Ecr. n° 47252, Conteresse Publ.,
20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui
transmettra.

J. H. 27 ans, E.S.C.P.
TECHNIQUE ANGLAIS-ALLEMAND
recherche
poste INTELLIGENT et à RESPONSABILITES
dans entreprise animée par des gens à l'esprit
MODERNE, OUVREUR, CREATIF, PANTALONNETTE
néanmoins EFFICACE
Etude toutes propositions dans ce sens.
Ecrire : n° 1888, « le Monde », Pub.,
5, rue des Italiens, 75247 PARIS-9^e.

J. H. 27 ans, E.S.C.P.
TECHNIQUE ANGLAIS-ALLEMAND
recherche
poste INTELLIGENT et à RESPONSABILITES
dans entreprise animée par des gens à l'esprit
MODERNE, OUVREUR, CREATIF, PANTALONNETTE
néanmoins EFFICACE
Etude toutes propositions dans ce sens.
Ecrire : n° 1888, « le Monde », Pub.,
5, rue des Italiens, 75247 PARIS-9^e.

J. H. 27 ans, E.S.C.P.
TECHNIQUE ANGLAIS-ALLEMAND
recherche
poste INTELLIGENT et à RESPONSABILITES
dans entreprise animée par des gens à l'esprit
MODERNE, OUVREUR, CREATIF, PANTALONNETTE
néanmoins EFFICACE
Etude toutes propositions dans ce sens.
Ecrire : n° 1888, « le Monde », Pub.,
5, rue des Italiens, 75247 PARIS-9^e.

J. H. 27 ans, E.S.C.P.
TECHNIQUE ANGLAIS-ALLEMAND
recherche
poste INTELLIGENT et à RESPONSABILITES
dans entreprise animée par des gens à l'esprit
MODERNE, OUVREUR, CREATIF, PANTALONNETTE
néanmoins EFFICACE
Etude toutes propositions dans ce sens.
Ecrire : n° 1888, « le Monde », Pub.,
5, rue des Italiens, 75247 PARIS-9^e.

J. H. 27 ans, E.S.C.P.
TECHNIQUE ANGLAIS-ALLEMAND
recherche
poste INTELLIGENT et à RESPONSABIL

La région parisienne

Desservir ou asservir la banlieue

Dix ans d'obstacles pour quatre-vingts kilomètres de bitume

Il était une fois des banlieusards heureux. C'était en 1966 à Ruell-Malmaison, dans les Hauts-de-Seine. Locataires de logements sociaux, leur félicité était due à l'espace vert qui s'étalait sous leurs fenêtres : « Éléments supplémentaires de standing », avait laissé entendre le promoteur.

Fourtant, leur bonheur fut de courte durée. Ils apprenèrent bientôt « par hasard » que leur jardin était en fait l'emprise d'une autoroute à dix voies, à laquelle ils devraient, au surplus, sacrifier la moitié de leurs logements.

Leur sort avait été fixé une quinzaine d'années auparavant, le jour où les techniciens du ministère de l'équipement s'étaient

que la géométrie euclidienne ne s'applique pas aux cités modernes encastrées de banlieues déborder. Le chemin le plus court et surtout le plus rapide pour aller d'un point à un autre d'une agglomération n'est pas la ligne droite mais la rocade.

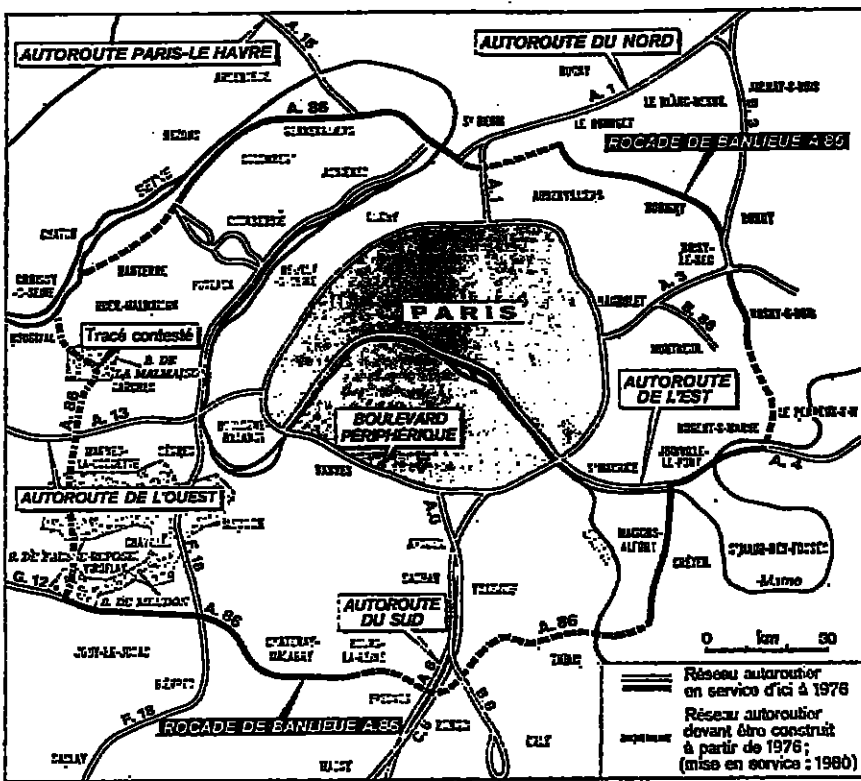
Déjà l'idée avait fait recette : les boulevards des fermiers généraux avaient remplacé les anciennes fortifications et les marcheurs du Premier Empire mis bout à bout contournaient Paris en une petite ceinture. Mais la rocade trouva tout son intérêt le jour où les spécialistes du boulevard Saint-Germain trouvèrent sur leur bureau une devinette ainsi rédigée : « Quatre-vingt dix mille véhicules entrent chaque heure dans Paris, sachant qu'au-delà de cent dix mille véhicules la circulation est impossible et que la moitié de ce trafic a pour destination finale la banlieue, que faut-il faire pour épargner à la capitale l'aspérité qui la guette ? » Réponse : « Des rocade. »

Il se penchèrent donc sur une carte de la région parisienne, pinçèrent leur compas, plantèrent la pointe au centre de Paris, sur Notre-Dame, et dessinèrent le périmètre, puis une rocade qu'ils baptisèrent A-86. Comme ils étaient prévoyants et que les statistiques signalaient l'augmentation du trafic banlieue-banlieue, ils dessinèrent également l'A-87,

à 10 km de Paris, la boucle incomplète de l'A-88 un peu plus loin, et mirent le périmètre en chantier.

Tout cela fut expliqué aux habitants de Ruell, mais ils ne se laissèrent pas convaincre. D'autant plus que les pouvoirs publics avaient, pour le moins, manqué de tact en projetant de faire passer dans les dernières forêts de l'Ouest parisien (Malmaison, Fausses-Reposes et Meudon) un tronçon commun des rocade A-86 et A-87 : une dizaine de voies sur une emprise de 100 mètres de large, qui signifiât l'arrêt de mort de 120 hectares de forêt.

Les Ruellais se rebellèrent. Ils crièrent si fort que leurs voisins les entendirent. Les habitants de Celle-Saint-Cloud, Châtenay, Chaville, Garches, Jouy-en-Josas, Louveciennes, Marnes-la-Coquette, Marly-le-Roi, Meudon, Vaucluse, Ville-d'Avray et Virvilly coururent consulter leurs plans d'urbanisme et apprirent qu'ils devraient sacrifier leur environnement à l'automobile. Poussant devant leurs élus (les élections municipales de 1971 approchaient), ils décidèrent une « mobilisation générale ». Durant deux ans, ils déployèrent en permanence tout un arsenal d'actions, multiplièrent les manifestations et les pétitions. Ils organisèrent des rencontres, élaborèrent des résolutions, législatives, sans distinction d'échelle politique, furent invités à prendre position contre l'autoroute. Les élus firent de nombreuses démarches auprès des pouvoirs publics. Le 7 mars 1973, M. Olivier Guichard, ministre de l'équipement rendit les armes, du moins en apparence. Il écrivait à



La rocade A-86, longue de 77 kilomètres, est située à 6 kilomètres environ du périmètre parisien : 18 kilomètres sont actuellement en service et 13 kilomètres en travaux. L'autoroute devrait être terminée en 1982.

Si la A-86 est contestée au nord, entre Stains et Saint-Denis, et au sud-est, entre Clichy et la Croix-de-Berny, c'est dans l'ouest que son tracé soulève le plus de difficultés : elle doit en effet traverser les trois dernières forêts de l'Ouest parisien.

M. Maurice Doubiet, préfet de la région parisienne : « J'ai décidé de ne pas poursuivre la préparation de la réalisation de l'autoroute A-86, entre Virvilly et Ruell. » Quelques semaines plus tard, il annonça que les études sur la A-86 (Versailles-Orgeval-Cergy-Pontoise) devaient être prioritaires. Les terrains acquis par les pouvoirs publics pour permettre la construction de la rocade seraient réservés aux équipements publics.

Les associations ne s'avouèrent pas vaincues et lancèrent « la campagne des 100 000 signatures ». Les week-ends suivants virent les militants envahir les bois, demander aux passants de participer au sauvetage de leur lieu de promenade. Vingt mille de ces signatures furent envoyées à l'Élysée et le 17 juin, le président de la République demandait que « soient étudiées de manière approfondie toutes les hypothèses de tracé ». On vit alors fleurir sur les cartes de l'administration dix-sept projets, sans oublier les plus fous et les plus destructeurs.

Fin 1975, le conseil général des Hauts-de-Seine votait le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne qui portait le tracé de la rocade réseau par le district. Le 28 janvier 1976, les élus des Yvelines se ralliaient à ce même tracé, qui a à leurs yeux l'avantage de passer dans les Hauts-de-Seine.

La cause est donc entendue et le dossier A-86 a repris le chemin de l'Élysée où il attend un verdict du président de la République, qui dispose d'au moins cinq ans pour le rendre car le ministère des finances n'a pas inscrit le tronçon au programme du VII^e Plan.

Les associations regroupées dans le « Comité régional de la A-86 », qui est leur bureau de liaison, soulignent que la rocade est devenue « une question d'urbanisme » : « La rocade appelle la voiture et l'urbanisation » et « la construction des rocade, c'est entrer dans le cycle de la construc-

tion galopante ». Jonglant avec l'alphabet, elles proposent d'utiliser la voirie existante (la F 18, la B 14) et de donner priorité aux transports en commun en aménageant et complétant les ceintures ferrées.

« La rocade, rétorquent les techniciens du boulevard Saint-Germain, assure en fait un trafic « en banlieues », c'est-à-dire qu'elle dessert surtout les communes situées au nord et au sud de son tracé que les « pôles restrictifs eux-mêmes » : un habitant de Montrouge qui veut se rendre à La Défense utilisera tout autant pour faire une partie de son trajet qu'un habitant de Bobigny qui se dirige vers Runy. Des études ont d'autre part démontré que ce trafic banlieue-banlieue est très différent, l'organisation des transports en commun est dès lors un véritable casse-tête. »

Les élus savent sans doute qu'en réclamant à la fois la sauvegarde des forêts et la tranquillité des habitants, ils font un rêve impossible, car on ne peut construire en région parisienne qu'au détriment de l'environnement. Les associations, elles, ont paradoxalement choisi pour devise une citation de l'ancien préfet de la région parisienne : « La rocade appelle la voiture jusqu'à ce que la voiture ne puisse plus rouler... »

Reste à savoir si l'absence de routes dissuade l'automobiliste ou bien l'incite définitivement à la circulation.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

Le Marais sans jardin

RÉCEMENT, le Touring Club de France faisait parvenir une lettre au président du Conseil de Paris dans laquelle cette association attirait l'attention du président sur les dangers que présentait une importante opération immobilière prévue dans le secteur du Marais.

« La campagne pour qu'un important terrain du secteur sauvegardé du Marais ne devienne pas le cadre d'une vaste opération immobilière, mais serve à la création d'un jardin, prend un relief particulier au moment où l'aménagement de la place des Vosges s'achève tant de passion. »

Si, place des Vosges, une partie de la population réclame des arbres, c'est parce qu'elle invoque la pénurie de jardin ouvert au public dans le quartier. Or, la Ville dispose d'un terrain de 6 000 m² dans ce secteur. N'est-ce pas l'occasion unique de donner une légitime satisfaction aux habitants du quartier, tout en contribuant à l'embellissement d'un des plus beaux sites de Paris ?

Les signataires demandent deux choses : d'abord qu'un jardin d'un demi-hectare soit aménagé sur ce terrain qui vient d'être libéré, ensuite que ce

jardin soit visible de la rue de la Parie. Pour cela, il faudrait que place Thorigny une grille remplace le mur et que ce soit par là que le public accède au jardin.

Ainsi ne sera pas renouvelée la coquette et indéfendable opération du 20 de la rue des Francs-Bourgeois, où un jardin a certes été créé, mais hélas, qui a prévu d'y édifier des bâtiments et non d'y aménager un jardin, comme le demande le Touring Club. Les nécessités de l'équilibre financier de cette opération publique engagée sur 35 hectares (alors que le secteur sauvegardé couvre au total 126 hectares) justifient sans doute, aux yeux des responsables, ces constructions. D'autre part, au 20, rue des Francs-Bourgeois, il s'agit du jardin (privé) aménagé dans l'autre lot contigu à la SORICIA entre les rues Elzevir et Payenne.]

Le terrain de 6 000 mètres carrés est situé à l'intérieur d'un îlot en cours de restauration entre les rues Thorigny, Sainte-Anastaise et du Parc-Royal. Les terrains ont été libérés par la Société d'économie mixte de restauration du Marais (SORMA), qui a prévu d'y édifier des bâtiments et non d'y aménager un jardin, comme le demande le Touring Club. Les nécessités de l'équilibre financier de cette opération publique engagée sur 35 hectares (alors que le secteur sauvegardé couvre au total 126 hectares) justifient sans doute, aux yeux des responsables, ces constructions. D'autre part, au 20, rue des Francs-Bourgeois, il s'agit du jardin (privé) aménagé dans l'autre lot contigu à la SORICIA entre les rues Elzevir et Payenne.]

Fléau ou nécessité ?

Ni les associations, ni les élus, ni les partis politiques ne sont parvenus à se mettre d'accord. Depuis 1969, une « conscience écologique » était née dans les associations. « Au début de notre action, notre seul but était de renvoyer les nuisances chez les voisins, avoue un militant. L'A-86 était pour nous une question de quartier. Peu à peu, nous nous sommes aperçus que la construction d'une rocade était liée à des considérations d'urbanisme, de transports, d'écologie. »

Fléau pour les uns, la rocade est une nécessité aux yeux des militants du comité d'action pour la réalisation de l'A-86, qui voient en elle le moyen de desservir convenablement la banlieue.

Si les maires des treize communes riveraines de l'autoroute s'opposent obstinément à la rocade, M. Michel Boscher, député U.D.R. de l'Essonne, ne voit aucun inconvénient à la voir passer dans les Hauts-de-Seine ou dans les Yvelines. M. Jean-Pierre Pourcade, maire de Saint-Cloud, ministre des finances, « n'est pas favorable au tracé », de toute façon, la facture qu'on lui présente lui paraît trop élevée. Le parti communiste déclare que la rocade est une « nécessité économique ». Yves Saumont, maire de Nanterre, la réclame sans désespérer, et le maire de Gennevilliers, M. Lucien Lantier, est excédé d'accueillir les poids lourds du port de Gennevilliers sur une voirie municipale étroite. Le programme commun n'est pas applicable à l'A-86, puisque le parti socialiste juge que « la rocade n'est pas une nécessité économique dans l'Ouest parisien ». Réunis dans le bois de Saint-Cucufa, les militants du P.S. réclament, le 16 mars, que l'on fasse, durant quelques années, l'expé-

rience des transports en commun bien organisés avant de construire cette autoroute.

L'administration a tout d'abord usé d'arguments peu convaincants tels que « le Conseil d'État impose l'extension du dossier » ou bien « il faut se souvenir que toutes les autoroutes de déchargement construites dans la région parisienne l'ont été contre la volonté des autorités locales ». Puis, comme la résistance s'organisait, elle employa des moyens plus détournés : en juillet 1975, le militant-régie chargé par les associations de monter la garde durant les vacances, après, en lisant le Bulletin municipal officiel, qu'une enquête parcellaire concernant l'A-86 avait lieu à Nanterre.

Il n'en fallut pas plus pour déclencher la colère des associations : « Le ministre de l'équipement a l'intention de revenir sur sa décision, clamèrent-elles. Du reste, il ne s'est jamais résigné à rayer la rocade de ses projets puisqu'il a seulement autorisé l'installation sur l'emprise d'équipements légers qui pourraient être supprimés pour laisser place à l'A-86. »

Mais il en faut plus à une administration pour déclarer forfait et les techniciens préparent un nouveau projet (qui était en fait l'amélioration du premier), projet qu'ils présentent au conseil d'administration du district le 6 mai 1975. « Il est indispensable de boucler cette rocade essentielle », déclarent sentencieusement les élus de la région parisienne avant de donner leur adhésion à la rocade, à condition toutefois que l'emprise ne soit considérablement réduite et que plus de la moitié du tracé en forêt se fasse sous des dalles gazonnées.

APPARTEMENTS - MAISONS - USINES - BUREAUX

CONTRE LE VOL

cette menace permanente

le nouveau radar hyperfréquences DI 50 d'ALARME 2000

une supériorité technologique sans concurrence

- sirène d'alarme intégrée
- portable, léger, peu encombrant
- fonctionne sur piles (autonomie 2 ans) sans branchement ni installation
- dissimulable, indéchiffrable, il traverse placards, meubles et cloisons
- rayon de protection réglable de 2 à 30 mètres

ÉCONOMIQUE ET FIABLE LE DI 50 EST À L'AVANT-GARDE DE LA TECHNIQUE MONDIALE

POUR VOTRE SÉCURITÉ VOUS DEVEZ EN SAVOIR PLUS

remplir et retourner ce bon à : ALARME 2000 Dépt. 201, 8, rue Guérin 75016 PARIS

Je désire sans engagement de ma part plus amples informations sur le DI 50.

NOM _____

PRÉNOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____

TURQUIE 8 jours 1095F

Grèce 15 J. 1485 F. Israël 28 J. 1430 F. Turquie 8 J. 1095 F.

Tunisie 8 J. 945 F. Inde-Népal 19 J. 5145 F.

Mexique 15 J. 3 050 F. Indonésie 27 J. 4 950 F.

Sénégal 16 J. 2 955 F. Égypte 19 J. 2 905 F. Kenya 17 J. 3 900 F.

af. Maroc, Yougoslavie, Baléares, Pérou, Bolivie, U.S.A., Scandinavie, Thaïlande, etc.

Prix comprennent : voyage par avion de ligne régulière, séjour en hôtel au centre de vacances, ou circuits découverts. (7) voyage et une semaine de location voiture

Vols à tarifs réduits pour étudiants et jeunes

payscope international

6, rue de la Paix - 75002 Paris - 281.50.02

veuillez m'envoyer gratuitement votre brochure "Vacances 76"

NOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____

code postal _____

des prix pour aller plus loin plus longtemps

TRANCÉE DES PRIMEVERES

GROS LOT 2 MILLIONS de F

loterie nationale

TIRAGE MERCREDI 17 MARS

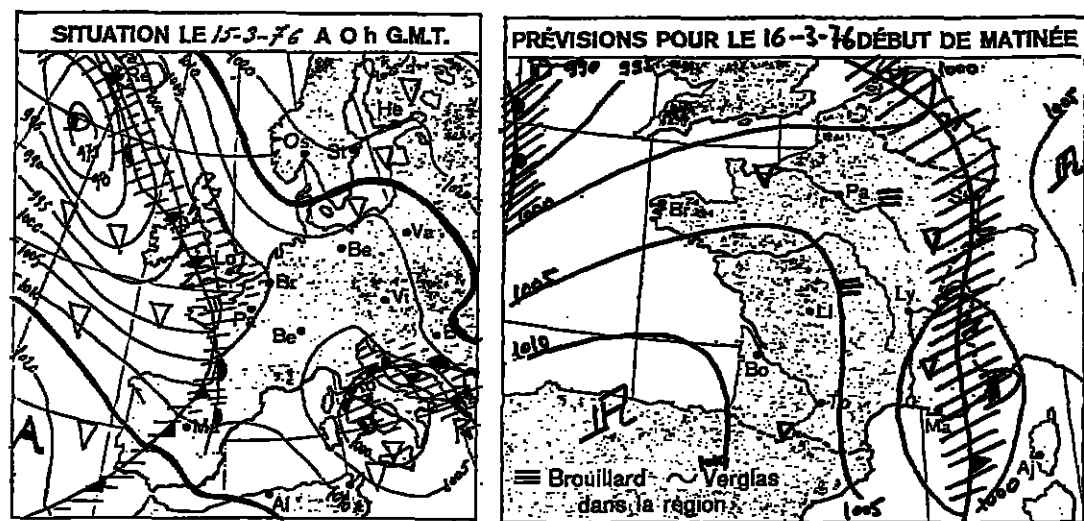
Prix du billet 44 F

Prix du 1/10^e 5 F

مكتبة الامم

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le lundi 15 mars à 0 heure et le mardi 16 mars à 24 heures :

Dirigé par les basses pressions du nord de l'Atlantique, un rapide courant perturbé de secteur ouest se maintiendra sur l'Europe occidentale.

Mardi 16 mars, une perturbation achevant de traverser la France affectera encore, en début de journée, les régions résidant des Ardennes aux Alpes et à la Corse. Elle y donnera un temps passagèrement couvert avec des pluies en plaine et des chutes

de neige en montagne, puis se développera l'après-midi, mais des averses auront lieu en Corse, ainsi que sur les Vosges, le Jura et les Alpes du Nord.

Sur le reste du pays, après quelques brouillards matinaux, la ciel sera variable avec des périodes ensoleillées assez belles. Des averses auront lieu localement sur le Massif Central et le Bassin parisien. Toutefois, au cours de l'après-midi, une nouvelle perturbation océanique atteindra la Bretagne en donnant des pluies accompagnées d'un renforcement sensible des vents, de secteur sud-ouest. Ce renforcement

se poursuivra le soir, et de violentes rafales atteignant la tempête sont à craindre sur le proche-Atlantique. De fortes rafales, de secteur nord-ouest, se produiront également près du golfe du Lion. Ailleurs, les vents seront faibles ou modérés. En général, les températures subiront peu de changement.

Lundi 15 mars, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 004 millibars, soit 732,6 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 14 mars : le second, le minimum de la nuit du 14 au 15) : Ajaccio, 14 et 1 degré ; Biarritz, 11 et 8 ; Bordeaux, 12 et 6 ; Brétigny, 11 et 5 ; Caen, 7 et 4 ; Clermont-Ferrand, 12 et 3 ; Dijon, 10 et 1 ; Grenoble, 12 et 1 ; Lille, 9 et 3 ; Lyon, 12 et 0 ; Marseille, 14 et 5 ; Nancy, 12 et 0 ; Nantes, 10 et 5 ; Nice, 13 et 6 ; Paris-Le Bourget, 9 et 4 ; Pau, 10 et 4 ; Perpignan, 12 et 3 ; Rennes, 9 et 5 ; Strasbourg, 10 et 3 ; Tours, 8 et 2 ; Toulouse, 11 et 2 ; Valenciennes, 11 et 2 ; Fribourg, 2 et -1.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 12 et 1 degré ; Athènes, 11 et 10 ; Bonn, 12 et 0 ; Bruxelles, 11 et 5 ; Casablanca, 20 et 14 ; Copenhague, 1 et -3 ; Genève, 10 et 1 ; Lisbonne, 14 et 9 ; Londres, 7 et 2 ; Madrid, 14 et 7 ; Moscou, 1 et -7 ; New-York, 9 et 5 ; Palma-de-Majorque, 15 et 0 ; Rome, 14 et 7 ; Stockholm, 2 et -1.

Journal officiel

Est publié au Journal officiel du 14 mars 1976 :

UN DÉCRET

● Portant application du rapport constant établi par l'article L. 8 bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre en vue de la revalorisation au 1^{er} janvier 1976 du point d'indice des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.

LA VIE ÉCONOMIQUE

LES MOTIFS ET LES CONSÉQUENCES

M. Fourcade : ne pas donner de prime à la spéculation

« Bruxelles (Communautés européennes). — Le gouvernement français a décidé de suspendre momentanément sa participation aux mécanismes de l'accord monétaire européen. » La nouvelle en a été donnée lundi, vers 1 heure du matin, par M. Deleclercq, le ministre belge des finances, qui venait de présider une réunion, convoquée d'urgence à la demande de la France, des ministres des finances des pays membres et associés du « serpent » monétaire.

Quelques instants plus tard, M. Fourcade expliquait à la douzaine de journalistes qui avaient eu vent de l'affaire, qu'il avait pris sa décision après avoir constaté « qu'à l'exception du gouvernement fédéral aucun autre pays partenaire n'avait estimé possible de s'associer aux propositions d'aménagement des règles du « serpent » qu'il leur avait suggérées, afin d'essayer de trouver une solution communautaire à la crise ».

Les interlocuteurs de M. Fourcade, considérant, à l'inverse de lui, que la pression sur le franc s'expliquait en large partie par les difficultés actuellement rencontrées par l'économie française, s'étaient prononcés en faveur d'une modification vers le bas du taux-pivot du seul franc français.

M. Fourcade, estimant au contraire

De notre correspondant

« qu'il s'agit d'une crise extérieure qui n'est pas imposée par les données de l'économie française » et soucieux « de ne pas donner une prime à la spéculation », a refusé cette formule. Pour stopper l'hémorragie des réserves de la Banque de France et enrayer la perte de compétitivité des exportations françaises par rapport à l'Italie et au Royaume-Uni, il a préféré, après consultation du président de la République, laisser le franc à nouveau « flotter » sans contrainte.

M. Fourcade, apparemment décontracté et peu affecté par le revers ainsi subi par la politique monétaire et européenne de la France, retraça ensuite, à l'intention des journalistes, les principaux épisodes de la crise. Après les embarras rencontrés par la lire, lorsque la livre sterling s'est brusquement affaiblie, entraînant d'importants transferts vers le deutschemark, « la France a supporté pratiquement seule la charge du maintien de l'accord de flottement concerté. Il en est résulté des pertes considérables pour la Banque de France, laquelle, pour soutenir la monnaie nationale, a dû utiliser 8 milliards de francs depuis que la livre est atteinte, dont la moitié pour la seule journée de vendredi ».

Le choix entre trois formules

Une situation aussi intenable est due aux conditions de fonctionnement de l'accord monétaire européen. C'est pour réformer celui-ci et permettre à la France de continuer à y participer que M. Fourcade a proposé dimanche soir à ses collègues de réfléchir à différentes formules : modification des conditions d'intervention sur le marché des changes, réajustement général des taux-pivots, élargissement des marges de fluctuation autorisées entre les monnaies. Nos partenaires ont voulu garder le « serpent » tel qu'il est, et l'accord n'a donc pu se faire.

Il reste, selon M. Fourcade, que le « serpent » demeure vulnérable tant qu'il n'englobera pas l'ensemble des monnaies de la Communauté. « Le problème, observe-t-il, devient du ressort du Conseil européen. » Les chefs de gouvernement devront s'interroger sur la coexistence, dans la Communauté, de pays qui consentent un effort considérable pour maintenir leurs monnaies soudées et d'autres qui mettent en péril cet effort en refusant toute discipline monétaire.

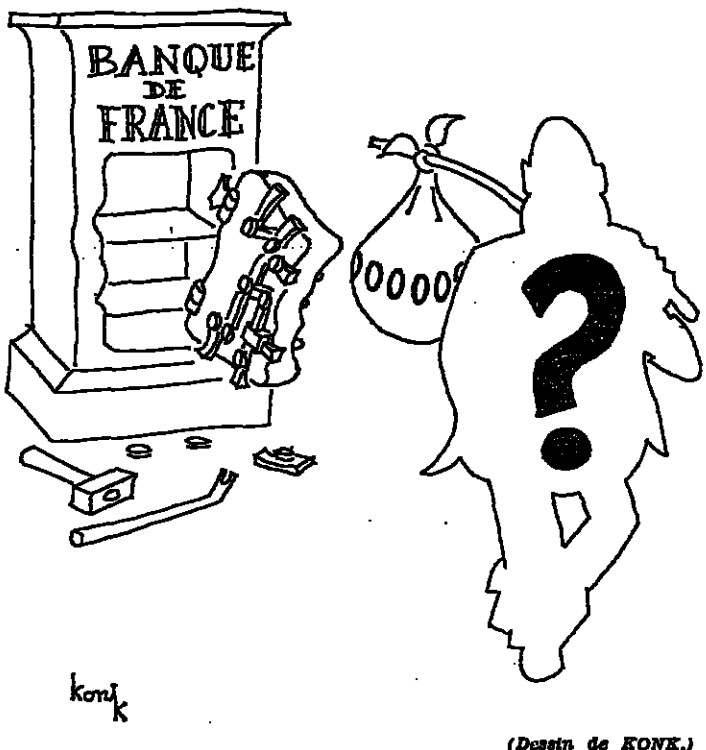
La décision française, a poursuivi M. Fourcade, va permettre aux Neuf d'examiner sérieusement et dans le

déboires d'aujourd'hui n'étaient-ils pas prévisibles ? avons-nous demandé à M. Fourcade. « Je ne le crois pas », a-t-il répondu. En juillet dernier, nous avons voulu faire faire un progrès à la construction européenne, et d'ailleurs nous nous étions prononcés en faveur d'une modification des structures du « serpent ». Il faut bien constater que les aménagements apportés alors au fonctionnement de l'accord monétaire européen ont été inutiles. « Malgré la bonne coordination franco-allemande », « On ne pouvait pas prévoir, ajoute-t-il encore, que le Royaume-Uni laisserait chuter sa monnaie et accompagnerait l'opération d'une baisse des taux d'intérêt, ce qui a eu un effet cumulatif. »

Comment se présente l'avenir immédiat ? « Il faudra quinze jours pour voir dans quelle position nous nous sitons. » C'est le marché finalement qui, par sa réaction, dira si la pression contre le franc est imputable aux résultats médiocres de l'économie française ou bien surtout, comme le croit M. Fourcade, à des éléments extérieurs. Le ministre français ne semble pas convaincu que l'opération chirurgicale qui vient d'être imposée sauvera le « serpent » : il croit, en effet, que la pression exercée par les détenteurs de livres sterling est considérable et qu'elle devrait continuer à « tirer » le mark vers le haut.

Les ministres des finances des Neuf se réunissent ce lundi après-midi à Bruxelles. Ils seront alors informés des décisions prises au cours de la soirée précédente par les pays membres du « serpent ». En principe, les marchés des changes restent ouverts.

PHILIPPE LEMAITRE



(Dessin de KONE.)

La totalité des réserves de change de la France risquait d'être rapidement épuisée

Les attaques contre le franc risquent de faire perdre rapidement la quasi-totalité de ses réserves de devises à notre pays. Au début de mars, la France possédait 85,6 milliards de francs de réserves de change, soit l'équivalent d'environ 22 milliards de dollars. Cette somme était pour 66 % constituée par de l'or auquel les autorités monétaires se refusent de toucher. Restaient donc, environ, 28 milliards de francs utilisables pour soutenir la parité du franc.

Un rapide calcul montre que ces 28 milliards de francs auraient été rapidement épuisés (M. Fourcade a, pour sa part, évalué une perte de 8 milliards de francs).

● Les non-résidents — grosso modo les étrangers — détiennent environ 15 milliards de francs. Tout porte à croire que, se défilant du franc, ils auraient plus ou moins rapidement changé ces 15 milliards de francs contre d'autres devises : deutschemark ou même dollar.

● Actuellement, la France vend chaque mois à l'étranger pour 20 milliards de francs de marchandises : 30 % environ de ses ventes sont libellées en devises étrangères, en dollars notamment. Quand le franc est attaqué, et que sa valeur baisse, les exportateurs français ont tout naturellement tendance à retarder le moment où ils rapatrient les devises gagnées. Il y a, en effet, des résultats financiers

de leur entreprise : changer des deutschemarks ou des dollars en francs dévalués, c'est perdre de l'argent.

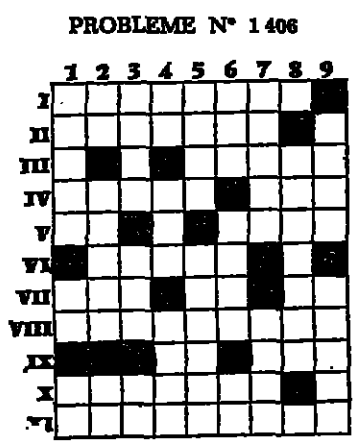
Les retards mis à rapatrier les devises gagnées peuvent globalement entraîner des pertes considérables au niveau des réserves de change. Les firmes françaises peuvent, en effet, accorder six mois de crédit à leurs clients étrangers. C'est dire que, théoriquement, ces « retards » de rapatriement auraient pu jouer sur 36 milliards de francs (30 % de 20 milliards x 6).

● Enfin, les importateurs français peuvent accélérer leurs paiements, donc faire sortir plus tôt les sommes dues en devises. Là encore, des sommes importantes sont en jeu puisque nos achats représentent chaque mois 20 milliards de francs. Cette hémorragie peut, notamment, se faire par le jeu des couvertures à terme qui permet aux importateurs d'acheter à l'avance des devises (celles-ci ne sont plus alors disponibles pour les interventions des autorités monétaires).

On voit que toutes ces opérations qui, dans certains cas, peuvent être spéculatives, mais qui sont dans la plupart des cas dictées par des soucis de bonne gestion — nos entreprises nationales ne les pratiquent-elles pas elles aussi ? — auraient rapidement épuisé et au-delà les réserves de change de la France.

AL V.

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

I. La partie la plus attachante d'un sujet à peine ébauché. — II. Cela ne tient pas debout ! — III. Manière d'appréhender. — IV. Risquons : Héritage assuré d'un enfant légitime. — V. Grecque : Ce qu'on est appelé à lui confier bénéficie d'une aide protection. — VI. A ses débuts, il donne toujours l'impression qu'il ne doit jamais finir. — VII. Ornement : Conjonction ; Abréviation. — VIII. Élément d'un service. — IX. Symbole chimique ; Rol. — X. On ne se repose pas sur son banc. — XI. Plusieurs mots sur une seule ligne.

VERTICALEMENT

1. Bourguignon assez salé ; Le rocher tout autour que les côtes ; Sur la carte d'un prêt à 2. Pronom épilé ; Port bien accueillant au palais ; Pronom. — 3. Chantait ce qu'il avait à dire : C'est en cessant d'être calme qu'elle devient forte ; Pronom. — 4. Abréviation commerciale ; Grande à l'étranger ; Évoque un lieu de retraite campagnole. — 5. A causé et causera, hélas ! encore bien du tort à son entourage ;

Légal. — 6. Se montre rebelle à toute reconnaissance ; Les : Deux consonnes. — 7. Des boutons peuvent encore éclore sur celui qui paraît le plus flétri ; N'a pas connu en France. — 8. Passages étroits. — 9. Évoque une conversation ciblée ; Ne quitte pas leur robe pour dormir.

Solution du problème n° 1405

Horizontalement

I. Grammaire. — II. Laveuse. — III. Averses. — IV. Cile ; Ca. — V. Jos. — VI. Éléonore. — VII. Rions ; Pdl. — VIII. Émise. — IX. Osés ; Tir. — X. Ir. ; Trés. — XI. Doltier.

Verticalement

I. Glacière ; Id. — 2. Raviole ; Oro. — 3. Aversions. — 4. Mère ; Eng. — 5. Mûs ; Anses. — 6. A. — 7. Jos. — 8. Pire. — 9. Calsier. — 10. Echassiers.

GUY BROUTY.

Transports

AIR INTER JOUE LA PROVINCE

Le programme « été » d'Air Inter, qui couvre la période du 1^{er} avril au 31 octobre, comporte d'importantes modifications :

- Strasbourg-Lyon : création d'une deuxième fréquence permettant aux lyonnais de faire l'aller et retour dans la journée ;
- Toulouse-Mitc : création, à titre expérimental, d'un service week-end exploité en Fokker-27 ;
- Marseille-Toulouse et Lyon-Toulouse : mise en place d'une deuxième fréquence en Fokker-27 permettant aux Marseillais et aux Lyonnais de faire l'aller et retour dans la journée ;
- Paris-Lorient et Paris-Quimper : desserte directe sans escale intermédiaire ;
- Paris-Marseille : deux vols quotidiens au départ de Charles-de-Gaulle et neuf au départ d'Orly-Ouest ;
- Paris-Calvi : création d'une ligne directe en Caravelle à raison de quatre fréquences hebdomadaires entre le 15 juin et le 12 septembre ;
- Paris-Vannes : ouverture d'une ligne expérimentale via Rennes.

Éducation

CONCOURS DES HISTORIENS DE DEMAIN

L'exposition « La France de 1789, d'après les cahiers de doléances » fournit le thème du XXII^e concours des (jeunes) historiens de demain. Concours ouvert aux élèves des enseignements secondaires et techniques âgés de quatorze à dix-neuf ans, qui devront décrire, dans une lettre à Napoléon, l'état de leur ville ou de leur province en 1789 et les changements qu'ils souhaitent. Concours, doté de nombreux prix, clos le 30 avril. Règlement aux Archives de France, 60, rue des Francs-Bourgeois, 75141 Paris Cedex 03.

ROYAUME DU MAROC

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES COMMUNICATIONS
DIRECTION DE L'HYDRAULIQUE

AVIS DE CONCOURS

Surélévation du barrage de Lalla Takerkoust sur l'oued N'Fis

PRÉSÉLECTION DES SOUMISSIONNAIRES

Le Ministère des Travaux Publics et des Communications — Direction de l'Hydraulique — lance un concours pour la surélévation du barrage de LALLA TAKERKOUST sur l'OUED N'FIS.

Le concours a pour objet la surélévation de 9 mètres du barrage poids existant, situé à 35 km au S.-S.O. de MARRAKECH en direction d'Amizmiz. Le barrage actuel, construit entre 1929 et 1935, a une hauteur maximale sur fondations de 57 m, une longueur en crête de 357 m et un évacuateur de crues de surface équipé de 4 vannes-clapets.

Les travaux principaux concernent :

- La partie non déversante du barrage, de 273 m de longueur, surélevée de 9 m par adjonction de béton et d'ancrages précontraints ;
- L'évacuateur de crues surélevé en béton armé sur 7,60 m pour la déversoir et en béton précontraint sur 7 m pour les piliers ;
- Le prolongement du barrage sur les rives sur 150 m, au total.

Les Entreprises Générales de Génie Civil intéressées par la surélévation de ce barrage pourront se procurer à l'adresse ci-dessous une notice de renseignements sur l'ouvrage et les travaux à effectuer, un questionnaire et un modèle d'admission à concourir.

Le questionnaire et la demande d'admission dûment remplis devront parvenir par lettre recommandée au plus tard le 15 mai 1976 à 12 heures à l'adresse suivante :

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES COMMUNICATIONS
DIRECTION DE L'HYDRAULIQUE
CASIER RABAT-CHELLAH
RABAT (MAROC)

La liste des Entreprises qui seront admises ultérieurement à présenter des offres sera dressée par une Commission désignée par le Ministère des Travaux Publics et des Communications.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75121 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4247 - 23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
ex-COMMUNAUTÉ (sauf Algérie)
90 F 160 F 232 F 300 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
104 F 273 F 402 F 530 F

STRANGER
par messagerie
I - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
115 F 210 F 307 F 400 F

II - TUNISIE
125 F 231 F 337 F 440 F

Par voie aérienne
tarif sur demande

Les abonnés qui paient par
chèque postal (trois volets) vou-
dront bien joindre ce chèque à
leur dernière commande.

Changements d'adresse d'ad-
resse ou provisoires (deux
semaines ou plus), nos abonnés
sont invités à formuler leur
demande une semaine au moins
avant leur départ.

Joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance
veillant avoir l'obligation de
réviser tous les noms propres
en caractères d'imprimerie.

LA VIE ÉCONOMIQUE

DE LA SORTIE DU FRANC DU « SERPENT » MONÉTAIRE

Comment MM. Giscard d'Estaing et Fourcade avaient justifié la rentrée du franc dans le « serpent »

« La consolidation de notre situation extérieure va permettre à la France... de participer à nouveau aux mécanismes de flottement concertés des monnaies européennes connus sous le nom de « serpent », annonçait le 9 mai 1975 M. Valéry Giscard d'Estaing, à l'occasion de la célébration du vingt-cinquième anniversaire du plan Schuman. Un an auparavant, lors de son accession à la magistrature suprême, l'ancien ministre de l'économie et des finances s'était fixé cette réintégration comme objectif.

Le 4 février 1975 le Monde avait publié, dans son supplément « Europa », une interview de M. Fourcade, dans laquelle celui-ci affirmait : « L'un des objectifs de notre politique monétaire est bien de revenir le plus rapidement possible à des parités de change fixes qui paraissent seules compatibles avec

la réorganisation du système monétaire international. » Le retour du franc français dans le « serpent » communautaire a été effectué, sur le marché des changes, le 16 mai 1975. Lors du conseil des ministres du 21 mai, le président de la République a expliqué que sa décision « importante » était « dictée par des considérations et un esprit strictement communautaires ». Le même jour, il précisait, au cours d'une conférence de presse, que « le retour du franc dans le « serpent » monétaire est de nature à relancer victorieusement l'union économique et monétaire de l'Europe, mais avec une grande difficulté qui procède de la situation particulière de la Grande-Bretagne, de la divergence séculaire, et semble-t-il durable, qui existe entre l'évolution économique et monétaire de la Grande-Bretagne et celle du groupe des pays occidentaux ».

BONN : il n'était pas question de réévaluer le deutschemark

De notre correspondant

Bonn. — La sortie du franc du « serpent » européen a été accueillie sans surprise en République fédérale, où l'on savait bien que la Banque de France ne pourrait pas continuer longtemps à dépenser des devises pour soutenir le cours de sa monnaie.

La Bundesbank elle-même avait, la veille du week-end, acheté des francs français pour la valeur de 600 à 700 millions de deutschemarks, afin de l'empêcher de tomber en dessous de son cours plancher.

Vendredi, MM. Apel et Fride- richa, respectivement ministres des finances et de l'économie, avaient préparé la réunion de Bruxelles avec M. Klausen, président de la Bundesbank, et par moments, également avec le chancelier Schmidt, très occupé, par ailleurs, avec la ratification des accords germano-polonais. Malgré la bonne volonté dont fit preuve M. Helmut Schmidt pour aider « son ami Valéry », les dirigeants allemands étaient opposés à une réévaluation du deutschemark qui aurait gêné les exportations allemandes à un moment où l'exportation reprend lentement, ainsi qu'il résulte de l'élargissement des marges de fluctuation au sein du « serpent ».

Pour le chancelier, en effet, la participation au « serpent » doit se mériter. C'est moins pour lui l'ébauche d'une union monétaire européenne qu'un encouragement — pour les pays qui veulent y entrer et pour ceux qui veulent y rester — à maintenir une politique économique stricte, une

littie conséquente contre l'inflation, et alors que la première vague de spéculations venait de toucher la lire italienne, un proche collaborateur du chancelier nous avait dit : « Le franc ne croît rien. Dans les milieux financiers, on considère M. Giscard d'Estaing comme un bon technicien de l'économie. Il a déclaré qu'il n'y aurait pas de dévaluation du franc, et on l'a cru. »

DANIEL VERNET.

QUATRE ANNÉES D'ENTRÉES ET DE SORTIES...

● 24 AVRIL 1972 : Constitution du « serpent ».

● 22 JUIN 1972 : La livre sterling quitte le « serpent » et se met à flotter. Le chancelier de l'Échiquier, M. Barber, avait déclaré qu'il n'y avait pas de question de la livre dans le « serpent » européen, et à la veille de l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun, il n'était plus question de sauter l'expansion de l'économie à la défense de la monnaie. La spéculation ayant entendu la leçon, une attaque massive se déclencha contre la livre, coïncidant à la Banque d'Angleterre plus du tiers de ses réserves.

● 12 FÉVRIER 1973 : A l'occasion de la deuxième dévaluation du dollar, la lire italienne quitte à son tour le « serpent » et se met à flotter.

● 19 JANVIER 1974 : Victime d'une spéculation encastrée par la réévaluation du florin en septembre 1973, et des incertitudes politiques engendrées par la maladie de M. Pompidou, le franc quitte lui aussi le « serpent ». Comme pour la livre sterling en juin 1973, la Banque de France avait perdu plus du tiers de ses réserves.

● 19 JUILLET 1975 : Après avoir fléchi jusqu'à 15 % par rapport aux monnaies fortes (florin, deutschemark) en mai 1974, le franc qui a rejoint le « serpent » le 16 mai retrouve ses parités de 1974.

● 15 MARS 1976 : Sous la pression de la spéculation, le franc quitte pour la seconde fois le « serpent ».

Une dépréciation de près de 4,5 %

(Suite de la première page.)

D'abord, parce que la politique française après les élections, paraît bien incertaine. Ensuite, parce que l'instabilité la plus grande continue à régner sur la scène monétaire européenne, après que la livre et la livre sterling, qui flottaient plus que jamais si l'on peut dire, ont déjà perdu, la première, 17 % de sa valeur depuis le 20 janvier dernier, la seconde, 5 % depuis le 4 mars.

Une fois de plus, il s'avère que la décision de laisser flotter une monnaie signifie pourment et simplement que le gouvernement du pays qui la prend a perdu toute liberté d'action face à la spéculation. Le gouvernement français ne se trouvait pas seulement aux prises avec une poignée de gros spéculateurs, comme on présentait encore les choses il y a quelques années. Depuis l'autonomie des monnaies, on constatait un retournement dans la situation des termes de règlement, qui d'exceptionnellement favorables au printemps et pendant l'été 1974, sont depuis lors devenus progressivement de moins en moins favorables à la France.

Les importateurs, dans leur majorité, acquiescent au plus vite les paiements à leurs fournisseurs étrangers, tandis qu'au contraire les exportateurs s'opposent par tous les moyens à leur disposition de repatrier le plus tard possible leurs recettes en devises, malgré la sévère réglementation qui les oblige à le faire dans le délai très court d'un mois. Faut-il voir derrière ce comportement l'intervention d'une puissance maléfique cherchant à perdre le franc ?

Certainement pas. Il serait ridicule d'imaginer une sorte de complot du G.N.P.F. contre le franc, où l'on verrait l'état-major de la rue Pierre-1^{er}-de-Serris encourager en sous-main la spéculation. Cela dit, le gouvernement français a dû aussi avoir à compter avec un certain état d'esprit répandu dans de nombreux milieux patronaux. La majorité du patronat, il faut le dire, n'avait jamais approuvé la rentrée du franc dans le « serpent » et pensait depuis quelques mois qu'un certain « décrochage » du franc serait un bon moyen d'arracher de nouveaux marchés à l'étranger, et partant, d'atténuer la gravité du problème de l'emploi.

Le risque est grand que le gouvernement affaibli par le résultat des élections, ne se laisse convaincre par ce raisonnement fallacieux et cette doctrine de facilité. M. Fourcade s'en défend. Il affirme que sa politique ne consistera pas à suivre l'exemple de la Grande-Bretagne et de l'Italie en pratiquant des dévaluations sauvages. C'est ce qu'il a dit en termes un peu plus mesurés, lundi matin, au cours d'une conférence de presse, à Bruxelles. Cependant, on ne peut accueillir ses propos que sous bénéfice d'inventaire. Depuis le mois de septembre dernier, la politique économique et financière du gouvernement est apparue sans direction définie, à ceci près qu'il semblait bien que la priorité était donnée à la relance à tout prix de l'activité. Peut-on penser qu'aujourd'hui, alors que n'existe plus la contrainte du « serpent », la ligne suivie sera plus ferme ?

Tant le raisonnement que l'expérience montrent qu'une dévaluation de la monnaie n'apporte pas une amélioration durable du commerce extérieur, et même souvent contribue à aggraver le déficit (en renchérissant le coût des importations). Les partisans d'une dévaluation, soutiennent qu'en amputant la valeur de la monnaie on diminue d'autant le niveau des prix nationaux par rapport au niveau des prix internationaux. Mais un tel écart ne peut pas, en réalité, exister dans un monde où les différents marchés nationaux sont englobés dans un marché international plus vaste. Le propre d'un marché, c'est d'égaliser les prix.

Sauf lorsqu'elle est accompagnée de mesures destinées à freiner la demande intérieure — mesures particulièrement inopportunes dans les circonstances actuelles — une dévaluation de la monnaie a pour conséquence de faire monter les prix intérieurs jusqu'à ce

qu'ils aient rejoint, ou le plus souvent dépassé, le niveau international, ce qui conduit à une nouvelle dévaluation... C'est le processus que la Grande-Bretagne et l'Italie connaissent depuis plusieurs années.

PAUL FABRA.

Dans le Bade-Wurtemberg

LES SALAIRES DES MÉTALLS AUGMENTENT DE 5,4 %

(De notre correspondant.)

Bonn. — Le syndicat I.G. Metall et les employeurs de la métallurgie du nord du Bade-Wurtemberg se sont mis d'accord, le vendredi 12 mars, sur une augmentation de salaires de 5,4 % à partir du 1^{er} avril (plus une prime forfaitaire de 330 DM durant les trois premiers mois de 1976) pour les cinq cent quarante mille travailleurs de la région. A partir de 1977, les salariés obtiendront un jour de vacances supplémentaires.

A l'origine, les syndicats demandaient des augmentations de salaires atteignant 8 %, alors que les employeurs ne proposaient que 4 %. Les deux partenaires ont estimé que cet accord pourrait servir d'exemple non seulement dans la métallurgie des autres régions allemandes, mais pour toutes les autres branches de l'économie. — D. V.

Prenez vos aises jusqu'à Londres



Nos TriStars vous assurent les vols Paris-Londres les plus spacieux et les plus silencieux.

TriStar est le dernier né de la flotte British Airways, la flotte la plus moderne du monde.

TriStar a 3 moteurs Rolls Royce. Donc il est plus silencieux. Et c'est le plus grand des moyen-courriers. Donc vous avez plus de place.

Alors, la prochaine fois que vous irez à Londres, profitez-en ; prenez vos aises, prenez la Rolls-Royce des avions, prenez TriStar.



**British
airways**

Partout dans le monde vous serez en de bonnes mains

L'ÉVOLUTION DES COURS

DES PRINCIPALES MONNAIES EUROPÉENNES (en francs)

	24 avril 1972	31 décembre 1975	12 mars 1976	Évolution en quatre ans
Deutschemark (100)	153,25	170,80 (1)	178,85	+ 15,5 %
Florin (100)	153,25	166,66 (2)	169,25	+ 11,1 %
Livre (1)	12,1558	9,9545	9,7797	- 21,2 %
Lire (1 000)	8,36	6,5416	5,6583	- 32,3 %
Franc suisse (100)	128,38	170,85	175,83	+ 39,6 %

(1) Réévalué de 3 % le 12 mars 1975 ; réévalué de 5,5 % le 20 juin 1975.

(2) Réévalué de 5 % le 17 septembre 1975.

Leo Burnett

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

PRIX

LES IMPORTATEURS
RESPECTENT MAL
LA LIMITATION DES MARGES
COMMERCIALES

Les contrôles effectués en France auprès des commerçants pour vérifier le respect de la réglementation des marges bénéficiaires montrent qu'en moyenne 4 % des commerçants seulement sont en infraction. Le ministre de l'économie et des finances, qui donne cette information, ajoute qu'en neuf mois les agents du ministère de l'économie et des finances ont contrôlé cinquante-neuf mille trois cent vingt établissements commerciaux, dont trois cent cinquante-neuf importateurs, mille deux cent quarante-huit grossistes et cinquante-sept mille sept cent treize détaillants.

Seule exception : le commerce d'importation, où le taux d'infraction, qui était de 20 % en septembre 1975 et avait baissé en dessous de 5 % en octobre, est remonté à 12 % en janvier dernier. On constate également que les taux d'infraction sont comparables pour les grossistes et les détaillants (4,3 % pour les grossistes, 4,6 % pour les détaillants). Commentant ces chiffres, M. Fourcade a notamment déclaré : « Ces résultats témoignent de la discipline dont a fait preuve l'ensemble du commerce. Néanmoins, la réglementation reste insuffisamment respectée au stade de l'importation, ce qui crée un décalage, pour certains produits tels que la maroquinerie, l'horlogerie, l'optique et l'ameublement ».

CORRESPONDANCE

L'American Express

et les informations fiscales

Le Monde a publié, dans son numéro des 15-16 février, une dépêche de l'Agence France-Presse faisant état d'une déclaration de M. James Stier, vice-président de la société American Express, selon laquelle, en vertu d'une commission d'étude sur la protection de la vie privée, reconnaissant que l'American Express fournissait parfois aux administrations, fiscales notamment, des renseignements concernant les ressources de ses clients, Mme Angelika Leuzensky, responsable des relations publiques d'American Express, nous précise à ce sujet :

L'utilisation des cartes American Express émises en France est soumise à toutes les réglementations en vigueur du contrôle des changes français. Depuis la circulation ministérielle du 9 août 1973 relative aux frais de voyages à l'étranger et au contrôle douanier des moyens de paiement transportés par les voyageurs, American Express s'est toujours conformé aux dispositions légales et réglementaires en la matière et n'a jamais divulgué à une quelconque administration, certains renseignements que la réglementation du contrôle des changes implique la divulgation des ressources des titulaires de cartes. Ceci n'est pas le cas.

FAITS ET CHIFFRES

● EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE, le coût de la vie a augmenté de 0,7 % en février (+ 0,8 % en janvier). En un an, par rapport à février 1975, la hausse s'établit à 5,4 % (+ 5,3 % en janvier). — (A.F.P.)

● LE CHILI doit entamer prochainement des négociations avec la République populaire de Chine pour obtenir le Pékin des crédits d'un certain nombre de millions de dollars. Ces crédits serviront à l'achat de produits chinois, précise le correspondant de l'A.F.P. à Pékin. L'ambassadeur du Chili à Pékin se trouve actuellement à Santiago pour préparer les négociations, qui se dérouleront entièrement au Chili. Elles devraient permettre notamment à l'Union soviétique de réactiver un crédit de 57 millions de dollars, utilisable en cinq ans, accordé par Pékin au gouvernement Allemand, en juillet 1972, et dont seuls 5 millions de dollars furent utilisés.

● SUPPRESSIONS DE DISTRIBUTIONS POSTALES AUX ÉTATS-UNIS. — Pour limiter le déficit des postes, l'administration américaine a décidé de supprimer certaines distributions de courrier dans les grandes villes de l'Est. Par exemple, les entreprises commerciales de New-York recevront du courrier deux fois par

CONFLITS ET REVENDICATIONS

Semaine de grèves échelonnées
dans les transports, la métallurgie, le bâtiment

Très peu de métros mais deux autobus sur trois à Paris

Arrêts de travail de vingt-quatre à soixante-deux heures, débrayages et manifestations vont se succéder durant cette semaine, du lundi 15 au vendredi 19 mars, dans plusieurs secteurs tant publics que privés. Les revendications portent à chaque fois sur les salaires et les classifications, à l'exception de la R.A.T.P., où les grévistes réclament une augmentation des jours de repos.

● LUNDI 15 MARS : à la R.A.T.P., la grève de vingt-quatre heures qui a été lancée par les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et autonomes, lesquels représentent 95 % des effectifs du personnel d'exploitation, était largement suivie. Aucun train ne circulait lundi matin sur les trois lignes du R.E.R. desservant Saint-Germain-en-Laye, Boissy-Saint-Leger et Sceaux ; sur les autres lignes, le trafic était limité à 10 %, à l'exception des trajets Dauphine-Nation, Saint-Lazare-Pleyel et Auteuil-Austerlitz, où le nombre des rames était presque normal. Sur le réseau des autobus, où les syndicats ont consulté lundi matin les salariés à chaque dépôt, le service était assuré à 70 %, soit deux autobus sur trois en moyenne. Selon la direction, la situation ne devrait pas varier notablement au cours de la journée.

De nombreux embouteillages se sont produits lundi matin, notamment à la porte de la Villette, qui vers 10 heures, était encore bloquée en raison de travaux sur la ligne de métro numéro 7 et de nouvelles mesures concernant la circulation.

● MARDI 16 MARS : dans les hôpitaux publics, des débrayages ont été effectués ainsi que des manifestations — à 10 heures, au métro Invalides, à Paris — sont prévus à l'appel de la C.G.T.

Mercredi et jeudi
à la S.N.C.F.

● MERCREDI 17 MARS : grèves ou débrayages à la S.N.C.F., dans la métallurgie et les finances. À la S.N.C.F., la Fédération générale autonome des agents de conduite a lancé une consigne de grève de soixante-deux heures, à compter de mardi 16 mars, jusqu'à vendredi 19 mars à 14 heures, afin de réclamer des revalorisations de salaire ou de classification plus substantielles pour leur catégorie.

En outre, tous les syndicats des fonctionnaires des finances ont appelé leurs adhérents à participer à des rassemblements de protestation.

Dans la métallurgie, la C.G.T. et la C.F.D.T. organisent « une journée nationale d'action » avec des manifestations en province et à Paris (à 10 heures, place Saint-Augustin).

● JEUDI 18 MARS : à la S.N.C.F., le trafic devrait être encore plus perturbé que la veille, en raison de l'appel des syndicats C.G.T. et C.F.D.T. à arrêter le travail du jeudi à 0 heure jusqu'à vendredi 19 à 14 heures. Cette grève, qui surpasse la celle des fonctionnaires, devrait entraîner de très sérieuses perturbations.

Interrogé sur les prix du pétrole, le ministre saoudien a affirmé qu'il était « catégoriquement » opposé à une majoration de cette ressource. « Nous nous opposons à toute augmentation », a-t-il précisé. — (A.F.P.)

● ERRATUM. — Dans l'article sur le livre de François Bloch-Laine (Le Monde, 14-15 mars), une coquille a altéré le sens de la dernière phrase. La citation exacte était : « Je ne pense pas avoir servi trop libéralement (et non « eu »). Que n'ai-je servi plus hardiment ? ».

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Francs suisses
48 heures	4 1/2	5 1/2	2 3/8
3 mois	5 3/8	5 1/2	2 3/8
6 mois	6 1/4	6 3/4	3 1/2

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPE TOTAL
COMPAGNIE FRANÇAISE DES PÉTROLES (C.F.P.)

Comptes de l'exercice 1975

Au cours de sa séance du 10 mars 1976, le conseil d'administration a arrêté les comptes de la C.F.P. pour l'exercice 1975.

Il s'agit des comptes de la C.F.P. maison mère, et non des comptes consolidés du groupe Total, qui seront arrêtés fin avril.

L'ensemble de ces comptes sera présenté au mois de juin à l'assemblée générale. D'ores et déjà, cependant, certaines estimations ont été faites pour les comptes consolidés de l'exercice 1975 et sont données ci-après à titre indicatif.

Les comptes de la C.F.P. maison mère se résument comme suit :

BILAN	(en millions de francs)
Fonds propres	482
Provisions pour pertes et charges	770,2
Dettes à long terme	1.683,9
Dettes à court terme	2.288
Bénéfice de l'exercice	412,6
Stocks	5.566,6
Immobilisations	23,1
Actif disponible	4.883
Actif total	10.894,7

1) Les tonnages de pétrole brut commercialisés par le groupe Total, en 1975, ont été de 20,1 millions de tonnes, contre 24,2 millions de tonnes en 1974, soit une réduction de 16,7 %.

L'année 1975 a été marquée par une baisse de consommation sur l'ensemble des marchés pétroliers dans le monde, résultant d'une conjonction de facteurs : baisse de la production, baisse de la demande, baisse de la consommation.

2) Alors que le coût d'acquisition du pétrole brut avait fortement augmenté en 1974, les trois premiers trimestres de 1975 ont été caractérisés par une relative stabilité des prix. Une hausse d'environ 10 %, applicable à partir du 1^{er} octobre 1975, a été décidée par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (O.P.E.P.), à l'issue de sa conférence tenue à Vienne à la fin de septembre.

Si la plupart des pays producteurs ont, en général, laissé aux compagnies pétrolières la disposition de ressources de pétrole brut pratiquement inchangées, il est, par contre, sensiblement réduit les marges de ces dernières.

3) Les variations de taux de change entre les monnaies ont été, en 1975, encore faibles et nombreuses.

En particulier, le franc a enregistré, par rapport au dollar, une hausse d'environ 10 % au cours du premier semestre pour se retrouver, en fin d'année, à un niveau très proche de celui du 31 décembre 1974. Mais des dévaluations par rapport au franc, officielles ou de fait, ont été constatées, notamment sur la livre sterling, la lire italienne, le rand sud-africain et le schilling autrichien.

La gestion de la Compagnie, consistant à ne prendre aucun risque de change sur ses opérations commerciales, a permis de limiter l'impact de ces variations sur les seuls profits de l'activité de la C.F.P. maison mère. La gestion de la Compagnie, consistant à ne prendre aucun risque de change sur ses opérations commerciales, a permis de limiter l'impact de ces variations sur les seuls profits de l'activité de la C.F.P. maison mère.

4) Les provisions pour dépréciation des titres de participation, des prêts et des avances s'élevaient en net à 89 millions de francs (contre 388 millions de francs en 1974).

Le montant des provisions pour dépréciation des titres de participation, des prêts et des avances s'élevaient en net à 89 millions de francs (contre 388 millions de francs en 1974).

Sur la base d'estimations encore provisoires, les résultats consolidés du groupe Total pour l'exercice 1975 devraient faire ressortir une marge brute de 2 milliards de francs, contre 1,8 milliard en 1974. Parallèlement, la dépréciation de l'ordre de 10 % par rapport à 1974. Parallèlement, la dépréciation de l'ordre de 10 % par rapport à 1974.

Le conseil a examiné les perspectives financières de développement à venir des gisements de pétrole et de gaz découverts au cours des dernières années, en particulier en ce qui concerne les gisements de pétrole et de gaz découverts au cours des dernières années, en particulier en ce qui concerne les gisements de pétrole et de gaz découverts au cours des dernières années.

Le conseil a examiné les perspectives financières de développement à venir des gisements de pétrole et de gaz découverts au cours des dernières années, en particulier en ce qui concerne les gisements de pétrole et de gaz découverts au cours des dernières années, en particulier en ce qui concerne les gisements de pétrole et de gaz découverts au cours des dernières années.

BANQUE HERVET

Les conseils de la Banque Hervet ont réuni le 11 mars pour examiner les comptes de l'exercice 1975.

Le bénéfice de la Banque Hervet : 24 588 007 francs comprend une plus-value à long terme exceptionnelle de 8 028 francs et une reprise de la provision pour investissements 1970 de 89 215 francs, soit hors impôts, le résultat consolidé avec ceux des autres filiales Brevet Gestion, COGECI, COPARIL se monte à 28 072 992 F.

Le résultat d'exploitation de 6 096 787 francs, dont 377 687 francs de plus-value à long terme, a été affecté à une provision pour investissements 1970 de 89 215 francs, soit hors impôts, le résultat consolidé avec ceux des autres filiales Brevet Gestion, COGECI, COPARIL se monte à 28 072 992 F.

Le conseil a examiné les perspectives financières de développement à venir des gisements de pétrole et de gaz découverts au cours des dernières années, en particulier en ce qui concerne les gisements de pétrole et de gaz découverts au cours des dernières années, en particulier en ce qui concerne les gisements de pétrole et de gaz découverts au cours des dernières années.

Le conseil a examiné les perspectives financières de développement à venir des gisements de pétrole et de gaz découverts au cours des dernières années, en particulier en ce qui concerne les gisements de pétrole et de gaz découverts au cours des dernières années, en particulier en ce qui concerne les gisements de pétrole et de gaz découverts au cours des dernières années.

Le conseil a examiné les perspectives financières de développement à venir des gisements de pétrole et de gaz découverts au cours des dernières années, en particulier en ce qui concerne les gisements de pétrole et de gaz découverts au cours des dernières années, en particulier en ce qui concerne les gisements de pétrole et de gaz découverts au cours des dernières années.

Le conseil a examiné les perspectives financières de développement à venir des gisements de pétrole et de gaz découverts au cours des dernières années, en particulier en ce qui concerne les gisements de pétrole et de gaz découverts au cours des dernières années, en particulier en ce qui concerne les gisements de pétrole et de gaz découverts au cours des dernières années.

Le conseil a examiné les perspectives financières de développement à venir des gisements de pétrole et de gaz découverts au cours des dernières années, en particulier en ce qui concerne les gisements de pétrole et de gaz découverts au cours des dernières années, en particulier en ce qui concerne les gisements de pétrole et de gaz découverts au cours des dernières années.

TRADE DEVELOPMENT BANK
(FRANCE)

20, place Vendôme, 75001 Paris

Au cours de sa séance du 3 mars 1976, le conseil d'administration a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1975.

Le total du bilan s'élève à 431 602 507 F, et le bénéfice net après provisions pour impôts et amortissements est de 3 312 963 F.

Ces résultats sont comparables à ceux de l'exercice précédent, ont été obtenus malgré une forte baisse des taux du marché monétaire entraînant une moindre rentabilité des excédents de trésorerie de la banque, en raison de la hausse du rendement du crédit ne favorisant pas une forte expansion.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 2 avril 1976, d'affecter aux réserves la somme de 3 500 000 F, qui passeront ainsi à 9 500 000 F. Le total des fonds propres de la banque s'élève, de ce fait, à 30 000 000 de francs.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 2 avril 1976, d'affecter aux réserves la somme de 3 500 000 F, qui passeront ainsi à 9 500 000 F. Le total des fonds propres de la banque s'élève, de ce fait, à 30 000 000 de francs.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 2 avril 1976, d'affecter aux réserves la somme de 3 500 000 F, qui passeront ainsi à 9 500 000 F. Le total des fonds propres de la banque s'élève, de ce fait, à 30 000 000 de francs.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 2 avril 1976, d'affecter aux réserves la somme de 3 500 000 F, qui passeront ainsi à 9 500 000 F. Le total des fonds propres de la banque s'élève, de ce fait, à 30 000 000 de francs.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 2 avril 1976, d'affecter aux réserves la somme de 3 500 000 F, qui passeront ainsi à 9 500 000 F. Le total des fonds propres de la banque s'élève, de ce fait, à 30 000 000 de francs.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 2 avril 1976, d'affecter aux réserves la somme de 3 500 000 F, qui passeront ainsi à 9 500 000 F. Le total des fonds propres de la banque s'élève, de ce fait, à 30 000 000 de francs.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 2 avril 1976, d'affecter aux réserves la somme de 3 500 000 F, qui passeront ainsi à 9 500 000 F. Le total des fonds propres de la banque s'élève, de ce fait, à 30 000 000 de francs.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 2 avril 1976, d'affecter aux réserves la somme de 3 500 000 F, qui passeront ainsi à 9 500 000 F. Le total des fonds propres de la banque s'élève, de ce fait, à 30 000 000 de francs.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 2 avril 1976, d'affecter aux réserves la somme de 3 500 000 F, qui passeront ainsi à 9 500 000 F. Le total des fonds propres de la banque s'élève, de ce fait, à 30 000 000 de francs.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 2 avril 1976, d'affecter aux réserves la somme de 3 500 000 F, qui passeront ainsi à 9 500 000 F. Le total des fonds propres de la banque s'élève, de ce fait, à 30 000 000 de francs.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 2 avril 1976, d'affecter aux réserves la somme de 3 500 000 F, qui passeront ainsi à 9 500 000 F. Le total des fonds propres de la banque s'élève, de ce fait, à 30 000 000 de francs.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 2 avril 1976, d'affecter aux réserves la somme de 3 500 000 F, qui passeront ainsi à 9 500 000 F. Le total des fonds propres de la banque s'élève, de ce fait, à 30 000 000 de francs.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 2 avril 1976, d'affecter aux réserves la somme de 3 500 000 F, qui passeront ainsi à 9 500 000 F. Le total des fonds propres de la banque s'élève, de ce fait, à 30 000 000 de francs.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 2 avril 1976, d'affecter aux réserves la somme de 3 500 000 F, qui passeront ainsi à 9 500 000 F. Le total des fonds propres de la banque s'élève, de ce fait, à 30 000 000 de francs.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 2 avril 1976, d'affecter aux réserves la somme de 3 500 000 F, qui passeront ainsi à 9 500 000 F. Le total des fonds propres de la banque s'élève, de ce fait, à 30 000 000 de francs.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 2 avril 1976, d'affecter aux réserves la somme de 3 500 000 F, qui passeront ainsi à 9 500 000 F. Le total des fonds propres de la banque s'élève, de ce fait, à 30 000 000 de francs.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 2 avril 1976, d'affecter aux réserves la somme de 3 500 000 F, qui passeront ainsi à 9 500 000 F. Le total des fonds propres de la banque s'élève, de ce fait, à 30 000 000 de francs.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 2 avril 1976, d'affecter aux réserves la somme de 3 500 000 F, qui passeront ainsi à 9 500 000 F. Le total des fonds propres de la banque s'élève, de ce fait, à 30 000 000 de francs.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 2 avril 1976, d'affecter aux réserves la somme de 3 500 000 F, qui passeront ainsi à 9 500 000 F. Le total des fonds propres de la banque s'élève, de ce fait, à 30 000 000 de francs.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 2 avril 1976, d'affecter aux réserves la somme de 3 500 000 F, qui passeront ainsi à 9 500 000 F. Le total des fonds propres de la banque s'élève, de ce fait, à 30 000 000 de francs.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 2 avril 1976, d'affecter aux réserves la somme de 3 500 000 F, qui passeront ainsi à 9 500 000 F. Le total des fonds propres de la banque s'élève, de ce fait, à 30 000 000 de francs.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 2 avril 1976, d'affecter aux réserves la somme de 3 500 000 F, qui passeront ainsi à 9 500 000 F. Le total des fonds propres de la banque s'élève, de ce fait, à 30 000 000 de francs.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 2 avril 1976, d'affecter aux réserves la somme de 3 500 000 F, qui passeront ainsi à 9 500 000 F. Le total des fonds propres de la banque s'élève, de ce fait, à 30 000 000 de francs.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 2 avril 1976, d'affecter aux réserves la somme de 3 500 000 F, qui passeront ainsi à 9 500 000 F. Le total des fonds propres de la banque s'élève, de ce fait, à 30 000 000 de francs.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 2 avril 1976, d'affecter aux réserves la somme de 3 500 000 F, qui passeront ainsi à 9 500 000 F. Le total des fonds propres de la banque s'élève, de ce fait, à 30 000 000 de francs.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 2 avril 1976, d'affecter aux réserves la somme de 3 500 000 F, qui passeront ainsi à 9 500 000 F. Le total des fonds propres de la banque s'élève, de ce fait, à 30 000 000 de francs.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 2 avril 1976, d'affecter aux réserves la somme de 3 500 000 F, qui passeront ainsi à 9 500 000 F. Le total des fonds propres de la banque s'élève, de ce fait, à 30 000 000 de francs.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 2 avril 1976, d'affecter aux réserves la somme de 3 500 000 F, qui passeront ainsi à 9 500 000 F. Le total des fonds propres de la banque s'élève, de ce fait, à 30 000 000 de francs.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 2 avril 1976, d'affecter aux réserves la somme de 3 500 000 F, qui passeront ainsi à 9 500 000 F. Le total des fonds propres de la banque s'élève, de ce fait, à 30 000 000 de francs.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 2 avril 1976, d'affecter aux réserves la somme de 3 500 000 F, qui passeront ainsi à 9 500 000 F. Le total des fonds propres de la banque s'élève, de ce fait, à 30 000 000 de francs.

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

LES A

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2 à 17. LE DEUXIÈME TOUR DES ÉLECTIONS CANTONALES

18. POLITIQUE

18-19. EUROPE

— **ESPAGNE** : la situation est tendue dans les universités.

19. DIPLOMATIE

— Selon l'U.D.R., l'élection du Parlement européen au suffrage universel présente des « dangers évidents ».

— En cas de victoire de la gauche, les Américains s'accommoderaient de modifications dans la défense de l'Europe, déclare M. Mitterrand.

20-21. PROCHE-ORIENT

— **ÉGYPTE** : le président Sadate propose au Parlement l'abrogation du traité d'amitié et de coopération avec l'Union soviétique.

22. AMÉRIQUES

— **ÉTATS-UNIS** : M. Ford suspend le directeur de sa campagne électorale.

22. AFRIQUE

22. ASIE

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

— Pages 23 à 26

— La zone sterling est morte, mais les « balances » demeurent.

— La planification urbaine exigera moins de capital et plus de main-d'œuvre.

— Une sourdine à l'optimisme des constructeurs automobiles.

— **Égypte-Pologne** : un grand accord dans une région méditerranéenne.

— Le rôle des syndicats reste marginal dans l'entreprise française.

— L'économie portugaise à quatre semaines des élections.

28. RELIGION

— Des mesures pour faciliter la pratique de la religion musulmane.

28-29. ÉDUCATION

— Le C.E.T., « déjà l'usine ? » (III), par Guy Herdlich.

— Les difficultés du Collège de France.

30. JUSTICE

— Un médecin condamné à verser 380 000 francs à la famille d'une fillette rendue infirme par l'injection d'un sérum.

31. SPORTS

— **CYCLISME** : l'offensive des jeunes Français dans Paris-Nice.

— **LIBRES OPINIONS** : « La France peut devenir une nation sportive », par M. Guy Herdlich.

32 à 34. ARTS ET SPECTACLES

— **CINÉMA** : *Xala*, de Sembène Ousmane ; *Jamais plus beaux jours*, de Yannick Bellon.

42. LA RÉGION PARISIENNE

— Desservir ou asservir la banlieue : la rocade A-86 en pointillé.

43. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

— **PÊCHE** : après la tempête dans le Manche.

44 à 46. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

— **CONFLITS ET REVENDICATIONS** : semaine de grèves échelonnées dans les transports, la métallurgie, le bâtiment.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (32)

— Annonce classée (32 à 41) ; Aujourd'hui (44) ; Carnet (30) ; « Journal officiel » (44) ; Météorologie (44) ; Mois croisés (44) ; Bourse (47).

Amazonie

En canot sur l'Oyapock, à la rencontre des Indiens Oyampi dans la forêt vierge, à la frontière Brésil-Guyane. Prix à 800 FF - 16 jours - Départs été-automne 1976.

EXPLORATOR

16, place de la Madeleine 75008 Paris - Tél. 265.65.24

Documentation sur demande

Le numéro du « Monde » daté 14-15 mars 1976 a été tiré à 539 513 exemplaires.

A B C D E F G

La sortie du franc du « serpent » monétaire

Deux conséquences probables : stimulation des exportations mais hausse des produits importés

La dévalorisation des monnaies italiennes, britanniques et espagnoles (voir ci-contre), qui s'est accélérée ces derniers mois, constitue pour le commerce extérieur de la France un handicap d'autant plus sérieux que, depuis octobre 1975, notre balance commerciale n'est plus équilibrée. La baisse du franc, consécutive à sa sortie du « serpent », va freiner le phénomène.

● Les ventes de la France représentent 13 % des importations italiennes, 6 % des achats britanniques, 9 % des importations espagnoles. C'est dire que ces marchés sont extrêmement importants pour nos industriels, qui y sont bien implantés. Il est heureux que le renchérissement des produits français en Italie, en Grande-Bretagne et en Espagne n'a pas freiné nos ventes dans ces pays dans la même proportion. Le prix d'un produit est, en effet, rarement le seul facteur de vente : des réseaux commerciaux bien organisés, un « créneau » (cas d'un produit qui n'est fabriqué que par un pays ou une firme et qui est donc hors d'atteinte pendant un certain temps de la concurrence), sont autant d'éléments qui permettent de continuer à exporter malgré des prix relativement élevés ; l'exemple de l'Allemagne est là pour le prouver.

Il est évident cependant que la dévalorisation de la lire, par exemple (la monnaie italienne a perdu 13 % de sa valeur par rapport au franc depuis le début de l'année), rend plus difficile la vente des produits « made in France » au-delà des Alpes. Même phénomène pour l'Espagne et la Grande-Bretagne.

● Les ventes de l'Italie, de la Grande-Bretagne et de l'Espagne en France sont assez importantes, elles aussi. Respectivement 8,7 % des achats français proviennent d'Italie, 4,7 % de Grande-Bretagne et 2,3 % d'Espagne, soit au total 15,7 %. Grâce à la baisse de la lire, de la

livre et de la peseta, les produits italiens, anglais et espagnols, rendus plus compétitifs, entrent plus facilement en France. Mais, dans ce cas également, il est difficile de mesurer avec précision l'impact des changements de parité de ces trois monnaies.

S'il est sûr que l'acier et la construction navale espagnols ont gagné nos industriels, de même que les chaussures fabriquées en Italie et en Espagne, les désordres économiques et sociaux qui se prolongent en Grande-Bretagne et en Italie empêchent ces deux pays de tirer partie de la compétitivité renforcée de leur monnaie.

● Sur les marchés tiers, la concurrence des produits anglais, italiens et espagnols est probablement moins renforcée qu'il n'y paraît. Outre que la plupart des contrats négociés avec les pays tiers le sont en dollars, la Grande-Bretagne et l'Italie ne peuvent pas toujours suivre la demande pour les raisons exposées plus haut. Il est certain d'autre part que des courants d'échanges commerciaux ne se renversent que lentement, le facteur prix n'étant pas le seul pris en compte. Ainsi, par exemple, des études ont montré que la compétitivité des produits français par rapport aux produits japonais était bonne ; et pourtant les Japonais taillent souvent des crouilles aux industriels français, parce que leur dynamisme est plus grand et leur réseau de ventes formidablement organisé dans le monde entier.

La sortie du franc du « serpent » et sa dévalorisation vont faciliter nos exportations. Cela répond aux vœux de nombreux industriels français. En revanche, les prix de nos importations vont être majorés. L'effet peut être important sur l'équilibre de notre balance commerciale dans la mesure où — l'expérience le prouve — les achats à l'étranger croissent rapidement dans les périodes de reprise économique.

TOKYO : pas de réajustement monétaire international.

Tokyo (A.F.P.). — Le retrait du franc du « serpent » exclut toute possibilité d'un quelconque réajustement monétaire international, indique-t-on lundi à Tokyo, au ministère japonais des finances. De même source, on estime que la décision française n'aura que peu d'effets sur le cours du yen, mais que le ministre japonais des finances suivra avec attention l'évolution des marchés monétaires européens. On ajoute que les monnaies restant à l'intérieur du « serpent » communautaire pourraient se raffermir par rapport au dollar américain dans les prochains jours.

UN ÉDITEUR EST POURSUIVI POUR FABRICATION DE FAUSSES « LITHOGRAPHIES ORIGINALES »

Dans le cours d'une enquête du service de répression des fraudes, une information a été ouverte jeudi 11 mars par M. Pierre Biswang, juge d'instruction au tribunal de Paris, avec réquisition de mandat de dépôt, contre M. Henri Guillard, directeur des Éditions Saint-Germain (1). Celui-ci a été laissé en liberté.

M. Guillard avait conçu un contrat avec Leonor Pini pour l'édition d'un certain nombre de lithographies. Il lui est reproché d'avoir tiré un nombre supérieur à celui qui était indiqué sur le contrat et d'avoir imité, ou fait imiter, la signature de l'artiste sur ces tirages supplémentaires. Ces lithographies étaient vendues dans des galeries de la rive gauche à un prix cinq fois inférieur au prix normal.

M. Guillard avait répété la même opération avec des lithographies de Salvador Dalí et Hans Bellmer. Les Éditions Saint-Germain ont publié samedi un communiqué assurant que ces accusations sont dénuées de tout fondement et qu'il s'agit d'une « campagne diffamatoire ».

(1) 8, rue du Loup, à Paris-14.

La Libye procède à de nouvelles expulsions de travailleurs égyptiens et tunisiens

La Libye a procédé à de nouvelles expulsions d'Égyptiens et de Tunisiens. Dimanche 14 mars, le journal égyptien *Al-Ahram* a indiqué qu'un nouveau contingent de trois mille travailleurs était arrivé vendredi au poste frontière de Sollum. Au total, le nombre des Égyptiens expulsés s'élève à plus de six mille.

De leur côté, les autorités égyptiennes ont interdit, samedi, les voyages en Libye sauf pour les personnes allant rendre visite à leurs proches parents. Dix ressortissants libyens venant de Tripoli ont été arrêtés samedi à l'aéroport du Caire.

Samedi également, le président Sadate a promulgué, en sa qualité de président de la Fédération des républiques arabes (Égypte, Libye, Syrie), un décret ajournant la

session inaugurale du Parlement fédéral qui devait se tenir samedi au Caire. On précise de source officielle que la décision du président Sadate a été motivée par la défection des députés syriens.

D'autre part, les autorités libyennes ont, selon Tunis, expulsé deux mille deux cent quatre-vingt-dix-huit ouvriers tunisiens depuis le début de mars. Notre correspondant à Tunis indique que les Tunisiens refoulés ont été arrêtés sur les lieux de travail ou dans la rue, au cours de rafles, et n'ont pas pu emporter leur argent. « C'est un traitement que les colonialistes eux-mêmes n'avaient pas osé pratiquer », a déclaré M. Bourguiba junior lors d'un meeting. « Il est temps que les milieux dirigeants de Libye comprennent que la Tunisie ne saurait accepter d'affront et qu'elle n'est pas à vendre », a-t-il ajouté.

Au Laos

Le pouvoir dénonce les actions « de plus en plus audacieuses » de groupes « contre-révolutionnaires »

Vientiane (A.F.P.). — La jeune République démocratique populaire se trouve confrontée à un épineux problème : celui de sa sécurité intérieure menacée par des contre-révolutionnaires jugés officiellement « de plus en plus audacieux ».

Depuis une semaine, le quotidien du *Pathet Lao*, la *Voix du peuple*, fustige « les contre-révolutionnaires qui menacent ouvertement le nouveau pouvoir populaire. Ces saboteurs de la paix et du progrès du Laos sont soutenus par les impérialistes américains et les réactionnaires thaïlandais et causent des pertes en vies humaines et en biens au peuple ».

De son côté, le quotidien nord-vietnamien *Nhan Dan*, accuse « les impérialistes américains et leurs valets » de mener des actions de sabotage contre les pouvoirs révolutionnaires des trois pays indochinois. Il mentionne la destruction d'un pont près de Pakxane, sur un

affluent du Mékong. La destruction partielle de ce pont construit sur la route numéro 13, le grand axe nord-sud du Laos, situé à 150 kilomètres à l'est de Vientiane, n'a pas été annoncée officiellement dans la capitale laotienne. On sait cependant que, malgré les dégâts subis, il a été rouvert à la circulation des véhicules légers.

De source proche du gouvernement, on déclare que « certains problèmes de sécurité sont apparus ces derniers temps dans les provinces du sud » (Champassak, Savannakhet et Thakhek), ainsi que dans les provinces du nord où vivent des Mésos. Il semble toutefois que ce soit dans les régions de Champassak et de Pakxane que les problèmes soient les plus sérieux.

Depuis janvier, la radio a fait état, à maintes reprises, d'accrochages entre soldats du Front patriotique et éléments « réactionnaires ». Dans les régions du nord, soulignent les milieux gouvernementaux, « des actes de banditisme » ont souvent lieu. A Vientiane, la situation est moins confuse, mais d'importantes mesures de sécurité ont été récemment mises en place notamment dans les quartiers périphériques de la ville, où habite la majeure partie de la population. Après 22 heures, la circulation automobile est interdite dans certaines rues de la banlieue et des contrôles d'identité sont effectués par les forces de l'ordre. Mais le couvre-levé n'est pas appliqué dans la capitale.

Les autorités ont récemment procédé à des interpellations (trois cents selon des informations non confirmées) de fonctionnaires, de militaires, de chefs de quartiers. Les personnes appréhendées se seraient livrées à des trafics divers ou auraient abusé de leur pouvoir et de leur fonction, « manifestant ainsi un esprit anti-révolutionnaire ».

D'autre part, et dans le but de renforcer le pouvoir populaire dans les provinces, le gouvernement a décidé de procéder à l'envoi en stage dans les villages de fonctionnaires de toutes catégories. Il s'agit de réduire l'emprise des « réactionnaires et des contre-révolutionnaires » en milieu rural.

● L'Iran menace de rompre ses relations diplomatiques avec Cuba s'il se confirme que M. Fidel Castro a rencontré des dirigeants en exil du parti communiste iranien (tandestin). Si tel était le cas, dit-on officiellement à Téhéran, l'Iran considérerait le geste de M. Fidel Castro comme « une ingérence flagrante » dans les affaires intérieures. — (A.F.P.)

UN RAPPORT DE L'O.N.U.

De 40 à 55 millions d'avortements sont pratiqués chaque année dans le monde

Washington (A.P.). — Dans le monde, plus des deux tiers des femmes ont maintenant le droit de se faire avorter, rapporte une étude effectuée sous les auspices de l'O.N.U.

Le nombre des femmes ayant droit à l'avortement a doublé en cinq ans, ce qui révèle l'un des changements de comportements sociaux les plus spectaculaires, souligne l'étude, en remarquant que, de plus en plus, les gouvernements reconnaissent que l'avortement légal est un moyen de réduire le nombre de décès dus aux avortements clandestins pratiqués dans des conditions sanitaires douteuses.

Les auteurs du rapport, M. Lester Brown et Mme Kathleen Newland, estiment qu'il y a entre quarante et cinquante-cinq millions d'avortements pratiqués chaque année. Dans certains pays latino-américains et du Proche-Orient où l'interruption de grossesse volontaire est interdite, le nombre des avortements clandestins a augmenté vertigineusement. Le rapport avance les chiffres de cinquante avortements pour cent conceptions au Brésil et de cinquante avortements clandestins chaque jour en Égypte.

« La Colombie et l'Égypte possèdent les législations les plus sévères en matière d'avortement », déclarent les auteurs du rapport.

● L'Iran menace de rompre ses relations diplomatiques avec Cuba s'il se confirme que M. Fidel Castro a rencontré des dirigeants en exil du parti communiste iranien (tandestin). Si tel était le cas, dit-on officiellement à Téhéran, l'Iran considérerait le geste de M. Fidel Castro comme « une ingérence flagrante » dans les affaires intérieures. — (A.F.P.)

chez Rodin, de 10 à 175 f le mètre, tous les tissus d'ameublement sont des « tissus décoration »

■ Velours et Jacquards contemporains.

■ Imprimés exclusifs.

■ Lampas et tapisseries de style.

■ Tissus importés, américains, anglais, belges, hollandais, italiens, suédois.

■ Tweeds, satins, toiles, douppons, chintz.

(tous nos articles sont en stock)

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

BLASE ?

Alors venez au moins une fois l'incomparable massage thaïlandais.

C'est une expérience inoubliable. Un massage tout en raffinement et subtilité, pratiqué en bain d'eau tiède et parfumée, par de jolies et délicates masseuses aux mains de rêve.

A découvrir de toute urgence. Comme un nouvel art de vivre pour l'homme d'affaires.

Traitements spéciaux et tous autres types de massages sportifs ou de relaxation.

Institut Corporel Claude Massard

Tél. 261 27 25 - 261 27 26

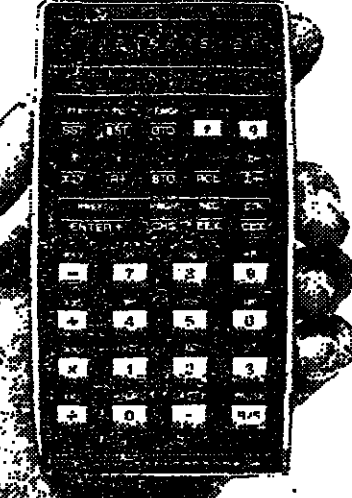
6 rue de la Paix 75002 Paris

A 'la Règle à Calcul', découvrez les plus récents calculateurs scientifiques de poche Hewlett-Packard.

HP-25

programmable, 13 registres de mémoire, 8 tests, branchements-fonctions trig, log, deg, rad, grd, conversions rect/polaire, fourni avec 56 programmes d'applications.

1 116 F ttc



HP-21

5 registres de mémoire - 20 fonctions scientifiques préprogrammées, notation scientifique, deg, rad.

570 F ttc

HP-22

calculateur universel - scientifique, statistique, économique, y compris, 2%, 4%, droite de tendance - amortissements, annuités.

954 F ttc

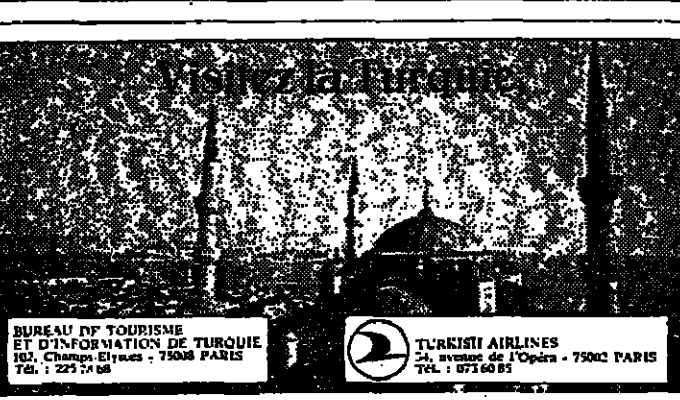
la Règle à Calcul

65-67, bd Saint-Germain, 75005 Paris.

Tél. : 033 02.63/033 34.61

1^{er} distributeur agréé en France des calculateurs de poche électroniques HP

HEWLETT-PACKARD



et reposez-vous au bord de la Mer Egée.

La Turquie, c'est la magie d'Istanbul, du Bosphore, de la Corne d'Or, de Topkapı, de Sainte-Sophie. C'est aussi Brousse-la-Verte, Pergame, Izmir, Kusadasi et Ephèse.

Mais c'est à Marmaris, au bord de la Mer Egée, que vous découvrirez la Turquie secrète. 2 semaines : 2 250 F. Paris/Paris.

GRANDES VACANCES

1, rue du Louvre, Paris 1^{er}

280.34.35

A. Meyssignac

DESSIN - EXPOSE

FABRIQUE - RESTAURE

DECORE - INSTALLE

Tapiserie ébénisterie

Meubles - Boiserie

Rangements - Éléments

Mobilier-lits

Sièges et Canapés

Lits Classiques

Canapés-lits

Tentures murales

Rideaux - Décor de fenêtres

Tout travail

Styles et contemporain

ATELIER MACASSARD

BUREAU D'ETUDES

42-44, FAUBOURG ST-ANTOINE

PARIS 10 - BASTILLE

PARKING

CONSEILS - DESSINS - PROJETS - DEVIS

343-96-31

صلى الله عليه وسلم